{BnF

gallica
BIBLIOTHÈQUE
NUMÉRIQUE

Lehuraux, Léon (1885-1956). Capitaine Lehuraux. Les Français au Sahara. Préface de... [Augustin] Bernard,....

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

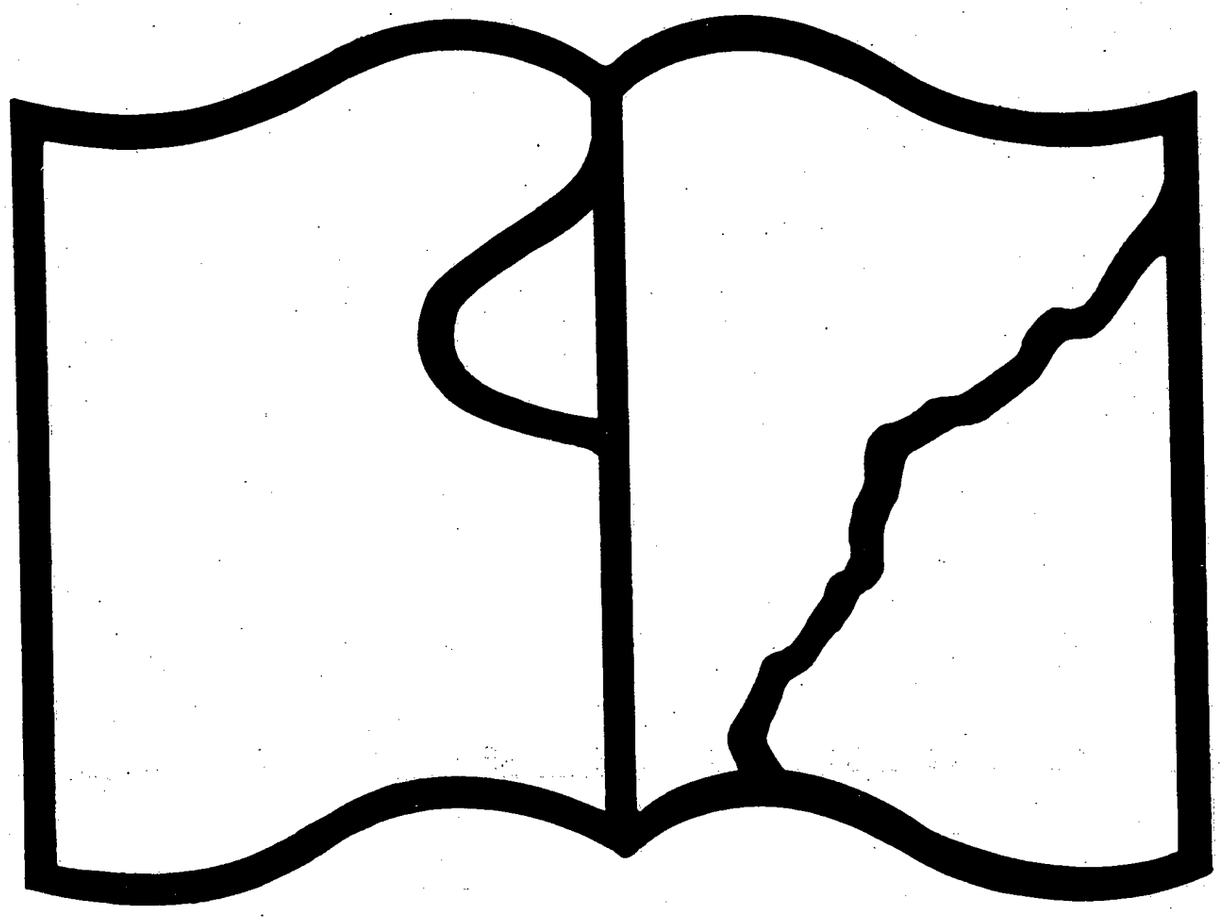
*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés sauf dans le cadre de la copie privée sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source Gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue par un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

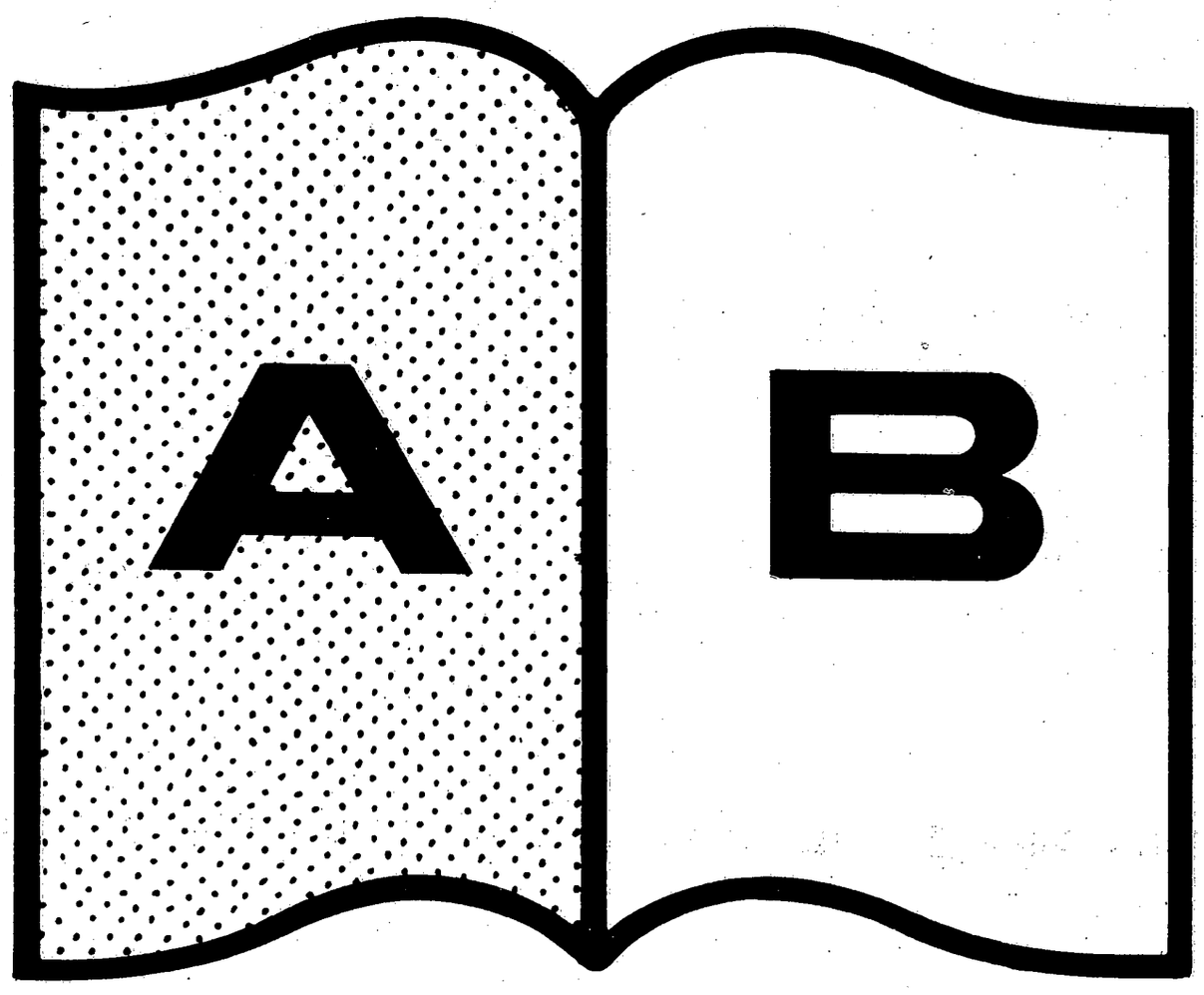
7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.



Texte détérioré — reliure défectueuse

NF Z 43-120-11

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France



Contraste insuffisant

NF Z 43-120-14

Capitaine LEHURAUX

LES FRANÇAIS AU SAHARA

Préface de M. Aug. BERNARD

Professeur à la Sorbonne

3717

Editions
"LES TERRITOIRES DU SUD"
Alger

LES FRANÇAIS AU SAHARA

2809

F

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

A la librairie Plon, 8, rue Garancière, Paris (6e) :

Sur les pistes du désert. — in-8o écu avec 30 gravures hors-texte et 5 cartes.

(Couronné par l'Académie française).

Au Sahara avec le commandant Charlet. — Préface du Maréchal Lyautey. — In-16 avec 7 gravures hors-texte et 1 dans le texte.

(Couronné par l'Académie française).

Le conquérant des oasis. — Préface du général Niéger.— In-16 avec 13 gravures hors-texte et 5 cartes dans le texte.

(Couronné par l'Académie française).

Aux éditions de l'Afrique française, 21, rue Cassette, Paris (6e) :

Le nomadisme et la colonisation en Algérie. — Préface de M. le professeur Larnaude. — Avec 15 gravures dans le texte, 5 hors-texte, 1 carte et 12 graphiques.

(Couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques).

Voyage du Gouverneur général de l'Algérie à Djanet.

Aux éditions Soubiron, rue Dumont d'Urville, Alger :

Chants de l'Armée d'Afrique. — Préface du général Georges. — Avec 26 gravures hors-texte et 19 dans le texte.

Fondateurs d'empire. -- Avec 5 gravures hors-texte et une carte.

Lettres d'un Saharien. — Préface de M. Th. Steeg, ancien Président du Conseil. — Avec 3 gravures hors-texte et 3 croquis.

Bou-Saâda, cité du bonheur. — Avec 48 gravures en hélio dans le texte, un croquis et un plan.

Aux éditions Baconnier, 4, rue de Paris, Alger :

Sahara. — Ses oasis. — Préface de M. J. Carde, Gouverneur général de l'Algérie. — Illustrations de Léon Carré. Ouvrage orné de 24 hors-texte en héliogravure.

CAPITAINE LEHURAUX

LES FRANÇAIS AU SAHARA

Préface de M. Aug. BERNARD

Professeur à la Sorbonne

« Bénie soit la terre qui est vraie, la terre qui est vraiment délicate, la terre qui protège les siens contre les contacts vulgaires ! Bénie soit la délivrance à tout jamais des hommes de mensonge et d'iniquité. Du matin jusqu'au soir, je te bénirai, ô Afrique, vierge vénérable, toi sur qui nul n'a porté la main, et qui seule es restée pure..... »

E. Psichari,
(Le Voyage du Centurion).

Editions
"LES TERRITOIRES DU SUD"
Alger

A la mémoire
du Général Laperrine
et du
R.P. Charles de Foucauld

A tous les artisans
de l'œuvre française au Sahara

L. L.

Tous droits de reproduction réservés

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS R.F.

ACQUISITION
Nº319835

PRÉFACE

Le nom et les ouvrages du capitaine Lehuraux sont trop connus de tous ceux qui s'intéressent au Sahara pour qu'il soit besoin de présenter l'auteur au lecteur. Il appartient à cet admirable corps des officiers des Affaires indigènes auxquels nous devons l'Algérie et après l'Algérie le Sahara. Collaborateur de Laperrine, de Niéger, de Charlet, de Duclos, ami du Père de Foucauld, il a pris personnellement une grande part à la conquête et à la pacification des territoires du Sud. Appelé au gouvernement général de l'Algérie, il y a exercé les fonctions de chef-adjoint du Service des Affaires indigènes et de directeur du cours préparatoire aux Affaires indigènes.

Si le capitaine Lehuraux m'a demandé quelques lignes d'introduction, c'est sans doute en souvenir de mon ami très cher, le commandant Lacroix, avec lequel je m'étais préoccupé des mêmes questions que celles qui l'intéressent, en particulier de

l'évolution du nomadisme et de la pénétration saharienne. En 1906, nous avions, mon collaborateur et moi, résumé les étapes de l'action française au désert et l'avions conduite en quelque sorte jusqu'au seuil de la terre promise : le nouveau livre du capitaine Lehuraux montre que nous y sommes entrés désormais; la pacification du Sahara s'est achevée en 1934 avec les brillantes opérations du général Huré dans le Sud Marocain.

L'intervention française a produit au Sahara une véritable révolution économique. Elle a fait cesser les pillages des nomades, mis un terme à l'anarchie, assuré à chacun le produit de son travail, accompli dans certaines régions comme l'Oued Rir une œuvre de rénovation merveilleuse. De nouvelles sources de revenus se sont créées pour les Sahariens avec l'utilisation des moyens de transport modernes, automobiles et avions. L'administration militaire, moins coûteuse, moins formaliste, moins bureaucratique que l'administration civile, a fait beaucoup avec des moyens réduits et à peu de frais. Pour de multiples raisons, il faut souhaiter qu'elle soit maintenue dans ces pays auxquels elle est si parfaitement adaptée.

J'ai parlé de terre promise à propos du Sahara : on aurait tort de voir là une ironie. La Judée n'est pas riche non plus et les humoristes prétendent que Moïse, au sortir de la fertile Egypte, mourut de saisissement à l'aspect misérable de la terre

promise que Jéhovah réservait à son peuple. On sait pourtant quel rôle la pauvre Palestine et l'Arabie plus misérable encore ont joué dans l'histoire du monde. La colonisation n'est donc pas une affaire plus ou moins payante. Si l'on excepte les belles palmeraies situées au voisinage de la Berbérie, qui ne sont que le vestibule du désert, ces immenses étendues sont vides. Lorsqu'on cherche ce que nous rapporte le Sahara, on aligne des dattes et des chameaux, et on arrive au chiffre commercial d'un port de vingtième ordre ou d'une épicerie de grande ville. On oublie ce qui ne se chiffre pas.

Si le Sahara, par un singulier paradoxe, est la plus populaire des colonies françaises, si ceux qui ont séjourné ou l'ont habité en ont la nostalgie, ce n'est pas sans raison. C'est que l'action et le rêve y trouvent également à se satisfaire. L'explorateur et même le touriste qui passe y éprouvent une satisfaction semblable à celle de l'alpiniste, la joie de la difficulté vaincue, sans parler de la beauté des paysages éclairés par une lumière incomparable. Quant à ceux qui y demeurent et qui l'administrent, ils y trouvent de multiples occasions de développer les plus belles qualités de l'homme et du soldat, l'endurance, le courage, le sang-froid, l'esprit d'initiative. Isolés dans ces solitudes, ils ont par ailleurs une vie intérieure plus intense que ceux qui s'agitent dans la cohue des villes.

Le Sahara, qui ne produit rien, nous a donné un saint, ce qui n'est pas peu de chose. Il y a une mystique du Sahara, que symbolisent les noms de Psichari et du Père de Foucauld. Il nous paie en vies héroïques comme celles de Foucauld, de Laperrine, de Pein, de Charlet et de tant d'autres plus obscurs. Il faut louer le capitaine Lehuraux de s'être constitué leur historien.

AUGUSTIN BERNARD.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Les premiers pionniers

Il n'existe sans doute pas, sur toute l'étendue du globe, un continent possédant, comme l'Afrique, un passé dans lequel l'historien se perd en conjonctures et en hypothèses. L'Afrique, qui est à la fois la plus ancienne et la plus récente conquête de l'humanité, est doublement le continent noir, par les populations qui l'habitent et par le mystère de sa destinée. Le monde a été occupé, colonisé, civilisé avant que l'Afrique noire, qui était aux portes de la civilisation voisine de l'Egypte des Pharaons, fût seulement explorée. Ce n'est qu'après dix ou vingt mille ans peut-être que l'homme, achevant de parcourir la planète, découvrit enfin cette terre, la dernière qui eût encore échappée à ses convoitises.

Les premiers occupants furent surtout attirés par l'immense réservoir d'hommes dans lequel on pouvait puiser sans se lasser pour satisfaire les exigences de l'esclavage. Les Asiates de la famille de Sem y vinrent les premiers avec leurs troupeaux occuper les régions accidentées, voisines des côtes orientale et septentrionale; mais ils se heurtèrent contre les blancs d'Europe de la famille de Japhet; pendant des siècles la lutte méditerranéenne se prolongea entre les deux races; guerres puniques, croisades, expéditions mauresques, qui illustrèrent les noms d'Annibal, de Scipion, d'Omar, de Charles Martel, de Saladin, de Saint-Louis. Ce duel gigantesque ne prit fin que lorsque l'Europe, prenant à revers le continent africain, alla porter son attaque jusque dans l'Océan Indien, dont les populations côtières vivaient jusque là tranquilles, à l'abri de toute agression.

C'est sur l'Afrique orientale que les premiers conquérants s'abattirent comme des rapaces, pillant et capturant pour l'esclavage des peuples sans défense. On connaît les vers immortels du poète :

Comme un vol de gerfauts, hors du charnier natal,
Fatigués de traîner leur misère hautaine,
De Palos, de Moguer, routiers et capitaines,
Partaient, ivres d'un rêve héroïque et brutal.

La France peut s'honorer d'avoir été la première à entreprendre l'émancipation de ces peu-

ples opprimés et à se lancer dans l'œuvre humanitaire de la libération africaine. A la fin du 18e siècle, Bonaparte s'emparait de l'Egypte et répandait les premières semences de la civilisation nouvelle sur la vieille terre des Pharaons. En 1830, les Etats barbaresques étaient mis dans l'impossibilité de continuer leurs méfaits et nos colons venaient plus tard faire prospérer et grandir sur le sol africain, le génie de la race européenne. Le percement de l'isthme de Suez, par Ferdinand de Lesseps, vers 1860, faisait enfin à l'Afrique l'incision définitive et mettait toute la côte orientale en communication directe, immédiate avec l'Europe. Dès lors, l'Afrique devenait une île immense, abordable en tous sens à la circumnavigation européenne, et allait enfin entrer dans le champ des préoccupations du monde civilisé.

On s'est plu, jadis, à adresser à la politique coloniale non pas spécifiquement française, mais européenne, des reproches passionnés. On trouvait qu'aucune pensée directrice, aucun plan, aucune méthode ne la guidaient. Selon certains, les colonies prenaient naissance à la suite d'une rencontre de hasard entre un explorateur audacieux et une terre sans maître. Pour d'autres, au contraire, leur périlleuse conquête dissimulait mal les intérêts, plus personnels que nationaux, qui la provoquaient. On expliquait ainsi que l'Algérie était devenue française parce qu'un Dey, au lieu d'endosser une traite, remplaça sa signature par

un coup d'éventail et on s'étonnait ensuite que la France, à son corps défendant, se fût évertuée à tirer raison de ce geste.

Il semble pourtant que des lois plus hautes, des lois dont la civilisation peut s'enorgueillir, ont présidé à l'expansion de la vieille Europe en Afrique.

Si l'on songe, par exemple, à l'idée généreuse qui se propagea avec tant de force vers le milieu du XIXe siècle que la traite et l'esclavage étaient une honte insupportable dans un monde civilisé, on est bien contraint de donner à l'expansion européenne quelques mobiles désintéressés. De même, quand on est tenté de juger incohérentes et occasionnelles les étapes de la pénétration vers le centre du continent, il n'est pas inutile de voir les choses dans leur ensemble, avec le recul nécessaire qu'assure déjà aux événements d'avant 1914 la secousse de la guerre.

La conquête de l'Afrique centrale apparaît alors comme l'exécution d'un plan réfléchi. Certes les rivalités qui séparent les nations en Europe s'y révèlent avec leurs reflets, parfois rapidement atténués par les diplomates, parfois au contraire avivés jusqu'à devenir une lueur d'incendie.

L'Angleterre, ouvrant la voie il y a un peu plus d'un demi-siècle, était à peine débarquée en Egypte qu'elle poussait Gordon vers le Haut-Nil. Plus tard, l'Italie cherchait un passage à travers l'Erythrée et ne devait rencontrer qu'en Tripolitaine le contact si désiré avec les terres souda-

naises. Par le Togo et le Cameroun, l'Allemagne avait fait sa brèche vers le Tchad. La France, enfin, après l'insuccès de Fachoda, a réussi à délimiter sa part, et quand les trois missions Foureau-Lamy, Gentil et Joalland-Meynier se sont, en 1900, avec un retard commun d'un an sur leur itinéraire, trouvées fidèles au rendez-vous de Kousseri, elles ont, en détruisant l'empire de Rabah, marqué la date décisive de la pacification africaine.

Un grand mouvement a donc porté les nations civilisées vers le Soudan et si, aujourd'hui, le terme un peu trop générique de Soudan doit se monnayer en noms de provinces, il n'en est pas moins vrai que sa conquête n'est pas un simple épisode des guerres coloniales, mais qu'elle a répondu à une préoccupation générale. Maintenant que le cantonnement de chaque nation est terminé, que les frontières respectives de chaque colonie sont tracées et que les derniers traités de paix y ont apporté des retouches que l'on veut espérer définitives, l'élan qui a soutenu la conquête ne s'est pas arrêté. Il a changé de forme. Il s'est adapté à la période nouvelle, qui est celle de la mise en valeur des nouveaux domaines.

Dès la plus haute antiquité, le désert du Sahara a attiré les explorateurs. Les Romains l'ont traversé, ou du moins il est très probable qu'ils l'ont traversé. Un certain Cornelius Balbus a conduit une expédition au Fezzan et Julius Materne a

atteint l'Agysimba Regio, c'est-à-dire l'Aïr, le Soudan. Ce qui est plus discuté c'est de savoir comment l'entreprise a été réalisée et avec quels moyens de transport. La thèse classique est, qu'à cette époque, le chameau n'avait pas encore été introduit d'Asie en Afrique. Julius Materne n'aurait pu s'en servir et il aurait employé des chars traînés par des bœufs. Mais, dans un ouvrage substantiel et fort documenté, l'érudit commandant Cauvet a soutenu l'opinion inverse en l'appuyant d'une bien ingénieuse et bien forte argumentation. Pour lui, c'est avec le chameau, animal autochtone en Afrique, que les Romains ont effectué leurs expéditions sahariennes. Julius Materne mériterait alors le titre de premier officier méhariste.

Jusqu'au début du XIXe siècle et depuis la disparition de l'occupation romaine en Berbérie, il ne semble pas que des voyageurs européens aient été tentés par l'attrait du mystère saharien. Seuls des prédicateurs de l'Islam, venus d'Arabie et d'Egypte avec les invasions hilaliennes, ainsi que de sinistres trafiquants d'esclaves qui allaient prendre livraison de leur troupeau humain dans les oasis du Touat et du Tidikelt, avaient pénétré dans le désert.

En 1819, un officier de l'armée britannique, le capitaine Lyon, qui explorait la Tripolitaine, essaya de pousser vers le pays des Touareg Ajjers et il eut même des rapports amicaux avec le chef des Imanrassaten, tribu noble de la confédération

des Ajjers. Mais il ne poussa pas plus loin ses investigations.

Quatre années plus tard, trois de ses compatriotes, Denham, Clapperton et Oudnay, cherchèrent à gagner la ville de Ghat en partant de Mourzouk. Ils renoncèrent à leur projet et préférèrent se diriger directement vers l'Afrique équatoriale en direction du lac Tchad.

Le premier explorateur saharien dont le nom soit vraiment digne d'être cité, est le major anglais Gorton Laing. C'était en 1825. A cette époque, une lutte acharnée régnait entre les Touareg Ajjers et les Châamba. Les rezzou succédaient aux rezzou, faisant de nombreux morts des deux côtés. L'insécurité la plus complète existait dans la région. Avec la seule recommandation, bien illusoire, du consul général d'Angleterre à Tripoli, Laing partit de cette ville dans l'intention de se rendre à Tombouctou en passant par In-Salah. Voyageant ouvertement, ne cachant ni sa nationalité, ni sa religion, l'officier traversa successivement le Sahara oriental et la partie est du plateau du Tadmaït, avant d'atteindre la capitale du Tidikelt.

Les habitants d'In-Salah firent à « Er Raïs », ainsi que les indigènes appelaient le major, un accueil qui lui donna des inquiétudes pour son existence. Centre important où les grandes caravanes venaient échanger la poudre d'or, les plumes d'autruche, l'ivoire, les esclaves surtout, con-

tre les barres de sel, les vêtements de laine et de soie, la myrrhe et l'encens, In-Salah était, en outre, une cité très fermée, à la population fanatique, d'une farouche hostilité contre les chrétiens, les « incirconcis ».

Laing ne dut son salut qu'à l'intervention énergique de son guide Si Othman ben el Hadj Bekri, fils d'une noble Hoggar et d'un personnage religieux des Ajjers, le chef de la zaouia de Temassinin. Si Othman, qui devait plus tard jouer un rôle important lors de nos premières tentatives de pénétration saharienne, avait en effet accepté, malgré les difficultés et les dangers qu'il prévoyait, d'accompagner l'explorateur jusqu'à In-Salah. C'est à la considération qui s'attachait à son titre de « marabout » que le major anglais put avoir la vie sauve. Mais ce n'était qu'un sursis que lui accordait la loi inexorable du désert. Parvenu à Tombouctou et expulsé de cette ville, le voyageur fut étranglé sur la route d'Araouan, comme il cherchait à gagner le Maroc, par son guide Berabiche.

L'année suivante, en 1826, un jeune et hardi Français, René Caillé, décidait à son tour de s'attaquer au désert après avoir pénétré dans la métropole soudanaise.

Nous sommes au lendemain de l'épopée impériale. La France cherche le calme dans un ordre traditionnel retrouvé. Mais la jeune génération qui n'a pas souffert des guerres est plus sensible aux

souvenirs de la liberté et aux enivrements de la gloire qu'aux grâces vieillies d'un régime qui n'a rien appris, rien oublié. Elle subit une crise morale souvent décrite. Les caractères faibles s'abandonnent aux langueurs et aux violences du mal du siècle. Les caractères mieux équilibrés n'échappent pas à ces aspirations vagues, à ces élans vers l'inconnu qu'une sorte de contagion morale semble répandre. Les jeunes Français et les étrangers de ce temps-là sont très individualistes, très occupés de leur cas, très ambitieux d'attirer l'attention sur leur personne. Beaucoup songent à se singulariser par quelque exploit. Le gilet rouge de Théophile Gautier, le bel habit guerrier couvert de dorures de Byron partant pour la Grèce, le burnous troué de René Caillé sont bien de la même époque tourmentée de passions vives et avide de satisfactions inédites. La traversée transsaharienne de René Caillé est, pour une bonne part, un exploit romantique.

René Caillé avait 26 ans lorsqu'il conçut, seul, le projet d'atteindre la mystérieuse capitale du Soudan en passant par le Sénégal et de rentrer en Europe en traversant le désert. Aujourd'hui que les distances ne comptent plus, nous imaginons avec peine ce qu'était alors un tel dessein. « Je pars pour Tombouctou » cela devait sembler, en 1826, une bien inquiétante confidence ! Mais, même de nos jours, n'existe-t-il pas plus d'un contemporain qui regarde encore le courageux mortel,

revenant de l'ancienne métropole soudanaise, avec cet œil soupçonneux que les enfants de Florence jetaient sur l'Alighieri, à son retour des Enfers ?

René Caillé put atteindre Tombouctou au prix de nombreux dangers et de grandes souffrances. Il réussit surtout à en revenir en suivant le même itinéraire de retour que le major Laing; mais, plus heureux que celui-ci, il rentra sain et sauf au Maroc, ayant ainsi relevé le premier itinéraire régulier reliant, à travers le désert, le bassin du haut et moyen Niger à la côte méditerranéenne. Plus réellement que l'illustre Florentin, René Caillé est descendu aux Enfers et, en en remontant, il a écrit sur le sable saharien un beau poème de l'audace française. Ce qui l'attira au Sahara, c'est le danger et ce sont aussi les difficultés réputées insurmontables qui y étaient accumulées. Caillé restera toujours le héros qui tente, accomplit et réussit une rare prouesse.

Sans aucun instrument, réduit, pour établir des positions géographiques, à mesurer la longueur de l'ombre d'un bâton, il releva le cours moyen du Niger. Il rapporta des documents inappréciables sur de vastes contrées inconnues avant lui. Du Fouta Djallon, René Caillé parcourut des régions dont la plupart n'ont été revues que cinquante ans après lui, dont quelques-unes ne l'ont été qu'à une période récente. Le jeune explorateur avait le don d'observer; il savait noter le trait caractéristique d'une race, comme celui d'une flore. Sous sa

plume les descriptions se précisent, les régions s'individualisent, les peuples vivent et agissent. Tous les voyageurs qui l'ont suivi ont rendu témoignage de sa véracité, et l'on a peine à comprendre aujourd'hui comment le plus vraisemblable et le plus vrai de tous les récits a passé quelque temps pour le plus imaginaire.

Ce qui ajoute à la valeur de Caillé, à l'admiration qu'il inspire, ce sont les conditions dans lesquelles il effectua son voyage. Se donnant pour musulman, continuellement épié par ses compagnons et ses hôtes, Caillé devait s'abstenir de faire directement aucune interrogation; il lui fallut des prodiges d'ingéniosité pour dérober ses notes à la curiosité de ses amis et de ses ennemis. René Caillé est bien le premier des grands voyageurs africains, le digne précurseur de Barth. Son œuvre est capitale en ce qui concerne les régions du Niger supérieur et de ses affluents.

En décembre 1835, l'Anglais Davidson essayait aussi d'atteindre Tombouctou par le nord-ouest. Parti de Tanger en suivant la côte, il arrivait en avril 1836 sur l'oued Noun où il restait immobilisé pendant plus de six mois, aucune caravane ne s'étant mise en route vers le Soudan durant ce temps. Il réussissait enfin à poursuivre son voyage en se joignant à des caravaniers Tadjakant. Mais il subissait le même sort que son compatriote Laing : en décembre 1836, il était mis à

mort par un parti d'Oulad-Arib, près de l'oued Sous.

Malgré les précieuses informations qu'il a rapportées de son exploration, René Caillé ne peut être classé parmi les grands voyageurs scientifiques. Il n'en avait d'ailleurs pas les moyens, ni matériels, ni intellectuels. C'est l'Allemand Henri Barth qui allait inaugurer cette nouvelle période des voyages scientifiques vers le Niger.

Le 24 mars 1850, James Richardson, sujet britannique, qui avait déjà réussi en 1845 un voyage de Tripoli à Ghadamès et à Ghat, fut chargé par son gouvernement d'une mission importante : il s'agissait d'établir des relations suivies, basées sur des traités commerciaux, avec la Tripolitaine et le Soudan.

Richardson s'adjoignit deux compagnons, les docteurs BARTH et OVERVEG, d'origine allemande. Les trois voyageurs passèrent successivement à Mourzouk, Ghat et Agadès. Là ils se séparèrent en se donnant rendez-vous au lac Tchad. Richardson mourut pendant le trajet. Quant à Overseg, il expira entre les bras de Barth à Kouka.

Henri Barth avait gagné Kano par Agadès, puis de Kouka s'était rendu sur la Bénoué, en juin 1851. Rentré au Bounou, il se dirigea vers Sokoto qu'il dépassa, atteignit Say, sur le Niger, puis traversa la boucle du Niger pour aller revoir le grand fleuve en amont de Tombouctou, dont il franchit les murs au mois de septembre 1853. Il resta six

mois à Tombouctou et suivit ensuite jusqu'à Say les bords inconnus du Niger saharien. En 1855, au mois d'août, Barth rentrait à Tripoli par Kouka et Bilma, après avoir accompli le plus long des voyages africains jusqu'alors réalisés.

Barth a été l'un des plus grands explorateurs du Sahara. C'est lui qui, le premier, fit connaître les races du centre de l'Afrique septentrionale. Avant lui tout n'était que fables ou données vagues, aussi bien sur le pays lui-même et sa géographie, que sur ses habitants. Caillé n'avait rapporté sur les Touareg que des indications fort peu précises et encore n'avait-il entendu parler que des tribus du sud-ouest. Richardson, à son premier voyage, n'avait pu s'aventurer au-delà de Ghat. « Il était réservé à Barth, dit Paul Vuillot dans son ouvrage : *L'Exploration du Sahara*, de rapporter au monde civilisé des notes précises sur la région du Tchad et sur le Sahara, de fixer la géographie encore très incertaine de ces pays, d'étudier l'histoire des tribus qui les habitent, enfin de recueillir des renseignements d'une valeur inestimable sur l'ethnographie, l'histoire ancienne et l'état politique des vastes étendues de territoires qu'il a parcourues ».

Barth avait ce qui manquait à presque tous ses devanciers, une préparation scientifique suffisante; il était en état de saisir et de juger ce qu'il voyait; grâce aux circonstances dans lesquelles s'effectua son voyage, il put tirer de ses connaissances et de

ses études antérieures le plus grand profit : tandis que Caillé avait partout passé inaperçu, Barth fut reconnu pour européen à Tombouctou même; presque toujours il fit route au grand jour, recueillit ouvertement ses informations, se servit ostensiblement de ses instruments. Il ne voulut aller ni trop vite, ni trop loin; quand il fut à Tombouctou, il préféra gagner le Tchad plutôt que le Sénégal, refusant ainsi la vaine gloire d'avoir le premier traversé l'Afrique de la Méditerranée à l'Atlantique. Henri Barth fut un grand serviteur de la Science.

En 1852, le maréchal Randon, gouverneur général de l'Algérie, songea à établir des relations commerciales avec le Soudan en attirant en Algérie les caravanes transsahariennes qui se dirigeaient, soit vers Tripoli, soit vers le Maroc. Son plan consistait à placer dans les cités les plus importantes du Sahara, à Ghat notamment, des représentants musulmans, sortes d'agents consulaires chargés de préparer les voies à la venue ultérieure d'agents Français.

Ce projet ne put être réalisé. Toutefois, sur la demande du gouverneur général, le chef des Oulad Sidi Cheikh, Si Hamza ben Boubekeur, accepta de se rendre à Ghat en vue de nouer des relations avec les Touareg. Si Hamza venait précisément de se couvrir de gloire en occupant la ville de Ouargla avec son goum au nom de la France et son loyalisme avait été récompensé par

l'attribution de la dignité de Khalifa. Ce personnage influent était tout disposé à seconder le maréchal Randon dans ses desseins. En 1854 il partit donc pour la Tripolitaine. A Ghat il rencontra les chefs Ajjers qui le reçurent avec beaucoup d'égards et il réussit à ramener avec lui, à Alger, une délégation de quelques nobles Touareg, en particulier le Cheikh Othman, l'ancien guide de Laing, qui avait succédé à son père dans la direction spirituelle de la zaouia de Temassinin, et hérité de celui-ci l'influence et le prestige.

La délégation séjourna à Alger pendant un mois. Elle en repartit chargée de présents pour le chef de la confédération, l'aménoukal Ikhenoukhen, qui avait manifesté ses bons sentiments envers notre pays par l'intermédiaire de son ambassadeur et ami Cheikh Othman. Un accord avait été conclu suivant lequel les caravaniers Français pourraient, à l'avenir, parcourir la région Ajjer en toute liberté.

De fait, une première caravane partie d'Ouargla au printemps de 1856 sous la conduite de Si Othman, et au devant de laquelle s'était rendu Ikhenoukhen en personne, pouvait entrer à Ghat sans incident en dépit des dispositions malveillantes des habitants de la ville. Elle y séjourna un certain temps et ne rentra en Algérie que deux années après avec de nombreux présents offerts par des négociants de Ghat et destinés au gouverneur général.

En cette même année 1858, le capitaine de spahis de Bonnemain traversait l'erg oriental d'El-Oued à Ghadamès. Il devait étudier le commerce de cette ville et essayer de poser les bases d'une entente économique entre les commerçants du sud algérien et ceux de Ghadamès. Ses propositions furent assez froidement accueillies.

Toujours en 1858, au mois d'août, un jeune interprète militaire de l'Armée d'Afrique, Ismaïl bou Derba, fils d'un musulman et d'une chrétienne, connu dans le pays touareg sous le nom de Kaci, accompagna le Cheikh Othman lors de son retour aux Ajjers. Bou Derba passait pour conduire une caravane; en réalité il avait reçu la mission officielle de recueillir, au cours de son voyage, des renseignements de toute nature et de contrôler les véritables sentiments des Touareg à notre endroit. Les habitants de Ghat, excités par les Senoussistes et par les menées sourdes des agents britanniques de Tripolitaine, voulurent faire un mauvais parti à l'interprète; c'est grâce à l'aménoukal Ikhenoukhen et à Cheikh Othman qu'il eut la vie sauve et qu'il put remplir la mission qui lui avait été donnée.

Plus jeune encore que René Caillé, n'ayant que 18 ans lors de son premier voyage au Sahara, Duveyrier avait terminé ses explorations célèbres, arrêté par la maladie, à 23 ans. Comme René Caillé, il est tout audace. En 1857, à son premier voyage, il écrit de Biskra à son père : « Je ne

redoute qu'une chose, c'est que, soit par raison politique, soit par défiance de mes forces, soit par un faux intérêt pour mon sec individu, on me refuse la liberté d'aller plus loin ». On ne l'arrêta heureusement pas. Dans une lettre adressée à un coreligionnaire, Si Othman, son guide en pays touareg, ne trouve qu'un reproche à lui adresser, son extrême courage. « Nous ne savions, dit-il, comment faire pour le retenir ». Son biographe, Masqueray, l'a caractérisé en ces termes : « Il était le fils d'un Saint-Simonien de marque et l'élève de Barth. Son père avait embrasé son âme d'idées généreuses et son maître lui avait indiqué le Sahara central comme le plus beau terrain scientifique ».

A cette époque, sous le second empire, le romantisme est à son déclin. Les progrès scientifiques transforment la physionomie de la vieille Europe et la Science se dresse comme une nouvelle divinité. Où la science géographique trouverait-elle un domaine plus vaste et plus intact qu'au Sahara ? Duveyrier a eu, suivant Masqueray, l'ambition d'exercer un apostolat scientifique et le terme lui convient parfaitement. Mais ne s'applique-t-il pas avec la même exactitude aux plus grands de ses contemporains : aux Taine, aux Michelet, aux Renan ? Entre le séjour de Duveyrier chez les Touareg Ajjers et celui de Renan en Palestine et en Syrie, il n'y a pas que l'analogie du voyage, la coïncidence de l'époque; il y a une

conception similaire du but de la science et de la mission du savant. Ce que Duveyrier a aimé dans le Sahara c'est la science la plus noble, une science plus complète que celle qui ne connait que les méditations du laboratoire, la science virile qui unit l'action à l'étude, celle qui exige des apôtres prêts à verser leur sang, à sacrifier leur vie.

Duveyrier a visité et étudié en détail tout le Sahara oriental jusqu'au Fezzan. A son retour, il a publié un grand ouvrage : *Les Touareg du Nord*, qui donne une histoire aussi complète que possible du pays des Ajjers. La langue, les mœurs, les coutumes des Touareg, leur vie intime, leurs usages politiques, leurs différentes tribus et leurs territoires de parcours y sont étudiés tour à tour et chacun de ces points si divers a été développé de main de maître par ce jeune homme de 20 ans. Son ouvrage est, et restera longtemps encore, le document le plus complet que nous possédions sur cette partie du Sahara et ses habitants.

On a pu reprocher plus tard à Duveyrier un certain manque de psychologie à l'égard des Touareg. Pendant le long séjour qu'il fit au milieu d'eux de 1859 à 1861, il subit le charme étrange de ce petit peuple. Les mœurs, les coutumes, les traditions qui rattachent les Touareg aux âges anciens l'avaient subjugué. Duveyrier avait une âme ardente et belle; il était jeune et animé des plus nobles sentiments; il voyait ses audacieux

projets se réaliser dans des conditions inespérées et avec l'appui même de ceux que l'on considérait naguère encore comme des bandits de grand chemin et des pillards sanguinaires.

Henri Duveyrier s'était laissé impressionner par les allures de grands seigneurs des Touareg nobles, leurs gestes mesurés, leur marche altière, le mystère de leurs attitudes. Il n'a vu en eux que des guerriers chevaleresques, des héros de roman, des poètes prêts à se massacrer pour le sourire d'une belle. Pendant longtemps, il s'est créé ainsi une légende d'humanité, de droiture. Les Touareg passaient pour le peuple le plus loyal, le plus franc de la terre. Nous devions payer cher plus tard ces appréciations erronées et cette excessive confiance dans une population versatile, fourbe et possédant les qualités, mais aussi les défauts des primitifs.

Cependant, les impressions de Duveyrier s'expliquent dans une certaine mesure. Il se trouvait, en effet, dans un milieu qui lui était favorable. Le Cheikh Othman, homme de grande intelligence, tout acquis à notre cause, lui était totalement dévoué. L'aménoukal Ikhenoukhen, d'une intelligence également remarquable, avait pour lui une affection paternelle. Ce vieillard de 80 ans, solide comme un roc, s'était, dit Masqueray, « pris d'une sorte de tendresse pour ce jeune homme imberbe qui osait pénétrer seul dans ces immenses déserts, n'ayant pour armes qu'une politesse parfaite et un mépris absolu de la mort ». Ikhenou-

khen appelait Duveyrier *Es Saâd*, le bonheur, la force.

Au surplus des idées généreuses identiques rapprochaient ces trois hommes. A cette époque l'organisation sociale des Touareg était plus marquée qu'elle ne l'est restée de nos jours. Elle comportait une hiérarchie de castes : au sommet, une noblesse héréditaire peu nombreuse et oisive; au-dessous, une caste vassale qui, seule, travaillait et possédait; puis des serfs et des esclaves. Du haut en bas, chaque échelon exploitait celui qui suivait. Le vassal nourrissait son suzerain, en vertu d'un usage traditionnel. Mais caravanier et pasteur, ayant besoin de routes libres et de territoires pacifiés, il se trouvait en opposition d'intérêts avec la classe nobiliaire batailleuse et pillarde.

Ikhenoukhen, comme Cheikh Othman, était un novateur. En dépit de la constitution féodale des Touareg, il favorisait la classe moyenne. La noblesse lui était donc, en général, hostile. Aussi longtemps qu'il resta dans la vigueur de l'âge, il sut néanmoins imposer ses vues, n'hésitant pas à appuyer la persuasion par la force quand il le fallait.

Ces excellents sentiments ne pouvaient manquer d'être accueillis avec sympathie dans tous les milieux en France. « Venez chez nous, écrivait Ikhenoukhen aux chefs militaires; vous n'y rencontrerez que le bien, la paix et une grande sécurité jusqu'au Soudan où s'étend notre main ». Et,

sur l'invitation du gouvernement, il dépêchait à Paris, pour être présenté à l'empereur, son ami et confident Othman.

C'est à la suite de cette visite et des conversations engagées à ce moment que fut décidé l'envoi, à Ghadamès, d'une mission dirigée par le commandant Mircher, accompagné du capitaine de Polignac et de l'ingénieur Vatonne. Partie de Tripoli cette mission signa avec les chefs Ajjers, le 26 novembre 1862, une sorte de traité commercial par lequel les Ajjers « s'engageaient à faciliter et à protéger, à travers leur pays et jusqu'au Soudan, le passage des négociants Français ou indigènes algériens ».

Ce traité fut considéré comme un véritable document diplomatique de la plus haute importance. Pour s'être montré sceptique, le lieutenant Vuillot, auteur d'un bel ouvrage : *l'Exploration du Sahara*, reçut un blâme sévère de ses chefs. On fit confiance à la loyauté de la « nation touareg » et l'assassinat de Alexandrine Tinne, exploratrice hollandaise, à la porte du Fezzan, au sud-ouest de Mourzouk, en 1869, ne diminua en rien ce bel optimisme.

A la même époque, la pénétration par le sud oranais se poursuivait progressivement. Sous la direction d'officiers de bureaux arabes, tels que les lieutenants Dastugne, de Colomb, etc..., des reconnaissances étaient effectuées en direction du Gourara et recueillaient des renseignements intéres-

sants sur la région du sud-ouest algérien. De novembre 1860 au mois de janvier 1861, le commandant Colonieu et le lieutenant Burin parcoururent le Touat et le Gourara avec mission d'étudier les moyens de développer les relations commerciales avec le Touat. Il furent mal accueillis à peu près partout, notamment à Timimoun. Ils rapportèrent néanmoins une documentation importante sur les régions visitées.

Le Touat, fermé aux Français, devait ouvrir ses portes devant un étranger, l'Allemand Gérard Rohlfs. Il est vrai que cet explorateur avait pris le soin de se faire passer pour musulman et qu'il possédait la « baraka » du chérif d'Ouezzan. Il réussit, en 1864, à séjourner dans le Touat et le Tidikelt, puis à gagner Ghadamès et Tripoli par Temassinin. Quelques années plus tard, de 1866 à 1867, Rohlfs devait, le premier, accomplir la traversée du continent africain, de la Méditerranée à l'Atlantique, de Tripoli à Lagos.

L'insurrection des Oulad Sidi Cheikh, en 1864, puis la guerre de 1870-1871, arrêtèrent momentanément les progrès d'expansion française dans la région saharienne.

⁂

Après la guerre, la patrie blessée devient plus chère à tous ses fils. Ceux-là même qui se proclamaient avant le désastre « citoyens du monde »,

confessent que leur cœur a changé : « J'en suis maintenant économe » dit Sully-Prudhomme dans un courageux aveu. Rendre au pays sa grandeur, voilà le devoir que désormais s'imposent les meilleurs de ses enfants. Le mouvement d'expansion coloniale naît de ce sentiment national. Il inquiète même de bons Français qui se demandent si cet élargissement des frontières par delà les mers ne risque pas de faire oublier l'inguérissable plaie d'une autre frontière. Ceux qui ont foi dans une plus grande France pour refaire toute la France ne doutent pas que son avenir soit en Afrique.

Dès 1874, Dournaux-Duperré, ancien commis de marine, accompagné du Français Joubert et d'un indigène d'El-Oued, se rend à Ghadamès avec des marchandises qu'il espère écouler à bon compte sous la protection du traité de 1862. Malheureusement notre allié le Cheikh Othman venait de mourir et son successeur, son neveu Abdennebi ag Ali, qui devait devenir lui aussi un précieux ami de notre pays, ne possédait pas encore l'autorité suffisante pour venir en aide à l'explorateur. Les trois voyageurs furent assassinés, surpris dans leur sommeil, au sud de l'oued Ohanet, alors qu'ils se rendaient vers les campements d'Ikhenoukhen qui leur avait promis son appui.

Dans les années 1875 et 1876, Victor Largeau réussit à atteindre Ghadamès et à en revenir sans incident, mais aussi sans grand profit. L'un de

ses compagnons, Louis Say, voulut renouveler l'expédition l'année suivante et tenter d'entrer en relation avec les Hoggars, mais, arrivé à Temassinin, il rebroussa rapidement chemin devant les menaces dont il était l'objet.

La même aventure était advenue à l'explorateur Soleillet devant In-Salah. Soleillet voulait forcer la porte du Tidikelt que les ksouriens nous tenaient toujours obstinément fermée. Il avait pu atteindre la petite oasis de Miliana, située à une vingtaine de kilomètres d'In-Salah, et il espérait réussir dans son entreprise lorsque, prévenu à temps que les gens de ce village s'étaient mis en route pour lui faire un mauvais parti, il s'empressa de reprendre la direction du nord.

C'est à la même époque (1876) que fut perpétré le meurtre des Pères Blancs des Missionnaires d'Afrique : Paulmier, Ménoret et Bouchard. Chargés par le cardinal Lavigerie d'aller étudier les possibilités d'installation d'une communauté à In-Salah, les trois religieux furent assassinés à mi-chemin, au puits de Hassi Abdelhakem, que nous appelons aujourd'hui Inifel.

Cet événement tragique n'arrêta d'ailleurs pas le zèle des membres de la congrégation. En 1879, deux autres missionnaires, les Pères Richard et Kermabon, parcoururent tout le pays Ajjer, protégés seulement par leur inépuisable bonté envers les Touareg, et purent se livrer à leurs investigations sans être le moins du monde inquiétés.

L'étranger ne restait pas non plus indifférent au mouvement d'expansion de la vieille Europe en Afrique par la voie du désert.

Le 10 octobre 1876, Erwin von Bary, naturaliste allemand, chargé par la Société de géographie de Berlin et la Société africaine d'Allemagne de pénétrer dans le Hoggar, parvenait à Ghat. Docteur en médecine, il se faisait passer pour médecin turc et musulman. La lutte qui mettait aux prises les Ajjers et les Hoggars l'empêchant d'exécuter son projet, l'explorateur décidait de gagner l'Aïr d'où il pourrait peut-être aborder la koudia du Hoggar par le sud.

Le 5 janvier 1877 von Bary partait pour l'Aïr. Il en revenait en octobre 1877 sans avoir réussi dans son entreprise. Reçu à Ghat avec cordialité par le Caimakam qui l'avait convié à un festin, l'explorateur était trouvé le lendemain, mort sur sa couche. Sans doute l'hospitalité du Caimakam avait-elle été trop orientale et un poison subtil avait-il fait son œuvre.

En 1880, un autre explorateur germanique, Oscar Lenz, réussissait à atteindre le Sénégal en passant par la petite oasis de Tindouf, dans le Sahara occidental, et par Tombouctou. Il rapportait de cette belle et audacieuse expédition une contribution précieuse à la Science.

⁂

C'est alors que l'ingénieur Duponchel prit la tête d'un mouvement en faveur du chemin de fer transsaharien, dont l'idée, depuis longtemps émise, était jusqu'à ce moment restée dans le domaine spéculatif. Duponchel se fit l'apôtre ardent du projet. Il réussit à intéresser de hautes personnalités à ses vues et à convaincre le ministre des Travaux Publics, M. de Freycinet, qu'il fallait, les premiers, atteindre le Soudan libre et sans maître par le rail.

Le 7 novembre 1879, le ministre confia au lieutenant-colonel Flatters, ancien commandant supérieur du cercle de Laghouat et membre de la commission du chemin de fer transsaharien, le soin d'organiser une expédition ayant pour but d'étudier un projet de voie ferrée dont le tracé devait aboutir entre le Niger et le lac Tchad.

Cette décision ne fut pas obtenue sans difficultés, tenant moins au principe même de l'expédition qu'aux conditions dans lesquelles celle-ci serait exécutée.

Il existait, en effet, parmi les milieux métropolitains dont l'attention était portée sur les questions africaines, un état d'esprit particulier. Le romantisme exerçait encore son influence. On imaginait toujours un Sahara accueillant, peuplé de guerriers chevaleresques à la parole loyale. On rappelait l'impression profonde que les Touareg avaient laissée à Duveyrier et le célèbre explorateur, devenu président de la Société de géographie

de Paris, appuyait ces déclarations en évoquant ses souvenirs. Comment mettre en doute la sincérité des bons sentiments des Touareg, alors que l'illustre voyageur lui-même en avait rapporté la preuve indiscutable et qu'il s'en portait garant ?

L'ingénieur Duponchel ne partageait toutefois pas les illusions de Barth et de Duveyrier. « Les plus puissantes tribus, écrivait-il en parlant des Touareg, ne peuvent pas mettre sur pied de guerre plus de 100 hommes armés de mauvaises lances ». Il s'élevait contre les idées qui avaient abouti à l'envoi d'« ambassades » à Ghat ou à Ghadamès, ou de missions chargées de présents. Il voulait que la pénétration saharienne se fît plus méthodiquement, lentement mais sûrement, le chemin de fer suivant de près les explorateurs.

Les avis de Duponchel ne pouvaient prévaloir ceux de Duveyrier qui avaient le mérite de l'expérience vécue. On continua donc à attacher au traité de Ghadamès, signé plus de quinze ans auparavant, une grande importance et à faire confiance à la bonne foi des chefs Ajjers, signataires de l'accord. Un ministre ne déclarait-il pas solennellement que ce traité donnait toute sécurité aux caravanes françaises et algériennes ?

L'optimisme était donc à peu près général. En Algérie, cependant, le plus grand nombre des officiers des bureaux arabes, mieux renseignés sur les réalités sahariennes, étaient loin de partager cette confiance. Quelques avertissements timides furent

élevés. Mais, à cette époque, les bureaux arabes étaient l'objet de violentes attaques qui venaient d'entraîner leur suppression. Toute information provenant de cette source était entachée d'office de suspicion.

On a reproché au lieutenant-colonel Flatters l'organisation défectueuse de ses deux missions. Il serait injuste de lui en faire supporter l'entière responsabilité. La Commission transsaharienne constituée au ministère des Travaux Publics s'était opposée à l'envoi d'une mission à caractère militaire. Elle désirait que les envoyés de la France se présentassent aux chefs sahariens sans armes, sans aucun appareil guerrier. La qualité d'officier du colonel Flatters, les fonctions qu'il avait exercées dans le sud de l'Algérie, lui avaient paru incompatibles avec le but que l'on cherchait à atteindre et elle eût préféré confier à une personnalité civile la direction de l'expédition.

Eprouva-t-on des difficultés pour trouver cette personnalité ? La candidature du colonel fut enfin agréée, mais sous la réserve qu'il accepterait les conditions imposées. On l'obligea à renoncer à toute escorte militaire; les armes destinées aux chameliers devaient rester enfermées dans les caisses et n'être utilisées seulement qu'en cas d'impérieuse nécessité; il fallait absolument se présenter aux Touareg en amis et éviter, coûte que coûte, toute effusion de sang.

Le colonel Flatters n'ignorait certainement pas les complications auxquelles il allait s'exposer en s'inclinant devant ces obligations. Il accepta néanmoins les exigences de la commission.

Tandis que l'ingénieur Choisy était chargé d'étudier comparativement un tracé de voie ferrée sur les itinéraires Laghouat-El-Goléa et Biskra-Ouargla et que l'ingénieur Pouyanne recevait une mission analogue dans le sud-oranais en direction du Touat, le colonel Flatters et ses compagnons quittaient Biskra le 1er février 1880. Au passage à Ouargla le chef de la mission constituait son détachement avec 50 chameliers et 30 méharistes Châamba recrutés un peu au hasard, et c'est avec cette troupe et un important convoi transportant des vivres ainsi que des marchandises diverses destinées à être distribuées aux Touareg, sous forme de cadeaux, que l'expédition se mit en route vers le pays Ajjer.

Le 16 avril 1880, la mission avait atteint le lac Menghour. Jusque-là tout s'était à peu près bien passé. Les Touareg rencontrés avaient bien donné de nombreux témoignages de leur cupidité en se montrant très exigeants, mais ils s'étaient révélés en somme assez corrects. Le colonel espérait rencontrer le vieil aménoukal Ikhenoukhen qui se trouvait à Ghat, mais lorsqu'il voulut poursuivre sa route il se heurta au mauvais vouloir des Touareg dont l'attitude était devenue menaçante, tandis

que les Châamba d'escorte présentaient de leur côté des indices inquiétants dans leur façon d'agir.

Prudemment et sagement le colonel ordonnait le retour vers Ouargla.

Ce voyage n'avait cependant pas été inutile. La mission rapportait une importante documentation sur les régions visitées, ainsi qu'une précision sur les vrais sentiments des Touareg Ajjers à notre égard, précision de nature à éclairer les plus incrédules. Il devenait évident que le fameux traité de Ghadamès, que nous n'avions pas su utiliser en temps opportun alors qu'il pouvait peut-être avoir quelque efficacité, ne présentait plus aucune valeur. C'est ainsi que, lorsque le colonel Flatters excipa de ce document pour obtenir des guides chez les Iforas, pourtant les mieux intentionnés, on lui répondit que les pourparlers d'autrefois n'avaient de signification que pour ceux qui y avaient participé.

Le vieil Ikhenoukhen semble cependant être demeuré fidèle dans ces circonstances. Dans une lettre qu'il fit parvenir quelques mois après le retour de la mission au consul de France à Tripoli, l'aménoukal affirmait qu'il s'était rendu au devant du chef français, mais que celui-ci, pourtant informé de sa venue prochaine, ne l'avait pas attendu. Il s'en montrait d'ailleurs froissé. En tout état de cause, la présence du chef targui n'aurait sans doute pas changé sensiblement la situation. L'autorité d'Ikhenoukhen avait, en effet, bien

diminué; vieillard presque centenaire, il n'était plus très écouté; on ne pouvait plus compter sur son appui.

L'insuccès de sa première tentative aurait dû rendre le colonel Flatters plus prudent. En présence de la Commission transsaharienne, il fit des déclarations optimistes et se montra si éloquemment persuasif qu'il obtint l'autorisation d'organiser une nouvelle mission sur les mêmes bases. Cette fois cependant Flatters pouvait se faire accompagner d'une escorte militaire comprenant 47 tirailleurs algériens. Mais, comme il ne fallait ni froisser, ni alarmer nos « amis » Touareg, les tirailleurs devaient dépouiller leur personnalité et se métamorphoser en *sokhars* afin que rien ne pût les distinguer des chameliers.

La mission ainsi constituée comptait, non compris le chef, 96 personnes dont 10 Français : capitaine Masson, médecin-major Guiard, lieutenant de Dianoux, sous-officiers et soldats Dennery, Pobéguin, Marjolet, Brame, les ingénieurs Béringer, Roche et Santin.

C'est le 4 décembre 1880 que le lieutenant-colonel Flatters quitta Ouargla pour tenter une seconde fois la glorieuse aventure. Les sentiments peu encourageants manifestés précédemment par les Ajjers avaient incité le chef de la mission à s'écarter de leur pays et à gagner les pentes est du Hoggar par le plateau de Tadmaït, Amguid et la plaine d'Amadror.

Le colonel espérait-il rencontrer un accueil plus aimable chez les Hoggars que chez les Ajjers ? Pourtant, avant le départ d'Ouargla, il avait reçu de l'aménoukal du Hoggar, Ahitaghel, une lettre insolente. De plus, en cours de route, le 22 décembre, le bruit lui était parvenu que le chef des Hoggars se trouvait à In-Salah avec de nombreux guerriers. Mais Flatters n'avait attaché aucune importance à ces indications et il continua sa route, en négligeant même de prendre les précautions qu'exigeait, à cette époque, le déplacement d'une colonne au Sahara.

La première partie du parcours s'effectua sans incident grave. Dès la traversée de la sebkha d'Amadror, en approchant des premiers contreforts du massif du Hoggar, l'on commença à constater des symptômes inquiétants dans l'attitude des Châamba, celle du guide Seghir ben Cheikh en particulier. Il est vrai que, d'autre part, le colonel Flatters avait reçu de l'aménoukal Ahitaghel l'assurance qu'il ne chercherait pas à l'inquiéter, du moment que les Français n'avaient pas l'intention de pénétrer dans le pays Hoggar. Le chef targui avait même envoyé une députation auprès du chef français; cette députation, qui comprenait 30 Touareg commandés par un parent de l'aménoukal, le noble Kel Rela Attici ag Chikkat, avait assuré le colonel Flatters des bonnes dispositions des Hoggars et, avant de le quitter, lui avait laissé

quelques guides chargés de conduire la mission en toute sécurité jusqu'aux pays du Soudan.

Le colonel se montrait cependant inquiet. L'attitude de Seghir ben Cheikh, qui lui avait conseillé de renvoyer les Châamba vers le nord et qui se tenait constamment à l'écart avec les guides Touareg, était assez troublante. Le chef de la mission sentait la trahison rôder autour de lui. Il se rendait vaguement compte, sans en être toutefois certain, que quelque chose se trâmait contre son détachement. N'écrivait-il pas, quelques jours avant l'agression, que « si les affaires se gâtaient » il reviendrait par Ghat où il espérait être bien accueilli par les Ajjers ? Le chef de la mission n'ignorait donc pas que les affaires pouvaient se gâter. Aussi redoublait-il de précautions, surtout la nuit, pour éviter toute attaque par surprise.

Pourquoi, en cette journée du 16 février 1881, le lieutenant-colonel Flatters commit-il la grave imprudence qui devait être si fatale à toute la mission ?

Depuis quelques jours celle-ci traversait une région difficile après avoir séjourné au puits de Temassint jusqu'au 12 février, lendemain du départ de la délégation dirigée par Attici. Le 16, dans la matinée, les guides s'arrêtèrent brusquement en déclarant qu'ils s'étaient égarés, mais qu'ils connaissaient à quelque distance de là, dans la montagne, un puits suffisamment abondant pour l'abreuvage des chameaux. Le colonel,

méfiant, hésitait à suivre ce conseil. Quelques Châamba fidèles l'exhortèrent à ne pas s'aventurer dans le djebel. Mais il était, d'autre part, indispensable de trouver l'eau d'urgence pour les hommes et pour les animaux. Après un moment de réflexion le chef de la mission donna l'ordre de camper, puis, accompagné du capitaine Masson, de Beringer, Roche, Guiard et Dennery et suivi de tous les chameaux du convoi, il s'engagea à la suite des guides Touareg, laissant le camp sous la garde d'une quarantaine d'hommes et des quelques autres Français aux soins du lieutenant de Dianoux.

Après plusieurs heures de marche dans la montagne, le puits de Tadjemout (que l'on a appelé à tort Bir el Ghamara, nom inconnu des Touareg) situé dans une clairière parsemée de tamarix et donnant accès, vers le nord, à une gorge étroite, était enfin atteint. Aucune trace de présence humaine autour du point d'eau. Celui-ci se trouvant à moitié comblé, ordre fut donné de procéder au curage. Tout le monde mit pied à terre et se dispersa. C'est alors qu'un groupe de Touareg surgit soudain en poussant des cris de guerre et que le massacre commença. Les Français tombèrent les premiers. Parmi les indigènes, une dizaine seulement, après avoir soutenu pendant plus d'une heure un combat inégal, parvinrent à s'enfuir et à regagner le camp.

En apprenant le guet-apens le lieutenant de Dianoux se porta avec tout son monde vers l'hassi Tadjemout. Les Touareg étaient rassemblés autour du puits, mais ils prirent la fuite à la vue des Français. L'officier revint vers le camp et il fut alors décidé, contre toute logique, que l'on regagnerait immédiatement Ouargla. Projet insensé, car la situation des survivants était angoissante, sans montures pour eux-mêmes et sans animaux de bât pour le transport de leurs provisions de vivres, d'eau et de munitions. Il restait 56 hommes, dont cinq Français, auxquels un effort surhumain allait être demandé pour accomplir les cinquante journées de marche dans un pays hostile avant d'être en sûreté. Ils ne pouvaient aller bien loin.

Dans la nuit du 16 février Dianoux donna l'ordre du départ. Le détachement reprit les traces laissées par la mission dans son voyage vers le sud. Plusieurs jours et plusieurs nuits se passèrent sans incident. Toutefois les hommes, découragés, démoralisés, montraient des signes de fatigue et il fallut modérer l'allure. D'autre part, les quelques provisions emportées avaient vite été épuisées; dès le 23 il ne restait plus de vivres et l'on dut se nourrir d'herbages puis sacrifier, pour les manger, les quatre sloughis qui avaient accompagné la mission depuis Ouargla. La traversée de la plaine d'Amadror fut un véritable supplice. L'eau à son tour fit bientôt défaut. Il y eut quel-

ques cas de folie, des tentatives de suicide. Enfin la petite colonne atteignit un point d'eau dans la région d'Amguid.

En cet endroit, le lieutenant de Dianoux entra en pourparlers avec quelques Touareg qui lui promirent de lui amener des chameaux et des dattes. Parmi ces Touareg se trouvait Attici ag Chikkat que Dianoux reconnut comme étant le chef de la délégation venue le 11 février à Temassint. L'officier n'avait pas confiance et il ne comptait pas recevoir les secours qui leur avaient été ainsi offerts. Mais comment aurait-il pu se douter de la perfidie qui se préparait ? Effectivement, les Hoggars revinrent à quelques jours de là et envoyèrent au camp des Français plusieurs kilos de dattes pilées. Celles-ci avaient été empoisonnées avec du bois de *bettina* (hyosciamus faleslez), plante qui a la propriété de frapper de folie ceux qui en absorbent. Un grand désordre ne tarda pas à régner dans le camp; mais la crainte que les tirailleurs algériens inspiraient fit hésiter les Touareg qui attendirent jusqu'au lendemain, 10 mars, avant de prononcer leur attaque. Malgré leur misérable état, encore sous l'action du poison, les survivants de la mission opposèrent aux assaillants une résistance désespérée et réussirent à les repousser avec de lourdes pertes. Mais, des Français de la vaillante petite troupe il n'en restait plus qu'un seul, le maréchal des logis Pobéguin. Ce sous-officier prit

le commandement et ordonna le départ. Alors commencèrent pour les malheureux des souffrances plus horribles encore que celles qu'ils venaient de supporter. Ils tombèrent les uns après les autres, succombant à la faim, à la soif. Pour tenter d'échapper au même sort, ceux qui restaient s'entretuèrent et les vainqueurs se livrèrent à d'épouvantables scènes de cannibalisme. Le maréchal des logis Pobéguin tomba à son tour; l'un de ses hommes l'acheva d'un coup de révolver et dépeça son pauvre corps.

En définitive, de tout le personnel de la mission il ne rentra à Ouargla qu'une vingtaine d'indigènes qui apportèrent la triste nouvelle du désastre.

CHAPITRE II

Les précurseurs

APRÈS le massacre de la mission Flatters, on s'est demandé quelles avaient été les raisons de la fourberie des Touareg et pourquoi ils s'étaient montrés si barbares et si cruels envers des Français qui ne leur voulaient aucun mal et se proposaient seulement de traverser pacifiquement leur pays.

A cette époque la confrérie religieuse des Senoussistes, qui devait devenir plus tard si redoutable, manifestait déjà beaucoup d'activité. De Koufra où se trouvait la zaouia mère, le grand chef de l'ordre cherchait à étendre son influence sur la Tripolitaine, le sud tunisien et le Sahara oriental. De nombreux adeptes s'enrôlaient sous la bannière senoussiste dont les dirigeants conseillaient la haine du chrétien et la lutte contre leurs projets de pénétration en Afrique.

Duveyrier avait déjà noté, lors de son séjour chez les Ajjers, cette tendance d'esprit des mem-

bres de la secte. « La confrérie, a écrit l'illustre explorateur, est l'ennemie irréconciliable et absolument dangereuse de la domination française dans le nord de l'Afrique et de tous les projets tendant soit à étendre notre influence, soit à augmenter la somme de nos connaissances sur le continent au nord de l'Equateur ».

Sans aucun doute, les Senoussistes eurent une part de responsabilité dans le massacre de la mission. Celle-ci était protégée par les Tidjania, confrérie rivale, ce qui ajoutait encore à la haine contre l'étranger envahisseur. En outre, la Senoussya était représentée à In-Salah par une zaouia qui avait pour chef El Hadj Abdelkader ould Babjouda, caïd de la tribu des Oulad Bahammou. Or, ce chef indigène tint un rôle important lors de l'organisation du guet-apens.

C'est en effet à In-Salah que s'était tenu le *miad* où avait été décidée l'attaque de la mission; la résolution adoptée revêtit bien une forme indécise; on ne fit pas ouvertement d'appel aux armes. Toute licence n'en avait pas moins été donnée, malgré des réserves dictées par la seule prudence et conformes aux traditions de la diplomatie saharienne, pour le massacre des voyageurs. L'aménoukal Ahitaghel, l'amrar des Taïtoqs Sidi ould Guerradji, le caïd El Hadj Abdelkader ould Badjouda, ont argué plus tard, pour se disculper, de leur abstention et prétendu qu'ils avaient empêché leurs partisans de se joindre à l'expédition. Le sort

de la mission était cependant décidé et les Touareg, qui avaient pris la direction du complot, n'eurent pas de peine à recruter les contingents nécessaires pour en assurer la réalisation.

Ce sont les Hoggars qui ont encouru la plus grosse part de responsabilité dans cette malheureuse affaire. Mais si la responsabilité collective de la confédération se trouve engagée par la décision prise en commun, le rôle joué dans l'exécution n'a pas été le même pour les diverses tribus.

Il a été établi que les Oulad Messaoud, appelés aussi Kel Ahamellel, petite tribu noble d'une quarantaine de tentes, avaient pris tous part au massacre. Leur chef Attici s'était montré particulièrement féroce dans la poursuite du lieutenant de Dianoux. C'est lui qui égorgea de sa main l'ingénieur Santin dans des conditions odieuses. Après l'empoisonnement de la troupe de de Dianoux par des dattes pilées, trempées dans une infusion de jusquiane, qu'avait envoyées Attici, Santin, incapable de suivre ses compagnons, se perdit. Il parvint néanmoins jusqu'au puits où la petite troupe héroïque venait de livrer combat aux Touareg et il y vécut près d'un mois avec un tirailleur qui l'avait rejoint. Cachés dans une anfractuosité de rocher pendant le jour, ils sortaient la nuit se livrant à la chasse des lézards et des rats de sables pour se nourrir. Un esclave nègre les découvrit; il prévint Attici et celui-ci les

attendit à leur retour, un matin, pour les tuer par surprise.

Dans ces événements si pénibles, les Touareg Ajjers s'étaient montrés corrects. Sauf quelques nobles Imanrassaten et le suzerain de Djanet, Sultan Ahmoud ag el Mokhtar, qui n'avait pas assisté au massacre de Tadjemout, mais qui poursuivit les survivants avec acharnement, les Ajjers avaient observé, à l'égard de la mission, une neutralité stricte. Après le désastre, certains Iforas avaient même recueilli quelques fugitifs en attendant qu'ils pussent les rapatrier sans danger.

Cette attitude valut aux Ajjers les représailles de leurs frères de race. Les Hoggars, furieux contre leurs voisins, tombèrent sur leurs tentes et les razzièrent malgré les protestations de l'aménoukal. C'est alors que, sous le coup de cette attaque, Ikhenoukhen nous offrit très nettement une alliance offensive et défensive contre l'ennemi commun. Il rappelait en même temps que, si ses conseils avaient été suivis, la mission Flatters eût échappé au désastre.

Cet appel ne devait pas être entendu des autorités françaises. Ikhenoukhen, découragé de constater que ses bonnes intentions étaient dédaignées, se sépara de notre cause à l'instigation de la Senoussya. Il se rapprocha alors des Hoggars, et couronna sa longue carrière en contractant avec eux une alliance contre nous. Ce fut la renonciation aux idées de toute sa vie, et la rupture du

lien, bien ténu, qui avait paru pendant vingt ans subsister entre nous et les Ajjers.

La triste fin de la mission Flatters fut douloureusement ressentie en France et en Algérie. L'événement capital de l'établissement du Protectorat français sur la Tunisie, consacré par le traité du 12 mai 1881, ne put en atténuer les effets. La preuve était maintenant faite, mais chèrement acquise, que les Touareg n'étaient pas les preux chevaliers que l'on imaginait; on eut même tendance à tomber dans l'excès contraire et à les considérer désormais comme de vrais sauvages à mettre au ban de l'humanité.

De bons esprits estimaient que l'on devait se hâter d'en finir avec les hommes voilés afin d'ouvrir, par la force, la route vers le Soudan. Les Touareg s'attendaient d'ailleurs à ce que nous tirions vengeance de notre défaite. Les ksouriens du Tidikelt, de leur côté, étaient convaincus que nos troupes ne tarderaient plus à prendre possession des oasis. Ces alarmes étaient vaines. On songea bien, à différentes reprises, à châtier les Hoggars, soit en organisant une expédition militaire, soit en lançant sur eux nos tribus du sud. Mais ces velléités de représailles restèrent à l'état de projets.

On se rendait pourtant compte que nous ne pouvions rester sur cet échec et qu'il faudrait un jour ou l'autre tirer vengeance de la félonie dont les nôtres avaient été les victimes. Mais l'émotion

causée en France par le massacre de la mission avait été si violente que l'on ne voulut pas s'exposer à de nouveaux incidents; l'on jugea plus opportun de remettre à plus tard l'heure du châtiment. Cette heure ne devait sonner que plus de vingt ans après la tragédie de Tadjemout.

Le désastre de la mission Flatters eut, en effet, pour conséquence de mettre fin pour longtemps aux grandes explorations vers le Soudan, alors que du côté opposé du Sahara des nouveaux efforts étaient au contraire entrepris pour reprendre la marche vers le désert, suivant les conceptions du général Faidherbe. Pour l'Algérie ce fut, selon l'expression de M. Augustin Bernard, l'éminent professeur du Collège de France, une *période d'effacement* durant laquelle le Sahara central demeura totalement fermé aux explorateurs.

Le Sahara oriental continuait cependant à inspirer une certaine confiance. Le grand cardinal Lavigerie, lui-même, partageait ces sentiments, entretenus d'ailleurs par un saharien confirmé, le Père Richard, qui avait non seulement réussi une précédente mission chez les Ajjers, mais avait aussi, à plusieurs reprises, visité incognito Ghadamès en se faisant passer pour un Arabe, dont il possédait à fond la langue.

Le cardinal, toujours hanté par ses vastes projets d'évangélisation des peuples barbares, jugea possible de renouveler sur les confins Tripolitains la tentative malheureuse de 1876. Quelques mois

après le massacre de Tadjemout, en décembre 1881, le Père Richard, connu chez les indigènes sahariens sous le vocable de *Maréchan*, corruption de son titre et de son nom, quittait Ghadamès pour gagner l'oasis de Ghat accompagné de deux autres missionnaires, les Pères Morat et Pouplard. L'expédition finit lamentablement. Les religieux venaient à peine de quitter Ghadamès qu'ils furent assassinés par des Touareg Imanrassaten qui leur servaient de guides. A la suite de ce forfait, le cardinal Lavigerie limita l'action des Pères Blancs aux postes d'Ouargla, de Ghardaïa et d'El-Goléa, qu'ils n'ont jamais dépassés depuis dans le Sahara.

Ce dénouement tragique, survenu si peu de temps après le drame de la mission Flatters, mit l'opinion publique en alarme. On ne voulut plus entendre parler du Sahara. Aussi lorsque Fernand Foureau sollicita, en 1883, l'autorisation d'entreprendre une série de voyages dans la région saharienne essuya-t-il un refus catégorique; il dut se limiter à des déplacements de plus faible envergure. Cependant le mystère du grand sud continuait à exercer une attraction irrésistible sur certains esprits. Des hommes, bravant les difficultés et les périls, voulurent se lancer seuls, sans appui, à sa conquête, mais n'allèrent pas bien loin et certains payèrent de leur vie leur témérité.

En 1885, Teisserens de Bort, Deschellereins et Bovier-Lapierre reconnurent toute la région com-

prise entre Touggourt, l'Igharghar, Berreçof et Gabès. La même année Marcel Palat tenta d'atteindre le Tidikelt; il parvint jusqu'au Gourara mais fut assassiné à l'ouest d'In-Salah. L'explorateur Camille Douls subit le même sort en 1889, alors qu'il se dirigeait vers Tombouctou; il tomba victime de ses guides Touareg au sud d'Akabli, petit oasis du Touat.

⁂

Cette « période d'effacement » ne fut pas complètement perdue pour la grande œuvre qui, déjà, se dessinait. Avec le recul du temps, qui permet de mieux juger les faits, on peut même affirmer qu'elle fut plus profitable peut-être que des randonnées retentissantes qui eussent provoqué, sans doute, des décisions trop hâtives touchant les projets alors en honneur. On eut tout le loisir de mieux étudier le pays et ses habitants, de consolider notre installation dans le sud algérien, de se créer des alliés parmi les tribus soumises et de préparer méthodiquement les moyens de procéder à une avance progressive vers le Haut Sahara.

Dans les premières années de l'occupation de l'Algérie, la France, encore incertaine et comme embarrassée du magnifique présent que la Restauration expirante venait de lui léguer ne savait quel parti prendre. On changeait incessamment les chefs et les systèmes. Les rênes du gouverne-

ment colonial flottaient comme la pensée des pouvoirs publics dans la métropole. L'armée se montrait admirable de dévouement et d'ardeur ; ses chefs, avec de faibles moyens, accomplissaient de grandes choses ; mais leurs exploits effrayaient la métropole autant qu'ils la réjouissaient. On parlait d'occupation restreinte. On semblait croire qu'il suffirait de tenir l'Algérie par le littoral avec de modestes effectifs pour maintenir les populations en respect.

Un sentiment plus juste des devoirs imposés à un grand pays, par son honneur et ses intérêts véritables, triompha enfin. Dans les derniers jours de l'année 1840, le général Bugeaud était envoyé en Afrique avec la mission de conquérir et de coloniser.

Pendant une vingtaine d'années l'Algérie resta coupée presque entièrement du Sahara par les possessions plus ou moins temporaires des grands chefs Arabes. L'émir Abdelkader d'un côté, le bey de Constantine de l'autre, avaient fermé à notre activité les grandes rives sahariennes. Mais de même que la nécessité s'était imposée aux conquérants d'Alger de tenir les côteaux du Sahel et la plaine de la Mitidja, les Français maîtres des Hauts-Plateaux et des confins du sud, étaient fatalement entraînés à faire la politique du désert. Dans cette vaste région il se formait sans cesse « des orages », pour employer l'expression du maréchal Bugeaud, qui, venant à éclater

à l'improviste sur les confins du Tell, ébranlaient la fidélité des tribus récemment soumises, agitaient le pays et pouvaient, en de certaines circonstances, compromettre notre domination.

A cette époque, l'Algérie était partagée en trois provinces correspondant aux départements actuels d'Alger, d'Oran et de Constantine et rattachées chacune à une division militaire territoriale. Chaque division avait dans son territoire de commandement une partie du désert qui la prolongeait naturellement vers le sud.

A partir de 1849, date de la prise de Zaâtcha, notre progression s'accomplit lentement, mais d'une façon continue. Nous étions bien allés déjà, et à diverses reprises, jusqu'à Laghouat; mais dans ces courses rapides nous n'avions laissé derrière nous que le souvenir de notre passage. Cependant, il devenait urgent d'intervenir plus énergiquement dans cette région, refuge des agitateurs et des fanatiques rejetés du Tell et foyer habituel des complots contre les dominateurs étrangers quelle que fût leur origine.

La prise de Laghouat, en 1852, vainquit la résistance du sud. La même année, le Mzab faisait sa soumission. En 1853 le colonel Durrieu conduisait une colonne jusqu'à Ouargla, le pays des Châamba, tandis que l'oasis de Touggourt tombait entre nos mains, en décembre 1854, après un brillant combat livré à Meggarine par les troupes du colonel Desvaux.

L'insurrection des Oulad Sidi Cheikh de 1864, qui se prolongea jusqu'en 1883, allait entraver notre avance vers le sud; mais même pendant cette période de troubles et dans les années qui suivirent la guerre de 1870-71, l'activité de nos troupes ne s'arrêta pas complètement : le général de Colomb et le général de Wimpffen poussèrent, le premier jusqu'à l'oasis de Figuig, le second jusque dans l'Oued Guir, pendant que le général de Gallifet atteignait l'oasis d'El-Goléa en 1873.

Dans la province d'Oran l'insurrection de Bou Amama, en 1881, amena nos troupes dans la région de Figuig qu'elles ne devaient plus quitter. Quatre ans plus tard, un poste fortifié était créé à Djenien-bou-Rezg en vue de couvrir les communications entre Figuig et Aïn-Sefra. La voie ferrée était prolongée jusqu'à ce dernier centre où elle parvenait dès 1887.

Dans la province d'Alger on s'intéressa au Mzab dont la soumission à la France datait de 1852, mais que nous n'occupions pas. Cette occupation devint effective en 1882. Il en fut de même pour Ouargla.

Dans la province de Constantine enfin, on s'installa solidement à Touggourt ainsi qu'à El-Oued et la voie ferrée fut poussée jusqu'à Biskra.

L'Armée d'Afrique continuait ainsi l'œuvre de Bugeaud. Mais l'honneur de cette armée est peut-être moins dans le succès de la guerre que dans les labeurs de la paix. Depuis les légions romai-

nes qui maniaient la pioche aussi bien que l'épée, nulle autre au monde n'a accompli autant de travaux, ni tant fait pour livrer un grand pays à la culture et à la civilisation. Quand nos soldats ne se battaient point ils travaillaient pour ouvrir les routes, dessécher les marais, combler les fondrières, abaisser les montagnes, faire des ponts, des barrages. Leur plus beau chef-d'œuvre reste sans contredit cette prodigieuse transformation de l'oued Rirh où s'échelonnent aujourd'hui d'opulentes oasis, grâce aux travaux de forages exécutés par nos troupiers qui ont porté la vie, là où la nature mettait la mort.

L'année 1890 marque une date mémorable dans l'histoire de l'Afrique française. C'est en cette année, le 5 août, que fut signé l'accord franco-anglais au sujet de la répartition entre les deux puissances des diverses parties de l'Afrique centrale. La zone d'influence de la France au sud de ses possessions méditerranéennes s'étendit jusqu'à une ligne partant de Say, sur le Niger, à Barroua sur le Tchad. La convention de Berlin fixa à un myriamètre autour des deux villes de Ghat et de Ghadamès, occupées par les troupes ottomanes, les droits de la Turquie. Mais, au nord de Ghadamès comme au sud de Ghat, ainsi qu'entre ces deux oasis, aucune frontière n'avait été déterminée, de sorte que notre pays réservait toutes ses revendications éventuelles sur ces régions.

L'accord laissait ainsi à la France « les terres légères » du Sahara dans lesquelles, suivant le mot devenu légendaire de lord Salisbury, « le coq gaulois trouverait de quoi gratter ». Toutefois, le gouvernement ottoman n'accepta pas sans protester la notification de l'accord. Dans une note aux puissances, adressée en novembre 1890, la Sublime Porte fit valoir ses propres droits en soutenant la théorie d'un hinterland tripolitain qui s'étendait au Tibesti, au Borkou, au Kanem, au Ouadaï, au Baguirmi et à diverses oasis. Ces prétentions demeurèrent sans réponse.

C'est également en 1890 que fut créé le *Comité de l'Afrique française*. Sous l'impulsion de personnalités éminentes cet organisme allait jouer un rôle de tout premier plan dans l'œuvre de pénétration française en Afrique. Succédant aux de Brazza, Crampel, Fourneau, de nombreux explorateurs cherchèrent à relier la côte occidentale d'Afrique au Congo pour atteindre le Tchad, tandis que d'autres, poursuivant le programme de Faidherbe et les progrès réalisés en direction du Soudan par les Gallièni, Borgnis-Desbordes, etc..., tentèrent d'abattre le pouvoir des sultans noirs et de gagner de vastes territoires à la France. Ce fut la magnifique épopée de ces fondateurs d'empire qui ont nom : Archinard, Quinquandon, Monteil, Binger, Dodds, Mizon, Gentil, Clozel, Marchand, Andéoud, Gouraud, Maistre et combien d'autres aussi glorieux.

L'événement capital de cette période, du point de vue de notre expansion au Sahara, fut la prise de Tombouctou, la grande cité soudanaise.

En décembre 1893 une canonnière française commandée par le lieutenant de vaisseau Boiteux s'empara de la ville par surprise. Quelques jours après, un combat mit en présence, en dehors des murs, un parti de Touareg et les marins de l'enseigne de vaisseau Aube qui fut massacré ainsi que ses hommes. Informé de ces événements, le colonel Bonnier, qui se trouvait à quelques jours de là à la poursuite de Samory, se porta par le fleuve au secours du détachement Boiteux, pendant qu'une colonne aux ordres du commandant Joffre, le futur généralissime de la grande guerre, gagnait Tombouctou par voie de terre.

Le détachement Bonnier parvint le 10 janvier 1894 à Tombouctou, puis il partit au devant de la colonne Joffre; mais surprise à Tacoubao pendant la nuit par des Touareg, la troupe française fut entièrement détruite le 15 janvier. Seul un officier, le capitaine Nigotte, put s'échapper et donner l'alarme à Tombouctou. Quelques jours plus tard la colonne Joffre vengeait, à Niafunké, le colonel Bonnier, l'enseigne Aube et leurs héroïques compagnons; elle pénétrait dans la métropole du Soudan et en assurait l'occupation définitive au nom de la France.

Du côté de l'Algérie la pénétration saharienne prit également un essor nouveau.

En 1891, l'oasis d'El-Goléa avait été occupée d'une façon permanente par un détachement de tirailleurs algériens et l'année suivante cette oasis avait reçu la visite de M. J. Cambon, gouverneur général de l'Algérie.

M. Cambon s'intéressait vivement aux affaires du sud. Il se montrait favorable à une extension de l'influence française dans le Sahara. « Tout nous commande de ne pas nous arrêter, écrivait-il : la domination de notre hinterland africain, aussi bien que la paix de nos possessions tellien-nes. C'est l'aboutissement de tout ce que nous avons fait jusqu'ici dans le nord de l'Afrique ».

Le gouverneur général eût voulu que nos trou-pes occupassent les oasis du Tidikelt et du Touat, non pour leur valeur, mais pour mettre fin aux intrigues du Maroc qui cherchait à faire recon-naître sa souveraineté sur ces régions. Le chef de la colonie désirait ainsi faire confirmer nos droits, et, de surcroît, supprimer ces foyers de fanatisme qui servaient de refuge à tous nos adversaires. M. Cambon ne réussit pas à faire partager ses idées par le gouvernement. Il dut limiter son action au renforcement de notre occupation en faisant construire de nouveaux postes le plus loin possible, vers le sud.

En se rendant à El-Goléa en 1892, M. Cambon désirait examiner personnellement sur place la meilleure politique à appliquer pour amener les populations du Touat à se soumettre spontané-

ment. Aujourd'hui que la délicieuse oasis peut être facilement atteinte en quelques heures d'avion, l'on conçoit avec peine les difficultés que présentait alors un pareil voyage, surtout entrepris par une personnalité aussi marquante. Le gouverneur général qui l'a exécuté en bravant fatigues et risques, fit preuve d'une énergie peu commune qui lui valut la respectueuse admiration de tous.

Animés par un exemple parti de si haut et sûrs d'être encouragés par le chef de la colonie, nos officiers et nos explorateurs rivalisèrent d'ardeur dans chaque province.

Vers l'ouest, le capitaine de Saint-Julien parcourut la vallée de l'oued Namous en 1891, et le même itinéraire fut suivi l'année suivante par l'ingénieur des mines Jacob. En 1895, le commandant Godron franchissait le grand erg occidental et parvenait dans le Gourara à l'oasis de Tabelkosa.

C'est surtout dans le sud constantinois, sous l'impulsion du général de Laroque, que la pénétration saharienne enregistra de réels progrès. Le général avait basé sa politique indigène sur l'appui que pouvait lui apporter la confrérie religieuse des Tidjania. Les chefs de cette confrérie s'étaient toujours montrés collaborateurs loyaux et dévoués à notre cause. En 1892, les marabouts de la zaouïa de Guemar, petit village du Souf, appelèrent à eux le cheikh Abdennebi ag Ali, successeur de Cheikh Othman, et l'engagèrent à venir se présenter aux

autorités françaises avec une députation de Touareg. Ecoutant ce conseil Abdennebi vint, en effet, à la fin de l'année, accompagné de quelques nobles Issaquamaren. La députation fut reçue par le gouverneur général; on reparla de la fameuse Convention de Ghadamès ; mais les promesses, pourtant sincères et tenues personnellement par la suite par ces personnages, ne modifièrent pas l'attitude des Ajjers ni surtout celle des Hoggars qui désavouèrent l'initiative d'Abdennebi en pillant sa caravane au retour d'Alger où les « délégués » avait été pourvus de nombreux cadeaux.

Ce voyage avait eu néanmoins des résultats satisfaisants, car, dès ce moment, les Iforas de Temassinin avec leur chef Abdennebi ag Ali, devinrent nos alliés fidèles et allaient faciliter plus tard l'établissement de notre autorité dans le Sahara oriental.

En 1892 Fernand Foureau, toujours à son rêve d'atteindre l'Aïr par le territoire Ajjer, fait un premier voyage à Temassinin. Il est suivi peu après par Gaston Méry, chargé d'une mission géographique et commerciale, qui cherche à atteindre Tabelbalet sans passer par Temassinin. Obligé d'y renoncer par la carence de ses guides Châamba, il recommence un nouveau voyage l'année suivante et réussit cette fois à parvenir jusqu'au lac Menghour où il trouve les chefs Ajjers auxquels il avait donné rendez-vous. Méry devait obtenir des Touareg, pour le compte du syndicat Ouargla-

Soudan que présidait l'ingénieur Georges Rolland, le libre passage des caravanes françaises d'Algérie à Agadès. Rentré de ce voyage sans incident, Méry rapporta des impressions favorables et la conviction que nos convois pouvaient désormais traverser sans aucune crainte le pays des Touareg.

De 1891 à 1893 un ingénieur suisse, V. Cornetz, séjourne à Ghadamès sans être inquiété et peut se livrer à d'intéressantes études. En 1893 également, le capitaine Cazemajou et le lieutenant Dumas exécutent une reconnaissance vers Ghadamès par Berreçof et Nefta. Mais c'est Foureau qui se révèle le grand explorateur du Sahara oriental qu'il va parcourir en tous sens pendant près de dix années avant d'entreprendre la grande traversée qui devait illustrer son nom.

Foureau reçoit enfin une première satisfaction. En juste récompense de ses patients efforts, les ministères de l'Instruction publique, des Colonies et des Affaires Etrangères lui confient une mission pour se rendre en Aïr. Il part en décembre 1893, et parvient facilement jusqu'à Tikhammalt, puis, avec quelques difficultés, dans l'oued Mihero déjà visité par von Bary. Là, il se heurte à l'intransigeance de l'aménoukal Inguedazzen qui, malgré les largesses de Foureau, refuse obstinément de le laisser continuer vers le Soudan. Ayant passé outre à cette interdiction, l'explorateur ne tarde pas à trouver devant lui des groupes de guerriers qui menacent de le tuer. Il est alors con-

traint de renoncer à son projet et Inguedazzen l'accompagne sur la route du retour jusqu'à ce qu'il soit hors de danger, en lui promettant son concours pour l'année suivante.

Un ancien lieutenant de tirailleurs devenu journaliste, B. d'Attanoux, n'avait pas été plus heureux. Le syndicat Ouargla-Soudan, sur les indications optimistes de Méry, l'avait chargé, avec l'appui du gouvernement général, de tirer parti des résultats de cette précédente exploration. D'Attanoux et ses compagnons de voyage, Bonnel de Mezières et deux Pères Blancs, les pères Hacquart et Ménoret, partirent en octobre 1893 d'El-Oued, mais il leur fut impossible de dépasser Menghour en présence des exigences et même des menaces des Touareg.

C'est alors que le gouverneur général décida de faire construire à mi-chemin d'Ouargla à Temassinin, près du puits de Bel Haïran, un bordj, baptisé fort Lallemand, destiné à servir de point d'appui avancé sur la route de Ghadamès. Cet ouvrage compléta, à l'est, la ligne de blokhauss construits pour protéger nos troupes dans leur progression vers le sud et qui reçurent les noms de fort Mac Mahon, fort Miribel, fort Inifel.

Dans les années qui suivirent Foureau n'obtint pas plus de succès. En 1895, en 1896 puis en 1897, il renouvela ses explorations dans le Tassili des Ajjers. Ses entrevues avec les Touareg se terminaient toujours de la même manière, c'est-à-dire

par des demandes excessives d'argent et de cadeaux auxquelles il n'était pas possible de satisfaire. Et ces insatiables quémandeurs finissaient par s'opposer à l'exécution des projets de Foureau.

De fait les Touareg étaient très inquiets de ces missions successives qui portaient ombrage à leur esprit d'indépendance. Ils étaient de plus très travaillés par les chefs senoussistes qui excitaient les populations contre nous. Foureau, dont la patience avait été mise à de dures épreuves, et qui avait été jusqu'aux dernières limites des concessions, ne se faisait plus d'illusion. Il se rendait compte que l'on ne pourrait rien obtenir des Touareg, « dont les appétits au point de vue de l'argent sont, disait-il, aussi grands que leur complaisance l'est peu », et qu'il fallait se décider à abandonner les méthodes pacifiques que ne comprenaient pas ces barbares pour employer la force. Foureau était maintenant convaincu que la seule présence d'une colonne armée suffirait pour obtenir le respect de ces populations qui n'étaient « fortes que de notre apparente faiblesse », ainsi que l'avait noté justement Schirmer.

Le meurtre du marquis de Morès, assassiné le 8 juin 1896 à El Outia, entre Sinaoun et Ghadamès, alors que, parti de Tunis, il se dirigeait vers Ghat et le Soudan, et la mort du lieutenant Collot, tué par des pillards Châamba au sud d'El-Goléa le 31 octobre de la même année, contribuèrent à répandre cette opinion qui était aussi celle des

officiers de l'Armée d'Afrique et du gouverneur général de l'Algérie. Au surplus l'on commençait à mieux apprécier, dans les milieux politiques, la réalité de la situation au Sahara et le parlement avait déjà pris une décision importante afin d'améliorer cette situation. La loi du 5 décembre 1894 avait, en effet, autorisé la création de troupes spéciales sahariennes composées de un escadron de spahis montés à mehari et une compagnie de tirailleurs sahariens.

Cette idée d'utiliser le chameau comme monture n'était pas nouvelle et depuis longtemps des essais avaient été faits, mais sans grand succès.

Lors de la campagne d'Egypte, le général Bonaparte, avec cette intuition de l'homme de génie qui, dans tout problème, aperçoit immédiatement la meilleure solution, avait déjà conçu l'idée d'organiser un corps de dromadaires pour compléter sa cavalerie insuffisante. Il espérait, a écrit le général Bertrand dans ses *Campagnes d'Orient,* reprendre, avec l'aide de ce régiment créé en janvier 1799, la conquête d'Alexandre vers les Indes prestigieuses. La défaite d'Aboukir arrêta ces audacieux projets.

Pendant la campagne d'Algérie, le légendaire général Yusuf avait été chargé d'exercer les zouaves et les tirailleurs à l'équitation du dromadaire. D'après les chroniqueurs du temps les résultats ne furent pas brillants. Le colonel Trumelet a raconté avec humour, dans son ouvrage : *Les*

Français dans le désert, ces premiers essais de « méharisation » et son tableau du zouave qui se cramponne aux poils de la bosse d'un animal rétif et têtu est tout à fait plaisant. Toujours est-il que l'on renonça assez vite à cette expérience qui permit toutefois à quelques bons esprits d'en déduire des enseignements assez curieux : ils avaient observé que le roulis combiné avec le tangage que provoque la marche particulière du chameau devaient être les causes de l'instabilité des apprentis méharistes en leur occasionnant par surcroît des nausées. On songea alors très sérieusement à recruter les méharistes parmi les marins. Cette suggestion ne fut pas acceptée et c'est peut-être regrettable, au moins pour les humoristes, car il n'eut point été banal de voir l'amiral commandant la marine en Algérie étendre son autorité sur les « vaisseaux du désert ».

Quoiqu'il en fût, l'échec de l'expérience du général Yusuf a vraisemblablement retardé de plus de trente ans l'occupation du Sahara, car de ce moment il fut admis comme un axiome que le chameau ne pouvait avoir d'utilisation militaire, si ce n'est en cas de famine comme viande de boucherie. La création d'un escadron de spahis sahariens montés à mehari témoigne que, en 1894, les idées sur ce point avaient évolué.

Cette organisation était le complément des mesures d'ordre général déjà prises, notamment par la construction des bordjs sur les principales

routes menant vers les oasis, mesures dont l'utilité apparut par la suite fort discutable, mais qui avaient au moins le mérite d'affirmer la volonté de la France de faire respecter sa souveraineté dans le Sahara.

On estimait qu'il importait de confier la défense des nouveaux bordjs à d'autres troupes que celles dont on disposait jusqu'alors. Celles-ci, recrutées uniquement parmi les populations indigènes du Tell, supportaient assez mal le climat pénible de l'été saharien et ne pouvaient guère être utilisées pour un service actif. La principale caractéristique des nouvelles formations devait donc être l'endurance et la mobilité afin d'approprier nos moyens d'action à l'œuvre à poursuivre. Pour obtenir ce résultat il fallait des éléments sans cesse tenus en haleine, prêts à se porter vers un point menacé, à courir par monts et par vaux sus aux coupeurs de route, toujours disposés à prendre l'offensive contre un ennemi réputé insaisissable.

Mais ces troupes étaient encore trop « régulières » pour répondre aux besoins de la guerre au désert. Les tirailleurs demeuraient dans les garnisons, montaient, avec une consciencieuse immobilité, la garde dans nos postes avancés de l'extrême-sud. Les officiers, animés de la plus belle ardeur, mais absorbés par les nombreux détails d'administration et d'instruction de leurs unités, n'avaient aucun contact avec la population, laquelle, au surplus, n'était pas placée sous leurs ordres. Les

difficultés d'approvisionnement étaient très grandes et le prix de revient des vivres très élevé. C'est ainsi que les pommes de terre, indispensables à l'alimentation des Français, ne parvenaient qu'après un long parcours en subissant un déchet de près de 80 %. On prescrivit alors aux tirailleurs sahariens d'entreprendre la culture de ce tubercule à El Goléa, de sorte que cette unité, primitivement destinée à une existence nomade, devint une compagnie de jardiniers presqu'uniquement préoccupés de cultures maraîchères.

Les spahis sahariens se montraient un peu plus mobiles; toutefois leurs déplacements ne dépassaient pas un rayon assez restreint, car il leur était interdit de s'éloigner de leurs garnisons afin d'éviter tout engagement avec les populations plus ou moins hostiles de la région. Sans doute la consigne était sage et prudente, mais elle dénotait une méconnaissance des habitudes des nomades, dont l'existence reposait sur le brigandage et la razzia.

A la vérité ces spahis sahariens, comme les tirailleurs, n'étaient guère plus suffisamment préparés à la vie au désert que ne l'avaient été leurs devanciers. Il eût fallu que ces corps fussent uniquement constitués de nomades du pays. tandis qu'ils comprenaient encore trop d'éléments venus des contrées septentrionales. On avait bien essayé de recruter des Châamba, mais ces fiers et belliqueux nomades avaient trop le culte de la

liberté pour consentir à l'aliéner. Habitués à vivre dans les immenses étendues, à n'obéir qu'à leur propre loi, à planter leurs tentes au hasard des points d'eau et des centres de pâturages pour leurs troupeaux, à donner libre cours enfin à leurs instincts de pillage qui développaient à un si haut degré leurs qualités d'endurance, d'initiative et de combativité, il leur répugnait de s'engager pour s'astreindre à la rude discipline des camps.

En fin de compte l'institution, excellente en principe, ne donna pas les résultats escomptés et dès l'année 1898 on parla de la supprimer. Cette suppression ne devait pourtant intervenir que plusieurs années plus tard, pour être avantageusement remplacée par une organisation moins coûteuse, mieux adaptée au pays, qui allait permettre la prise de possession rapide et définitive du Sahara. En attendant, les spahis et les tirailleurs sahariens rendirent néanmoins de bons services, particulièrement lors de l'occupation du Tidikelt et du Touat ainsi qu'en participant à la traversée saharienne de la mission Foureau-Lamy.

Cette période d'activité saharienne préparatoire des grands événements qui allaient ouvrir le XX^{e} siècle, fut aussi particulièrement féconde en travaux de toute nature. Il faudrait toute une bibliographie spéciale pour citer les nombreux ouvrages, monographies, études diverses qui ont enrichi nos connaissances sur les choses du désert pendant la seconde moitié du XIX^{e} siècle. On peut

noter notamment, en dehors des ouvrages et comptes-rendus d'explorations, l'essai de grammaire tamaheq du capitaine du génie Hanoteaux, établie à Laghouat avec la collaboration d'un nègre, ancien esclave des Issaqqamaren échappé et venu en Algérie; les cartes et levés d'itinéraires dûs au commandant Lannoy de Bissy, au capitaine Henry de Castries, au commandant Rebillet, à Fernand Foureau, etc... Des prisonniers Taïtoqs et Kel Ahnet donnèrent au professeur Masqueray et au capitaine Bissuel l'occasion de rédiger, le premier un *Dictionnaire français-touareg*, le second un ouvrage intitulé *Les Touareg de l'Ouest.*

Vers 1890 la question du chemin de fer transsaharien, qui paraissait avoir reçu un coup mortel après le massacre de la mission Flatters, faisait comme le phénix légendaire. Des hommes comme C. Rolland, Ed. Blanc, le général Philebert, d'autres encore avaient réussi à communiquer leur foi profonde dans le succès de l'entreprise et à intéresser de nouveau l'opinion publique au projet. C'est ensuite le grand savant économiste Paul Leroy-Beaulieu qui se fit le protagoniste du transsaharien dans des articles et ouvrages retentissants. « Le grand instrument de conquête, écrivait-il, le grand instrument de défense, comme le grand instrument de civilisation et de commerce, c'est la ligne ferrée. Les Romains construisaient des routes d'un bout de l'empire à l'autre; Napoléon n'hésita pas à en sillonner les Alpes; aujour-

d'hui le chemin de fer remplit le même office. Qui a de grandes vues militaires ou politiques doit commencer par poser une voie ferrée ».

C'est encore en 1890 que le commandant Deporter publiait son étude sur l'extrême-sud algérien, tandis que l'année suivante paraissait un travail de géographie dû à C. Sabatier, lui-même ardent partisan du transsaharien et auteur d'un ouvrage intéressant sur cette question. Vinrent ensuite les importantes publications de Schirmer, de Vuillot, et surtout le volumineux recueil du commandant Lacroix et de P. de la Martinière connu sous le titre de *Documents sur le nord-ouest africain*, recueil composé de quatre gros volumes et un atlas qui traitent toutes les questions politiques, militaires, administratives et religieuses se rapportant aux régions ouest et sud-ouest de l'Algérie. Citons encore les investigations scientifiques du plus haut intérêt poursuivies dans l'erg occidental, le Gourara et le Tadmaït par le professeur G. B. Flamand, de l'Ecole des Sciences d'Alger.

Enfin les officiers des bureaux arabes entreprenaient, chacun dans sa circonscription, des études sur des questions déterminées et complétaient nos connaissances géographiques par des cartes et des levés d'itinéraires. On doit signaler notamment la carte au 1.800.000e dite de l'extrême-sud en treize feuilles de Deporter et une nouvelle édition de la carte d'Algérie au 1/800.000e en dix

feuilles dont deux s'étendaient jusqu'à la latitude d'In-Salah.

La période comprise entre 1890 et 1900 fut donc une période particulièrement active dans tous les domaines et elle constitua une préparation heureuse des événements qui allaient survenir avec l'entrée des « conquérants » sur la scène saharienne.

CHAPITRE III

Les Conquérants

DEUX événements d'une importance capitale pour la pénétration française au Sahara et qui tiennent dans l'Histoire de cette pénétration une place prépondérante ont inauguré le XXe siècle : la traversée du Sahara par la mission Foureau-Lamy et la piste d'In-Salah par les goumiers Châamba du capitaine Pein.

Fernand Foureau, le tenace explorateur du Sahara oriental et du Tadmaït, était connu de tous les officiers sahariens, sauf cependant du commandant Lamy qu'il n'avait jamais eu l'occasion de rencontrer. Tous deux poursuivaient le même objectif : cette traversée du désert qui exerçait sur les esprits des officiers du sud une invincible attraction, qui les fascinait jusqu'à l'exaspération. Mais ni Foureau ni Lamy n'avaient eu l'idée de s'entendre pour unir leurs efforts et l'explorateur caressait sa chimère sans découragement, mais sans grand espoir, tandis que le commandant, alors à Paris auprès du Président de la République

Félix Faure, dont il était l'officier d'ordonnance, étudiait comment il parviendrait enfin à réaliser son audacieux projet.

Par quelles heureuses conjonctures ces deux hommes qui s'ignoraient si totalement, et qui se trouvaient éloignés de plusieurs milliers de kilomètres l'un de l'autre, parvinrent-ils à se joindre, à se comprendre et à former cette dualité sous laquelle ils ont écrit une si magnifique page à l'histoire coloniale de la France ?

C'est à M. Le Châtelier, ancien officier de bureau arabe devenu plus tard professeur en Sorbonne, que revient le mérite de cette association.

M. Le Châtelier connaissait parfaitement Fernand Foureau, qu'il avait vu maintes fois à Ouargla lorsqu'il était lieutenant. Il savait quelle force de volonté, quelle source d'énergie animaient ce vigoureux quinquagénaire, par ailleurs savant déjà célèbre par ses travaux. Il était, d'autre part, lié d'une amitié très vive avec le commandant Lamy, son ancien camarade du désert, dont il partageait entièrement les idées. Le Châtelier comprit tout le parti que l'on pourrait tirer de ces deux hommes unissant leurs connaissances sahariennes et leur volonté de réussir pour la réalisation de l'œuvre souhaitée. Profitant d'un séjour que faisait à Paris Foureau, M. Le Châtelier le mit en rapport avec le commandant Lamy et c'est de cette rencontre que naquit l'idée de l'organisation d'une mission qui allait prendre le titre de

Mission saharienne et connaître la gloire sous le nom de *Mission Foureau-Lamy*.

M. Le Châtelier était précisément l'exécuteur testamentaire d'un généreux mécène, M. Renoust des Orgeries, passionné pour les questions africaines et qui avait légué une somme importante à la Société de géographie de Paris au titre des explorations dans le continent noir. Sur l'intervention de l'ancien officier de bureau arabe, la Société de géographie attribua ce legs aux deux explorateurs. Dès lors, Foureau et Lamy multiplièrent les démarches, s'employèrent à combattre les objections, à calmer les craintes qui se manifestaient encore, à vaincre les derniers obstacles. Tâche écrasante, souvent décourageante, car on se rappelait toujours le désastre de la mission Flatters et certains esprits timorés vivaient encore dans la terreur des hommes voilés.

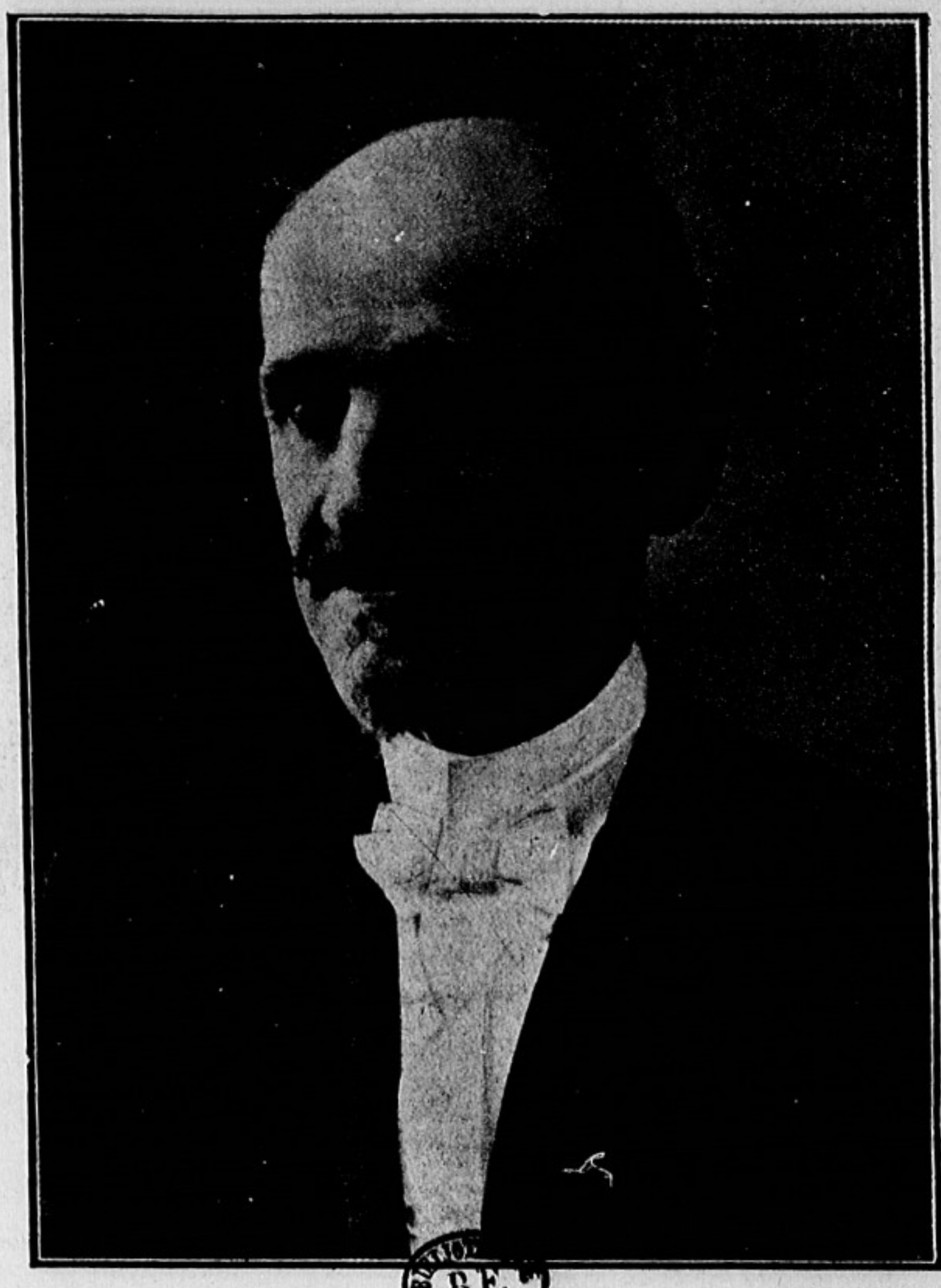
Finalement la persévérance des deux futurs chefs de mission eut raison de toutes les difficultés. Ayant obtenu des subventions supplémentaires du Comité de l'Afrique française et du ministère de l'Instruction publique, ils avaient enfin la joie et la fierté de recevoir du gouvernement une mission officielle. On les chargeait de traverser le désert du nord au sud et de rejoindre, au cœur du continent noir, deux autres missions qui devaient partir l'une du Niger, l'autre du Congo. Il s'agissait, en somme, de réaliser l'idée cardinale du Comité de l'Afrique française, c'est-à-dire

réunir en un seul bloc l'Algérie, le Soudan et le Congo.

Le caractère officiel de la mission, qui lui assurait l'appui des pouvoirs publics, allait permettre au commandant Lamy, chargé de la sécurité des membres de l'expédition, de constituer une solide escorte militaire.

La tâche qui incombait à l'ancien chef de poste d'El Goléa était extrêmement importante et délicate. Il fallait éviter de renouveler les fâcheuses erreurs qui avaient causé en grande partie la lamentable fin de la deuxième mission Flatters. Il était donc indispensable d'opposer aux Touareg, dont les dispositions hostiles à notre égard ne pouvaient être mises en doute, une force capable de leur inspirer le respect et de leur conseiller une prudente réserve.

En saharien averti, le commandant Lamy n'ignorait toutefois pas les grandes difficultés qu'éprouve une troupe importante à se déplacer dans le désert. Les pâturages rares et maigres, les points d'eau souvent espacés, les étapes parfois pénibles dans les zones montagneuses sont autant d'obstacles à la marche d'un détachement comprenant un nombreux effectif. Il s'agissait donc de concilier ces diverses exigences et d'emmener une escorte suffisante sans exagération. En définitive, le chef militaire de la mission composait cette escorte avec les éléments suivants :



M. Fernand Foureau

— 213 tirailleurs algériens du 1er régiment ;
— 13 spahis algériens du 3e régiment ;
— 51 tirailleurs sahariens,

auxquels devaient se joindre, le 4 février 1899 à In Azaoua, 29 spahis sahariens qui portèrent l'effectif des combattants à 306 hommes, plus 20 guides Châamba, 6 personnages religieux de la confrérie des Tidjania et 49 conducteurs de chameaux.

Quant à l'état-major de la mission, il comprenait, indépendamment des deux chefs, MM. Fernand Foureau et le commandant Lamy :

MM. Charles Dorian, député de la Loire, qui devait quitter la mission à Zinder et rentrer en France par Porto Novo;

— Leroy, ami personnel de Foureau, chargé de la documentation photographique, qui devait également être rapatrié avec M. Dorian;

— Du Passage, ancien élève du Muséum, chargé de toutes les recherches d'histoire naturelle, mais qui devait faire demi-tour sur Ouargla peu après le départ de la mission;

— Noël Villatte, ancien timonier de la marine, comme l'avait été Foureau, et devenu par la suite astronome;

— Capitaine Reibell qui, après la mort glorieuse du commandant Lamy, tué à Kousseri, le 22 avril 1900, devait prendre le commandement de la mission;

— Lieutenants : Métois, Verlet-Hanus, Bristch, Rondenay, de Chambrun, de Thezillat, Oudjari et les médecins aide-majors Fournial et Haller.

Enfin un convoi de plus d'un millier de chameaux accompagnait la colonne pour le transport des fantassins, des marchandises et des munitions.

Des officiers de bureaux arabes particulièrement expérimentés sur les affaires sahariennes, et dont les conseils eussent été précieux s'ils avaient été consultés, ont pu critiquer, non sans raison, la composition de l'escorte. Ils estimaient que celle-ci comptait trop de tirailleurs algériens, hommes braves et dévoués sans doute, mais qui n'étaient pas familiarisés avec le désert et pour lesquels il fallait prévoir des ravitaillements importants, exigeant un convoi lourd et encombrant. Ces mêmes officiers eussent préféré que l'on fît un plus large appel aux véritables sahariens, aux Châamba, faciles à nourrir, d'une endurance exceptionnelle et qui nous avaient déjà donné des preuves de loyalisme.

Mais à cette époque les Châamba ne jouissaient pas de la confiance dont ils sont entourés aujourd'hui. Ces excellents guerriers, hommes de poudre, méharistes incomparables, pisteurs et guides extraordinaires, étaient également des razzieurs impénitents. Certains d'entre eux tenaient toujours le bled saharien, plus insaisissables dans la dune protectrice qu'un bandit corse pouvait l'être dans le maquis. Aussi, tout en admirant leurs qualités

instinctives et en reconnaissant les services qu'ils pouvaient rendre, le commandant Lamy n'accordait-il qu'une confiance limitée à ces grands nomades. On ne saurait d'ailleurs lui faire grief de cette suspicion. Responsable de la sécurité des membres de la mission, il préférait avoir sous ses ordres des tirailleurs kabyles au dévouement éprouvé, plutôt que des gens du pays, versatiles et peu disciplinés, incapables, à son sentiment, de donner l'absolu loyalisme qui allait être demandé au personnel d'escorte.

Néanmoins les Châamba jouèrent indirectement un rôle très important et au retour de la mission les chefs n'ont pas manqué de leur accorder un hommage mérité. Sous la conduite de leur incomparable chef de goum, le capitaine Pein, les Châamba ont assuré la protection éloignée de la mission, tout d'abord en partant en avant-garde pour occuper le point d'eau de Temassinin. Le goum exécuta ensuite des reconnaissances jusqu'aux abords d'Amguid, puis il battit l'estrade vers l'est jusqu'à Tikhammalt et Tadent; il apporta ainsi à la mission une aide précieuse et efficace en donnant aux Touareg, par la mobilité de ses déplacements, des conseils de prudente sagesse.

Les Châamba ont donc rendu de grands services à la *Mission saharienne* tant comme éléments de sécurité que pour escorter les convois de ravitaillement dont l'un fut poussé jusqu'à In Azaoua, à l'entrée du massif de l'Aïr.

Partie d'Ouargla le 23 octobre 1898, la mission traversa le Sahara proprement dit sans incident grave. Les Touareg s'étaient tenus à l'écart et ceux venus se présenter au camp des Français n'avaient plus montré l'exigence arrogante précédemment constatée. Foureau pouvait consigner dans ses notes les réflexions suivantes : « Il est à remarquer que cette année, contrairement à ce qui se passait dans mes précédents voyages, les Touareg employés ou rencontrés par nous se sont montrés beaucoup moins mendiants, beaucoup moins solliciteurs que de coutume et qu'ils ne m'y avaient habitué. Cela tient évidemment à l'essence même, à la nature de la mission, à la présence d'une force considérable pour le pays et parce que les indigènes distinguent fort bien que nous sommes libres de nos mouvements et absolument maîtres de faire ce qui nous plaît. C'est la seule explication possible à la conduite actuelle des Touareg. Ils sentent que nous n'avons besoin ni peur d'eux et que nous pouvons commander. Ils n'osent donc plus demander sans trêve ni repos ou ils ne le font que dans des limites très raisonnables ».

Les difficultés devaient cependant apparaître dès l'entrée sur le territoire soudanais. Si les Ajjers et les Hoggars, sans doute impressionnés par l'appareil guerrier de la mission, n'avaient pu se résoudre à attaquer les Français, les Touareg de l'Aïr s'étaient montrés plus audacieux. Profitant de ce que la mission, après avoir perdu de

nombreux chameaux, avait été obligée de laisser à In Azaoua un important bagage sous la protection d'un détachement et qu'elle se trouvait ainsi dans de moins bonnes conditions pour se défendre, ces Touareg l'avaient attaquée à Iferouane le 12 mars; mais quelques obus et un feu meurtrier de nos tirailleurs n'avaient pas tardé à mettre les assaillants en fuite non sans pertes sérieuses.

L'activité de la Senoussya s'était encore manifestée contre nous en ces circonstances. Les Senoussistes avaient expédié des agents de l'Aïr pour surveiller la marche de la mission et exciter les populations. Cette propagande avait porté ses fruits. Les chefs Français eurent les plus grandes peines pour se procurer les animaux indispensables pour reprendre la marche vers le sud; on faisait le vide autour d'eux; puisque les « koufar » avaient des armes trop puissantes pour qu'on puisse les vaincre, on les détruirait par la famine. Les émissaires senoussistes étaient si assurés de leur succès que, dans le courant de l'année 1899, un bruit parti de la Tripolitaine avait annoncé à l'Europe le massacre total des explorateurs.

A son arrivée à Agadès, le 28 juillet 1899, la mission ne disposait plus que de deux mehara. Tous les autres chameaux avaient dû être abandonnés en cours de route ou étaient morts de fatigue. Parvenus enfin à Zinder, où avaient été massacrés l'année précédente le capitaine Cazemajou

et l'interprète Olive, les explorateurs y étaient reçus avec enthousiasme par nos vaillantes troupes coloniales; de là ils atteignaient les bords du Tchad où ils opéraient successivement leur jonction avec deux autres missions françaises, la mission Joalland-Meynier venue du Niger et la mission Gentil partie du Congo et du Chari.

Ces rencontres s'étaient opérées le 18 février et le 11 avril 1900. Par un singulier concours de circonstances et d'événements tragiques, les missions avaient subi chacune un retard de près d'une année. Elles se sont trouvées cependant exactes au rendez-vous. Le 21 avril elles livraient ensemble à Kousseri un suprême combat contre les troupes de Rabah; celui-ci était tué et ses partisans décimés, mais nous avions eu à déplorer la mort du commandant Lamy, tué en pleine gloire pour la grandeur de la France.

Après la mort du chef qui avait conduit nos trois couleurs à la victoire en abattant Rabah, le dernier des grands sultans barbares, son adjoint, le capitaine Reibell, prit le commandement des troupes et compléta nos succès. Les 2 et 7 mai il rejoignait les deux fils de Rabah et leurs partisans et leur infligeait une irrémédiable défaite. Dès lors, les trois missions pouvaient se séparer. Leur tâche était terminée. La *Mission saharienne* regagnait l'Algérie par le Congo en remontant le Chari, non sans affronter de nouvelles et dures épreuves. Elle s'embarquait enfin à Matadi, au

mois de septembre 1900, à destination de la France avec la fierté d'avoir accompli une grande œuvre, glorieuse entre toutes.

Le succès de la mission Foureau-Lamy eut un retentissement considérable dans le monde entier. Cette traversée du désert par une troupe française relevait le prestige de notre pays compromis depuis le désastre de Tadjemout. Flatters et ses compagnons victimes des Touareg n'avaient pas été vengés, mais le rêve qu'ils avaient fait était réalisé. Le Sahara vaincu n'opposait plus une barrière invincible. En dépit des difficultés matérielles rencontrées et de l'hostilité manifestée par les populations de l'Aïr, on pouvait désormais affirmer que l'obstacle saharien n'existait plus. La mission Foureau-Lamy avait ouvert enfin le Sahara à la civilisation et fait la soudure entre l'Algérie et le continent noir.

L'Afrique française était née. Elle allait désormais marcher à pas de géant vers sa magnifique destinée.

Les résultats scientifiques de la *Mission saharienne* n'ont pas été moins considérables que les résultats politiques. Les explorateurs ont rapporté une moisson de documents traitant de toutes les questions : observations astronomiques et météorologiques, orographie et structure du plays, hydrographie, géologie, flore et faune, ethnographie, préhistoire, etc... « C'est en quelque sorte, a écrit M. A. Bernard, l'encyclopédie des connaissances

acquises sur cette longue bande d'Afrique qui va d'Ouargla à l'Oubanghi ».

La reconnaissance publique envers ceux qui avaient ainsi servi le pays avec tant de dévouement fut assez longue à se manifester. On oublie vite chez nous les bons ouvriers de la patrie, ceux qui ont fait la plus grande France. Sans doute, les Sociétés savantes ont-elles accordé à la mission Foureau-Lamy l'hommage qui convenait et les membres de la mission, la plupart du moins, ont-ils individuellement reçu les récompenses si largement gagnées. Mais c'est la nation tout entière qui aurait dû accueillir les héros de la première traversée saharienne qui venaient de matérialiser l'idée du bloc africain français. Ce n'est qu'en 1930, à l'occasion des fêtes du centenaire de la conquête de l'Algérie, que cet hommage fut enfin rendu.

Le 16 mars 1930, en présence de M. Pierre Bordes, gouverneur général .de l'Algérie, et du maréchal Franchet d'Espérey, eut lieu la cérémonie d'inauguration, à Ouargla, d'un monument élevé en l'honneur de la mission. Autour des plus hautes personnalités militaires et civiles de la colonie se groupaient les survivants glorieux des trois fameuses missions Foureau-Lamy, Joalland-Meynier et Gentil. Emouvante et grandiose évocation de l'épopée africaine où furent rappelés, en termes élevés, les péripéties de la marche vers le Tchad ainsi que l'œuvre magnifique accomplie depuis la Méditerranée jusqu'au cœur du conti-

nent noir grâce à l'union étroite des Français et des Indigènes.

⁂

Tandis que la mission Foureau-Lamy allait vers la gloire, l'Algérie avait l'heureuse fortune d'être administrée par un homme clairvoyant, d'esprit ouvert et entreprenant, M. le gouverneur général Laferrière, digne successeur de M. Cambon dont il partageait les idées concernant l'expansion au Sahara.

M. Laferrière s'intéressait d'une façon toute particulière aux questions africaines. Comme son prédécesseur, il se rendait compte que les possessions françaises dans le nord-ouest de l'Afrique n'acquerraient toute leur valeur que groupées, assurées de leurs communications, faisant bloc au besoin administrativement et militairement. Il professait que le moyen le plus sûr de les mettre à l'abri des mauvaises chances de la diplomatie et de la guerre, était d'en faire une masse telle qu'on hésitât également à l'attaquer ou à l'absorber. En d'autres termes, la pensée fondamentale du gouverneur général de l'Algérie était qu'il fallait constituer un empire africain français.

C'est cette patriotique pensée qui guida tous les actes de M. Laferrière, en ce qui concerne l'expansion saharienne, durant le temps qu'il passa à la tête de l'Administration algérienne.

Le vieux projet de « la question du Touat » devait donc nécessairement retenir l'attention du gouverneur général. Maintes fois concerté, prévu jusque dans le détail des crédits et la composition des effectifs, annoncé dans le sud puis retardé par des divergences de vue entre les autorités civile et militaire, écarté ensuite par le gouvernement pour raison budgétaire ou même simplement oublié par nonchaloir jusqu'à la fin de la saison propice, ce projet, qui tendait à nous rendre maîtres des oasis du Tidikelt et du Touat, demeurait constamment à l'état d'intention, cependant qu'entre deux pillages de caravanes les Touareg et les Beraber continuaient de se ravitailler dans ces oasis sans être inquiétés.

Dans le courant de l'été 1899, M. Laferrière songea à préparer une campagne d'automne, ainsi que l'avaient vainement fait les gouverneurs généraux auxquels il avait succédé. Mais comme il ne voulait rien laisser au hasard et que cette opération devait, dans son esprit, être précédée d'une préparation minutieuse, puis suivie d'une occupation portant application immédiate de nos méthodes administratives, il proposa auparavant au gouvernement la création d'un grand commandement du sud, dont le titulaire serait chargé de préparer logiquement notre œuvre d'expansion.

Cette suggestion n'ayant pas été retenue, le chef de la colonie ne se découragea pas et il chercha par quels moyens il serait possible de prendre

contact avec les oasis sahariennes tout en évitant une manifestation militaire dont l'idée seule effarouchait notre diplomatie. La réalisation de ces desseins n'était pas aisée avec des populations dont l'hostilité maintes fois manifestée était encore plus en éveil depuis la traversée saharienne de la mission Foureau-Lamy. Les ksouriens des oasis se sentaient menacés depuis longtemps et avaient même sollicité la protection du sultan du Maroc qui, répondant à leurs désirs, avait désigné des agents pour le représenter dans ces régions. La progression des Français vers le sud laissait voir leur volonté de pousser plus avant un jour ou l'autre pour s'installer au Touat. Le fait était inéluctable et les gens des oasis le pressentaient bien, mais ils étaient aussi décidés à reculer le plus possible la fatale échéance.

Pour le seconder dans ses projets, M. Laferrière porta son choix sur le géologue Flamand, déjà connu pour ses travaux scientifiques et ses explorations sahariennes. Nanti d'une mission du ministère de l'Instruction publique ayant pour objet d'étudier la géologie, la botanique et l'hydrologie du Tadmaït et du Tidikelt, M. Flamand quitta Ouargla à la fin du mois de novembre 1899. Il était escorté d'un goum de 140 Châamba commandé par le capitaine Pein.

Le gouverneur général ne voulait pas exposer le savant explorateur à un danger probable en le laissant partir accompagné d'une protection insuf-

fisante. Sans doute espérait-il que la présence des goumiers bien armés ferait réfléchir les ksouriens et les inciterait à présenter leur soumission. Quels que fussent les mobiles qui influèrent sur la décision du gouverneur général, celle-ci eut des conséquences incalculables en orientant définitivement la France vers le Sahara et en mettant fin d'une manière imprévue à des « hésitations inexplicables ».

Dans son livre : *La conquête du Sahara*, le professeur E. F. Gautier relate ces événements avec verve et humour et s'exprime ainsi : « Il faut le dire hautement. Si M. Laferrière, consciemment, avec une vue bien claire des conséquences immédiates et nécessaires qu'entraînait, de sa part, un petit trait de plume, a mis en mouvement un bataillon et a songé à y joindre du canon, afin d'être enfin fixé sur les stations stratigraphiques au Tidikelt des grès albiens et des calcaires carbonifériens, il a fait là un geste magnifique, qui aurait dû arracher aux géologues des larmes de reconnaissance ».

Non seulement la mission Flamand se trouvait protégée par le goum Pein, mais il y avait encore pour la soutenir, le cas échéant, l'escadron de spahis sahariens du capitaine Germain, qui avait reçu l'ordre de suivre la mission à quelques jours de distance et de la rejoindre à une date déterminée aux abords d'In Salah.

Au Sahara les nouvelles se sont toujours propagées avec une surprenante rapidité. La mission n'avait pas encore quitté Ouargla que le bruit de son arrivée prochaine au Tidikelt parvenait en ce pays, apporté par des caravaniers venus d'El Goléa. Aussitôt les ksouriens organisaient la résistance et lorsque la troupe française atteignit Igosten, petit village situé à environ vingt kilomètres d'In-Salah, elle se trouva en présence d'une horde de forcenés.

Les gens des oasis avaient cru avoir facilement raison du goum. Armés de fusils dignes de figurer dans un musée d'antiquités, ils étaient venus, animés de la plus puérile confiance, accompagnés de femmes pour pousser les traditionnels « you-you » de la victoire, et suivis de chameaux pour transporter le butin que les trop audacieux « roumis » laisseraient sur le terrain après leur défaite.

Le combat s'engagea entre les deux partis. Sous le feu meurtrier des goumiers les gens d'In Salah furent vite décimés et ce fut alors une fuite éperdue des survivants, parmi l'affolement général. Le lendemain, 29 décembre, le détachement du capitaine Pein s'installait à In Salah auprès de la casba des Badjoudah, les maîtres du pays, et l'officier faisait flotter le drapeau Français au faîte de l'un des bastions de cette forteresse d'argile.

Quelques jours après, le 5 janvier 1900, le succès d'Igosten était confirmé par une nouvelle victoire

remportée par les goumiers et les spahis sahariens à Deghamcha, faubourg d'In-Salah, où, après une bataille de deux heures, les ksouriens avaient pris la fuite en abandonnant environ 150 morts et blessés sur le terrain.

La prise d'In-Salah était accomplie. C'est ainsi que le petit goum d'Ouargla dont la mission était d'assurer la sécurité d'un pacifique savant, chercheur de cailloux, s'est trouvé inopinément dans l'obligation de trancher la question de l'expansion française aux oasis, sur laquelle avaient longuement disserté et discuté depuis des années, Fez, Tanger, Alger, Paris, ainsi que les Chancelleries des grandes puissances européennes.

Lorsque cette nouvelle arriva à Alger, puis à Paris, ce fut une stupéfaction générale. M. le gouverneur général Laferrière approuva aussitôt ses envoyés et il prit l'initiative, que devait d'ailleurs approuver le gouvernement, d'ordonner au capitaine Pein de se maintenir à In-Salah avec son goum jusqu'à l'arrivée de renforts, auxquels il prescrivait en même temps de gagner d'urgence In-Salah. Ces renforts que l'on a appelés *colonne de secours de la mission Flamand,* parvenaient au Tidikelt dès le 18 janvier sous les ordres du commandant Baumgarten.

L'occupation des oasis commencée, de gros efforts et d'importants sacrifices allaient être nécessaires pour la rendre effective et définitive.

Les ksouriens, malgré leurs deux défaites successives, résolus à défendre leur indépendance, s'étaient rassemblés à In Rhar, oasis située à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest d'In Salah, où se trouvait, venu de Timmi dans le Touat, le pacha qui représentait le Sultan du Maroc dans ces régions.

Tandis que s'opérait cette concentration, la colonne française renforcée se présentait devant In Rhar le 24 janvier, mais comme elle ne disposait pas d'artillerie il lui était impossible de réduire les assiégés fortement retranchés dans la casba, et elle devait rentrer à In Salah en leur donnant ainsi l'impression d'avoir remporté un succès à nos dépens.

Il n'a pas tenu qu'à M. Laferrière que l'opération d'In Salah engagée avec tant de bonheur fut rapidement et économiquement close par l'occupation immédiate du chapelet des oasis, avec retour par Igli, l'oued Saoura et la Zousfana. Les ksouriens, gens très pacifiques au fond, avaient été très impressionnés par la fougue de nos troupes et l'efficacité imprévue de nos armements. Les pertes subies les avaient fait réfléchir et sans doute auraient-il accepté sans trop de difficultés une occupation contre laquelle ils étaient impuissants à s'opposer.

Mais le gouverneur général, en dépit de pressantes sollicitations, n'avait pu obtenir l'autorisation de poursuivre l'œuvre commencée. Les tergi-

versations du gouvernement métropolitain ainsi que le particularisme de certaines autorités locales y firent obstacle.

Finalement, pourtant, les colonnes que l'on se refusait à envoyer au mois de janvier, au lendemain d'In Salah, sous le fallacieux prétexte que la saison était trop avancée, étaient constituées deux mois plus tard. On avait enfin compris que puisque les circonstances nous avaient si heureusement servis, il serait inhabile de laisser échapper cette occasion miraculeuse de mettre un terme à une situation irritante, préjudiciable à nos intérêts, et de nature, par surcroît, à créer des difficultés, non seulement avec le Maroc, mais encore avec certaines puissances européennes.

Au mois de mars 1900 une colonne, dite du Tidikelt, partait pour cette région sous le commandement du lieutenant-colonel d'Eu. Un mois plus tard le colonel Bertrand occupait l'oasis d'Igli avec 2.000 hommes de troupe. Enfin des contingents d'El Goléa et de Géryville étaient dirigés sur Tabelkosa et Timimoun pour procéder à l'occupation du Gourara.

Mesures excellentes, mais tardives. Cette fois la saison était réellement trop avancée pour entreprendre des opérations de cette envergure. Les pâturages qui comptaient trois mois de plus de soleil saharien étaient desséchés et n'offraient plus qu'une médiocre nourriture aux animaux. Les points d'eau étaient moins abondants, leur

niveau ayant considérablement baissé. Les hommes devaient supporter des températures journalières dépassant souvent 40 degrés. Les chameaux déjà éprouvés par une série d'années sèches, étaient un peu plus épuisés encore par le service des ravitaillements.

Quant aux populations, nos hésitations leur avaient redonné du courage. A l'abri des casbas elles rassemblaient tranquillement des auxiliaires, des vivres et des armes. L'arrivée des Français à In Salah n'était, à leurs yeux, qu'une fantaisie sans lendemain de « roumis » inquiets et inconstants. Cette impression, entretenue soigneusement par le pacha de Timmi, avait singulièrement renforcé leurs idées belliqueuses, si paradoxales chez ce peuple aux mœurs douces et débonnaires.

Ainsi, durant la période d'atermoiement les difficultés s'étaient aggravées, les colonnes étaient devenues trois fois plus importantes que l'eût exigé la situation au début de l'année. Il s'ensuivit que l'occupation du Gourara et celle de la Saoura, si nécessaires par elles-mêmes et qui, exécutées à temps, eussent été si faciles, constituèrent par l'importance de leurs plans et par leur retard regrettable des opérations disproportionnées à l'objectif recherché.

Nos succès s'affirmaient néanmoins. Le 18 mars le colonel d'Eu enlevait la citadelle d'In Rhar après un violent combat qui dura une journée entière. Cette affaire mettait définitivement le

Tidikelt à notre merci. Tous les chefs de tribus venaient présenter leur soumission et la colonne française pouvait visiter tous les villages et pénétrer dans la grande oasis d'Aoulef sans rencontrer la moindre résistance.

De son côté, le colonel Bertrand occupait Igli sans coup férir le 5 avril.

Nous étions moins bien favorisés dans le Gourara. Ici, ce n'étaient plus les ksouriens seulement que nos troupes avaient devant elles, mais aussi les Beraber, hardis et dangereux guerriers, intrépides et bien armés, qui ne voyaient pas d'un bon œil les Français s'installer dans les oasis où ils avaient coutume de prélever périodiquement une dîme sur les récoltes.

Au mois d'août un violent combat mettait nos troupes en contact avec eux à Sahela Metarfa, à environ 80 kilomètres au sud de Timimoun. Les Beraber, solidement retranchés dans les casbas, forçaient les nôtres à se retirer. Un second combat livré le 5 septembre n'était pas plus heureux.

Le 18 février 1901, alors que le général Servière, commandant la division d'Alger, se trouvait en tournée d'inspection dans le Touat, la garnison de Timimoun était brusquement attaquée par une harka de 650 Beraber. Repoussée après un engagement meurtrier, cette harka pouvait être atteinte à Charouin le 28 février et mise en déroute après avoir subi des pertes sérieuses.

Cette affaire assurait notre prise de possession définitive des oasis sahariennes.

Toutes ces opérations avaient été extrêmement coûteuses au point de surprendre l'opinion et de soulever les critiques de quelques financiers. Cependant des résultats substantiels avaient été obtenus. Aux yeux des populations indigènes, aux yeux de l'Europe et aux nôtres propres, nous avions mis fin, à ce moment, à des hésitations misérables et à des retards humiliants, indignes d'un grand pays; nous avions ainsi assuré la sécurité de nos caravanes et de nos missions sur les routes du sud, éclairé et fixé d'une façon définitive notre situation territoriale dans le voisinage du Maroc.

Ces avantages considérables étaient acquis. Le premier résultat tangible de la conquête des oasis fut la signature à Paris, le 20 juillet 1901, d'un protocole destiné à interpréter et à compléter le traité de délimitation du 18 mars 1845 et à inaugurer dans ces régions la politique de collaboration avec le Maroc.

Les conquérants allaient pouvoir céder la place aux « organisateurs ».

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
97
R.F.

CHAPITRE IV

Les Organisateurs

Pour l'administration des oasis nouvellement occupées, trois annexes des Affaires indigènes furent créées sur le modèle des anciens bureaux arabes, à In-Salah pour le Tidikelt, à Timimoun pour le Gourara et à Adrar pour le Touat.

Un commandant supérieur ayant ces trois circonscriptions sous ses ordres fut installé à Adrar.

Cet officier supérieur releva, tout d'abord, du général commandant la subdivision de Laghouat. Plus tard, des communications normales s'étant établies entre les oasis sahariennes et l'Algérie du nord par la voie de la Saoura, ce commandement fut rattaché à la subdivision d'Aïn-Sefra par décision présidentielle du 23 juin 1902.

C'est qu'en effet l'occupation du Tidikelt, du Touat et du Gourara avait tout naturellement entraîné celle de la Saoura. Plusieurs raisons le voulaient. En premier lieu, cette vallée était pour nous la meilleure voie d'accès aux oasis. Ensuite

c'était, à cette époque, la route que suivaient habituellement les Beraber pour se rendre dans la région touatienne où ils se rendaient fréquemment pour les besoins de leur ravitaillement. En créant de ce côté une ligne d'étapes, nous facilitions donc nos propres communications et, de surcroît, nous enlevions aux gens du Touat tout espoir de recevoir des secours des nomades de l'ouest saharien si un jour l'idée leur venait de se soulever contre notre domination.

C'est en vertu de ce principe de bonne politique saharienne que le ksar d'Igli était occupé depuis le 5 avril 1900 par les troupes du colonel Bertrand. Mais cet officier supérieur ayant reçu l'ordre formel de ne pas dépasser la Zousfana, il restait au sud d'Igli une large trouée. Ce n'est que le 3 mars 1901, c'est-à-dire après les affaires de Timimoun et de Charouin, que l'on se décida à envoyer la colonne du général Risbourg à Béni-Abbès d'où nous pouvions surveiller plus activement les déplacements des Beraber.

L'organisation administrative du pays amena successivement la création de trois nouvelles annexes des Affaires indigènes dans la Saoura et la Zousfana. Elles furent installées à Béni-Abbès, à Taghit et à Djenan-ed-Dar. Un peu plus tard, un commandement supérieur fut également institué à Taghit puis ensuite à Colomb-Béchar.

Après l'occupation des oasis sahariennes un nouveau problème s'était donc posé, comme une

sorte de corollaire du précédent, le problème du « sud-ouest ».

En nous installant dans les vallées de la Saoura et de la Zousfana, nous nous trouvions en face d'adversaires nouveaux dont les plus nombreux et les plus redoutables étaient les Beraber, vocable sous lequel on réunissait les grands nomades du sud marocain. Ces Beraber étaient devenus nos ennemis acharnés parce que nous les gênions dans l'exercice de leurs habitudes de banditisme. Ils avaient, en effet, coutume d'aller se ravitailler au Touat, mais ils le faisaient surtout en rançonnant les pacifiques habitants des oasis. En passant, ils pillaient les populations de la Saoura et rentraient chez eux chargés de butin. Notre seule présence devait mettre fin à ces pratiques et il n'en fallait pas plus pour déchaîner contre nous la horde des Beraber.

Tandis que se poursuivait l'organisation des régions sahariennes nouvellement occupées, la « conquête du Touat » donnait lieu, dans la métropole et en Algérie, à des discussions extrêmement vives.

On disait que « la prise de possession d'un domaine de bicoques ne valait pas les trente quatre millions qu'elle nous coûtait et la quasi destruction de la race de chameaux qui faisait la richesse de nos tribus du sud algérien ».

On disait aussi que la sécurité de deux ou trois petites tribus sahariennes ne justifiait pas les gros

sacrifices que l'occupation nous imposait. On mettait en parallèle les dépenses engagées et l'importance du commerce local : d'un côté des millions par dizaines, de l'autre un bilan d'affaires inférieur à celui « d'une épicerie de grande ville ».

De fait, les opérations militaires exécutées avec des troupes régulières avaient exigé des dépenses excessives. Le ravitaillement de plusieurs milliers d'hommes avait absorbé une quantité incroyable de chameaux dont les cadavres, par centaines, jalonnaient les pistes sahariennes. « Je ne crois pas », a écrit le professeur Gautier, « qu'il y ait eu de massacre comparable à celui de 1901... Les chacals et les vautours, seuls chargés de la voirie, ont été débordés par l'immensité de la besogne ».

Cependant, les propriétaires des bêtes sacrifiées étaient généreusement indemnisés. Mais à ce jeu la caisse se vida promptement et il fallut demander de nouveaux crédits au parlement. Les interpellations se succédèrent, véhémentes, contre ce que l'on appelait « le scandale algérien ». La commission du budget de la Chambre des députés, saisie d'une demande de crédit supplémentaire de trente trois millions destinés à l'entretien du corps d'occupation, repoussait cette demande avec des commentaires et des considérants très sévères, même pour le gouverneur général Laferrière que l'on rendait responsable de cet état de choses.

On parlait « d'abus de pouvoir ». On accusait les chefs militaires de faire une politique person-

nelle, d'avoir des initiatives dangereuses, de se livrer à des « prodigalités qui menaçaient de ruiner le Trésor ». Le parlement voulut mettre un frein à la progression des dépenses du sud algérien, contrôler celles-ci de près et, à cet effet, rendre le gouverneur général seul responsable des affaires de cette région en lui attribuant les pouvoirs politiques et même militaires les plus étendus.

Dans sa séance du 23 décembre 1901, la Chambre vota une résolution invitant le gouvernement à « étudier un projet d'organisation administrative et financière du sud algérien ». Le 21 mars suivant un projet de loi « portant organisation des Territoires du sud de l'Algérie » était déposé et inscrit aussitôt à l'ordre du jour. Il fit l'objet de vives discussions, notamment sur les limites à assigner entre les Territoires du sud et l'Algérie du nord. Finalement la Chambre des députés adopta le texte qui lui avait été présenté, mais après que le gouvernement eut déclaré « qu'au fur et à mesure que la colonisation se développerait dans ces territoires, il conviendrait d'examiner si la limite ne devrait pas être reculée vers le sud ».

Le Sénat se montra moins pressé de prendre une décision. Entre temps le projet de loi put être soumis aux délibérations des Conseils généraux d'Algérie et des Délégations financières. Ces assemblées n'étaient pas très favorables; elles ne

voyaient pas sans regret échapper à leur contrôle de vastes contrées dont on pensait que les ressources pour la colonisation pourraient être considérables. Les départements avaient pris l'habitude de voir leur budget enflé de recettes appréciables provenant du sud et il leur était pénible d'y renoncer.

Les Délégations et les Conseils généraux reçurent tout apaisement au sujet de la colonisation; d'importantes compensations furent consenties pour les recettes perdues. Après un vote favorable du Sénat le projet fut enfin admis par tous et la loi fut promulguée le 24 décembre 1902. Les Territoires du sud étaient nés. La pénétration saharienne allait recevoir une impulsion nouvelle suivant des méthodes différentes et avec des moyens mieux adaptés à la situation géographique de ces régions éloignées et presque sans ressources.

L'unité territoriale créée par la loi de 1902 reposait sur les principes suivants :

— institution d'un budget autonome et spécial pour ces régions, les ressources locales devant subvenir aux dépenses civiles, les frais d'occupation militaire restant seuls à la charge de la métropole ;

— attribution au gouverneur général des pouvoirs les plus étendus et de la responsabilité la plus entière touchant l'administration et la défense de ces territoires.

Quant à la limite il fallut tenir compte de ce fait que l'on ne pouvait ni la reculer si bas que les Territoires du sud ne comprissent que des parties désertiques, ni y incorporer des régions déjà livrées à la colonisation ou susceptibles de lui être fructueusement abandonnées. C'est ce qui explique que la ligne séparant l'Algérie du sud de l'Algérie du nord est arbitraire. Telle qu'elle est, en englobant dans les Territoires du sud les régions relativement riches et peuplées de Touggourt, Djelfa et Géryville, elle a déterminé un groupement capable de vivre, d'assurer ses dépenses et d'entreprendre même de grands travaux.

Toutefois, ainsi que l'a fait observer M. Rene Vâlet dans sa belle et substantielle thèse de doctorat en droit sur le *Sahara algérien* : « ... la loi de 1902 eut été beaucoup mieux inspirée en adoptant comme frontière nord du Sahara français, non pas les limites de certains cercles ou annexes, limites qui serpentent de la façon la plus fantaisiste à la manière des petits chemins de fer ruraux dans nos campagnes métropolitaines, mais la ligne qui sépare deux régions naturelles entre lesquelles il y aura toujours antagonisme (on s'en aperçoit bien chaque été dans le sud du Sersou) : la région agricole et la région pastorale ». Et M. Vâlet ajoute : « Cette limite devrait d'ailleurs être modifiable par simple arrêté du gouverneur, ou tout au moins par décret, de façon à pouvoir être reculée vers le sud, si ce recul était rendu

indispensable par les progrès de la colonisation ».

La loi du 24 décembre 1902 avait précisé que des réglements d'administration publique fixeraient toutes les mesures nécessaires à l'application de la loi. Sur ce point l'accord entre les divers départements ministériels ne fut pas facile à réaliser et ce n'est qu'après de longs échanges de vues qu'un premier décret daté du 30 décembre 1903 établit « l'organisation financière des Territoires du sud ». D'autre part « l'organisation administrative et militaire » fit l'objet du décret du 4 août 1905 qui spécifia en particulier que le régime administratif des Territoires du sud serait celui des territoires de commandement de l'Algérie. La colonie du sud fut divisée en quatre grandes circonscriptions ayant chacune à sa tête un commandant militaire : territoire d'Aïn-Sefra, territoire des Oasis, territoire de Ghardaïa, territoire de Touggourt. Chaque territoire était lui-même fractionné en un certain nombre de cercles, annexes ou postes commandés et administrés par des officiers des Affaires indigènes.

L'organisation prévue par la loi de 1902 consista en somme à réunir le pouvoir militaire et le pouvoir administratif dans les mêmes mains, à proportionner les commandements à leur rôle utile, à définir les responsabilités. L'organisme releva donc directement du gouverneur général qui détint les pouvoirs préfectoraux pour les Territoires du sud tandis que tous les services concer-

nant ces territoires étaient concentrés à Alger sous l'autorité d'un même haut fonctionnaire.

Ainsi donc les anciens bureaux arabes créés par Bugeaud, que la colonisation avait refoulés vers le sud, allaient être chargés d'établir la domination française dans ces régions déshéritées, de tenter leur mise en valeur et d'y instaurer la sécurité.

« Organisation originale, a écrit René Vâlet, car il n'est pas dans les possessions françaises éparses à travers le monde, de méthode semblable à celle qui a permis, au Sahara, de diriger des populations indépendantes et jamais asservies, d'administrer un territoire immense dont la superficie est décuple de celle de la France, avec un personnel restreint jusqu'à l'invraisemblance, avec les frais généraux réduits au minimum.

« Organisation originale enfin, qui a renouvelé, sous l'influence de ce grand saharien qu'était le général Laperrine, les méthodes administratives classiques pour les appliquer à des besoins nouveaux, et qui a réalisé ce chef-d'œuvre : sans heurter leurs mœurs et leurs croyances, sans toucher à leurs habitudes, de faire des nomades sahariens, pilleurs de caravanes, les meilleurs auxiliaires de la France dans l'établissement de la sécurité et de la *pax gallica.* »

Depuis Bugeaud qui signa en 1844 l'ordonnance qui créait les bureaux arabes jusqu'aux bureaux d'aujourd'hui appelés bureaux des Affai-

res indigènes, l'organisation primitive a été plusieurs fois refondue, mais la conception du fondateur de la doctrine militaire coloniale était si juste que son principe s'est perpétué sans changement.

Des hauteurs qui avoisinent Alger on découvre un inoubliable panorama. La ville française s'étale toute blanche, dominée par la ville indigène plus blanche encore. Dans l'atmosphère lumineuse les lignes du port se dessinent avec la précision d'une vue d'avion. On dénombre les fermes françaises de la Mitidja et, aux teintes diverses du sol, on devine les labours, les vignes, les bois, les jardins. L'impression est profonde et on ne sait ce qu'on admire le plus de l'homme qui a bâti cette ville européenne et vivifié cette terre, jadis marécageuse, ou de la naturelle noblesse du décor. On songe qu'un labeur égal, par delà les lignes bleues des montagnes, se poursuit toujours plus avant dans l'intérieur du pays. On se rappelle l'âpreté et la longueur des luttes qui ont marqué les premiers temps de la conquête, et on se remémore, avec une sorte de fierté nationale, les rapides étapes qui ont mené les deux races au terme actuel où elles s'accordent un confiant concours dans les épreuves de la guerre et pour les travaux de la paix. On comprend combien l'avenir eût été compromis si l'orientation initiale de cette colonie magnifique avait été manquée et on ne doute plus

qu'elle ait été, dès le début, assurée avec une parfaite clairvoyance.

Ce fut le grand mérite du maréchal Bugeaud de tracer une voie féconde à l'établissement des Français en Afrique. Il sut prouver que rien de solide ne serait fait tant que la colonisation n'aurait pas pris possession du pays, mais il sut aussi concevoir, à l'égard de la race conquise, la politique qui allait rendre possible la colonisation.

Heureux compromis entre l'idéalisme auquel ne pouvait manquer de rester fidèle un Français qui avait grandi parmi les enthousiasmes de la Révolution, et les vues réalistes d'un homme de guerre chargé d'une périlleuse mission, la politique de Bugeaud respectait dans l'âme musulmane tout ce qui lui est cher : son Dieu, ses traditions, ses préjugés même, et n'exigeait d'elle que ce à quoi elle se plie le plus volontiers : la soumission à la force, considérée comme une manifestation de la volonté divine.

L'organisation conçue par Bugeaud et réglementée par l'ordonnance de 1844 qui instituait les bureaux arabes, révèle chez lui, à une époque qui ne connaissait guère qu'un Orient de légende, une exacte pénétration de la mentalité musulmane. Alors que l'Occident distingue dans l'Etat les pouvoirs qui le composent et s'efforce d'élever entre eux d'infranchissables barrières, l'Orient a, de l'Etat, la notion la plus opposée. Tous les pouvoirs sont confondus dans la personne du suzerain

et, par suite, dans celle de ses agents. De même que le musulman n'a qu'un livre, le Coran, il ne sépare pas, dans l'autorité à laquelle il obéit, l'autorité militaire de la judiciaire, la religieuse de l'administrative. Les bureaux arabes ont répondu à l'idée que les indigènes avaient de l'autorité. Leurs attributions primitives ne laissaient guère hors de leur domaine que l'exercice du pouvoir religieux et encore pratiquaient-ils sur ceux qui le détenaient un contrôle des plus directs.

Le système de Bugeaud, qui s'accordait si mal avec certaines idées françaises, était si bien adapté au milieu, que l'indigène s'est plu à voir dans le conquérant de la veille moins un maître qu'un tuteur et qu'il lui a accordé sa confiance. Aujourd'hui encore, jusque dans les régions où la pensée moderne a le plus pénétré, le souvenir n'est pas perdu du bureau arabe, « du birou » accueillant où tout se règle sans retard, sans frais, avec un peu de sévérité, corrigée par beaucoup de générosité humaine.

L'Algérie ne serait pas la terre française qu'elle est devenue depuis longtemps si, à l'égard du régime de Bugeaud, elle n'avait usé de son droit de critique et même si elle n'en avait abusé. On conviendra volontiers que le système avait le défaut commun à toutes les institutions, lesquelles valent moins par elles-mêmes que par les hommes qu'elles emploient et on ne craindra pas



Officiers et Sous-Officiers de Tirailleurs et de Spahis Sahariens (1900)

d'ajouter que, sous le soleil d'Afrique, les têtes bouillonnent plus qu'ailleurs.

Parmi les reproches adressés au bureaux arabes d'antan, trop d'entre eux ne l'étaient pas sans raison pour qu'une réforme ne fût pas nécessaire. On apporta donc à leur organisation des remaniements assez sérieux, on corrigea les tendances d'un esprit trop particulariste ; et, pour céder à ce penchant du caractère national qui s'offusque plus profondément d'un mot que d'une chose, on décida, puisque la chose avait fait la preuve de son utilité, de la conserver en la rebaptisant. Les bureaux arabes devinrent les bureaux des Affaires indigènes et, depuis cette époque, l'Algérie est restée fidèle au nouveau nom, que la Tunisie et le Maroc ont également adopté.

A l'heure actuelle, la garde des Territoires du sud de l'Algérie reste confiée aux officiers du service des Affaires indigènes. Dans ces régions de steppes et d'oasis la colonisation européenne ne trouve pas de terres à défricher. La vie indigène a conservé ses formes primitives. Les tribus pastorales y accomplissent des migrations saisonnières qui évoquent encore les temps bibliques d'un peuple en marche vers quelque Terre promise. Dans les oasis où le palmier est la seule ressource, le climat interdit tout travail à l'européen. Le palmier qui exige, suivant le proverbe indigène, de l'eau à ses racines et du feu à sa tête, est cultivé par des populations demi-noires, où le sang souda-

nais s'est fixé au sang arabe. Nomades et ksouriens subissent deux influences opposées. Au fur et à mesure que le rail et l'auto suppriment les distances ils prennent un plus fréquent contact avec la vie civilisée, mais un contact trop fugitif pour laisser une empreinte définitive. Du Sahara, du sud marocain, de la Tripolitaine surtout, foyer du senoussisme, leur viennent des prédicateurs religieux qui entretiennent la foi dans l'apparition d'un madhi. Sous ces influences diverses, les liens traditionnels de la vie sociale risqueraient de se relâcher si une autorité indiscutée ne les maintenait dans des sentiments de loyalisme, dont la guerre a apporté une preuve concluante.

Administrer ce pays, le mettre en valeur, assurer la liaison avec le lointain Soudan pour souder en un seul bloc les deux parties de notre empire africain, c'est évidemment une œuvre qui peut séduire, malgré les rigueurs du climat et de l'éloignement, mais c'est une œuvre qui exige, avec beaucoup de sacrifices et une très grande activité physique, des connaissances multiples et une juste compréhension du rôle de la France dans l'Islam.

La préparation nécessaire à cette haute mission, les jeunes officiers du service des Affaires indigènes la trouvent à Alger dans un cours qui les groupe pendant près d'une année autour des chaires les plus réputées de l'Afrique du nord.

Grâce aux méthodes d'administration qui régissent les Territoires du sud, l'œuvre accomplie

depuis leur création est considérable. Elle a été particulièrement féconde au cours des vingt dernières années en raison des créations intervenues pour faciliter l'exploitation ou la mise en œuvre de toutes les richesses; en raison aussi des efforts entrepris pour régénérer par le travail, par le mieux-être et par l'hygiène sociale, une population de plus de 600.000 habitants répartis sur plus de 2 millions de kilomètres carrés; en raison enfin des progrès réalisés en matière de liaisons par automobiles avec l'Afrique occidentale française.

A cette œuvre splendide, encore inachevée et en pleine évolution, bien digne du génie colonisateur français, militaires et civils ont collaboré de tout leur cœur avec la même ardeur et une foi identique. De même que pendant la guerre l'union sacrée, faite de l'accord unanime de toutes les volontés françaises, avait mérité au pays sa victoire, de même dans le temps de paix, la collaboration de toutes les forces vives de la nation restait indispensable. Tutrice de nombreuses populations musulmanes, à une époque où l'Islam s'éveille, tressaille et interroge l'avenir, la France continue à remplir le rôle colonial élargi que la victoire lui a assigné, grâce au travail en commun de tous ceux qui la servent : fonctionnaires, colons et soldats !

⁂

L'organisation militaire du Sahara, corollaire de l'organisation administrative, s'inspire des mêmes principes de simplicité et d'économie.

Après le refus opposé par le parlement à la demande de crédits supplémentaires présentée par M. Laferrière, le retrait des troupes de la colonne expéditionnaire avait été sérieusement envisagé. On parla même d'abandonner toute idée d'occupation permanente de ces régions éloignées. Les plus modérés parmi les contempteurs de la pénétration saharienne jugaient qu'il convenait, en tout cas, de s'en tenir là et de ne plus rien entreprendre vers le sud.

« Sachons dégager, des fautes accumulées, écrivait M. Henry de Castries, une leçon pour l'avenir, et prenons de fermes résolutions. Que l'ère néfaste de la politique du sud, de cette politique qui nous lègue de si grosses difficultés, soit close jusqu'à nouvel ordre. Ce n'est pas le lieu de reprendre une à une pour les discuter, les thèses du transsaharien économique, du transsaharien stratégique et de l'unification à travers le Sahara, du Soudan et de l'Algérie. Aussi bien, admettons que ces idées ne soient pas des chimères; mais que l'on nous concède en retour qu'elles peuvent attendre très longtemps encore leur réalisation et qu'alors, si rien ne presse, il serait fou de continuer à nous étendre à coups de millions dans le désert. Il s'imposait de relier le plus rapidement possible le

Congo au Soudan, car nous pouvions être devancés sur le bas Chari, et nos deux colonies risquaient d'être à tout jamais isolées l'une de l'autre. Un tel danger n'est pas à craindre pour l'Algérie et le Soudan ; aucune puissance n'aspire à nous devancer dans le Sahara et à s'interposer entre nos deux domaines ».

Les plus fervents partisans du maintien de l'occupation militaire reconnaissaient eux-mêmes la nécessité de réduire considérablement les effectifs en substituant aux troupes régulières d'un entretien trop coûteux, des éléments mieux adaptés au désert et, partant, plus économiques.

Les officiers auxquels incombait la charge d'administrer les régions qui venaient d'être conquises étaient depuis longtemps éclairés sur l'opportunité de cette substitution. Au cours des opérations, ils avaient vu à l'œuvre les spahis sahariens montés à mehara et ils en avaient conclu que des troupes spéciales de ce genre, uniquement composées de nomades du désert, seraient à tous égards préférables aux tirailleurs algériens envoyés du nord.

Le colonel Cauchemez, premier commandant militaire supérieur des oasis, procéda à une étude fort complète de la question. Cette étude proposait la création de goums militarisés constitués de Châamba auxquels on accorderait une solde fixe, mais qui seraient contraints de se ravitailler eux-mêmes sur les ressources locales sans intervention du service de l'Intendance.

Cette formule était excellente, très économique et semblait devoir être adoptée sans difficulté. Mais les Châamba avaient toujours mauvaise réputation. On les considérait encore comme des routiers de notre moyen-âge, avides de pillages, dépourvus de scrupules et incapables de loyalisme. L'idée de leur confier la surveillance des oasis souleva de vives protestations. On la discuta passionnément dans les commissions. et il fallut le prestige qui s'attachait déjà au nom de Laperrine pour vaincre cette suspicion exagérée à l'égard des Châamba.

Le chef d'escadrons Laperrine, ancien officier soudanais et déjà vieux saharien, avait succédé au début de l'année 1902 au colonel Cauchemez et, dès sa prise de commandement du territoire des oasis, il s'était attaché avec enthousiasme au projet de réorganisation militaire, esquissé par son précécesseur. Sa parfaite connaissance du désert et des nomades sahariens allait lui être d'un puissant secours auprès des commissions où il avait été appelé pour soutenir sa thèse. Il avait finalement la fierté de faire triompher ses idées.

Un décret daté du 1er avril 1902 remplaça les spahis et les tirailleurs sahariens, ainsi que les troupes régulières d'occupation, par les trois compagnies sahariennes du Tidikelt, du Touat et du Gourara. Ces unités étaient chargées de l'occupation et de la protection des circonscriptions administratives sur les territoires desquelles elles étaient stationnées. Placées sous le commande-

ment d'un même chef, le commandant militaire supérieur des oasis, qui lui-même relevait du général commandant la subdivision d'Aïn-Sefra, elles avaient chacune pour chefs les officiers des Affaires indigènes des annexes correspondantes. Ces officiers remplissaient ainsi un double rôle : militaire et administratif.

Le décret du 22 avril 1904 créa une nouvelle compagnie saharienne à mehari à Beni-Abbès pour assurer la sécurité de la vallée de la Saoura. Le 7 juin de la même année Colomb-Béchar fut à son tour doté d'une compagnie, mais celle-ci ne comprit que des cavaliers et des fantassins, la région dans laquelle elle était appelée à évoluer n'étant pas favorable à l'usage du chameau.

L'établissement de la sécurité dans le sud oranais et dans les oasis amena plus tard la suppression de la compagnie du Gourara (décret du 1er août 1905) puis celle de la compagnie de Colomb (décret du 9 août 1910) ; celle-ci fut remplacée par un makhzen.

Pendant la guerre, en présence de la menace senoussiste et de la rébellion des Touareg qui eût pu gagner le sud de l'Algérie comme elle s'étendit assez gravement jusque dans le sud tunisien, trois nouvelles unités méharistes furent constituées : une à Ouargla, une à Touggourt et une dans le sud tunisien (décrets du 5 septembre 1914 et du 10 mars 1916). Ces trois compagnies furent dis-

soutes avec le retour à l'état de paix (décret du 4 novembre 1919).

Les nécessités de notre progression saharienne par automobile et par avion ayant considérablement augmenté les charges des compagnies sahariennes, certaines réformes furent apportées dans leur composition et dans la répartition des effectifs. Un décret du 11 juin 1924 dédoubla la compagnie du Tidikelt et créa les deux compagnies des Ajjers et du Tidikelt-Hoggar. Un second décret du 25 novembre 1927 réorganisa les quatre compagnies sur de nouvelles bases.

Enfin par décret du 10 août 1935, il fut créé dans la région Ajjer une nouvelle compagnie saharienne motorisée.

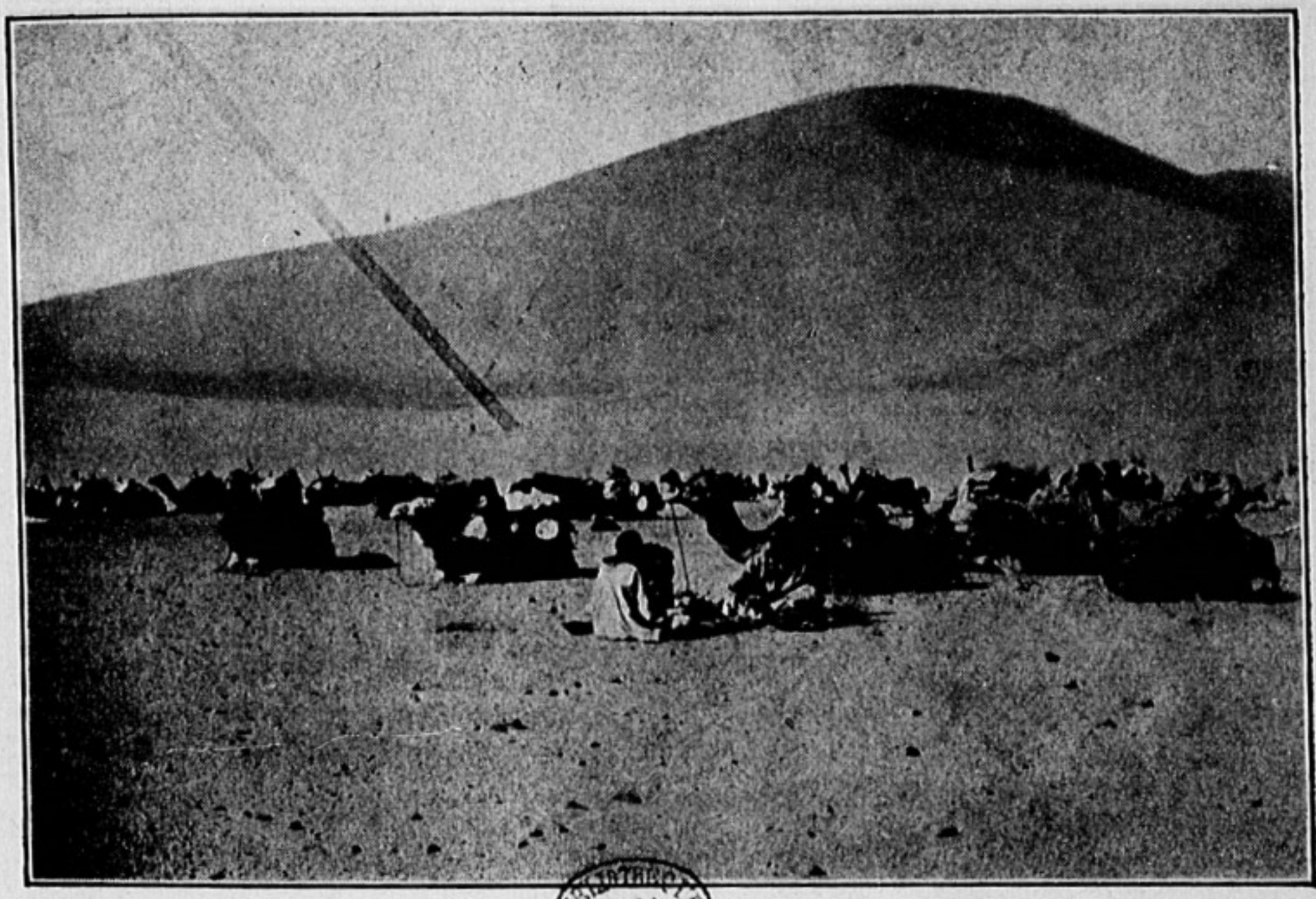
Actuellement donc les compagnies sahariennes d'Algérie sont au nombre de cinq :

Compagnie saharienne à mehari des Ajjers ;
Compagnie saharienne motorisée des Ajjers ;
Compagnie saharienne à mehari du Hoggar;
Compagnie saharienne à mehari du Touat;
Compagnie saharienne à mehari de la Saoura.

Elles sont réunies en deux groupes :

Le groupe sud, placé sous le commandement du commandant militaire du Territoire des oasis, qui comprend les compagnies des Ajjers et du Hoggar.

Le groupe de l'ouest, placé sous le commandement du commandant militaire du Territoire d'Aïn-Sefra, qui comprend les compagnies du Touat et de la Saoura.



Camp de méharistes dans le désert

Toutes ces unités spéciales sont régies par le décret du 25 novembre 1927, modifié ou complété par des décrets ultérieurs (8 juin 1930, 19 septembre 1930, 31 décembre 1931, 4 mai 1933, 30 juin 1933). Une instruction ministérielle du 22 juin 1932 a précisé les conditions de recrutement et d'administration de ces compagnies.

Ces conditions ne se sont guère modifiées depuis leur création. Après plus de trente années d'expérience c'est assurément le meilleur témoignage de la perfection de ces troupes auxquelles le génie de Laperrine a su donner, dès le début, la forme qui leur convenait.

Les compagnies sahariennes comprennent des Français et des indigènes. Les Français forment le personnel d'encadrement et comptent approximativement pour un dixième de l'effectif total. Ils sont, comme les officiers, recrutés dans toutes les armes parmi les volontaires et constituent l'ossature des unités, soit dans les groupes méharistes, soit dans les éléments motorisés ou encore comme techniciens de la radio-télégraphie.

La troupe indigène se compose en majeure partie de nomades de la région d'Ouargla originaires de la tribu des Châamba. Ces hommes ne sont soumis à aucune des obligations de la vie de caserne; en dehors du service ils jouissent d'une grande liberté. Mais les « Sirian », comme ils se dénomment eux-mêmes, sont de vrais soldats; ils ont toutes les caractéristiques que donne l'esprit de

corps et de multiples qualités dont les plus essentielles sont la rusticité, la sobriété, l'énergie, la résistance à la fatigue, l'esprit d'aventure et surtout une étonnante adaptation au milieu en même temps qu'un absolu dévouement pour leurs chefs.

Français et indigènes perçoivent une solde et des indemnités leur permettant de se pourvoir d'effets d'habillement, de se nourrir à leurs frais, d'acheter et d'entretenir leurs montures. Dans toute la mesure du possible ils doivent se ravitailler sur les ressources locales.

Au total c'est un effectif d'environ un millier d'hommes qui a la garde d'un pays immense, deux fois au moins grand comme la France.

C'est avec cette troupe essentiellement mobile, parfaitement adaptée au désert, préparée à sa glorieuse mission, que la pénétration saharienne allait prendre, à partir de 1902, un essor prodigieux. Progressivement, sans bruit, Laperrine et ses méharistes allaient étendre notre occupation, pacifier le pays touareg et donner à la France ces vastes régions qui, aujourd'hui, se révèlent comme étant le lien indispensable, obligatoire, non seulement du bloc africain français, mais encore entre l'Europe et le continent africain.

Avec les compagnies sahariennes allaient apparaître les « pacificateurs » sur la scène du désert.

CHAPITRE V

Les pacificateurs du pays touareg

Au moment où se poursuivaient les études tendant à l'occupation la plus économique possible des oasis du Tidikelt, du Touat, du Gourara et de la Saoura, notre situation vis à vis des Touareg était la suivante :

En octobre 1900 le vieil aménoukal des Touareg du Hoggar, Aïtaghel ag Mokhammed Biska, instigateur du massacre de la mission Flatters et notre irréductible adversaire, avait cessé de vivre. L'assemblée des nobles eut à élire un nouveau chef. Son choix se porta sur le fils aîné de la sœur cadette du défunt, Attici ag Chikkat dit Amellal, alors que régulièrement, en respectant la tradition, il aurait dû se fixer sur Mokhammed ag Ourzig, fils de la sœur aînée de l'aménoukal disparu.

Cette désignation contraire aux usages toujours scrupuleusement observés était symptomatique de l'état d'esprit des Touareg à notre endroit. Attici, qui avait joué un rôle actif lors de la tragédie de

1881, rôle particulièrement odieux puisque, avant de diriger l'attaque contre la mission, ce chef targui s'était présenté au trop confiant colonel Flatters pour l'assurer de son amitié, Attici personnifiait le parti hostile à notre pays. C'était un homme énergique et courageux, mais cruel et qui méritait bien son double nom : « *Léopard, fils de la Panthère* ». Ses pairs le savaient définitivement compromis vis à vis de nous; ils connaissaient la haine dont il était animé, haine qu'une blessure reçue au combat d'Amguid entretenait toujours vivace ; ils étaient sûrs que leur nouveau chef ne temporiserait pas avec les infidèles et qu'il s'opposerait de toutes ses forces, jusqu'à la mort, à leur prise de possession du pays Hoggar dont le sol demeurait jusqu'alors inviolé.

En somme, l'élévation d'Attici ag Amellal à la dignité d'aménoukal avait pour nous la signification d'un véritable défi. Néanmoins, nous ne tentâmes aucune représaille. Bien mieux, l'officier qui commandait l'annexe d'In-Salah, animé d'un esprit de conciliation jugé plus tard excessif, fit des avances au nouvel élu qui répondit en ces termes insolents : « Si tu viens au Hoggar, je te détruirai par la force ou par la ruse; si tu empêches mes caravanes d'aller se ravitailler sur les marchés du Tidikelt, j'irai couper les palmiers des oasis ».

Telle était la situation lorsque le chef d'escadrons Laperrine et le capitaine Cauvet prirent res-

pectivement le commandement supérieur des oasis sahariennes et le commandement de l'annexe d'In-Salah.

Les deux officiers, qu'une étroite amitié liait depuis de nombreuses années, avaient des idées absolument conformes en matière de pénétration saharienne. En contact permanent avec les réalités, ils ne doutaient pas que la France serait tôt ou tard contrainte par les événements, plus puissants que les hommes, à étendre vers le sud l'occupation des oasis, occupation qui ne pouvait être une fin en soi, mais seulement le prodrome de l'emprise complète du Sahara. Notre pays était maître, au nord et au sud, des deux bordures sahariennes; au centre se trouvait une région pour ainsi dire inconnue, tenue par une poignée d'hommes qui en interdisaient jalousement l'accès; cet état de choses ne pouvait, à coup sûr, longtemps durer et il était évident, pour des initiés comme Laperrine et comme Cauvet, esprits lucides qu'aucun mirage ne venait troubler, que nous serions mis bientôt dans l'obligation de pousser plus loin notre pénétration, malgré les préventions que notre présence au Sahara suscitait dans les milieux politiques de la métropole.

En France, en effet, la pénétration saharienne se heurtait à l'opposition d'adversaires de plus en plus nombreux. C'est avec beaucoup de peine que l'on avait pu obtenir le maintien de nos trois couleurs au faîte des casbas du Tidikelt et du Touat.

Mais en les y laissant il était entendu que, désormais, l'on ne reparlerait plus d'expéditions militaires et que l'on maintiendrait l'occupation aux limites acquises. En définitive, en dépit des efforts patriotiques de bons Français à large vue, l'opinion publique était réfractaire, hostile même, à toute nouvelle opération au Sahara.

Cependant le commandant Laperrine et le capitaine Cauvet résolurent de préparer les voies à l'inéluctable destinée de leur pays dans cette contrée du continent africain, en utilisant leurs seuls moyens matériels renforcés du précieux concours de leur connaissance parfaite du désert et de ses habitants.

Les deux chefs s'ingénièrent tout d'abord à recueillir le plus de renseignements possibles sur les dispositions réelles des Touareg, sur les forces que ceux-ci pouvaient mettre en œuvre, sur leur armement, et ce qu'ils apprirent ainsi de source sûre ne put que les encourager à poursuivre le programme qu'ils s'étaient tracé. Les Hoggars, en somme, étaient peu nombreux; les chiffres les plus forts indiquaient trois cents guerriers possédant peu d'armes à feu, mais animés tous d'une ardeur combative qui pouvait les rendre redoutables.

Le commandant supérieur des oasis aurait sans doute pu, sous sa responsabilité, lancer un contre-rezzou vers le Hoggar, car les directives qu'il avait reçues ne le lui interdisaient pas de façon formelle. Mais respectueux des désirs implicites du

gouvernement et sachant qu'en haut lieu on ne voulait pas « d'histoires », Laperrine se garda de toute manifestation qui eut pu être interprêtée comme une marque d'hostilité par les Touareg. Il informa ceux-ci de ses intentions pacifiques en les avisant que nous les laisserions tranquilles chez eux si eux-mêmes ne commettaient aucune tentative repréhensible contre nos ressortissants des oasis. Les Touareg étaient prévenus en même temps que les marchés du Tidikelt leur seraient de nouveau ouverts lorsqu'ils auraient donné des témoignages certains de leurs bons sentiments.

Ni le commandant Laperrine, ni le commandant Cauvet ne se leurraient sur l'issue de cette intervention. Ils savaient bien que cette sorte de trêve ne pouvait être de longue durée avec des adversaires aussi perfides et orgueilleux que les Touareg, persuadés, depuis Tadjemout, de leur invulnérabilité.

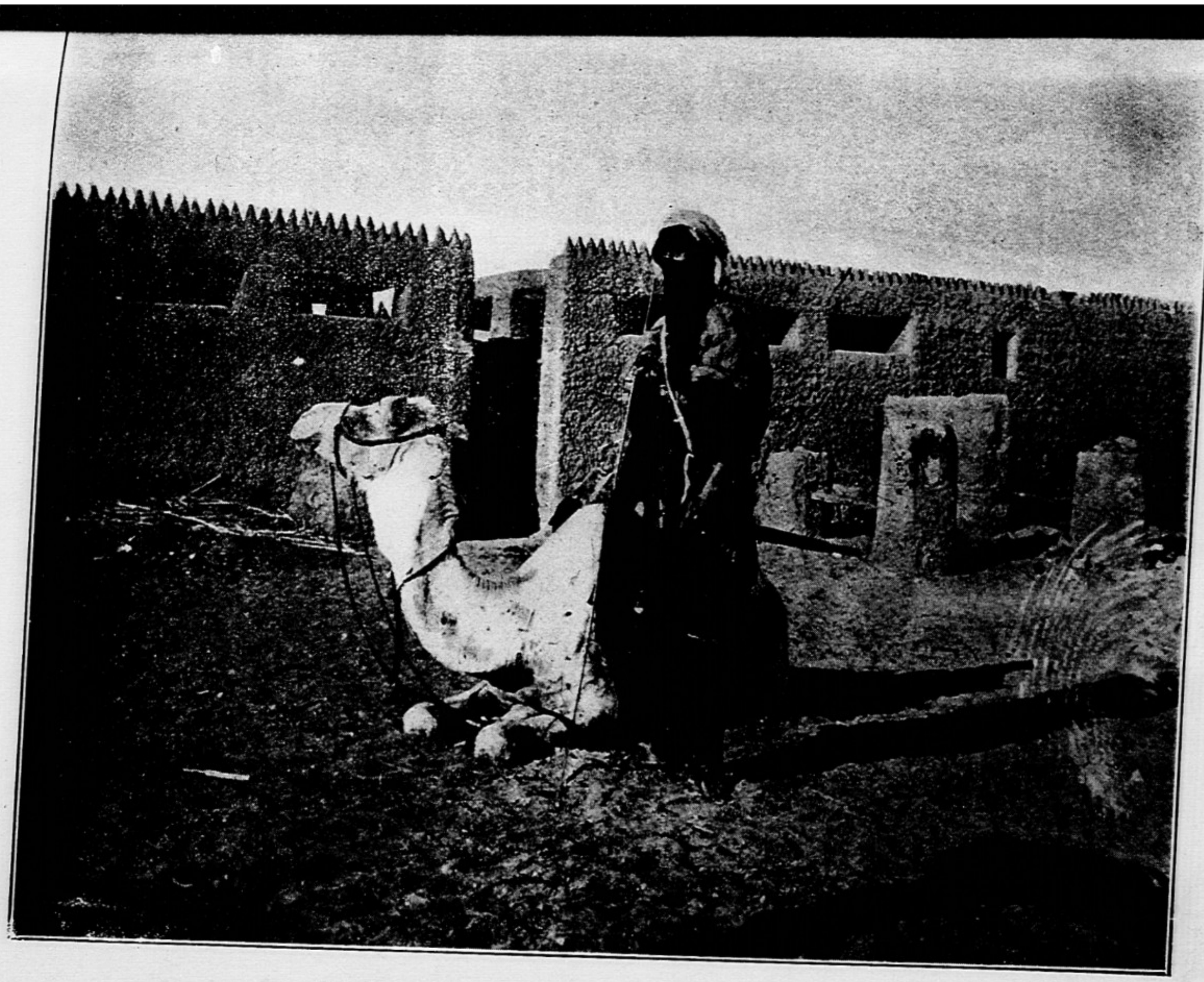
De fait, les gens d'Attici continuèrent leurs méfaits comme par le passé. Les caravanes qui passaient à proximité de leurs terrains de parcours étaient pillées sans merci. Nous voyant immobilisés dans les postes et dépourvus de tout moyen de représailles, les Touareg se montraient de plus en plus audacieux, n'hésitant pas à multiplier leurs attaques jusqu'aux abords mêmes des oasis, pour regagner ensuite rapidement leurs repaires montagneux où ils se jugeaient à l'abri de toute atteinte. Ces agressions répétées mettaient la

patience des officiers à rude épreuve; mais la consigne tacite continuait à être strictement observée et ces affronts demeuraient sans riposte comme sans châtiment.

Un incident banal allait précipiter les événements et mettre fin à une situation intolérable en nous ouvrant inopinément le Sahara touareg.

Au mois de mars 1902 une étrange nouvelle parvenait à In Salah et mettait la paisible population de cette oasis en rumeur. Une femme, bien connue au Tidikelt et au Hoggar, métisse de père Châambi et de mère Targuia de tribu noble, d'origine noble par conséquent, venait d'être dévalisée dans le Mouydir alors qu'elle se rendait au Hoggar avec une caravane de quelques chameaux. Cette femme, nommée Fatma oult Messis, sœur d'un de nos fidèles goumiers, douée d'un courage viril, tint audacieusement tête à son assaillant originaire, ainsi qu'elle-même, de la noble tribu des Kel Rela. Comme elle protestait véhémentement contre l'injure faite ainsi à une femme de noble extraction, son agresseur lui fit administrer le fouet par un esclave noir en disant : « Voilà le cas que je fais des Touareg nobles qui acceptent le joug des Français, ces koufar (infidèles) maudits ».

L'affaire fit partout grand bruit au Sahara et causa une grande émotion parmi les ksouriens des oasis. On ne pouvait s'y tromper : ces voies de fait, si contraires aux traditions de respect à l'égard des femmes nobles, ces paroles haineuses, étaient



L'interprête targui Mohammed ben Messis

autant d'outrages à notre adresse. D'un autre côté la sécurité des pistes sahariennes devenait de plus en plus précaire. Il était urgent de sévir. Le prestige de la France l'exigeait autant que la sécurité de nos troupes, car les populations commençaient à critiquer ouvertement notre attitude expectante qui passait, à leurs yeux, pour de la pusillanimité. On trouvait notre patience excessive et on n'était pas éloigné de penser que la crainte s'était emparée de nous. Il était grand temps d'agir contre les Touareg devenus provoquants et dangereux. L'agression dont venait d'être la victime Fatma oult Messis n'était qu'un épisode s'ajoutant aux nombreuses raisons de faire rapidement une démonstration qui affirmât la force française aux yeux des Hoggars.

Mais au printemps de 1902 les compagnies sahariennes n'existaient pas encore. D'autre part, on ne pouvait pas songer à utiliser les troupes régulières, spahis ou tirailleurs sahariens, pour des opérations au milieu du désert. Au surplus l'autorisation d'employer ces troupes aurait certainement été impitoyablement refusée. Il y avait bien les goums Châamba que le capitaine Pein aurait volontiers lancés, sous son commandement, contre les hommes voilés, leurs irréconciliables ennemis; mais il fallait, ici encore, une autorisation qui n'aurait pas été accordée.

Ayant ainsi éliminé les moyens militaires normaux dont il disposait, le capitaine Cauvet prit

la résolution de constituer un groupe de méharistes uniquement composé de gens originaires des tribus du Tidikelt. Le projet était hardi. Pour le concevoir et l'exécuter il fallait la grande expérience saharienne et la sûreté de jugement que possédait le chef de l'annexe d'In-Salah. L'idée plut au commandant Laperrine qui la jugea, lui aussi, réalisable et donna à son collaborateur les ordres indispensables.

Ce n'est pas sans difficultés que le goum put être réuni. Chaque tribu devait fournir un contingent déterminé. Mais les hommes mettaient peu d'empressement à répondre à cet appel. Les Touareg inspiraient une telle frayeur à ces populations débonnaires que les volontaires se montraient rares. On arriva néanmoins à rassembler une centaine de goumiers, mi-nomades, mi-sédentaires, qui s'étaient battus contre nous deux années auparavant et que l'on allait utiliser pour la première fois à notre service dans une expédition de guerre. Il y avait donc une réelle témérité à s'aventurer en pays inconnu, contre un adversaire redoutable, avec une troupe si peu sûre et ne possédant pas la moindre notion de la tactique et de la discipline militaires.

C'est au lieutenant Cottenest que fut confié le commandement de cette troupe hétérogène à laquelle on adjoignit, pour l'encadrer, quarante Châamba ayant déjà donné des preuves de fidé-

lité et de loyalisme. La mission du lieutenant, seul Français de son détachement, était de se rendre jusque dans le massif du Hoggar, d'entrer en relations avec les Touareg, d'exiger de ces derniers la restitution des prises récentes et, le cas échéant, de leur infliger une sévère leçon. En d'autres termes il fallait faire acte d'autorité quelles que pussent être les conséquences. Une telle mission exigeait des qualités exceptionnelles. Cottenest était l'officier qui répondait en tous points à ces exigences.

La reconnaissance quitta In-Salah le 22 mars 1902. Elle passa successivement dans les régions du Mouydir et de la Tifedest et atteignit le Hoggar sans incident. Partout, sur son passage, les Touareg avaient battu en retraite en direction de la Koudia, refusant le contact et se bornant à faire surveiller la marche du goum par de vigilants chouafs. Attitude nettement hostile qui corroborait les renseignements recueillis en cours de route, d'après lesquels les Touareg cherchaient à attirer les Français en un emplacement où ils pourraient avoir plus facilement raison d'eux.

C'est à environ 40 kilomètres au nord-ouest de Tamanrasset, aux abords de Tit, modeste centre de culture habité seulement par quelques familles négroïdes, que la rencontre se produisit.

Depuis le matin de ce même jour le lieutenant Cottenest se savait suivi à assez longue distance d'une forte troupe de méharistes; aussi ne négligeait-il aucune précaution. Dans l'après-midi avant

l'arrivée à Tit, où le goum devait passer la nuit, l'officier faisait reconnaître par des patrouilles le village ainsi que ses abords. L'une de ces patrouilles, chargée d'explorer un ensemble d'élévations rocheuses auxquelles les indigènes donnent le nom de *gour*, revenait bientôt à toute allure pour annoncer un rassemblement de nombreux guerriers Touareg dissimulés derrière les berges de l'oued Tit et prêts à marcher contre le détachement.

Presque aussitôt débouchaient, des plis de terrain qui les cachaient jusqu'alors, plus de trois cents méharistes s'avançant en ordre au petit trot de leurs montures. Le lieutenant n'eut que le temps de prendre ses dispositions et d'abriter son convoi au pied d'un monticule d'une quinzaine de mètres d'élévation. Il disposait à ce moment de 70 fusils seulement, le reste de son goum se trouvant en patrouille à plusieurs kilomètres dans des directions différentes.

L'attitude des Touareg ne paraissait pas agressive. Ils avançaient sans hâte, toujours en bon ordre, comme pour une parade. Cottenest pensa même qu'ils venaient, non pour combattre, mais avec des intentions pacifiques, et pour bien leur démontrer que tel était également son désir, il se plaça ostensiblement devant ses goumiers, attendant, avant de décider quoi que ce fût, que se manifestât plus nettement la pensée des gens du Hoggar.

Celle-ci ne tarda pas à se préciser. Sur le signal d'un coup de fusil les Touareg se précipitèrent en poussant des cris de guerre. Arrivés à proximité du monticule ils mirent pied à terre et s'avancèrent, la démarche imposante, sans souci des vides qu'une fusillade nourrie causait dans leurs rangs. Bientôt le corps à corps s'engagea et les Touareg allaient peut-être devenir les vainqueurs de ce combat épique lorsque, sur un ordre de leur chef, les goumiers réussirent à se soustraire à l'étreinte de leurs adversaires et à se replier solidement au sommet de la position. Déconcertés un instant par ce mouvement rapidement exécuté, les Touareg reprirent néanmoins la lutte avec courage.

Après deux heures de combat, la petite troupe française se trouvait de nouveau en mauvaise posture lorsqu'elle fut heureusement renforcée par les patrouilles que le bruit des coups de fusil avait alertées. Un flottement se produisit alors dans les rangs des assaillants. Profitant de ce désordre Cottenest et ses braves se ruèrent contre leurs adversaires dans une lutte sans merci, homme contre homme, « brisant les armes sur les crânes », et contraignèrent les Touareg à se retirer rapidement en abandonnant leurs morts. Ils laissaient plus de cent des leurs sur le champ de bataille.

Le goum du Tidikelt avait remporté un beau succès. Mais le véritable vainqueur de cette journée du 7 mai était incontestablement l'officier, le lieu-

tenant Cottenest, qui, par son ascendant sur sa troupe d'une autre race, avait su lui communiquer sa foi inébranlable et donner à tous, adversaires compris, par sa courageuse attitude, une haute idée de la bravoure française.

Dès que la nouvelle de cette affaire parvint au Touat par un exprès envoyé par Cottenest, le commandant Laperrine se mit en route de toute urgence emmenant avec lui le lieutenant Requin et ses tirailleurs sahariens. Le commandant craignait une poursuite désespérée des Touareg et il voulait arriver à temps pour renforcer le goum. Ayant traversé, presque sans arrêt depuis Adrar, le Tadmaït et le Tidikelt, le commandant des oasis rencontra la reconnaissance Cottenest dans le Mouydir, le 19 mai, à la grande satisfaction des goumiers. Ceux-ci, fatigués et démunis de cartouches, eussent pu se trouver en état d'infériorité si les Touareg ressaisis s'étaient lancés sur leurs traces pour tirer vengeance de leur récente défaite.

L'échec des Touareg eut dans tout le Sahara un retentissement qu'il est difficile d'imaginer. En un seul jour, après quelques heures de lutte seulement, le prestige accumulé depuis des siècles par les mystérieux hommes voilés, pillards redoutés du désert, venait de s'effondrer, atteint mortellement dans ses œuvres vives. Leurs meilleurs guerriers avaient disparu. La montagne elle-même, cette invincible citadelle dont les Hoggars se montraient si orgueilleux, qu'ils croyaient inexpugna-

ble, avait été violée par les Français et ceux-ci l'avaient traversée sans difficultés. Les Touareg ne s'y trouvaient donc plus à l'abri et, désormais, ils ne pourraient plus terroriser les populations paisibles des oasis ni rançonner inopinément les inoffensifs caravaniers.

Le combat de Tit, en brisant la puissance des Hoggars, révolutionnait complètement les habitudes du désert. Il mettait fin à une époque qui prenait ses racines dans un lointain passé. Une ère nouvelle allait naître et la France allait pouvoir poursuivre dans la paix son œuvre humanitaire dans la région saharienne. Notre succès du 7 mai avait encore une autre signification. Il vengeait le massacre de la mission Flatters dans des conditions telles que notre susceptibilité nationale pouvait se montrer satisfaite et que nos adversaires n'avaient pas à rougir de leur défaite. D'eux-mêmes les Touareg étaient venus offrir l'expiation indispensable. Ils s'étaient battus bravement avec un magnifique mépris de la mort. L'honneur était sauf des deux côtés et rien n'empêchait maintenant que les adversaires de la veille se réconciliassent sans arrière pensée.

L'affaire de Tit marque donc une date mémorable dans l'histoire de la pénétration française au Sahara. Il convient de rendre hommage à ceux qui en furent les artisans . au commandant Laperrine qui couvrit de son autorité et de sa responsabilité les initiatives sahariennes de ses subordonnés, au

capitaine Cauvet qui osa le geste nécessaire au maintien de notre prestige, geste d'autant plus méritoire et audacieux que le capitaine avait donné à Cottenest tout son monde disponible et toute sa réserve de cartouches, et qu'il avait conservé à In-Salah quelques hommes seulement; au lieutenant Cottenest enfin, le héros de cette glorieuse affaire.

Cauvet, Cottenest, deux noms à inscrire auprès de ceux de Laperrine, de de Foucauld et d'autres encore, au « Livre d'Or » des bons ouvriers de la France Africaine.

En dépit de l'importance des résultats du combat qui nous livrait le pays touareg, la nouvelle de notre succès ne dépassa guère les frontières sahariennes.

Dans les sphères officielles on apprit évidemment avec soulagement l'issue heureuse de l'aventure; mais on pardonnait difficilement les inquiétudes qu'avait provoquées l'initiative du chef de l'annexe d'In-Salah, avec l'autorisation de son chef hiérarchique du reste. Ces inquiétudes n'étaient d'ailleurs pas entièrement dissipées, car on craignait un retour offensif de l'ennemi. La réputation d'invincibilité des Touareg était si bien établie que, même dans les milieux les plus autorisés, on ne pouvait croire à leur déchéance définitive. On s'attendait à un réaction violente de leur part et, par suite, à des complications nouvelles analogues à celles qui avaient illustré la conquête des oasis

et soulevé les vives critiques du parlement. L'affaire de Tit ne fut donc pas ébruitée. On oublia même de récompenser les vaillants combattants. Un grand voile fut jeté sur cet événement capital qui, ainsi, passa pour ainsi dire inaperçu.

Mais l'histoire impartiale a rendu aux faits leur véritable valeur en considérant le combat de Tit comme l'un des plus beaux épisodes de la pénétration française en Afrique.

L'hommage officiel, plus lent, ne s'est manifesté qu'après trente années écoulées. Il n'en a pas été moins grand et émouvant. Le 15 janvier 1932 M. J. Carde, gouverneur général de l'Algérie, en tournée d'inspection au Hoggar, que jamais si haute personnalité n'avait encore visité, tint à inaugurer personnellement un médaillon à l'effigie de Cottenest, mort au champ d'honneur pendant la guerre avec le grade de commandant.

Ce médaillon, scellé dans le roc de la petite montagne saharienne de Tit, est un hommage de reconnaissance rendu par la nation à l'officier vainqueur des Touareg et à ses braves goumiers.

⁂

Depuis la sanglante défaite de Tit une scission s'était opérée entre les Touareg Hoggar et Taïtoqs qui s'étaient coalisés contre nous. Une grande partie de ces derniers avaient regagné leurs terrains de parcours habituels dans l'Ahnet, tandis

que les tribus Hoggars demeuraient concentrées dans le massif de la Koudia sans oser s'aventurer en dehors de leurs montagnes protectrices.

Profondément atteints matériellement et moralement, les orgueilleux Touareg adoptaient une farouche résistance passive, refusaient de répondre à nos offres de conciliation et de paix et attendaient que les circonstances leur fournissent l'occasion de prendre une éclatante revanche. En présence de cette attitude les marchés du Tidikelt, où les Hoggars avaient accoutumé de se ravitailler en dattes et où ils écoulaient leurs produits d'élevage, furent interdits aux Touareg; mesure radicale, mais qui ne pouvait se prolonger sans de graves inconvénients, car elle portait également un préjudice sérieux aux ksouriens des oasis en interrompant leur commerce d'échanges.

Plusieurs mois s'écoulèrent ainsi sans changement lorsqu'on apprit à In-Salah que des méharistes se rassemblaient aux environs du centre de culture d'In Amdjel, à l'instigation de l'aménoukal Attici, dans le dessein de surprendre la garnison d'In-Salah et de venger l'échec du 7 mai. Ce projet était insensé et voué à un désastre certain, mais il ne surprit pas le chef de l'annexe d'In-Salah qui savait les Touareg décidés à toutes les extravagances pour tenter de rehausser leur prestige effondré.

Si cette troupe d'hommes résolus ne présentait aucun danger sérieux pour la garnison d'In-Salah,

il n'en était pas de même pour les ksouriens et les caravaniers. Il importait donc de la disperser au plus tôt pour la mettre hors d'état de nuire. Ce fut la première mission confiée aux méharistes de la compagnie du Tidikelt. Un groupe de 170 hommes, placé sous le commandement du lieutenant Guillo-Lohan, encadré de sous-officiers et de brigadiers Français, partit d'In-Salah le 1er octobre 1902 en direction du Hoggar.

Les Touareg, vivement impressionnés par les détails qui leur parvenaient sur cette troupe dont ils ignoraient l'existence, s'étaient empressés de fuir en laissant la route complètement libre. Guillo-Lohan ne rencontra personne. Les centres de culture d'In-Amdjel, d'Idelès, de Tarhaouhaout avaient été abandonnés précipitamment par leurs habitants. Les Châamba, plus encore que les goumiers de Cottenest, inspiraient une crainte salutaire. Aussi le détachement put-il parcourir la Koudia du Hoggar et la contourner sans tirer un coup de fusil.

La reconnaissance Guillo-Lohan confirma, aux yeux des Touareg, notre ferme volonté de rester au Sahara et d'étendre notre domination jusqu'au Hoggar puis, par delà le Hoggar, jusqu'aux contrées soudanaises où flottait déjà le drapeau Français. Par ailleurs, la nouvelle compagnie saharienne du Tidikelt venait, au cours de cette longue randonnée, de recevoir le baptême saharien en

faisant l'apprentissage d'une vie nomade qui allait devenir la sienne.

Du point de vue politique d'intéressants résultats n'allaient pas tarder à se manifester.

L'influence de notre irréconciliable ennemi, l'aménoukal Attici, avait singulièrement fléchi depuis les événements de mai 1902. Des querelles intestines menaçaient de diviser la confédération des Hoggars, les uns voulant continuer la lutte jusqu'à épuisement, d'autres désirant au contraire s'incliner immédiatement devant la force. Un homme allait surgir qui devait grouper ce dernier parti et l'amener à imposer sa volonté à l'ensemble du groupement.

Moussa ag Amastan, jeune homme de la tribu noble des Kel Rela, avait acquis dans toute la région saharienne une réputation de bravoure et d'intrépidité très méritée. Il possédait des qualités de chef qui l'avaient fait choisir par les siens pour conduire des expéditions dans le désert; son nom était connu partout; ses adversaires le craignaient; les caravaniers transsahariens étaient souvent ses victimes; mais tous louaient la manière humaine dont il traitait les vaincus. Moussa était un vrai chevalier aimant le danger et les combats; il considérait la razzia comme le jeu naturel de sa race et un moyen légitime de subvenir à sa subsistance ainsi qu'à celle de ses guerriers.

Le jeune chef targui avait été initié à la religion islamique par un savant théologien musulman,

Baye ben Amor, marabout des Kounta qui vivait dans la zone soudanaise, aux environs de Kidal. Homme de grande intelligence, Baye avait compris que l'arrivée des Français au nord et au sud du Sahara allait transformer les conditions d'existence des nomades du désert et qu'il était inutile de poursuivre une lutte inégale qui ne pouvait rien modifier aux arrêts inéluctables du destin. Le directeur spirituel de Moussa prodiguait les conseils de sagesse à son élève; il lui suggérait vivement de renoncer à la vie de rapines et de se rallier aux Français avec ses partisans.

Ainsi éclairé par un homme respecté et vénéré dans tout le Sahara, Moussa ag Amastan s'employa à convaincre les gens de sa tribu. Bientôt il groupa autour de lui un fort noyau de fidèles décidés à appuyer sa politique et il constitua un parti qui devint rapidement assez puissant pour contrebalancer celui de l'aménoukal Attici. Le passage de la reconnaissance Guillo-Lohan allait encore renforcer ses effectifs en amenant à lui les hésitants. Dès ce moment, le prestige d'Attici fut irrémédiablement atteint et le chef Hoggar, se sachant trop compromis pour jamais obtenir l'aman de la part des Français, dut quitter la Koudia où il ne se sentait plus en sécurité pour se réfugier à Djanet, en pays Ajjer.

Au début de l'année 1903 Moussa ag Amastan fit les premières avances. Il se mettait loyalement à la disposition de l'autorité française, la tenait

au courant des événements survenus au Hoggar, annonçait qu'il avait interdit le pillage des caravanes et qu'il châtirait tous ceux qui contreviendraient à ses ordres. Il se présentait ainsi en partisan de l'ordre et de la paix au Sahara. Moussa envoyait en même temps à In-Salah une députation chargée de confirmer ses bons sentiments à notre égard et peut-être aussi, par la même occasion, de se rendre compte *de visu* de l'importance réelle de nos forces.

Cette démarche était un indice certain d'une amélioration de nos relations avec les Touareg. Le capitaine Cauvet, qui suivait avec une attention vigilante l'évolution des esprits chez les Hoggars, jugea qu'il convenait de faire sans tarder acte d'autorité et de bienveillance à la fois. Sur sa proposition, le commandant Laperrine rapporta sa décision concernant la fermeture des marchés du Tidikelt. A la grande satisfaction des ksouriens des oasis et des Touareg, les transactions furent de nouveau autorisées. En outre, Attici ag Amellal, officiellement destitué de la dignité d'aménoukal, était remplacé par Moussa ag Amastan, désigné pour prendre le commandement de la confédération des Hoggars.

Au mois d'avril de la même année le commandant Laperrine entreprit sa première grande reconnaissance saharienne qu'il appela « tournée géographique et diplomatique ». D'In-Salah il se rendit à In-Zize en passant par le Mouydir et

l'Ahnet oriental et il revint vers le Touat par l'Ahnet occidental. « Je pus me rendre compte, a-t-il écrit plus tard, de l'affolement dans lequel se trouvaient les Touareg depuis le combat de Tit et la tournée Guillo-Lohan ».

Comment allait s'y prendre le commandant militaire des oasis pour faire cesser cet affolement et ramener la confiance parmi ces populations aux abois ? Le grand saharien l'a révélé dans ses notes de route :

« La consigne, a-t-il écrit, était de bien accueillir les Touareg venus en curieux au camp, de les encourager à nous vendre des denrées diverses, des animaux de boucherie ou des mehara, mais sans rien exiger par la force, en laissant les gens absolument libres de vendre ou de ne pas vendre. De même, nous devions choisir les meilleurs pâturages, mais encourager les campements qui s'y trouvaient avant nous à y rester, à en user de concert avec nous, mais bien se garder de les poursuivre s'ils s'éloignaient de nous et même s'ils faisaient mine de s'enfuir ».

Arrivé dans l'Ahnet, le commandant Laperrine installait son camp à proximité des tentes des Touareg Taïtoq et Kel Ahnet et il allait appliquer, à l'égard de ces nomades, la méthode « d'apprivoisement » dont il a précisé lui-même les grands principes.

« En me promenant, (lit-on dans ses *notes de route*) j'essayais de me rapprocher des campe-

ments et d'entrer en relations avec les gamins en leur offrant du sucre, mais je n'eus pas de succès. Je leur produisais le même effet que s'ils avaient vu le diable en personne. Ils s'enfuyaient à toutes jambes en poussant des cris de paon et disparaissaient sous les tentes.

« Il peut paraître étrange de me voir insister sur l'attitude de bambins de 5 à 12 ans; mais lorsqu'on prend le contact de populations nouvelles, l'attitude des enfants est le miroir de ce que pensent leurs parents. Ceux-ci peuvent dissimuler leurs vrais sentiments, s'incliner, se faire humbles devant la force par nécessité, mais ronger leur frein, avoir la haine de l'étranger au cœur et ne songer qu'à saisir la première occasion pour secouer le joug. Les enfants ont moins d'astuce; ils écoutent les conversations de leurs parents sous la tente, et s'ils se sauvent en poussant des cris à notre vue, c'est que l'opinion ne nous est guère favorable. Mais c'est par les enfants qu'on peut prendre et apprivoiser les parents. Je l'ai expérimenté plusieurs fois; on a chance de ramener à soi les récalcitrants, d'entrer en relations avec des irréductibles, gens chez lesquels on trouve souvent de vrais caractères. Il est assez difficile à un chef, à un officier dépositaire du pouvoir de faire des avances à un indigène qui boude, qui se tient à l'écart, qui est tout juste poli. Au contraire, rien n'est plus amusant et moins compromettant que d'essayer de mettre en confiance des enfants, de



L'Aménoukal Moussa ag Amastan et le Caïd El Hadj Ahmed Bilou à In-Salah (1904)

les questionner, de leur faire quelques petits cadeaux. Leurs mères suivent ce manège de loin. Quand vous passez près de la tente elles vous sourient, elles vous disent une phrase aimable, le père vous salue, et un beau jour il veut vous voir, vous remercier des bontés que l'on a eues pour ses enfants. La glace est rompue. De plus, l'enfant c'est l'avenir. Une tribu où la marmaille aime les officiers Français, les considère comme des papas gâteaux, est toute joyeuse de les voir séjourner dans les campements. Dans dix ans cette tribu aura tout un groupe de jeunes gens dévoués à nos idées. Elle est conquise ».

Méthode profondément humaine qui devait donner des résultats immédiats. Pendant son séjour dans l'Ahnet le commandant Laperrine reçut la soumission des chefs de cette région : l'amrar Azioual ag Serada, des Taïtoqs, et l'amrar Badjeloud des Kel Ahnet. Un peu plus tard, au retour de la reconnaissance, une députation de la tribu des Iforas, de l'Adrar du Niger, venait à In-Salah demander aux Français de prendre la tribu sous leur protection. La pacification de toute cette contrée était en bonne voie. Désormais les caravaniers allaient pouvoir circuler librement sur les pistes de Tombouctou et les Touareg de l'Adrar réapparaître au Tidikelt et au Touat où le meilleur accueil leur serait réservé.

La présence du détachement Laperrine au sud des oasis avait été précédée, puis appuyée d'une

reconnaissance exécutée par le lieutenant Besset au printemps dans les régions de l'oued Botha, du Mouydir et de l'Ifetessen, c'est-à-dire en bordure du massif du Hoggar. Le lieutenant Besset reconnut ainsi des contrées nouvelles, fertiles en pâturages à chameaux et qui allaient fournir des zones de pacage pour les mehara de la compagnie saharienne. Cet officier rapporta également de sa fructueuse tournée d'intéressants échantillons géologiques et des renseignements topographiques très appréciés. De plus la présence des Châamba avait produit ses habituels effets en amenant à nous quelques fractions d'imrad et en dissociant définitivement le groupe demeuré fidèle à l'ancien aménoukal Attici.

Moussa ag Amastan voyait ainsi grandir son autorité et son influence. Sous son commandement bienveillant mais ferme, les fractions se regroupaient et obéissaient strictement aux ordres de leur chef. Les Touareg avaient cessé tout acte d'hostilité ou de banditisme envers nos ressortissants des oasis. Toutefois, ils restaient toujours confinés dans leurs montagnes et ne se décidaient pas à confirmer, par une démarche décisive auprès des autorités françaises, leur désir d'obtenir officiellement l'aman, le pardon total des fautes passées.

Moussa avait bien annoncé son intention de se rendre à In-Salah pour y recevoir solennellement le burnous d'investiture. Cependant le temps

s'écoulait et le chef Hoggar reculait toujours l'exécution de ce projet. Les Touareg demeuraient en effet méfiants, et Moussa ne tenait pas à compromettre les succès déjà obtenus par une trop brusque décision qui eût effarouché ses administrés.

En attendant le moment favorable le chef targui continuait à échanger des correspondances avec le capitaine Cauvet, chef de l'annexe d'In-Salah. Il écrivait aussi quelquefois au caïd de la tribu des Ahl Azzi, du Tidikelt, El Hadj Ahmed Bilou, et l'invitait même à venir au Hoggar pour l'aider à hâter la réalisation de ses desseins.

C'est au capitaine Métois, ancien compagnon de Foureau et de Lamy, qui succéda au capitaine Cauvet le 9 avril 1903, qu'allait revenir l'honneur de poursuivre les pourparlers engagés par son prédécesseur et de les faire aboutir.

Le capitaine Métois, officier de grande intelligence et de haute valeur, connaissait, lui aussi, admirablement les questions sahariennes. Au lieu de prendre le contre-pied de la politique suivie par Cauvet, suivant un travers bien humain, il eut la sagesse de continuer à appliquer les mêmes procédés et à ne rien modifier des méthodes de son devancier dont il appréciait la compétence et l'expérience des choses du désert.

Mis au courant par le caïd Bilou du désir exprimé par Moussa ag Amastan, le capitaine Métois engagea vivement le chef des Ahl Azzi à

répondre à l'invitation. Il lui fit les plus minutieuses recommandations, le chargea de présents pour les chefs et notables Touareg, et le 8 juin 1903 El Hadj Ahmed Bilou, escorté de huit hommes de sa tribu, se mettait en route vers le Hoggar.

L'histoire se doit de rendre hommage à ce modeste serviteur de la France, rallié à notre cause dès la première heure, après avoir reçu une grave blessure en se battant contre nos goumiers à Igosten.

L'arrivée de l'étranger dans les campements touareg causa tout d'abord quelque surprise. Moussa n'avait prévenu qui que ce fût de cette visite dont il voulait cacher le but véritable. C'était en « voisin » que venait Bilou, simplement pour faire des achats et resserrer les traditionnels liens d'amitié qui le liaient aux Touareg. Interrogé par ces derniers il répondit à leur grande satisfaction « que les Français ne voulaient que la paix et la prospérité du pays ».

Auprès de Moussa, Bilou se montrait plus loquace. Il lui fit ressortir tout ce que son attitude présentait d'équivoque et la nécessité de mettre fin à cette situation en venant se présenter au commandant d'In-Salah qui lui réserverait un accueil digne de ses fonctions et de son rang.

Moussa ne se laissait pas aisément convaincre. Non point que ses intentions fussent moins pures, moins loyales; mais il craignait toujours l'opposition de certains nobles influents de son entourage

et notamment du frère de l'ancien aménoukal : Anaba ag Amellal. Celui-ci n'avait pas désarmé et il continuait à se faire l'apôtre de l'indépendance à tout prix. Moussa ne se considérait pas encore suffisamment puissant pour combattre ouvertement ses adversaires; il préférait temporiser, agir par la ruse et attendre, pour imposer sa volonté, le moment opportun.

De son côté le caïd Bilou ne voulait pas rentrer au Tidikelt avec de vagues promesses. Il s'était engagé à amener le chef targui; son honneur et son prestige étaient en jeu; il s'attacha donc à l'aménoukal, l'exhortant continuellement à s'exécuter et profitant de toutes les occasions pour lui démontrer les bienfaits de toutes sortes que les ksouriens du Tidikelt retiraient de notre occupation.

Cette situation se prolongea pendant plus de six mois. Moussa hésitait toujours. Il tenait à ce que la soumission de la confédération fût collective et non partielle. Il aurait voulu aussi entraîner dans cette voie les Touareg des Ajjers, ces frères ennemis avec lesquels les Hoggars avaient eu si souvent des rencontres sanglantes, et faire cesser ainsi ces luttes intestines. Il se rendit à cet effet à Ghat et à Djanet, accompagné de Bilou qui ne voulait pas se séparer de son ami et risquer de perdre le fruit des conseils qu'il lui avait jusque là prodigués. Bien lui en prit d'ailleurs, car s'il n'avait adopté cette décision, Moussa se serait sans

doute laissé influencer par Attici et les chefs Ajjers et nous aurions alors perdu les bénéfices de nos longues et patientes négociations avec les Touareg.

Et Hadj Ahmed Bilou s'était rendu compte du danger qu'il courait. Sa « mission » était maintenant connue de tous et si sa présence dans le Hoggar était tolérée par les Touareg de cette région assez disposés à entrer dans ses vues, il n'en était pas ainsi en pays Ajjer. Là il allait se trouver en plein milieu hostile et il ne l'ignorait pas. « J'ai fait le sacrifice de ma vie, écrivait-il avant de partir au capitaine Métois, pour réussir dans l'affaire qui nous concerne, et, s'il plaît à Dieu, nos efforts seront couronnés de succès à moins que la mort ne vienne me surprendre avant d'avoir terminé mon œuvre ».

Les Ajjers reçurent assez mal les avances de Moussa ag Amastan et faillirent faire à Bilou un mauvais parti. Les ambassadeurs de la paix saharienne durent rebrousser chemin et reprendre sans résultat la route du Hoggar. Rentré dans son pays Moussa réunit les principaux nobles de la tribu et leur communiqua son intention de répondre à l'invitation « flatteuse » des autorités françaises en se rendant personnellement à In-Salah avec ses guerriers. Ceux-ci ne se décidèrent pas facilement; ils craignaient surtout qu'on les retint prisonniers et il fallut que Bilou déploya toute son éloquence

pour les persuader qu'ils n'avaient rien à redouter de nous.

Les persévérants efforts des capitaines Cauvet et Métois allaient enfin recevoir leur récompense. Sans doute aussi, l'exemple de l'aménoukal des Touareg Oulliminden Firhoun, qui venait de faire en 1903 sa soumission aux autorités de Tombouctou, eut-il une certaine influence. En janvier 1904 Moussa ag Amastan arrivait à In-Salah à la tête d'un goum touareg et il présentait solennellement sa soumission au chef de l'annexe en présence d'une foule venue de tous les ksour environnants. Voici comment le capitaine Métois, l'habile négociateur de cette suprême démarche, a relaté le sensationnel événement dans une correspondance adressée à son prédécesseur le capitaine Cauvet :

« Moussa ag Amastan est à In-Salah. L'éternelle promesse est enfin réalisée, justifiant ainsi toutes vos prévisions. Vous me permettrez donc, en cette circonstance, d'être le premier, ou l'un des premiers, à vous adresser mes félicitations. J'espère que si cette soumission là fait un peu parler d'elle on vous oubliera un peu moins qu'on ne l'a fait jusqu'ici pour « la conquête du Sahara ». Pour moi qui n'ai été que l'ouvrier de la dernière heure, je déclare hautement — et je le fais en toute circonstance, dans toutes mes correspondances — que je n'ai pas eu d'autre mérite que de

ne pas tomber dans un travers malheureusement trop commun, et de continuer purement et simplement votre politique.

« Il y a une dizaine de jours que Moussa est arrivé accompagné de deux autres nobles et d'une suite de 70 hommes représentant toutes les tribus du Hoggar. La cause de son retard à se présenter paraît bien être celle qu'il avait toujours indiquée : il voulait avoir rallié tout le Hoggar à ses idées et être sûr de pouvoir tenir les engagements qu'il contracterait vis-à-vis de nous.

« Moussa est encore jeune; en le choisissant pour ouvrir les négociations vous avez eu, je crois, la main heureuse. Il paraît être vraiment « un homme » et semble extrêmement intelligent. Il n'a pas souflé mot de la tournée de Cottenest. Ils sont très susceptibles et ce souvenir leur paraît peu agréable. Moussa est un homme de taille au-dessus de la moyenne, un peu ventripotent, assez blanc quoique bleui par les étoffes qu'il porte, à la parole chaude et sympathique, au regard vif et doux. Rien du targui comme vous voyez. Il sait toutes vos lettres par cœur. Il a fait pour venir à In-Salah un double effort : il lui a fallu vaincre à la fois sa crainte et son orgueil. Il est maintenant très rassuré.

« Maintenant, et je crois en cela continuer encore votre système, je vais essayer de lancer Moussa sur les Ajjers pour poursuivre la ruine de Ghadamès et tâcher de faire passer le commerce chez nous ».

Durant le séjour des Touareg à In-Salah le capitaine Métois organisa des fêtes et réceptions. Au cours d'un grand *miad* solennel, il remit à Moussa ag Amastan, au nom du gouvernement de la France, le symbolique burnous rouge à broderies d'or ainsi qu'un cachet officiel d'aménoukal. Cette cérémonie consacrait notre prise de possession définitive du pays Hoggar. Aux périodes de meurtres et de pillages succédait désormais une ère de paix qui allait permettre d'étendre l'influence française et d'entreprendre de grandes reconnaissances vers la zone soudanaise.

CHAPITRE VI

Les pacificateurs du Sud-Oranais

DANS un précédent chapitre il a été dit que l'obligation, résultant de la conquête des oasis sahariennes, de protéger les populations de ces régions contre les attaques des pillards de l'ouest, avait déterminé l'occupation de la vallée de la Saoura et de l'extrême-sud oranais. Cette occupation fut réalisée en 1900 par la création des postes de Duveyrier, Djenan-ed-Dar, Taghit et Igli. Les événements et une expérience plus complète des gens et des choses de cette contrée nous conduisirent progressivement, dans les années suivantes, à modifier la répartition des troupes, à abandonner certains points pour en garnir d'autres, à élargir peu à peu notre zone de défense et de surveillance par l'organisation de postes avancés dans le sud-ouest.

L'installation, qui paraissait définitive, des troupes françaises dans les oasis du Touat, puis dans les régions du Guir et de la Zousfana limitrophes du Maroc, causa, à la cour de Fez, une grande

émotion, soigneusement attisée par les représentants des puissances étrangères, celui de l'Angleterre en particulier. A vrai dire, les contrées sahariennes que nous venions d'occuper étaient trop éloignées pour intéresser beaucoup les autorités chérifiennes, bien que celles-ci y fussent jadis représentées par un délégué, un pacha, dont l'autorité était d'ailleurs à peu près nulle. Mais le sultan ne voyait pas sans appréhension, pour l'intégrité de son empire, notre zone d'influence s'élargir vers le sud-ouest; notre avance progressive, qui semblait menacer ses frontières, l'inquiétait réellement.

D'autre part, le jeune empereur Moulay Abd el Aziz n'ignorait pas les tractations engagées entre les puissances européennes et dont le Maroc était l'enjeu. Sans doute aussi était-il effrayé de l'ampleur prise par l'agitation qui régnait dans son empire depuis la mort du grand vizir Ba Ahmed. Quoi qu'il en fût, il jugea nécessaire de raffermir son prestige et son autorité par un acte de souverain et il résolut d'envoyer dans les principales capitales de l'Europe des ambassades chargées de présenter ses doléances aux gouvernements étrangers.

L'ambassade de Paris, dirigée par Ben Slimane, avait pour mission essentielle d'arrêter notre progression vers le sud-ouest en déterminant des frontières dans cette contrée où les plénipotentiaires de 1845 avaient jugé les précisions superflues. Le

traité de 1845 avait bien fixé une limite entre les deux pays depuis la mer jusqu'au Téniet-Sassi, mais, au sud de ce point, la souveraineté de la France et du Maroc dans le Sahara avait été définie dans les termes vagues suivants : « La terre qui ne se laboure pas sert de pacage aux Arabes des deux empires qui viennent y camper pour y trouver les pâturages et les eaux qui leur sont nécessaires. Les deux empires exercent de la manière qu'ils l'entendent toute la plénitude de leurs droits sur leurs sujets respectifs dans le Sahara ».

Les négociations, poursuivies entre la délégation chérifienne et M. Paul Revoil, notre chargé d'affaires à Tanger, aboutirent à la signature du Protocole de Paris du 20 juillet 1901. Cet accord réglait la situation des Oulad Djerir et des Doui-Ménia et laissait à des représentants des deux pays toute initiative pour traiter à l'amiable les incidents locaux. L'année suivante une mission franco-marocaine dirigée, de notre côté, par le général Cauchemez et, de l'autre, par le fekih Si Mohammed El Guebbas, se rendait dans la zone des confins pour étudier la mise en vigueur du Protocole, dont les dispositions furent précisées dans les accords complémentaires des 20 avril et 7 mai 1902. Ces nouveaux actes envisageaient l'organisation, sur la frontière, d'une police, de marchés, de postes de douanes, ainsi qu'une « collaboration économique, militaire et fiscale » de la France et du Maroc.

« Protocole et accords, a écrit M. Robert Raynaud

dans son livre *En marge du Livre Jaune*, destinés à harmoniser les rapports politiques, militaires, administratifs et économiques dans les confins algéro-marocains, prenaient pour bases l'intégrité territoriale de l'empire chérifien et l'assistance réciproque de leurs gouvernements pour le maintien de l'ordre ».

Les conventions de 1901 et de 1902 furent généralement assez vivement critiquées. En fait, elles jetèrent les bases d'une future délimitation de frontière, puisqu'elles fixaient entre les deux pays une ligne qui allait de l'extrémité du territoire de Figuig jusqu'à un point situé à une quinzaine de kilomètres au nord d'Igli, en empruntant la rive occidentale de l'oued Guir. Or, jusque là, aucune limite précise n'avait séparé l'Algérie du Maroc, et il n'existait aucun relief du sol, aucun indice géographique marquant la fin des possessions françaises vers l'ouest. Désormais, le Protocole de 1901 empêchait toute extension de territoire et maintenait nos troupes sur les positions acquises.

On reconnaissait cependant que les accords nous attribuaient, vis à vis des puissances européennes, une « situation spéciale » à l'égard de l'empire chérifien ; mais cet avantage apparaissait de faible importance au regard de la sécurité de notre sud-oranais, car on accusait Paul Revoil « d'avoir substitué à la zone de nos armées et à notre droit de suite l'intervention d'un makhzen impuissant et hostile ».

Ce n'est que quelques années plus tard, après l'incident du débarquement du Kaiser à Tanger, que l'on comprit la véritable portée de ces textes diplomatiques et que l'on rendit hommage à la clairvoyance de Paul Revoil. Grâce à ces actes si âprement discutés, nous pûmes alors exciper de titres particuliers, produire des contrats d'association politique avec le Sultan, affirmer enfin une communauté d'intérêts entre l'Algérie et le Maroc, devant lesquels dut s'incliner la diplomatie allemande et qui permirent même, ultérieurement, de nous prévaloir, lors de la liquidation de la question marocaine, de droits officiellement établis.

Il est indéniable que les résultats immédiats de l'entente franco-marocaine consacrée par les accords de 1901-1902 ne furent pas favorables à la pacification de la zone des confins. Nos postes et nos convois de ravitaillement continuaient à être harcelés par les pillards ; à tout instant des troupeaux, appartenant aux tribus soumises, étaient enlevés, des caravaniers attaqués, des sentinelles assassinées. Les djiouch avaient fait de la vallée de la Saoura le théâtre de leurs exploits. Cependant, il ne s'agissait encore que de petits groupements, d'une cinquantaine d'hommes au plus, auxquels il était facile de s'éparpiller dans la vaste étendue de la hammada pour se retrouver ensuite en un endroit convenu. Bientôt, enhardis par les succès de leurs entreprises, les Beraber se montrèrent de plus en plus audacieux et, fanatisés par

leurs marabouts, n'hésitèrent plus à organiser des agressions plus sérieuses.

C'est le gouverneur général de l'Algérie en personne qui subit le premier choc de cette évolution. M. Jonnart, désireux d'étudier sur place les mesures les plus opportunes pour remédier à la situation pénible imposée à nos troupes, avait résolu de se rendre dans le sud-oranais. Le 31 mai 1903, alors que son escorte se disposait à entrer dans les ksour de Figuig, la population du village de Zenaga, le plus important de la confédération, se porta au devant de cette escorte et engagea le combat. Cette grave insulte faite au plus haut représentant de la France en Algérie ne pouvait rester impunie. Un châtiment immédiat s'imposait. Zenaga fut bombardé et ce n'est qu'après ces représailles nécessaires pour maintenir le prestige de notre pays que l'aman sollicité par les habitants put leur être accordé.

Cet aman ne s'adressait qu'aux sédentaires de l'oasis. Quant aux nomades qui avaient fomenté le mouvement, ils s'étaient habilement dérobés et, grisés sans doute par l'odeur de la poudre, ils renouvelèrent avec plus d'activité que jamais leurs attaques et leurs marques d'hostilité à notre endroit.

Le 16 juillet 1903, un groupe de 250 Berabèr tomba à l'improviste sur un détachement de 50 méharistes de la compagnie saharienne du Touat au pâturage d'Hassi-Khezal, dans l'oued Saoura.

La surprise fut complète et notre petite troupe décimée. Le capitaine Regnault, chef de l'annexe de Béni-Abbès, put heureusement venger cet échec, en atteignant les pillards à Noukrila le 25 juillet et en leur infligeant de lourdes pertes.

Mais c'est surtout l'affaire de Taghit, survenue un mois plus tard, qui révéla la tactique nouvelle des Beraber en même temps que les inconvénients des accords de 1901-1902 qui immobilisaient nos troupes en face d'une frontière invisible, plus infranchissable cependant que la plus épaisse muraille. Le poste de Taghit, situé entre Djenan-ed-Dar et Béni-Abbès, était occupé par une garnison d'environ 300 hommes que commandait le capitaine de Susbielle, chef de l'annexe de la Zousfana. Le 17 août une horde de Beraber, évaluée à plus de 4.000 guerriers, vint mettre le siège devant la redoute et occuper les hautes dunes qui la dominent. Du 17 au 20 août, les tentatives répétées des assaillants pour s'emparer de la petite forteresse s'opposèrent à la résistance héroïque de la vaillante garnison. Repoussés chaque fois en laissant de nombreux vides, démoralisés par l'insuccès de leur expédition et craignant, par ailleurs, l'arrivée certainement prochaine de renforts français, les Beraber abandonnèrent la lutte et se dispersèrent dans la hammada dans l'espoir d'une revanche imminente.

L'occasion ne tarda pas à se présenter. Le 2 septembre, c'est-à-dire moins de quinze jours après

l'affaire de Taghit, un fort rezzou d'environ 200 Beraber attaquait brusquement à El-Moungar un important convoi de ravitaillement parti de Djenan-ed-Dar à destination de Taghit et de Beni-Abbès. Les pillards surprirent les Légionnaires de l'escorte au moment de la sieste. La rencontre fut sanglante ; nos Légionnaires se battirent, selon leur coutume, comme de vrais héros et vendirent chèrement leur vie. Les Beraber durent se replier, mais cette affaire nous avait coûté de nombreux tués et blessés.

Ces agressions successives émurent l'opinion publique française et eurent leur retentissement jusqu'au sein du parlement. Deux tendances se manifestèrent : l'une, pessimiste, préconisait une liquidation immédiate de notre politique du sud, c'est-à-dire l'abandon pur et simple de toute idée de pénétration au Sahara ; l'autre, au contraire, conseillait la marche en avant, le dégagement de cette politique par des opérations militaires de nature à abattre définitivement les redoutables forces qui s'opposaient à nous.

L'on doit convenir que les arguments ne manquaient pas aux contempteurs de notre politique saharienne. Jusqu'ici la pénétration n'avait obéi à aucun plan ; elle s'était faite, pour ainsi dire, sous la poussée des événements, sans préparation comme sans méthode et sans esprit de suite. Elle avait même été entreprise à rebours, puisqu'au lieu de commencer par la pacification du sud-oranais,

nous avions débuté, non sans grosses dépenses, par le Tidikelt qui aurait dû être l'achèvement normal et naturel des opérations. La situation et les difficultés étaient présentées sous les aspects les plus sombres et l'on disait, non sans quelque apparence de raison: « Qu'allons-nous faire dans cette galère ? Ne vaudrait-il pas mieux utiliser à des fins plus utiles les millions jetés en pure perte dans le désert ? »

En réalité, nous subissions dans le sud-oranais l'effet d'une propagande xénophobe qui s'est toujours manifestée dans le Sahara occidental et au sud-ouest du Tafilalet. Les Cheurfa Tafilaliens, ceux de l'oued Drâa et de la Séguiet-el-Hamra, ceux du nord de l'Atlas même, ne cessaient de prêcher la guerre sainte qui, pour le musulman, est aussi bien une aventure avec chances de profit qu'une entreprise agréable à Allah. Leurs prédications avaient naturellement redoublé lors de l'avance de nos troupes et c'est ainsi qu'ils avaient réussi à grouper de nombreux guerriers venus d'un peu partout pour satisfaire à la fois leur appétit et leur idéal.

Les deux tendances extrêmes se révélaient d'ailleurs aussi inopportunes l'une que l'autre. Après les sacrifices consentis et les résultats appréciables déjà obtenus, on ne pouvait songer à une évacuation qui aurait certainement produit un effet déplorable, non seulement sur les indigènes du Maroc, mais aussi sur ceux du sud-oranais soumis.

On ne pouvait pas davantage envisager l'envoi d'une grosse expédition vers le sud-ouest comme certains le désiraient, car, après avoir peut-être mis hors d'état de nuire les tribus immédiatement voïsines, nous nous serions trouvés en présence d'autres guerriers beaucoup plus nombreux et encore plus insaisissables ; nous aurions alors été contraints d'aller chercher la paix jusqu'à l'Océan, en d'autres termes de faire disparaître l'anarchie qui régnait dans tout l'empire chérifien. La suite des événements a montré que ce vaste problème ne pouvait être livré à des mesures impulsives et que son réglement était plus complexe qu'on ne se l'imaginait à cette époque.

Il convenait donc de trouver une solution intermédiaire qui n'effarouchât point trop les susceptibilités diplomatiques tout en apportant quelque apaisement à l'effervescence marocaine dont souffraient les tribus algériennes soumises.

Le gouverneur général de l'Algérie estima tout d'abord qu'il fallait confier à un chef jeune et énergique tout ce territoire de guerre que constituait la subdivision d'Aïn-Sefra. Ce chef devait réunir un ensemble de qualités exceptionnelles : une volonté tenace alliée à la pondération et à la sûreté de jugement, une grande expérience des milieux indigènes, l'esprit organisateur, sans préjudice des qualités militaires proprement dites particulières à la connaissance de la guerre coloniale.

Ce sera l'honneur de M. Jonnart d'avoir su découvrir le général Lyautey.

Le jeune général arrivait précédé d'une réputation flatteuse. On le savait grand administrateur et brillant soldat, formé en Indo-Chine et à Madagascar à l'école de l'inoubliable colonial que fut le maréchal Galliéni. Sa manière de commander, le secret qu'il possédait d'obtenir le dévouement aveugle de ses subordonnés, avaient été révélés par lui-même dans un article demeuré célèbre sur le « Rôle social de l'officier ». Dans ces pages, l'auteur indiquait avec une franchise et une précision bien militaires les méthodes qui lui permettaient de concilier exactement un libéralisme sans faiblesse avec une autorité sans rigueur, et les besoins imprescriptibles de la discipline avec les droits dûs à un soldat conscient.

En proposant au gouvernement de confier à ce chef militaire le commandement de la subdivision d'Aïn-Sefra, le gouverneur général n'avait pas agi à la légère ni cédé à un simple mouvement de sympathie. Il était sûr que la sécurité du sud-oranais serait placée en d'excellentes mains et que nul ne pourrait, mieux que le général Lyautey, réussir à améliorer une situation délicate entre toutes et qui comportait d'aussi lourdes responsabilités.

M. Jonnart était bien décidé à aider son collaborateur de tout son pouvoir et à lui faciliter sa tâche. Afin de placer nos troupes sur de meilleu-

rss positions, il prit notamment l'initiative de leur faire franchir le djebel Bechar en novembre 1903 et de créer en ce point un nouveau poste qui reçut plus tard le nom de général de Colomb, l'un des premiers explorateurs de la région. Dans le même temps, il sollicitait du gouvernement l'autorisation de laisser à nos soldats un peu plus de liberté de mouvements vers le sud-ouest, afin qu'ils pussent assurer la protection de la frontière dans des conditions plus favorables.

Mais M. Delcassé, ministre des Affaires étrangères, inquiet des conséquences internationales que ces mesures risquaient d'entraîner, ne crut pas pouvoir consentir un élargissement des directives précédemment données. Sans doute le ministre craignait-il de nouvelles protestations de la part de la Cour chérifienne, et peut-être aussi des puissances étrangères, à ce moment où tous les yeux étaient fixés sur le Maroc et où notre diplomatie se préparait à livrer une dure bataille pour faire triompher la thèse française.

« Il n'est pas inutile, disait M. Delcassé dans sa réponse au gouverneur général, de rappeler l'inutilité de nos tentatives depuis un demi-siècle pour faire pénétrer notre influence au Maroc par les frontières de l'Algérie, en dépit des avantages qui eussent dû cependant résulter pour nous de notre voisinage... Pour éviter de faire naître à notre frontière une agitation qui pouvait porter ombrage à certaines puissances, après avoir interdit à nos

administrés de se faire justice eux-mêmes en cas d'agression, nous n'exerçons plus que fort rarement le droit de suite résultant du traité de 1845... En concluant avec le Sultan les accords de 1901-1902, le gouvernement a eu surtout en vue de modifier cette situation. Si nous mettons avec suite en application la politique qui doit en découler, il y a lieu d'espérer que nous pourrons, d'accord avec le Makhzen, établir à travers les tribus pacifiées de nombreux points de contact avec l'empire voisin ».

Sous la forme courtoise qui est de tradition dans la diplomatie, c'était, sans interprétation équivoque possible, l'interdiction absolue renouvelée à nos troupes de dépasser la ligne de postes qui jalonnaient la frontière.

M. Jonnart, respectueux des instructions reçues, ne manqua pas de seconder loyalement la politique de M. Delcassé et d'en recommander la stricte application au général Lyautey. L'intervention du gouverneur général n'avait cependant pas été superflue, car les pouvoirs du commandant de la subdivision d'Aïn-Sefra furent considérablement élargis en lui donnant autorité complète sur les troupes stationnées sur son territoire et en le plaçant sous le contrôle direct du ministre de la Guerre et du gouverneur général de l'Algérie.

Néanmoins, cette résolution ne pouvait satisfaire entièrement le général Lyautey qui demeurait toujours en présence de difficultés sans cesse accrues

sans avoir la possibilité de les vaincre. « On peut, écrivait-il, se demander quel bénéfice découle pour la paix d'une attitude aussi correcte de notre part. Notre situation est plus défavorable pour notre frontière que celle qui existait avant les accords. Nous limitons notre action tandis que celle de nos adversaires reste entière. Il n'y a pas d'œuvre plus décevante que d'essayer d'assurer dans ces conditions la police des mille kilomètres de frontière du sud-oranais, et il est impossible de faire comprendre aux indigènes l'attitude qui nous est imposée ».

Mais les ordres du gouvernement étaient formels et sans appel. Il fallait que cette « œuvre décevante » fût acceptée. Soldat discipliné, le général Lyautey admit ces principes et les imposa à ses collaborateurs.

Dès ce moment, le commandant de la subdivision d'Aïn-Sefra s'ingénia à atténuer par tous les moyens dont il disposait les sérieux inconvénients créés par une situation qu'il n'était pas en son pouvoir de modifier. Son premier souci fut d'organiser, aussi avant qu'il lui était permis, une ligne de couverture pour mieux protéger le sud-oranais contre les incursions des djiouch. De nouveaux postes furent construits pour servir de points d'appui aux troupes. Celles-ci furent complétées, réorganisées et mieux adaptées à leur rôle de police saharienne. Des groupes de cavaliers auxiliaires, recrutés parmi les tribus nomades soumises, furent

constitués et ces hommes, qui possédaient les mêmes qualités guerrières que leurs adversaires, firent à ceux-ci une chasse acharnée, opposant à leurs ruses et à leur incroyable mobilité des procédés identiques, ainsi qu'une égale facilité de déplacement en zone désertique.

En même temps le général Lyautey renforçait ses moyens d'action : l'armement des postes était amélioré par l'adjonction de pièces de canon supplémentaires ; le réseau de liaisons était complété, plus précisément, il fut créé de toutes pièces, car il était à peu près inexistant. C'est ainsi que l'approche de la harka de Taghit n'avait pu être connue à Djenan-ed-Dar que le jour même où était attaquée la petite garnison par la horde des Beraber. Enfin, la voie ferrée était poussée jusqu'à Beni-Ounif le 2 août 1903. Plus tard, elle devait atteindre Colomb-Béchar (3 juillet 1905), puis Kenadsa, son point terminus actuel.

Tous ces procédés rendirent la vie plus dure aux harkas, pour lesquelles devenait moins facile l'accès de la Zousfana et plus difficile encore, si elles réussissaient à y parvenir, leur retraite vers le Tafilalet. L'année 1904 perfectionna l'œuvre ainsi commencée. Les trois compagnies sahariennes déjà créées furent augmentées de deux unités, l'une à Beni-Abbès le 22 avril 1904, la seconde à Colomb-Béchar le 7 juin suivant. D'autres mesures, comme la constitution de deux compagnies montées supplémentaires à la Légion et aux Tirailleurs, ve-

naient encore renforcer les troupes mobiles, tandis que, plus au nord, un détachement s'établissait à Berguent, dès le 15 juin, afin de surveiller la région frontière comprise entre Figuig et le Haut-Guir contre les entreprises éventuelles de l'agitateur Bou Amama, notre vieil et irréductible ennemi.

Cette nouvelle organisation, si judicieuse fût-elle, ne pouvait cependant pas mettre fin d'une manière absolue aux incursions des bandes de pillards. Le principe de l'intangibilité de la frontière demeurait toujours appliqué strictement, en sorte que les rezzou qui, après avoir réussi un mauvais coup, parvenaient à franchir cette frontière proche de leurs théâtres d'opérations, se trouvaient à l'abri de représailles de notre part.

La déclaration franco-anglaise du 8 avril 1904, qui reconnaissait les droits spéciaux de la France au Maroc, nous autorisait pourtant à agir sur le territoire de l'empire chérifien puisqu'il nous appartenait, en conformité de cet acte, de veiller à la tranquillité du pays et de lui prêter assistance pour toutes les réformes administratives, économiques, financières et militaires.

Mais d'excellents esprits jugeaient qu'il fallait se montrer prudent et ne pas engager la France dans une aventure dont il était possible de discerner les graves conséquences. L'un des plus éminents spécialistes des questions marocaines, M. A. Le Châtelier, ancien officier de bureau arabe devenu professeur de sociologie musulmane au Col-

lège de France, avait déjà exposé son point de vue à ce sujet et conclu à l'inopportunité d'opérations militaires dans le sud-oranais.

Dans une brochure intitulée *Sud-oranais et le Maroc*, publiée en septembre 1902, A. Le Châtelier avait fait un exposé vivant de la situation dans la zone des confins et présenté le problème sous son vrai jour. « Nous avons devant nous, écrivait-il, des musulmans fanatiques, nombreux, bien armés, exaltés maintenant par des succès sérieux, chez lesquels les prédications de guerre sainte contre nous sont endémiques. Ils se sont déjà souvent réunis sans se mettre en mouvement. Au fur et à mesure que notre contact s'est accentué, leur agitation s'est accrue. Ils ont fini par passer de la parole aux actes, l'obstacle que leur offrait la politique générale du Sultan ayant cessé d'être efficace. Il s'agit de guerre sainte. Appelons-les bandits ; croyons-les affamés, cela ne changera rien à leur psychologie particulière, condition essentielle à retenir dans l'œuvre de pacification ».

Ce sentiment religieux qui animait nos adversaires était également apparu à M. le gouverneur général Jonnart. « Je puis maintenant assigner aux agressions de Taghit et d'El-Moungar leur véritable caractère, déclarait-il dans un rapport au ministre des Affaires étrangères le 19 octobre 1903. Il est parfaitement établi que la petite armée qui a assiégé à Taghit, du 17 au 20 août, comprenait, sur 4.000 combattants, 3.000 Beraber et autres habi-

tants du Tafilalet... Quant aux motifs de ces agressions, on ne saurait plus les chercher dans la disette... C'est uniquement la haine de l'étranger et du chrétien qui a guidé nos adversaires. Leur déroute de Taghit, effacée en partie d'ailleurs par la surprise d'El-Moungar, n'a certainement pas diminué leur fanatisme et l'on m'annonce que de nouvelles harkas des mêmes tribus se préparent dans la région du Guir ».

Deux hautes personnalités également autorisées partageaient donc la même opinion. Nous ne luttions pas dans le sud-oranais contre de simples bandes de pillards, mais contre des fanatiques fortement armés et exaltés par une impulsion née de l'idée religieuse et de l'esprit national. Mais où les deux hommes ne se rencontraient plus, c'est dans les méthodes à mettre en œuvre. Tandis que le gouverneur général de l'Algérie se montrait partisan d'une plus large initiative pour nos troupes vers l'ouest, A. Le Châtelier écrivait : « Il est hors de doute que si nous étions disposés à un effort militaire suffisant, nous pourrions en quelques mois, en quelques semaines, rétablir l'ordre dans des conditions telles qu'il ne risquerait plus d'être troublé de longtemps ». Mais ce principe posé, le savant professeur objectait que l'intervention de nos colonnes en plein pays marocain aurait un profond retentissement : « Après avoir rétabli l'ordre localement, disait-il, nous risquerions de le voir troublé beaucoup plus gravement ailleurs

et de nous trouver pris ainsi dans un engrenage de plus en plus dangereux ». Et A. Le Châtelier concluait ainsi : « Si du détail on s'élève à l'ensemble, de la partie au tout, la question du sud-oranais disparaît devant la question marocaine ».

C'est cette théorie qui prévalut, même après la signature de la déclaration franco-anglaise précitée.

Cependant, grâce aux mesures prises par le général Lyautey, la situation se maintenait relativement bonne dans son ensemble, lorsqu'en 1906 elle s'aggrava soudain. Au Tafilalet, les tribus s'armaient de nouveau pour la guerre sainte et les marabouts créaient une agitation dont les répercussions se faisaient sentir jusque dans l'intérieur de l'empire où elle était entretenue et exploitée par de nombreux prétendants au trône du faible Abd el Aziz. L'anarchie la plus complète régnait d'ailleurs dans tout le pays où l'autorité du Sultan subissait de graves atteintes. La situation, du point de vue international, était également bien troublée. Une crise franco-allemande, ouverte à l'occasion du débarquement à Tanger, le 30 mars 1905, de l'empereur Guillaume II, avait provoqué la conférence d'Algésiras qui aboutit à l'accord du 7 avril 1906. Le spectacle des divisions européennes avait surexcité davantage encore les rivalités des prétendants et des tribus. L'effervescence devint même si inquiétante que M. Regnault, notre représentant à Tanger, intervint auprès du gouverne-

ment de la métropole pour exposer le danger d'une inaction prolongée, en particulier dans la région des confins, et pour demander que le « droit de suite », reconnu par le traité de 1845, fût exercé avec rigueur contre les harkas et les djiouch.

C'est à partir de ce moment que le Maroc commença à subir l'envahissement progressif de la France, prodromes de l'établissement du protectorat qui devait en être l'aboutissement. L'Algérie, réalisant les aspirations de l'opinion française, élargit ses frontières. Au nord, elles touchèrent, en fait, aux rives de la Moulouya et, dans le sud, elles se fixèrent au point où il nous plût de les arrêter. Nous n'étions plus gênés par qui que ce fût, car l'Europe concentrait uniquement sa sévérité sur le Maroc Atlantique et se désintéressait de la région des confins.

En 1908, la barricade diplomatique élevée entre l'Algérie et le Maroc était virtuellement tombée. Nos troupes avaient entrepris l'épuration du Haut Guir et créé de nouveaux postes à Bou-Denib, à Bou-Anan, etc... Le général Lyautey, commandant la division d'Oran depuis plusieurs mois, avait été investi des fonctions de Haut-Commissaire en mars 1908 et, à ce titre, centralisait sous son autorité toutes les affaires concernant le Maroc oriental. Le point culminant de son activité dans ce domaine fut la préparation et l'exécution de l'expédition dirigée contre les Beni-Snassen qui,

aux yeux des initiés, passe aujourd'hui pour un modèle du genre.

Notre avance vers l'ouest ne s'accomplit pas sans rencontres sanglantes. Le 16 avril 1908 le camp du colonel Pierron était assailli au col de Menahba où, après un combat acharné, nous eûmes une vingtaine de tués et une centaine de blessés. Un mois plus tard, les 13 et 14 mai, la colonne du général Vigy se heurtait à une harka de 600 guerriers environ qu'elle mettait en déroute après avoir enlevé le ksar de Bou-Denib. Puis ce fut le fameux combat de Djorf, au mois de septembre suivant, au cours duquel une horde de plus de 20,000 Beraber fut dispersée par les troupes du colonel Alix.

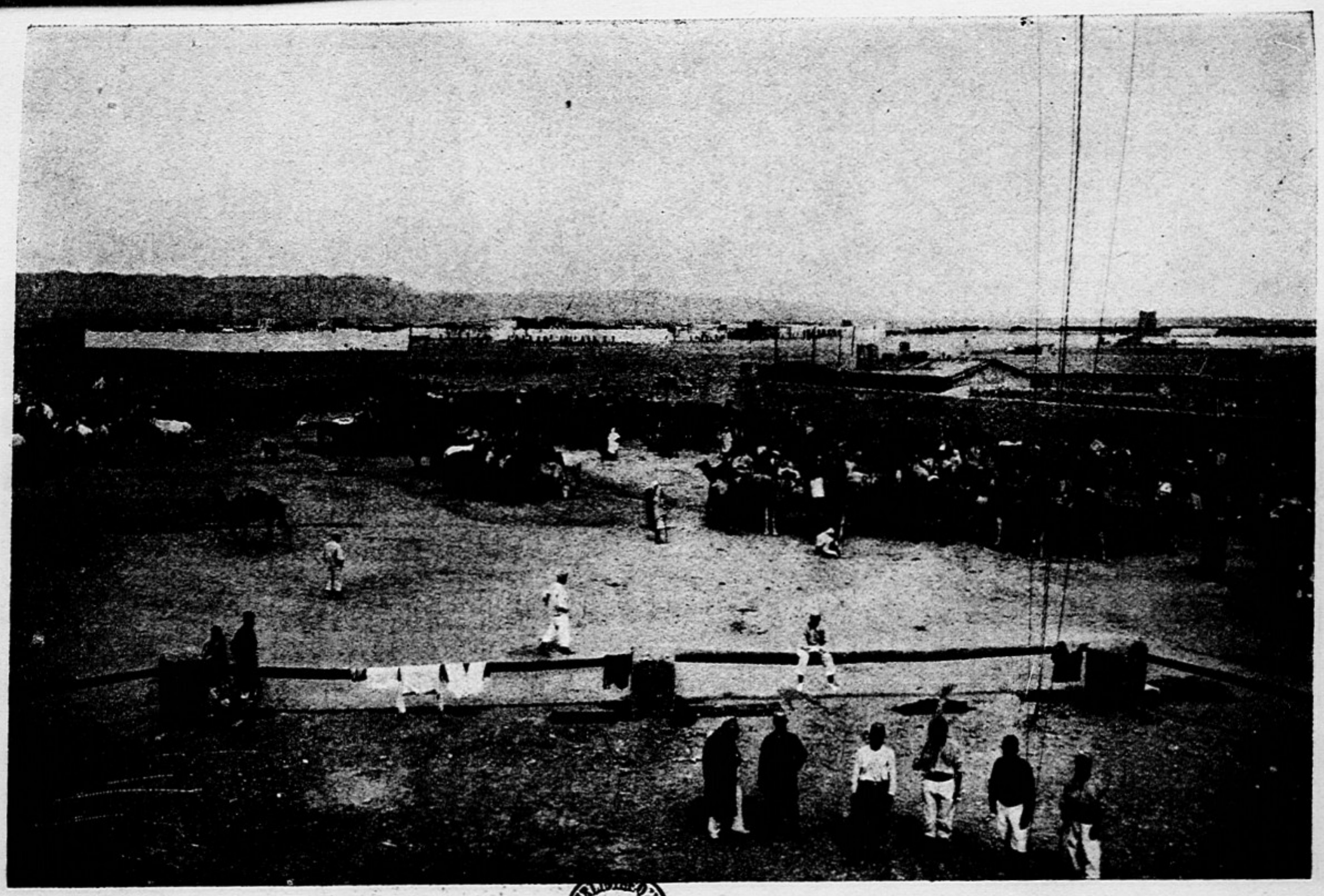
En 1910, le nouveau Sultan Mouley Hafid, fier de sa victoire sur le rogui, semblait avoir pris sa tâche de gouverner contre nous. Sur les frontières orientales notamment, il soutenait un makhzen en lutte contre le général Lyautey. Des menaces de représailles aboutirent à un nouvel accord franco-marocain le 4 mars 1910, accord qui répartit entre les deux pays les postes créés depuis plusieurs années dans la zone des confins. C'est ainsi que Bou-Denib et Bou-Anan furent qualifiés de postes marocains tandis que ceux situés sur le territoire de parcours des Oulad Djerir et des Doui-Ménia étaient déclarés algériens. C'était, en fait, le retour aux principes mêmes du procotole de 1901, de sorte qu'il n'était plus désormais possi-

ble à l'Algérie de songer à étendre son territoire vers l'ouest.

En définitive, dans les confins sud la région du Haut-Guir avait été pacifiée par l'Algérie au bénéfice de l'empire chérifien. Ultérieurement, après la reconnaissance du protectorat de la France, le Maroc s'installa par ses propres moyens sur la lisière nord du Tafilalet, mais l'occupation de cette dernière région résista à toutes les tentatives de force entreprises par les troupes marocaines, en particulier entre les années 1916 et 1919.

Pourtant, le Tafilalet, berceau des chérifs saâdiens et des sultans actuels du Maroc, devenait plus que jamais, le repaire ou le refuge de tous les pillards et de tous les dissidents du Sahara. En présence de cette « chaudière en ébullition », selon une expression du général Lyautey, notre organisation défensive, en dépit de son degré de perfection, était insuffisante pour délivrer définitivement le sud-oranais de l'insécurité dont il souffrait comme d'un mal endémique.

Les tribus marocaines voisines se maintenaient dans un état constant d'agitation et les pillards ne cessaient de venir par gros ou petits paquets tenter la chance d'un coup de main heureux sur nos tribus soumises, sur leurs caravanes, sur nos convois, ou même sur nos détachements. Contre ces bandes nos troupes s'épuisaient en efforts souvent stériles, car il leur était interdit d'utiliser, dans



Bivouac d'un convoi de [illegible]taillement à Bou-Denib (1916)

toute sa plénitude, le droit de suite reconnu par le traité de 1845 et les accords ultérieurs.

Cette situation pénible, qui persista durant un certain nombre d'années, ne se fût sans doute pas modifiée de longtemps si une affaire d'une exceptionnelle gravité n'avait ému au plus haut point l'opinion publique. Le 8 décembre 1928 un convoi automobile revenant du Touat était attaqué au Djebel Arlal, entre Taghit et Colomb-Béchar, par un petit djich de quelques hommes. Le général Clavery, commandant militaire du territoire d'Aïn-Sefra, les capitaines Pasquet et Debenne, un sous-officier et un légionnaire trouvaient la mort dans cette embuscade.

Cette affaire, dont le retentissement fut considérable, mettait une fois de plus en évidence l'état d'insécurité que les gouverneurs généraux de l'Algérie n'avaient cessé de signaler depuis plusieurs années. En mai 1927 en particulier, après l'assassinat du jeune explorateur René Estienne survenu à quelques kilomètres de Bou-Denib, M. Maurice Viollette, alors gouverneur général, appelait l'attention du gouvernement sur la nécessité d'une intervention immédiate au Tafilalet. « Je veux espérer, écrivait-il en conclusion de son rapport, que le simple exposé de la situation pénible dans laquelle se trouve l'Algérie du fait de quelques milliers de pillards du Tafilalet et que son offre de concours pour une œuvre qui a un caractère si profondément national, seront

bien reçus par vous et je vous demande de me donner votre appui pour convaincre le Résident général du Maroc d'accepter l'aide de l'Algérie pour la réalisation, dans un bref délai, d'un projet qui marque une étape essentielle dans l'œuvre de pacification de « l'Afrique française ».

Ce vœu ne devait aboutir que trois années plus tard, après les événements qui viennent d'être relatés. Un décret du 3 février 1930 organisait un commandement provisoire des confins algéro-marocains ayant son siège à Bou-Denib. Ce commandement, placé sous la direction du colonel Giraud, plus tard général, comprenait, pour le Maroc, les trois cercles de Kerrando, Bou-Denib et Erfoud, pour l'Algérie, le cercle de Colomb-Béchar et l'annexe de la Saoura.

Le colonel Giraud entreprit immédiatement la conquête militaire du Tafilalet. Le 15 janvier 1932 ses troupes s'emparaient victorieusement de Riçani, fief de l'agitateur Belgacem N'Gadi qui fut obligé de fuir vers le sud en abandonnant ses biens. L'encerclement se fit progressivement, nos troupes chassant devant elles, dans la région saharienne, les tribus pillardes et les dissidents. En quelques mois, « cette chaudière en ébullition » fut mise hors d'état de nuire, de sorte qu'aujourd'hui le problème du Tafilalet est résolu pour l'Algérie et, par voie de conséquence, celui de la sécurité du sud-oranais. Nos tribus des confins peuvent désormais se livrer, sans crainte d'être

razziées, à l'élevage, à l'agriculture, au commerce caravanier. Les automobiles circulent maintenant sans danger sur la piste de Colomb-Béchar au Touat. La paix française s'est enfin manifestée. La dernière étape est franchie, au moins dans cette partie du sud de l'Algérie, complétant ainsi l'œuvre splendide réalisée il y a une vingtaine d'années par le maréchal Lyautey, pacificateur du sud-oranais et du Maroc.

DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE VII

La jonction avec le Soudan

Le rôle des compagnies sahariennes, précisé par le décret du 1er août 1902, consistait essentiellement à faire observer l'ordre dans les oasis, besogne facile après les quelques échauffourées du début de l'occupation.

Les ksouriens du Touat et du Tidikelt s'accommodaient fort bien de notre présence dans leur pays et ne songeaient nullement à secouer un joug qui ne leur pesait point. Au contraire, ils se réjouissaient de ne plus être les victimes des nomades et de pouvoir, désormais, recueillir intégralement les produits de leurs jardins sans être astreints au lourd prélèvement opéré naguère par les Beraber ou les Touareg.

La population sédentaire des oasis n'était donc pas à craindre et une force de police réduite eût été suffisante pour la maintenir dans l'obéissance. Mais les pillards du désert demeuraient des adversaires redoutables pour les caravaniers et constituaient une menace constante pour nos petits détachements et les isolés. C'est contre ces pillards que les méharistes allaient entrer en action et donner ainsi à la police saharienne une extension insoupçonnée. La chasse aux écumeurs de caravanes devait, en effet, conduire nos Châamba jusque dans les parties les plus éloignées du Sahara, et permettre au commandant Laperrine de réaliser son rêve, qui visait à la disparition de l'obstacle saharien par la liaison définitive entre l'Algérie et l'Afrique occidentale française.

L'ancien officier soudanais, devenu chef des compagnies sahariennes d'Algérie, avait jadis guerroyé contre les Touareg de la boucle du Niger; il connaissait les « deux rives du Sahara » et il savait qu'aucune difficulté vraiment sérieuse ne s'opposerait au franchissement des larges espaces qui séparaient ces rives. Le commandant Laperrine avait à sa disposition la troupe idéale pour l'exécution de ce projet; la reconnaissance du lieutenant Guillo-Lohan en 1902, celle accomplie par lui-même dans l'Ahnet l'année suivante lui avaient confirmé les qualités sahariennes ainsi que le loyalisme de ses méharistes ; il savait

qu'avec eux il pouvait risquer toutes les aventures, sinon sans danger du moins en toute connaissance de cause et avec le maximum de chance de succès.

Depuis la mission Foureau-Lamy et le combat de Tit l'on se rendait un compte plus exact des réalités sahariennes. Les Touareg avaient beaucoup perdu de leur prestige et, d'ailleurs, la soumission de l'aménoukal Moussa ag Amastan nous assurait leur neutralité et peut-être même leur collaboration. Mais la crainte irraisonnée qu'inspirait encore le désert proprement dit demeurait toujours fortement enracinée, à telle enseigne que l'on ne pouvait se résoudre à l'attaquer délibérément en lançant de faibles effectifs dans son immensité. Il fallut que Laperrine, avec l'autorité qui s'attachait déjà à son œuvre, déploya toute son éloquence persuasive pour avoir raison de cette excessive timidité, faire admettre enfin ses idées, et obtenir l'autorisation d'entreprendre leur prudente exécution.

Dès le mois de mars 1904, peu après la soumission des Touareg Hoggars, le commandant Laperrine décidait de se rendre personnellement dans la vieille capitale du Soudan, à Tombouctou, qui, à cette époque, n'était déjà plus « la mystérieuse » puisque les troupes françaises l'occupaient depuis le mois de décembre 1893.

Ce projet pouvait paraître audacieux, téméraire même. Il était cependant assez facilement réalisa-

ble et le commandant militaire des oasis n'eut pas trop de peine à le démontrer à ses chefs. Certes, il y avait quelques risques à braver. Il allait falloir passer dans des contrées inconnues, sous la conduite de guides indigènes dont l'on n'était pas tout à fait sûr; peut-être rencontrerait-on aussi des populations hostiles, notamment des rezzou Beraber dont le théâtre d'opérations était précisément l'Adrar et le Timetrin que les méharistes algériens auraient à traverser. Ces dangers, et d'autres encore, le commandant Laperrine en avait supputé la véritable portée; il était sûr de pouvoir les vaincre avec sa petite troupe et il estimait, en outre, que les résultats à espérer de cette randonnée valaient que l'on courût quelques risques.

Laperrine désirait affermir le prestige dont la France jouissait déjà au Sahara par une manifestation de notre force qui frappât l'imagination de tous les habitants du désert. Sans doute nos précédentes reconnaissances dans le Hoggar avaient été, pour ceux-ci, motifs à méditation ; ils ne pouvaient concevoir, toutefois, que nous oserions les rejoindre jusqu'en bordure du fleuve, du Niger lointain, à travers les tanezrouft arides et sans eau, « le pays de la soif » ; là ils étaient bien chez eux et ce n'est pas avec les Châamba, croyaient-ils, que l'on pourrait y venir troubler leur quiétude. Le commandant Laperrine ne voulait pas que cette conviction restât gravée plus

longtemps dans ces cervelles simplistes; il jugeait avec raison que la pacification totale et durable du Sahara serait plus vite obtenue s'il parvenait à prouver aux Touareg que les Châamba pouvaient, par leurs seuls moyens, les atteindre rapidement et sûrement en quelque partie que ce fût du désert.

Le commandant des oasis poursuivait encore un autre objectif. S'étant rendu compte qu'une collaboration étroite et amicale entre les autorités françaises du Soudan et de l'Algérie deviendrait bientôt nécessaire, il souhaitait que cette collaboration se réalisât le plus tôt possible. De nombreux points litigieux s'étaient, en effet, révélés, qu'il convenait de résoudre à l'amiable sans trop tarder afin d'éviter les malentendus possibles. Il était notamment désirable de régler au plus tôt la situation des Touareg de l'Adrar des Iforas dont on ne savait s'ils appartenaient à l'Algérie ou au Soudan. Une entrevue avec l'officier supérieur commandant le territoire militaire de Tombouctou ne pourrait être que profitable aux intérêts des deux possessions et, de surcroît, elle affirmerait avec éclat aux yeux des populations sahariennes le parfait accord qui unissait les Français du nord à ceux du sud.

Le chef d'escadrons Laperrine avait pu décider son camarade de promotion de l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr, le R. P. Charles de Foucauld, à faire partie de cette reconnaissance. Le

Père de Foucauld, officier de cavalerie démissionnaire, explorateur du Maroc, devenu prêtre, puis moine au Sahara, résidait depuis le mois d'octobre 1901 à Beni-Abbès où il avait édifié un petit ermitage, dont il était d'ailleurs le seul occupant. Laperrine, resté en relations suivies avec son ancien condisciple, qui partageait ses idées et encourageait ses ambitions patriotiques, n'eut aucune peine à convaincre le Père que son apostolat devait s'exercer plus loin, au cœur du désert, au pays des Touareg, où il pourrait concilier son idéal religieux de prêtre avec la mission civilisatrice que le commandant militaire supérieur des oasis désirait lui confier. C'est pour se préparer à ce rôle magnifique, mais difficile, que le Père de Foucauld accepta de se joindre à la reconnaissance dirigée par son ami.

A cette reconnaissance s'était également joint M. Villatte, de l'Observatoire d'Alger, l'ancien compagnon de Foureau.

Le détachement d'escorte commandé par le lieutenant Besset, de la compagnie saharienne du Tidikelt, suivit l'itinéraire Akabli - In-Zize-Timissao - In-Ouzel et parvint en région soudanaise sans le moindre incident. Les Touareg Iforas et Taïtoqs rencontrés s'étaient montrés déférents, bien disposés à rendre les services qui pourraient leur être demandés et paraissaient heureux de se placer sous la protection des Français. C'est le 16 avril, à Timiaouin, que de sérieuses difficultés

devaient surgir sous une forme regrettable et bien imprévue puisqu'elles allaient être suscitées par d'autres Français venus du Soudan.

A Timiaouin, en effet, le commandant Laperrine eut la surprise, tout d'abord agréable, de se trouver en présence d'un détachement de l'infanterie coloniale dirigé par le capitaine Théveniaut. Cette rencontre à laquelle ne s'attendaient pas les algériens n'était cependant pas fortuite. Informé des projets du chef de la reconnaissance, le commandant du territoire du Niger avait aussitôt dépêché son collaborateur pour signifier au chef d'escadrons Laperrine l'interdiction formelle de pénétrer dans la région de l'Adrar des Iforas et de poursuivre sa route vers le Niger.

L'ancien officier soudanais crut d'abord à une interprétation inexacte des ordres reçus ou a un excès de zèle d'un subordonné. Il dut pourtant se rendre à l'évidence. Au désir qu'il exprima de continuer jusqu'à Tombouctou pour ravitailler son détachement, ou tout au moins jusqu'à Tessalit où il avait donné rendez-vous aux chefs Iforas, le capitaine Théveniaut opposa un refus catégorique en invoquant les instructions impératives reçues de ses chefs.

Que faire devant l'intransigeance d'une telle attitude ? Passer outre et risquer un conflit renouvelé de l'affaire Voulet-Chanoine, ou bien accepter l'affront et abandonner le rêve caressé ? Cruel dilemme pour un officier qui, ayant une mission

précise à accomplir, se voit empêché de la réaliser par ceux-là même qui eussent dû l'aider dans son entreprise. Il fallait à tout prix éviter un incident dont eût souffert le prestige de la France, et qui aurait eu un retentissement fâcheux pour notre pays dans le monde entier. Laperrine le comprit et il n'hésita pas à prendre la sage décision qui s'imposait. Renonçant à la gloire presque acquise d'avoir traversé pacifiquement le désert avec une poignée d'hommes, il se dirigea vers Tin Zaouaten, laissant le détachement soudanais regagner seul sa garnison de Tombouctou.

Le 3 juillet 1904, le commandant Laperrine rentrait à In-Salah sans nouvel incident, après avoir parcouru une partie de la région du Hoggar et visité les centres de cultures d'Abalessa, de Tit et d'In-Amdjel.

L'affaire de Timiaouin fit grand bruit dans les milieux coloniaux. Certains reprochaient, non sans véhémence, au chef des méharistes algériens d'avoir outrepassé ses pouvoirs en pénétrant dans une région qui ne relevait pas de son commandement. D'autres, cependant, reconnaissaient sa bonne foi et exprimaient le regret qu'il eût été mis si peu courtoisement en demeure d'interrompre une reconnaissance dans des territoires désertiques dont la répartition entre l'Algérie et l'Afrique occidentale française n'avait pas encore été déterminée.

Quoiqu'il en fût, et de quelque côté que fussent

les torts, cet incident, survenu peu d'années après le drame de Dankori, ne pouvait laisser dans les milieux métropolitains toujours enclins à généraliser les choses, surtout les pires, qu'une impression défavorable aux coloniaux, à ce que l'on appelait « la mentalité coloniale ». Il demeura heureusement isolé; par la suite, les relations établies entre les représentants de la France dans les deux colonies voisines n'ont jamais cessé de demeurer amicales et empreintes du plus entier désir de mettre en commun toutes les énergies au service de la patrie.

Cette première rencontre de deux détachements français au cœur du désert revêtait néanmoins une importance considérable, car elle apportait la preuve que le Sahara pouvait être franchi sans difficulté sérieuse par une troupe spécialisée, d'un effectif réduit, et elle établissait la première jonction de l'Algérie et du Soudan.

L'incident lui-même, qui faillit mettre aux prises les deux troupes, servit à mettre en lumière l'imprécision, qui le provoqua, des droits territoriaux de l'Algérie et du Soudan sur les régions sahariennes. Le premier résultat de cette jonction fut donc de déterminer les zones d'action respectives des deux colonies, de répartir les tribus du Sahara central et de fixer nettement les attributions ainsi que les responsabilités des autorités françaises chargées de la police du désert.

Tout d'abord on envisagea la constitution d'un

vaste commandement unique, une sorte de gouvernement du Sahara qui aurait eu pour avantage de placer sous la même direction toute la politique saharienne ainsi que la protection militaire de ce pays. Ce projet rencontrait de nombreux partisans, principalement parmi les préconisateurs, déjà nombreux, du chemin de fer transsaharien. On y renonça cependant et sans doute faut-il le regretter aujourd'hui; la pacification du Sahara eût été réalisée plus rapidement et plus économiquement encore; par ailleurs, les problèmes qui se posent à l'heure actuelle se trouveraient singulièrement simplifiés. Mais à cette époque on ne prévoyait pas que le Sahara pourrait devenir un carrefour des artères transcontinentales. Il n'y existait aucune autre voie de communication que les pistes chamelières souvent précaires et dangereuses. On donna alors la préférence à un partage de territoires en laissant à l'Algérie tout le pays Hoggar tandis que l'Afrique occidentale française recevait l'Adrar des Iforas au sud de Tin-Zaouaten, ainsi que l'Aïr à partir d'In-Azaoua. Cette délimitation, admise dès 1904, fut sanctionnée en juin 1905 par le gouvernement de la métropole.

Le commandant Laperrine avait espéré rencontrer, au cours de sa tournée, l'aménoukal des Touareg du Hoggar qui venait de recevoir solennellement l'investiture à In-Salah. Il lui avait exprimé son désir dans des lettres pressantes, lui

fixant rendez-vous en des points déterminés. Mais Moussa demeura constamment invisible. Il répondait avec déférence au commandant militaire, en donnant des prétextes plus ou moins plausibles pour excuser son attitude.

Le commandant Laperrine aurait pu tenir rigueur au jeune chef targui de cette incorrection. Il eut la sagesse d'attribuer cette réserve à la grande dispersion des Hoggars qui empêchait Moussa, orgueilleux et très fier, de se présenter avec une escorte de guerriers digne de lui. Il la mettait aussi sur le compte de la santé de Moussa qui se disait très malade et dans l'impossibilité de supporter les fatigues d'un déplacement. A la vérité l'aménoukal se trouvait réellement fatigué et son loyalisme de fraîche date n'avait subi aucune atteinte.

A son passage à In-Ouzel Laperrine était entré en pourparlers avec le marabout Si Abidin ould Mohammed el Kounti, campé dans les environs auprès de quelques tentes d'imrad du Hoggar. Abidin appartenait à la tribu Kountah, branche de la grande famille des Bekkaï de Tombouctou, fondateurs de la zaouia du Touat méridional, leur berceau. Abidin était un adversaire de l'influence française au Sahara, mais c'était aussi un ami dévoué de Moussa. Par l'intermédiaire de ce dernier, le commandant du territoire espérait que le marabout suivrait son exemple et deviendrait à son tour un allié de la France.

Sur l'invitation du commandant Laperrine, Abidin avait promis de se rendre à Teleya pour y rencontrer, accompagné de Moussa, le chef Français à son retour de Tombouctou. Les incidents de Timiaouin empêchèrent la réalisation de cette promesse. Abidin, inquiet pour sa propre sécurité en apprenant les mesures de sévérité dont avaient été l'objet les Iforas de la part des autorités soudanaises après la rencontre du 16 avril, s'était éloigné pour se mettre à l'abri de toute atteinte. Pareille occasion ne devait plus se représenter et, par la suite, Abidin, ses fils et ses partisans allaient entreprendre une lutte sans merci contre nous.

⁂

Le 29 décembre 1904, le capitaine Dinaux succédait au capitaine Métois au commandement de la compagnie saharienne du Tidikelt et de l'annexe d'In-Salah. Dès sa prise de fonctions le capitaine Dinaux résolut d'entreprendre une reconnaissance dans le Hoggar afin de compléter l'œuvre de ses prédécesseurs et de mettre à profit les bonnes dispositions des Touareg et, le cas échéant, de soustraire à leur influence nocive les tribus soumises. Il voulait enfin étudier le principe du paiement de l'impôt par les Touareg ralliés et amener ceux qui se considéraient bien comme des alliés, mais non comme des sujets,



Le R.P. de Foucauld et le Général Laperrine à cheval

à présenter une soumission sincère et sans arrière pensée.

Le détachement servait en même temps d'escorte à MM. les professeurs Gautier et Chudeau, de l'Université d'Alger, à M. Etiennot, directeur des postes du département d'Oran et au R. P. de Foucauld.

Partie d'In-Salah le 3 mai 1905, la reconnaissance atteignit le 23 juin le puits d'In-Ouzel, ou se trouvait l'aménoukal Moussa ag Amastan accompagné de nombreux Touareg de sa tribu. L'attitude du chef targui fut extrêmement correcte. Moussa renouvela solennellement son serment de fidélité à la France et il reçut de nouveau, en présence de ses gens, un burnous de commandement, investiture officielle de la dignité d'aménoukal de la confédération du Hoggar.

Durant un mois le détachement séjourna dans l'Adrar, allant de campement en campement afin de permettre à son chef de faire connaître à tous les intentions pacifiques de la France et de préciser les droits comme les devoirs de chacun. Les résultats politiques ne se firent pas attendre. Tous les Touareg en nomadisation dans la région vinrent saluer l'officier français et lui apporter l'assurance de leurs bons sentiments; parmi eux se trouvaient des nobles jusqu'alors indécis et en particulier notre vieil adversaire Anaba, frère de l'ancien aménoukal Attici, que nous avions destitué de ses fonctions.

Le capitaine Dinaux profita également de son séjour en Adrar pour convoquer les chefs Iforas. Il les avisa que leur rattachement à l'Afrique occidentale française était définitif et que, s'ils cherchaient à se dérober aux ordres des autorités de ce pays ils s'exposeraient à des sanctions désagréables. Les Touareg étaient d'ailleurs prévenus que les méthodes de commandement et d'administration étaient identiques au Soudan et en Algérie et qu'ils trouveraient là-bas la même bienveillance, la même équitable justice de la part des représentants de la France. L'officier engagea alors les Iforas à se rendre à Gao pour faire acte de soumission aux autorités dont ils relevaient désormais. Ils se montrèrent d'abord peu disposés à suivre ce conseil, mais finirent cependant par s'incliner en envoyant à Gao une députation de notables munie de pleins pouvoirs. M. le professeur Gautier, qui désirait se rendre au Soudan, se joignit à cette députation.

La reconnaissance Dinaux se dirigea ensuite vers le Hoggar et alla s'installer à proximité du petit centre de cultures de Tamanrasset. M. Etiennot, sa mission terminée, rejoignait alors directement In-Salah, tandis que le R. P. de Foucauld choisissait un emplacement aux abords du centre pour y faire procéder à la construction d'un petit ermitage.

Le 25 août 1905, Tamanrasset fut le théâtre d'une cérémonie grandiose et émouvante. De toutes les

parties du Sahara, des guerriers Touareg étaient accourus à l'appel de leur aménoukal pour se présenter à l'officier français et assister à la grande réunion à laquelle celui-ci les avait conviés. Le capitaine Dinaux avait su pénétrer l'âme simple, mais encore mystérieuse, des Touareg. Il s'était vite aperçu que ceux-ci se montraient sensibles aux manifestations extérieures de la puissance et que notre prestige grandirait parmi eux en fonction de notre générosité et de notre force. En fin psychologue il soigna la mise en scène de cette réunion afin de frapper l'esprit des guerriers Touareg, grands amateurs de faste et d'apparât. Autour de sa tente, au faîte de laquelle flottait le drapeau français, les méharistes en armes, revêtus de leur grande tenue, gandourah blanche et ceinture rouge croisée sur la poitrine, formaient une splendide garde d'honneur à l'officier, et tandis que l'unique clairon du détachement faisait entendre sa fanfare à tous les échos pour annoncer l'ouverture de la séance, les Touareg attendaient à distance respectueuse l'invitation de se rapprocher de celui qui représentait avec beaucoup de distinction et d'autorité la lointaine nation qui les avait honorablement vaincus.

La réunion fut calme, cérémonieuse. On parla de la paix, des bienfaits que la France allait apporter aux populations du désert, sous condition que celles-ci se montreraient dorénavant dociles et sincères dans leur loyalisme. Le capi-

taine Dinaux présenta le Père de Foucauld, marabout vénéré des Français, qui allait rester pour toujours à Tamanrasset et apporter aux Touareg les soins médicaux les plus vigilants. Ces conversations amicales se prolongèrent plusieurs jours et laissèrent une impression profonde et durable.

Pendant le long séjour qu'il fit dans le Hoggar, le capitaine Dinaux se mit en relations avec le commandant du poste soudanais d'Agadez pour lui annoncer son désir de le rencontrer dans le massif de l'Aïr et il prépara minutieusement cette nouvelle reconnaissance vers le Soudan avec l'aménoukal Moussa ag Amastan.

Partie de Tamanrasset le 3 septembre 1905, la reconnaissance, à laquelle s'était joint M. le professeur Chudeau, atteignait facilement Iferouane quinze jours plus tard sans incident. Quelques années auparavant il avait fallu à la mission Foureau-Lamy, pour accomplir le même parcours, vaincre des difficultés très grandes. Malheureusement la jonction projetée avec les troupes soudanaises ne put avoir lieu car, entre temps, le poste d'Agadès, occupé depuis 1904 par le lieutenant Jean et les tirailleurs sénégalais, avait été évacué ; seul, un courrier à méhari se trouvait au point convenu pour annoncer, en même temps que cette nouvelle fâcheuse, la venue prochaine à Iferouane du chef de bataillon d'infanterie coloniale Gadel avec un groupe de tirailleurs. Le capitaine Dinaux attendit plusieurs jours l'arrivée du détachement soudanais,

mais limité par le temps ainsi que par ses provisions de vivres, il ne put prolonger son séjour en Aïr et dut rentrer au Hoggar avec le regret de n'avoir pu réaliser intégralement son programme. M. Chudeau, désireux de poursuivre ses études dans la région soudanaise, demeura à Iferouane d'où il gagna par la suite Zinder et le Niger.

Cette première grande tournée saharienne, prélude des randonnées qui suivirent ensuite presque sans interruption, donna des résultats très intéressants. Grâce à un ensemble de circonstances favorables et à la présence simultanée dans les oasis sahariennes de savants et d'explorateurs qui s'y étaient rencontrés sans accord préalable et qui participèrent à cette reconnaissance pacifique, celle-ci permit aux professeurs Gautier et Chudeau de se livrer à des études scientifiques en vue d'inventorier le Sahara et d'explorer des pays nouveaux. A leur retour ces deux éminents savants publièrent des travaux remarquables, en particulier les importants ouvrages intitulés : *Sahara Algérien* et *Sahara Soudanais*.

De son côté, M. Etiennot avait dirigé une mission d'études pratiques ayant pour objet la pose de la ligne télégraphique transsaharienne. Les conclusions du rapport remis par ce haut fonctionnaire s'étaient montrées favorables à l'exécution de ce projet, lequel ne fut cependant jamais réalisé. La création, intervenue depuis, d'un réseau

radio-télégraphique au Sahara autorise à ne pas le regretter.

Enfin, et ce ne fut pas l'événement le moins sensationnel de cette période, le R. P. Charles de Foucauld s'était définitivement installé au Hoggar. Dans le modeste ermitage qu'il fit construire à Tamanrasset, il procéda non seulement à l'achèvement d'un lexique tamaheq, mais aussi à la création d'une infirmerie indigène que de nombreux Touareg ne devaient pas tarder à fréquenter.

Du point de vue politique le principe du paiement d'un impôt avait été posé et accepté ; des makhzens avaient été organisés ; tous les chefs Touareg influents s'étaient ralliés publiquement en s'engageant à respecter les ordres de l'autorité française et à rester fidèles à la parole donnée.

Le capitaine Dinaux pouvait être fier des résultats enregistrés. Dans cette première prise de contact avec les adversaires de la veille il s'était montré diplomate avisé ; il avait su révéler aux Touareg le vrai visage de la France, bonne, généreuse, prête à toutes les bienveillances, mais aussi ferme et intransigeante sur le chapitre de l'honneur. L'officier saharien avait employé le langage qu'il fallait pour être compris de ces hommes simples, et c'est sans doute de cette première réunion qu'est née la sympathie réciproque qui, en ce qui concerne les nobles du moins, ne s'est jamais démentie.

Le nom du capitaine Dinaux mérite de figurer

sur la liste des bons artisans de l'œuvre française de pacification au Sahara.

Cependant la jonction avec les troupes françaises du Soudan n'avait pas encore été réalisée complètement. Il y avait bien eu la rencontre Laperrine-Théveniaut, mais elle n'avait démontré que la possibilité matérielle de ces liaisons; elle avait été sans portée pratique pour l'établissement d'un programme commun d'action et de politique sahariennes.

Cette situation ne pouvait se prolonger sans inconvénient. Maintenant que, de part et d'autre, la France occupait des postes avancés dans le désert, il devenait indispensable que les chefs de ces postes se connussent et se missent en rapport pour échanger leurs idées, comme leurs projets.

Le poste d'Agadez ayant été réoccupé en 1906 une tentative nouvelle eut lieu dans l'Aïr et cette fois elle réussit pleinement. Le lieutenant Clor, de la compagnie saharienne du Tidikelt, se rencontra le 12 octobre à Iferouane avec les Soudanais du capitaine Lafforgue et du lieutenant Masse venus, le premier de Tahoua, le second d'Agadez. Durant trois jours Châamba algériens et noirs soudanais fraternisèrent, tandis que leurs chefs s'entretenaient amicalement des questions importantes intéressant leurs territoires respectifs.

Cette jonction eut les plus heureuses conséquences politiques. Jusqu'alors les Touareg, aussi bien ceux de l'Algérie que ceux de l'Afrique occidentale

française, s'étaient imaginés qu'il existait entre nos deux colonies une cloison étanche et que les Français du Soudan ne désiraient pas avoir de relations avec leurs frères du nord. L'incident regrettable de Timiaouin n'avait pu, il faut le reconnaître, que les confirmer dans cette idée. Désormais, la bonne entente entre les autorités françaises des deux pays ne pourrait plus être mise en doute et les Touareg allaient pouvoir induire de cette constatation que leurs infractions seraient à l'avenir toujours châtiées quel que fût leur lieu de nomadisation. L'extrême mobilité de nos méharistes apportait, en effet, une garantie essentielle pour la tranquillité du pays en même temps qu'un gage pour une police facile.

Notre prise de possession progressive du Sahara central troublait au plus haut point nos adversaires de l'extérieur, tous ceux qui vivaient de rapines, dont le pillage était la seule industrie comme aussi la principale ressource. Ceux-là se rendaient compte que la présence permanente de nos méharistes dans toutes les parties habitées de l'immense désert, et la possibilité que possédaient les Français de se déplacer aussi rapidement qu'eux-mêmes, allaient modifier profondément leurs conditions de vie et compliquer singulièrement leurs opérations fructueuses de naguère. Aussi ne négligèrent-ils pas de mettre en œuvre tous leurs efforts pour tenter de soulever les populations sahariennes contre nous.

Le plus acharné parmi ces adversaires était assurément le vieil Abidin el Kounti, retiré avec ses fils et ses partisans dans le Sahara occidental, mais qui avait conservé avec les gens du Touat, de l'Ahnet et de l'Adrar des relations très étroites. Installé dans l'Ahnet avec ses campements, Abidin s'y livrait à une propagande active auprès des Touareg Taïtoqs et Iforas, prêchant la révolte contre les Français. Son autorité et son influence étaient telles que, non seulement les Taïtoqs, mais aussi les Hoggars en nomadisation dans cette région se détachèrent peu à peu de l'aménoukal Moussa ag Amastan en manifestant ouvertement leur intention de reprendre leur indépendance.

Il était urgent de mettre fin à ces agissements et de faire voir à ces populations que la force française veillait et saurait se faire respecter des perturbateurs. Une jonction fut décidée entre les troupes algériennes et les troupes soudanaises. Cette jonction eut lieu à Timiaouin le 28 avril 1907. Le détachement de l'Afrique occidentale française, composé de tirailleurs venus de Bamba et de Gao, était commandé par les capitaines Cauvin et Pasquier. Le groupe méhariste de l'Algérie, dirigé par le capitaine Dinaux, servait également d'escorte à deux officiers de l'infanterie coloniale, le capitaine Arnaud et le lieutenant Cortier, qui rejoignaient leurs postes respectifs au Soudan par la voie du désert, avec mission d'étudier l'organisation des compagnies sahariennes en vue de la

création d'unités similaires en Afrique occidentale française.

Après plusieurs journées passées à Timiaouin, au cours desquelles les officiers examinèrent la meilleure manière d'exercer la police et de maintenir la sécurité dans la région, le capitaine Dinaux quitta ses camarades du Soudan pour rayonner dans l'Adrar des Iforas. Pendant près de deux mois il visita tous les campements, organisa de nombreuses réunions pour expliquer le rôle que la France s'était fixé et se fit présenter tous les chefs et notables auxquels il signifia ses instructions précises et les sanctions qui pourraient intervenir si ces instructions n'étaient pas scrupuleusement observées.

Le capitaine Dinaux rentrait à In-Salah fin juillet après avoir exécuté d'excellente besogne et non sans avoir laissé au Hoggar un important détachement de méharistes sous les ordres du lieutenant Sigonney.

L'élan était donné, la marche vers le sud définitivement engagée. Malgré les réticences venues du nord, les obstacles de toute nature qu'il avait à vaincre, le peu d'empressement que l'on mettait, en haut lieu, à le seconder, Laperrine poursuivait inlassablement sa tâche et il avait la grande satisfaction de pouvoir affirmer qu'il ne s'était pas trompé ; le Sahara se soumettait peu à peu sans effusion de sang et sans qu'il en coutât bien cher au pays.

Dès cette époque, les jonctions algéro-soudanaises se succédèrent assez rapidement.

En cette même année 1907, le lieutenant Halphen et l'officier interprète Pozzo di Borgo, tous deux de la compagnie saharienne du Tidikelt, rencontraient à Iferouane, le 30 octobre, le capitaine Posth, commandant le cercle d'Agadez. Le lieutenant Halphen rapportait de cette tournée de précieux renseignements sur la région comprise entre le Hoggar et l'Aïr, tandis que l'interprète Pozzo di Borgo recueillait de sérieuses informations sur les tribus de l'Aïr ainsi que sur le commerce transsaharien.

Le rayon d'action de la compagnie saharienne du Tidikelt s'était notablement développé ; le cercle étroit fixé par le décret d'organisation avait depuis longtemps été franchi ; mais les moyens matériels dont elle disposait n'avaient pas été modifiés. Le moment était venu d'augmenter les effectifs de cette unité pour la mettre en mesure d'assurer sa tâche nouvelle dans de bonnes conditions. Le décret du 14 janvier 1908 permit le relèvement souhaité, de sorte qu'avec des effectifs plus importants il fut possible de procéder à une organisation militaire des régions sahariennes répondant mieux que par le passé aux exigences de la police du désert.

Laperrine, maintenant colonel, avait déjà établi son plan. Celui-ci posait en principe l'occupation permanente des contrées habitées, ou du moins des

principales d'entre elles, comme le Hoggar et les Ajjers. Des groupes mobiles devaient y être installés, chacun d'eux ayant un secteur de surveillance bien déterminé, tandis qu'un fortin, construit en un emplacement judicieusement choisi, servirait de point d'appui et de centre de ravitaillement à ce groupe.

C'est le capitaine Niéger, désigné depuis le mois de juillet 1907 comme successeur du capitaine Dinaux, promu chef de bataillon, qui fut chargé d'appliquer ce programme.

Le groupe du Hoggar, constitué à l'effectif de 135 méharistes, quittait In-Salah le 22 avril 1908 pour gagner son centre d'opérations sous le commandement de son chef, le lieutenant Sigonney. Le colonel Laperrine s'était joint au détachement car il désirait choisir lui-même l'emplacement du futur fort. C'est à Tarhaouhaout, centre de cultures modeste, mais admirablement situé à environ 50 kilomètres de Tamanrasset, à un carrefour des pistes caravanières reliant le Soudan à la Tripolitaine, que le fort fut édifié. On lui donna le nom de *Motylinski* pour honorer la mémoire de l'officier interprète venu deux années auparavant auprès du Père de Foucauld se livrer à des études de la langue des Touareg et décédé depuis lors à Constantine.

Dès son arrivée au Hoggar le lieutenant Sigonney se mit en rapport avec le Père de Foucauld qu'un séjour déjà long auprès des Touareg avait

familiarisé avec leur langue, leurs coutumes et leur mentalité si particulière. Le Père s'était déjà acquis de solides amitiés aussi bien parmi les nobles que chez les imrads ; le prestige personnel dont il jouissait allait lui permettre d'aider le commandant du groupe mobile dans sa tâche difficile et de devenir pour lui un conseiller sûr, précieux et discret, dont les avis devaient éviter les tâtonnements et peut-être aussi les erreurs du début.

Entre temps, le colonel Laperrine avait annoncé cette réorganisation aux autorités soudanaises et sollicité le concours de celles-ci pour l'accomplissement d'une œuvre qui intéressait autant l'Afrique occidentale française que l'Algérie. Cet appel à la concorde et à l'union des intelligences et des forces devait être entendu. Le commandant militaire de la région de Zinder, le chef de bataillon Mouret, officier de haute valeur aux vues larges et claires, répondait immédiatement au commandant militaire des oasis en lui offrant sa plus entière collaboration et en exprimant le désir de rencontrer le plus tôt possible le commandant du groupe mobile du Hoggar dans l'Aïr.

C'est pour répondre à cette courtoise invitation que le lieutenant Sigonney se rendit à Agadez au mois de septembre 1908. Reçus avec effusion dans la ville soudanaise, les méharistes algériens y séjournèrent du 10 au 17 septembre et un accord fut conclu entre les représentants des deux possessions en vue de l'organisation de caravanes

transsahariennes et de l'établissement d'un service postal mensuel entre le Hoggar et Agadez.

Cet accord était complété quelques mois plus tard, en février 1909, lors d'une rencontre réalisée dans l'Adrar des Iforas entre le lieutenant Sigonney et le lieutenant Lasseron, commandant le secteur de Kidal.

Mais la jonction la plus importante de cette période fut celle exécutée à Niamey entre le colonel Laperrine et le colonel Venel, commandant le territoire militaire du Haut-Sénégal-Niger.

Accompagné de son adjoint, le lieutenant Clerget de Saint Léger, et d'une petite escorte composée seulement de quinze méharistes, le colonel Laperrine partait d'In-Salah le 8 avril 1909 et parvenait à Gao le 12 juin. De ce point il se rendait en pirogue à Niamey, siège du territoire militaire, tandis que les méharistes de son détachement gagnaient les bons pâturages de la région de Tahoua en attendant le retour de leur chef.

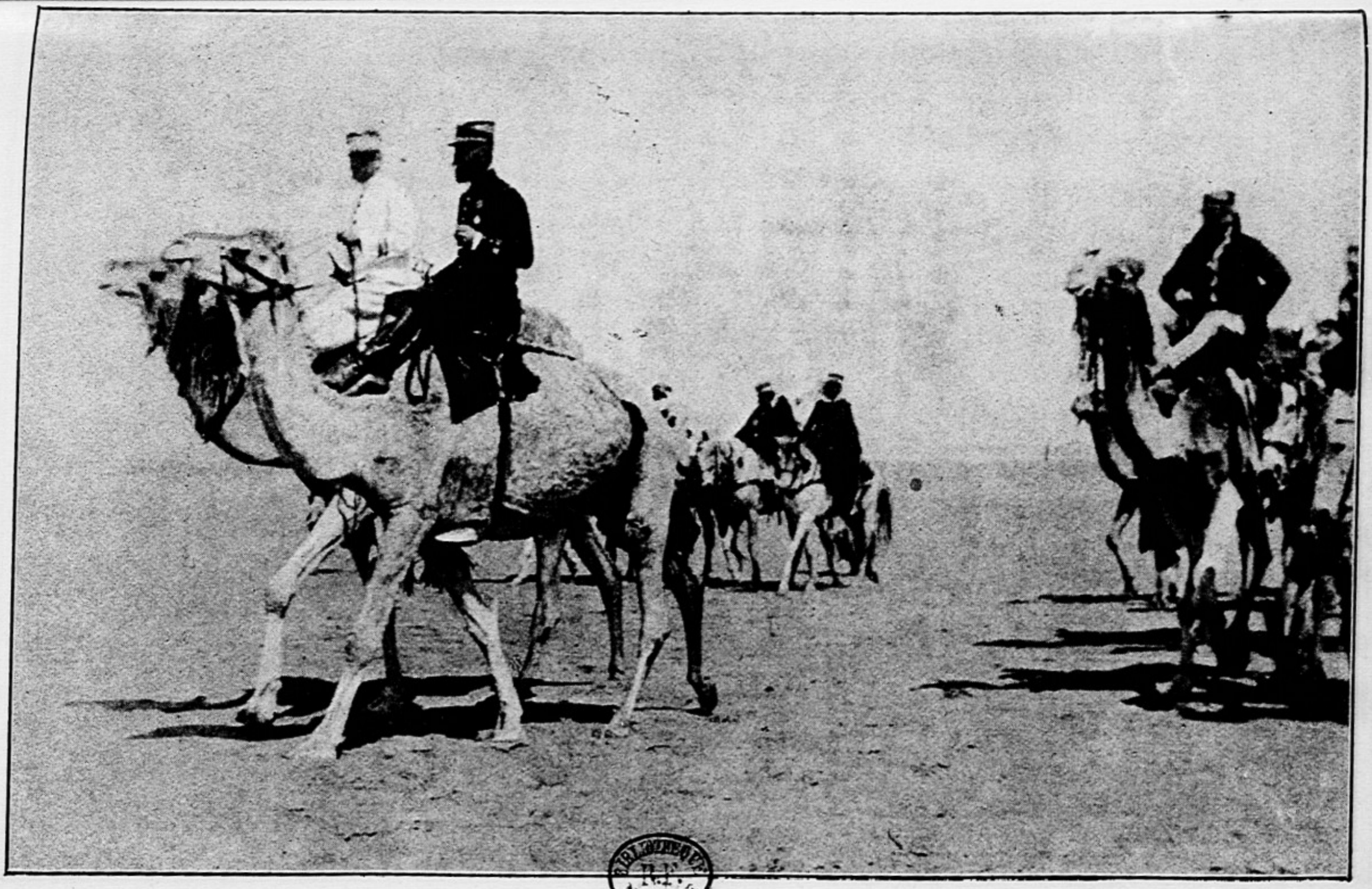
L'arrivée des algériens sur les bords du Niger fut un événement sensationnel. Jamais les Touareg de la Boucle n'eussent imaginé que les Châamba, avec lesquels leurs frères du Hoggar et des Ajjers avaient souvent eu maille à partir, pussent un jour abreuver leurs méhara dans ce Fleuve sacré, et les Châamba, de leur côté, n'auraient jamais osé, dans leurs rêves de conquête les plus insensés, envisager cette éventualité. Cette fois le désert était bien dompté; la preuve était faite de sa capitula-

tion. Les indigènes du Soudan ne s'y trompèrent pas. En manifestant bruyamment leur joie en l'honneur des méharistes, sans doute obéissaient-ils à leur passion pour le « tam-tam » et la danse barbare, mais voulaient-ils aussi exprimer par ce moyen leur allégresse de se sentir si parfaitement à l'abri, désormais, des exactions de leurs terribles et insatiables voisins, les Touareg.

Des questions importantes furent examinées par les colonels Laperrine et Venel avec l'esprit de la plus amicale collaboration. Il convient de noter particulièrement la question relative à la fixation des limites territoriales des deux colonies. L'accord conclu et ratifié plus tard par le gouvernement est connu sous le nom de « Convention de Niamey » dont les clauses sont toujours en vigueur. En outre, des règles de transhumance furent arrêtées afin de fixer les conditions de nomadisation des Touareg Hoggars sur le territoire de l'Afrique occidentale française.

Dès lors, le contact était définitivement établi entre les autorités des deux pays ; les droits de chacun se trouvaient parfaitement précisés et délimités; toute cause de mésentente ou de discussion possible avait disparu. On allait pouvoir travailler à la même œuvre sans crainte de conflits d'attribution, dans une confiance réciproque, et cet état d'esprit allait contribuer, dans une large mesure, à hâter la pacification totale du Sahara, à faci-

liter l'exercice de la police dans ces vastes contrées ainsi que la mise en valeur de leurs faibles ressources.



Le Colonel Laperrine et le Capitaine Dinaux (1906)

CHAPITRE VIII

Vers la frontière Tripolitaine

APRÈS le combat victorieux livré à Tit en mai 1902 par les goumiers du lieutenant Cottenest les Touareg du Hoggar, devenus moins arrogants, s'étaient assez rapidement décidés à faire leur soumission. La leçon avait été suffisante pour affirmer notre volonté de leur imposer le respect du bien d'autrui.

Cependant le combat de Tit n'avait pas eu les mêmes répercussions chez les Touareg du Tassili des Ajjers, cousins germains des Hoggars avec lesquels, au reste, ils vivaient constamment en mauvaise intelligence. Les Ajjers se considéraient sans doute mieux protégés que leurs voisins dans leurs repaires du Tassili, plateau rocailleux taillé d'immenses crévasses où l'on ne pouvait, à cette époque, circuler qu'en empruntant de rares sentiers de chèvres connus seulement des gens du pays.

La défaite des Hoggars rendit les Ajjers encore plus provoquants. Leurs djiouchs s'aventuraient

jusqu'à plus d'un millier de kilomètres de leurs bases, dans l'Ahnet, au sud du Tidikelt, où ils dévalisaient les caravaniers allant au Soudan ou venant du Niger vers les oasis. La sécurité des pistes transsahariennes était devenue si précaire que les populations du Tidikelt se trouvaient dans l'impossibilité de se livrer, comme par le passé, à des échanges commerciaux avec Gabès et Ghadamès. Ils risquaient trop d'être rançonnés en cours de route ou même d'y perdre la vie.

Nous ne pouvions laisser subsister cette situation anarchique sans compromettre les premiers résultats de l'œuvre entreprise. Il devenait urgent de mettre les turbulents guerriers Ajjers à la raison ou, tout au moins, de les empêcher de continuer leurs méfaits. Des mesures de répression immédiates s'imposaient et c'est le lieutenant Besset, de la compagnie saharienne du Tidikelt, qui fut chargé de châtier les coupables.

Cette première opération de police au pays des Touareg Ajjers devait être réalisée avec le concours du goum des Châamba du capitaine Pein, le conquérant des oasis. La rencontre des deux troupes avait été fixée à Amguid, en bordure du Tassili. Des circonstances imprévues ne permirent pas cette jonction et les deux détachements durent opérer séparément, chacun pour son propre compte.

Le 19 juin 1903, le lieutenant Besset quittait In-Salah avec un groupe de 150 fusils. Il avait pour

mission de rechercher les auteurs des récents rezzou, de les punir, le cas échéant, puis de dégager la voie de Ghadamès en chassant de Temassinin, appelé aujourd'hui Fort Flatters, les vingt hommes que les Touareg y avaient placés en petit poste. Pour le guider dans ce pays où nos méharistes n'avaient pas encore pénétré, le lieutenant disposait du targui Ben Messis, notre dévoué auxiliaire.

Aux abords d'In-Tifersin, le 13 juillet, le détachement livra combat contre une quarantaine de Touareg qui se dispersèrent en laissant plusieurs tués sur le terrain. Quelques jours après, dans la dépression de Tirammar, les méharistes rencontrèrent un camp hâtivement abandonné sauf par quelques femmes et des esclaves nègres; mais tous les troupeaux n'avaient pu être emmenés par les fuyards, de sorte qu'un important butin put être capturé.

Le lieutenant Besset se disposait à poursuivre sa marche vers l'est lorsqu'un ordre de ses chefs lui enjoignit d'interrompre sa tournée et de rentrer au Tidikelt. Cette première prise de contact avait néanmoins été intéressante puisqu'il avait été possible d'user de représailles qui décidèrent, un peu plus tard, un certain nombre de chefs de tentes à solliciter l'aman.

D'un autre côté, il se dégagea des opérations séparées du goum d'Ouargla et du détachement Besset un enseignement tactique qui n'échappa

pas à la clairvoyance du colonel Laperrine, enseignement qu'il formula en ces termes et qui allait devenir un article essentiel du réglement de tactique saharienne.

« Au Sahara, observa le colonel Laperrine, il ne peut être question de coopération étroite. Si on veut se donner des rendez-vous, s'attendre, etc... on ne fait rien de bon, on se paralyse mutuellement. Il faut tenir le voisin au courant des opérations que l'on entreprend et celui-ci agit au mieux des circonstances en prenant le même objectif.

« C'est à cette unité d'objectif que doit se borner la coopération. Elle donne les meilleurs résultats et souvent les plus inattendus, l'ennemi ayant éventé l'un des groupes se faisant surprendre par l'autre.

« Enfin, il ne faut pas se laisser entraîner loin de sa zone de surveillance par des bruits tendancieux et ne se porter ailleurs qu'à coup sûr ».

A cette époque les Touareg Ajjers avaient pour aménoukal, Inguedazzen ag Abakada.

Agé d'une cinquantaine d'années, Inguedazzen passait pour un homme de bien et de parole. Il avait la réputation de posséder un caractère calme, pondéré, mais on le disait aussi fanatique de la doctrine Senoussya et disciple fervent du grand maître de l'ordre. La haine des chrétiens étant à la base de cette doctrine nous ne pouvions donc trouver en lui que des dispositions peu favo-

rables à nos desseins, et ce sont bien, en effet, ces sentiments qu'il ne cessa de manifester envers les Français jusqu'à sa mort.

Tandis que se poursuivaient au Tidikelt les négociations qui devaient aboutir à la soumission éclatante des Touareg du Hoggar, notre pénétration vers le Sahara oriental était entreprise non seulement par le commandant du territoire des oasis, mais aussi par le commandant supérieur du cercle de Touggourt. Le chef de bataillon Pujat, qui exerçait ce commandement, avait déjà fait creuser dans le grand erg un certain nombre de puits destinés à faciliter la nomadisation des Châamba du Souf, ainsi que les déplacemnts de nos goumiers. En avril 1904 un bordj, construit près de la zaouia de Temassinin, point occupé pour la première fois en 1899 par le capitaine Pein, reçut le nom de Fort Flatters en hommage à la mémoire du colonel, victime du guet-apens de Tadjemout.

A cette même date le gouverneur général de l'Algérie décidait que « la charge de coordonner les relations avec la confédération des Ajjers serait dévolue au commandant Cauvet, nouveau commandant supérieur du cercle de Touggourt, dont les services antérieurs offraient des garanties certaines pour les résultats à obtenir ».

Le choix ne pouvait être meilleur. Aucun officier des affaires indigènes ne connaissait la question touareg mieux que le commandant Cauvet et

on pouvait être assuré que le soldat énergique et le subtil diplomate qu'il était à la fois, réussirait dans sa mission, comme il avait mené à bonne fin la reddition des Hoggars.

L'un des premiers actes du commandant Cauvet fut de mettre en pratique la méthode préconisée par les grands soldats de la conquête, les Bugeaud, les Changarnier, les Lamoricière, c'est-à-dire de lancer contre les Touareg coupables de vols aux dépens de nos administrés, des rezzou de représailles.

Durant l'été et l'automne de l'année 1904 des goumiers Châamba opérèrent une série de coups de mains sur les troupeaux Ajjers, poussant la témérité jusqu'à se rendre à l'est de Ghadamès, à Sinaoun et même jusqu'au Fezzan. Près d'un millier de chameaux furent ainsi razziés et ramenés à Touggourt.

Ces fructueuses opérations firent réfléchir les Ajjers, en particulier les Iforas, frères de race de ceux de l'Adrar nigérien, dépossédés de la totalité de leur cheptel. Une délégation des membres de cette tribu, qui avaient quitté leur caïd Abdennebi pour garder leur indépendance, vint à El-Oued solliciter l'aman ainsi que l'autorisation de s'établir comme autrefois à Temassinin.

C'est alors que le commandant Cauvet conçut le projet dont la réalisation devait avoir un retentissement considérable et conduire le dra-

peau français jusqu'aux confins de la mystérieuse Libye.

Désirant mettre à profit les bonnes dispositions au moins apparentes, provoquées par les audacieuses incursions des goumiers Châamba, le commandant Cauvet prit la résolution de frapper plus profondément encore l'esprit des Touareg Ajjers en dirigeant jusqu'au cœur de leur pays un important détachement français. Le capitaine Touchard, chef de l'annexe d'El-Oued, fut chargé de cette mission. Il devait tenter de forer un sondage artésien à Fort Flatters et achever les travaux déjà entrepris pour permettre l'accès facile du Tassili. Il devaît également essayer d'entrer en relations avec les chefs Ajjers, notamment avec Sultan Ahmoud suzerain de Djanet, lequel, suivant une lettre parvenue à Moussa ag Amastan, l'aménoukal des Hoggars, semblait enclin à accepter notre domination.

Le goum d'El-Oued parvint sans incident à Temassinin qu'il quitta le 10 décembre 1904 accompagné du caïd des Iforas, Abdennebi ag Ali, et d'un notable de cette tribu, Ouantiti ag Abdelhakem. Il emprunta l'itinéraire Aïn-el-Hadjdadj-Menghour et atteignit le 29 décembre le maâder de Tarat où des traces fraîches de campements et de troupeaux attestaient la présence de nomades dans les environs.

Le capitaine Touchard installa son goum dans les beaux pâturages de Tarat et dépêcha le caïd

Abdennebi auprès des chefs de tente. Le caïd des Iforas jouissait d'une grande considération parmi les Touareg imrad ; tout acquis à notre cause, il mit avec empressement à notre disposition le prestige dont il était entouré. Il n'hésita pas à se rendre seul dans les campements pour prêcher la soumission aux Français et ses démarches furent bientôt couronnées de succès. Quelques jours après son arrivée à Tarat le capitaine Touchard avait la satisfaction de recevoir l'hommage de trois importantes tribus serves : les Idjeradjriouen, les Kel Toberen et les Kel Ahras.

Succès incontestable, mais succès incertain ou tout au moins incomplet. Les nobles avaient fait le vide devant la troupe française. Cependant pour que les soumissions recueillies fussent durables il était indispensable d'obtenir également l'adhésion des chefs Ajjers, surtout celles de l'aménoukal Inguedazzen et de Sultan Ahmoud. Inguedazzen se trouvait entre Tarat et Assakao. Quant à Sultan Ahmoud il devait certainement être présent à Djanet; aussi le capitaine Touchard décida-t-il de se rendre dans cette oasis. Son intention était de traverser directement le Tassili, par le col d'Assakao, mais les nouveaux ralliés l'en dissuadèrent avec de tels accents de sincérité, en faisant valoir l'inaccessibilité des pistes chamelières, que l'officier adopta un chemin plus facile, mais plus long, passant par le maâder de Dider.

Première perfidie des imrad. Leurs conseils si pressants étaient destinés à retarder la marche du détachement français vers Djanet afin qu'ils pussent aviser les chefs Ajjers de nos projets et les mettre en mesure de se dérober à toute entrevue.

Le goum du capitaine Touchard fit son entrée dans Djanet le 19 janvier 1905. Pour la première fois un Français foulait le sol de la lointaine oasis du Sahara oriental. Observant une attitude résignée la population atterrée s'était réfugiée sur les sommets rocheux qui encadrent la vallée. La zaouia elle-même, fort d'arrêt plutôt que lieu de prières, construite en 1900 par les Senoussistes après l'arrivée des Français à In-Salah, demeurait silencieuse. On n'entendait aucun cri, aucun bruit dans la palmeraie ou dans les villages pittoresquement bâtis sur des monticules de pierres. Seul un drapeau ottoman, reconnaissable à son croissant blanc sur fond rouge, don du Grand Senoussi, flottait sur le ksar d'Azellouaz, témoignant de l'état d'esprit des habitants à notre égard. Un ordre du chef de la colonne et l'emblème fut rapidement amené puis remis au représentant de la France.

Entrée pacifique. Séjour sans incident. Mais aussi résultats immédiats négatifs. Les chefs Ajjers, prévenus, avaient quitté Djanet et la région à l'approche du détachement et tous les nobles de la confédération les avaient suivis. A Djanet, il ne restait que les habitants des villages,

sédentaires sans influence, imrad attachés à leurs maîtres dans la servitude la plus absolue et avec lesquels il n'était pas possible d'engager de sérieuses conversations en vue de leur soumission. Au surplus leur terreur était si grande que leur unique préoccupation était de ne pas mécontenter le chef français afin d'éviter son courroux.

Après quelques jours passés à Djanet le capitaine Touchard reprit la direction du nord en passant par la plaine d'Admer et le col de Taharadjelli, puis par l'oued Mihero et l'oued Ilezy. Le 21 février 1905 le goum était de retour à Fort Flatters après une absence de deux mois et demi sans incident.

Cette brillante reconnaissance permit au capitaine Touchard de recueillir des renseignements géographiques et ethnographiques très intéressants sur le pays des Touareg Ajjers et notamment sur Djanet. Si, du point de vue politique, elle ne donna pas tous les résultats escomptés elle eut cependant une importance très grande. Les déplacements du goum dans les zones les plus difficiles du Tassili avait causé une profonde impression. Mais ce qui surprit peut-être davantage ce fut l'attitude observée par les goumiers français : les populations ne furent pas molestées; les biens furent respectés; aucun acte de brutalité ne fut commis. Cette pacifique manière de procéder du conquérant ne fut pas le moindre sujet d'étonnement dans ce pays où le pillage était de tradition.

Inguedazzen tint à reconnaître cette attitude dans une lettre envoyée ultérieurement au capitaine Touchard à El-Oued : « Je ne puis, disait le chef Ajjer, que vous confirmer l'alliance conclue entre nous depuis fort longtemps et qui ne cessera pas d'exister. Vous, personnellement, vous êtes allé à Tarat où il y avait des chameaux, des gens et des chèvres. Vous n'avez rien pris; c'est une preuve de votre amitié. Vous ne cherchez que la paix. Dieu vous récompensera par le bien ».

Cependant, en dépit de ces bonnes paroles, la sécurité continuait à être bien précaire dans tout le Sahara oriental. A la vérité, les chefs Ajjers ne pouvaient être rendus entièrement responsables de la recrudescence d'activité des rezzou qui se manifesta après la reconnaissance Touchard. Peut-être étaient-ils sincères dans leur désir de paix et s'apprêtaient-ils réellement, comme l'avait indiqué Inguedazzen au caïd Abdennebi, à suivre l'exemple des Kel Toberen et des Idjeradjriouen. Un coup de main inopportun de nos nouveaux sujets du Hoggar contre des campements Ajjers arrêta ces bonnes dispositions; les prédications haineuses des agents senoussistes l'emportèrent sur les conseils de sagesse du caïd Abdennebi.

Dès lors la guerre était ouvertement déclarée entre les Touareg Ajjers et leurs voisins du Hoggar et, par suite, entre eux et nous.

Sous la conduite de Reskou ag Yahia, redoutable chef de bande renommé pour sa férocité, les rez-

zou se multiplièrent. Les caravanes qui osaient s'aventurer loin de nos postes sans protection suffisante étaient impitoyablement pillées, les troupeaux des nomades soumis, razziés. Notre allié Abdennebi, renié par les siens, ne trouva lui-même son salut qu'en se mettant à l'abri des murailles de Fort Flatters.

A cette même époque parvenait la nouvelle de l'entrée des Turcs sur la scène saharienne. Pour la première fois, le gouvernement Ottoman élevait des protestations contre la démonstration du goum du capitaine Touchard et il revendiquait la possession de l'oasis de Djanet. Des conversations diplomatiques étaient engagées entre Paris et Constantinople. On allait même jusqu'à affirmer qu'un conflit était imminent entre les deux pays pour la possession des confins de Ghat !

En avril 1905 le gouvernement Ottoman décidait l'occupation de l'oasis de Ghat et sans doute aussi de celle de Djanet. Il confiait cette difficile mission à l'un des plus brillants officiers de son armée, le capitaine Djani Bey, officier instruit, parlant notre langue, très au courant des affaires politiques et, de plus, ami et confident de Redjeb Pacha, gouverneur de la Tripolitaine. Cette désignation pour un poste aussi peu important était symptomatique et l'on pouvait y découvrir le désir de la Turquie, suggéré vraisemblablement par une autre puissance étrangère, de nuire aux projets d'unification de l'empire africain français.

Dès que cette nouvelle fut connue, le gouvernement de la métropole résolut de faire acte de souveraineté sur l'oasis de Djanet et l'ordre fut donné au commandant militaire du territoire des oasis sahariennes de faire occuper ce centre par ses méharistes, puis de coopérer avec les troupes de l'Afrique occidentale française à l'occupation du Kaouar dont Bilma est la capitale.

Pour des raisons diplomatiques ces instructions furent ultérieurement annulées de sorte que l'opération projetée ne put pas être exécutée. On se borna à l'envoi de reconnaissances. La plus importante, sous les ordres du lieutenant Cannac, parcourut toute la région comprise entre Temassinin et l'Edjeré, d'une part, l'Igharghar et l'oued Samen, de l'autre. Durant ces déplacements et pendant le séjour prolongé que fit le détachement dans le maâder d'In-Dekkak, le lieutenant Cannac recueillit d'utiles renseignements sur les pistes caravanières et sur l'hydrographie du pays.

Fin 1906 la situation politique se présentait en somme assez bonne. Les Ajjers se maintenaient à nouveau tranquilles ; ils ne manifestaient aucun sentiment hostile à notre égard et nous n'aurions rien eu à leur reprocher si l'un des leurs, le bandit Reskou ag Yahia, n'avait continué ses actes de piraterie, désavoués il est vrai par l'aménoukal Inguedazzen, mais que celui-ci ne pouvait ou ne voulait interdire. Il était urgent de suppléer à ce manque d'autorité et de mettre le coupable hors

d'état de nuire. Ce soin fut confié à un goum de Touareg du Hoggar commandé par Mokhammed ag Othman, khalifa de l'aménoukal Moussa ag Amastan.

La rencontre eut lieu dans le Tadrat, non loin de la frontière Tripolitaine. Reskou, surpris par l'arrivée des Hoggars, capturé et amené devant Mokhammed ag Othman eut aussitôt la tête tranchée.

Tandis que le commandant militaire du territoire des oasis poursuivait ainsi son programme de pénétration vers le Sahara oriental, le cercle de Touggourt ne demeurait pas non plus inactif. En décembre 1906 le commandant Ropert, nouveau commandant supérieur du cercle, envoyait le capitaine Touchard et son goum de Châamba exécuter la reconnaissance d'une route caravanière entre Temassinin et la région de Tadent. Le capitaine, après avoir touché le puits de Temassint à l'est de la Koudia du Hoggar, remontait vers le nord par Admer et Dider et atteignait le puits d'Issebilen, à quelques kilomètres de Menghour, le 15 février 1907. L'officier y trouvait des instructions lui enjoignant de rentrer d'urgence à Touggourt et de cesser toute action politique avec les Touareg Ajjers. Ce rappel était la conséquence d'une décision récente qui avait placé sous l'autorité d'un seul chef tous les territoires sahariens constituant les terrains de nomadisation habituels des Touareg du Nord.

Une expérience de plusieurs années avait, en effet, mis en évidence les inconvénients multiples d'une organisation qui avait eu pour effet de scinder l'action politique vis à vis des Touareg. On n'avait pas tardé à s'apercevoir que l'unité de vue et de méthode s'imposait dans ce pays où les populations, bien que se trouvant en rivalité d'intérêts, avait leur existence trop intimement liée pour qu'elles fussent séparées administrativement.

« Je ne serai jamais d'avis de donner commandement à deux; il vaut mieux un moindre capitaine seul, que deux bons ensemble ». Le gouvernement avait enfin adopté cette formule de Montluc pour l'appliquer au Sahara et toute la politique touareg fut confiée au commandant militaire du territoire des oasis. Le décret du 10 avril 1907 portant réorganisation des territoires militaires du sud de l'Algérie plaçait le pays Ajjer comme le pays Hoggar dans la zone d'action de la compagnie saharienne du Tidikelt.

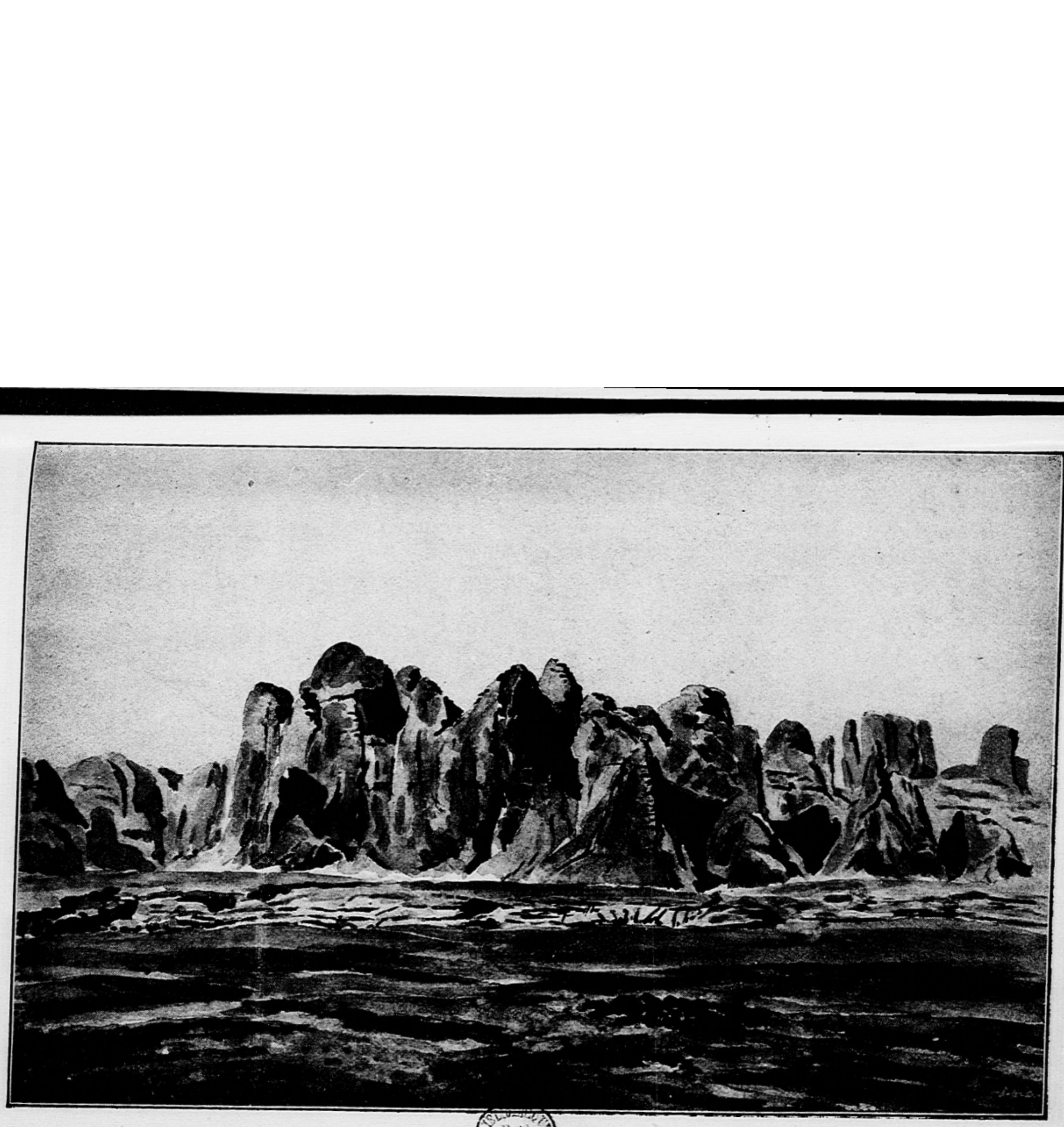
Dès lors, le colonel Laperrine allait pouvoir appliquer son programme sans entrave, suivant sa méthode particulière de pacification. En mai 1907 il envoya le lieutenant Halphen nomadiser en bordure du Tassili avec mission de pénétrer dans l'intérieur du plateau et de prendre contact avec les Ajjers. L'officier visita successivement Tirammar, Afara, Dider et, au cours de ces déplacements, il eut l'agréable surprise de découvrir,

dans une vallée étroite et très encaissée, la palmeraie d'Harir, petite merveille de verdure dans ce pays sévère. A son retour dans les pâturages d'Ahorren, le détachement poursuivit un rezzou Ajjer; il l'atteignit le 20 juillet au puits de Taharaq et les razzieurs durent se disperser en laissant onze des leurs sur le lieu de combat.

Le décret du 10 avril 1907, en élargissant le rayon d'action des méharistes du Tidikelt avait aussi augmenté sensiblement l'effectif de la compagnie. Ce relèvement avait permis au colonel Laperrine de procéder à une nouvelle répartition de ses contingents en constituant notamment deux groupes mobiles, l'un pour la région Ajjer, l'autre pour la région Hoggar, chacun à l'effectif de un officier et environ 100 méharistes, français et indigènes.

Placé sous les ordres du lieutenant Clor le nouveau groupe des Ajjers quitta le Tidikelt le 12 décembre 1907 avec mission de se porter dans la vallée des Ighargharen pour procéder à des reconnaissances en vue de la construction d'un bordj dans cette région. L'occupation définitive du pays des Touareg Ajjers devenait effective. La France faisait acte de souveraineté, mettant ainsi fin à une situation équivoque préjudiciable à l'établissement de la sécurité.

La Turquie était toujours représentée à Ghat par le capitaine Djani Bey, qui exerçait les fonctions de caimakan. Intelligent et très actif, Djani



Escarpements dans le Tassili des Ajjers
(Aquarelle du Général Dinaux)

Bey faisait une sérieuse propagande pour défendre les intérêts de son pays et il annonçait partout que le pays Ajjer appartenait à l'empire Ottoman. Pour donner plus de créance à ses déclarations il s'installait à différentes reprises dans l'oasis de Djanet et y faisait arborer le drapeau turc.

Ces agissements créaient chez les Touareg un état d'esprit qui ne nous était pas favorable. Notre œuvre de pénétration s'annonçait comme devant être très ardue, beaucoup plus compliquée que dans le Hoggar. De ce côté nous avions eu la chance d'avoir pour nous un personnage influent, Moussa ag Amastan, qui entraîna à sa suite toute la confédération. Aux Ajjers, au contraire, nous avions contre nous des chefs écoutés : Attici, Inguedazzen, Sultan Ahmoud qui, encouragés par les Turcs, employaient tout leur prestige à entraver nos efforts et à ramener à eux les quelques tribus serves qui avaient fait leur soumission.

Nous devions donc, tâche peu aisée, combattre, par nos propres moyens, l'influence de ces nobles sur les vassaux.

Pour mettre un terme aux divergences relatives à la frontière, les gouvernements Français et Ottoman avaient décidé d'instituer provisoirement une zone neutre dont la limite ouest était marquée par le 6e degré de longitude est de Paris. En fait, le caimakan de Ghat se souciait assez peu de cette convention. Les détachements turcs ne se gênaient

nullement pour se déplacer dans cette zone neutre et parfois même ils n'hésitaient pas à en franchir la limite pour pénétrer en territoire français. D'autre part, les actes d'hostilité, sinon encouragés du moins facilement pardonnés par les autorités ottomanes, se faisaient de plus en plus nombreux. Le pays était en effervescence et l'on signalait même la formation en Tripolitaine d'une forte méhalla ennemie.

Peu après l'installation du groupe Clor dans les Ighargharen le colonel Laperrine se rendit en personne dans le Tassili pour choisir l'emplacement du futur bordj. Tout d'abord indécis entre la plaine d'Admer et les Ighargharen il s'arrêta à cette dernière région, centre de pâturages et point de passage des caravanes allant ou venant de Ghat à In-Salah d'une part, de Ghat à Ouargla d'autre part. Le bordj fut aussitôt construit à l'angle sud ouest d'un petit plateau rocheux dominant de quelques mètres le lit de l'oued Ilezy, à proximité de l'eau, du bois et où l'on pouvait facilement se procurer de l'argile et du plâtre. C'était une excellente position militaire avec vues étendues, facile à défendre, et offrant des possibilités de création d'un centre de culture dans les environs immédiats

Le bordj reçut de nom de *Fort de Polignac*, hommage rendu à l'ancien explorateur du Sahara oriental et au colonel de Polignac, fondateur de la Société de géographie d'Alger et de l'Afrique du Nord.

Pendant son séjour dans le Tassili le colonel Laperrine réunit plusieurs fois les imrad soumis afin de leur préciser la situation. « Ne vous laissez pas influencer par les mauvaises paroles, leur dit-il. Ne croyez pas ceux qui vous disent que la France et la Turquie sont en désaccord. Les deux gouvernements sont au contraire amis et eux seuls peuvent prendre une décision pour fixer la frontière de votre pays. Mais il y a une chose qui est devenue définitive, c'est notre installation dans le Tassili ». Et en même temps le commandant militaire des oasis procéda à l'organisation politique suivant les principes qu'il avait exposés à ses chefs directs :

« Chez les Touareg, avait-il écrit au gouverneur général, l'influence des castes nobles est encore très grande; donc toutes les fois que c'est possible nous devons maintenir, au moment de la soumission, leur primitive organisation féodale, quitte à la modifier petit à petit, car il est autrement facile de modifier une organisation existante à mesure que l'on en découvre les abus que de créer de toutes pièces un organisme nouveau, surtout lorsqu'il s'agit d'administrer des gens sur les mœurs et coutumes desquels on est encore fort mal documenté. C'est ce qui a fort bien réussi avec les Hoggars, mais avec les Ajjers ce n'est plus la même chose; avec eux nous n'avons pas le choix, les nobles s'étant déclarés absolument contre nous et ayant même fait acte de soumis-

sion aux Turcs. Avec eux nous sommes obligés de procéder d'une façon toute différente par la désagrégation de la confédération ».

Pour l'application de ces principes, le colonel Laperrine renonça à centraliser le commandement entre les mains d'un seul chef indigène comme au Hoggar, et il donna à chaque tribu un chef qui releva directement de l'officier commandant la région Ajjer.

Au mois de juin 1908 le commandant du territoire quittait le Tassili pour se rendre dans le Hoggar et, de là, regagner ensuite In-Salah. A la même date le groupe mobile des Ajjers passait entre les mains du lieutenant Halphen et s'installait en permanence dans la zone comprise entre Ilezy et l'oued Tikhammalt.

La révolution turque survenue en septembre 1908, en amenant au pouvoir les dirigeants du comité *Union et Progrès*, allait avoir d'importantes répercussions en Tripolitaine. Le gouverneur Redjeb Pacha, appelé à Constantinople pour y prendre la direction du ministère de la Guerre, mourut dans la nuit qui suivit son arrivée dans la capitale ottomane. Peu après le capitaine Djani Bey était relevé de son commandement et les troupes turques retirées de la garnison de Ghat. Ces décisions commandaient de notre part des mesures immédiates en prenant possession effective des territoires indiscutablement placés sous l'influence française. D'autre part, le gouverne-

ment venait de décider qu'une jonction serait effectuée dans la région de Djado entre les méharistes algériens et les troupes soudanaises de Bilma.

Le capitaine Niéger, nouveau commandant de la compagnie saharienne du Tidikelt, fut chargé de prendre la direction des opérations. Arrivé le 15 octobre à Fort de Polignac où il trouva le lieutenant Nivelle, désigné pour succéder au lieutenant Halphen, le capitaine parcourut le Tassili, entra en rapports avec les imrad et leurs chefs et parvint dans la plaine d'Admer. En chemin il avait reçu un courrier lui apportant le contre-ordre concernant la jonction envisagée avec les troupes du Kaouar. Néanmoins, le capitaine Niéger estima utile de prolonger son séjour à Admer, car il avait appris qu'un gros rassemblement de Touareg s'était opéré aux abords de Ghat, et ce n'est que lorsque ce groupement hostile se fut dispersé que le commandant du Tidikelt rejoignit In-Salah en janvier 1909. Il ne devait d'ailleurs pas y rester longtemps car les événements n'allaient pas tarder à le rappeler vers la frontière tripolitaine.

La situation était assez troublée. L'espoir que l'on avait eu d'un changement de politique des Ottomans favorable à nos projets avait été déçu. Les « jeunes turcs » se montraient encore plus intransigeants que leurs prédécesseurs et d'un chauvinisme plus agressif. Leur nouveau repré-

sentant è Ghat, le capitaine Nouri, excitait les Touareg contre nous et c'est à son instigation que le chef Inguedazzen avait réuni ses guerriers pour empêcher notre progression ainsi que notre jonction avec Bilma.

Ainsi encouragés les Touareg multipliaient les rezzou contre nos protégés Hoggars et Ajjers et les razzieurs, leur coup fait, pouvaient tranquillement rentrer chez eux sans que nous eussions la possibilité de les poursuivre pour les châtier. Quant aux Turcs ils se montraient tout aussi arrogants en pénétrant dans la zone neutre et parfois même sur notre territoire. Cette attitude discourtoise, dont souffrait notre prestige auprès des populations, devait être sanctionnée vigoureusement.

Le 14 février 1909 la section de l'adjudant Hugot se trouvait au pâturage dans l'oued Ouariren lorsque, dans l'après-midi, la sentinelle signala l'arrivée d'une caravane, escortée de soldats turcs. Le sous-officier avait des ordres formels : interdire au besoin par la force tout détachement turc de dépasser la limite fixée. Cependant le convoi s'avançait et parvenait à 400 mètres du camp français. L'adjudant fit faire les sommations, envoya même un parlementaire pour enjoindre à l'officier commandant du détachement turc de se retirer. Hugot ne disposait alors que de treize hommes et sans doute les Turcs s'imaginaient-ils qu'une aussi faible troupe n'oserait pas s'opposer à leurs vingt

fusils et aux cent commerçants et chameliers de la caravane. Ils se trompaient. Les Ottomans ayant continué d'avancer l'adjudant Hugot fit ouvrir le feu et ce fut alors, dès les premiers coups de fusil, une fuite éperdue des soldats de la Sublime Porte, officier en tête, en laissant sur place la caravane et leurs propres animaux de transport.

Cette affaire de minime importance fit cependant grand bruit dans les milieux diplomatiques franco-turcs. Il y eut échange de notes entre Constantinople et Paris puis entre Paris et Alger, et enfin entre Alger et In-Salah. Finalement l'incident fut clos par l'envoi au commandant du territoire des oasis de directives lui prescrivant d'observer une grande « prudence » et donnant plutôt de vagues conseils que des précisions nettes sur la conduite à tenir.

Les attaques incessantes, les difficultés que le groupe des Ajjers éprouvait pour atteindre et punir les coupables provoquèrent la concentration de troupes comprenant, en plus du groupe des Ajjers, un goum de méharistes Châamba commandé par le lieutenant Ardaillon et le groupe du Hoggar du lieutenant Sigonney. D'autre part, l'aménoukal Moussa ag Amastan avait rassemblé 400 de ses guerriers pour partir en contre-rezzou contre les tribus adverses afin de reprendre possession des chameaux que celles-ci avaient fait razzier. La capitaine Niéger, désigné pour commander l'ensemble des forces, arrivait à Fort de

Polignac en avril 1909. Il y apprenait qu'un important rassemblement se constituait à Ghat sous les ordres d'Inguedazzen pour marcher contre nous et contre les tribus soumises.

Le capitaine Niéger prenait aussitôt ses dispositions pour contrarier les projets d'Inguedazzen. Une fois de plus la fameuse formule « manifester la force pour n'avoir pas à s'en servir » porta ses fruits. Apprenant la présence de troupes françaises nombreuses, Inguedazzen renonça à toute expédition et regagna le Fezzan avec la plupart de ses hommes. On lui prêtait même l'intention, ainsi qu'à Sultan Ahmoud, de demander l'aman. Ces résultats amenèrent une détente immédiate et les imrad plus confiants se rapprochèrent de nous. Plusieurs tribus confirmèrent leur soumission, sauf toutefois les habitants de Djanet. Il est vrai que ceux-ci ne savaient à quelle solution se résoudre. Nous n'avions encore occupé Djanet que quelques heures, et il y avait de cela plusieurs années, tandis que les Turcs au contraire y étaient venus depuis y faire de fréquents séjours et avaient même fait arborer leur drapeau.

Une démonstration de nos troupes devant Djanet s'imposait. A maintes reprises notre diplomatie avait réclamé ce droit auprès de la Porte, mais ces interventions étaient demeurées sans réponse. Le 27 février 1909, dans un rapport au ministre des Affaires Etrangères, M. Constans, notre ambassateur, s'exprimait ainsi :

« ... l'envoi d'agents des deux gouvernements chargés de régler sur place les contestations pourrait contribuer utilement au maintien du statu quo. Mais la réalisation d'un pareil projet présumerait la bonne volonté du gouvernement impérial à éclaircir une situation que, d'après son silence, il ne semble pas disposé à dénouer volontiers... Un emploi judicieux de détachements d'un nombre d'hommes égal et même supérieur à celui des soldats turcs qui, de temps à autre, occupent provisoirement Djanet, me paraît le plus sûr moyen de mettre un terme à une situation dont la solution volontairement retardée par la Sublime Porte traîne depuis trop longtemps déjà ».

Et le gouverneur général de l'Algérie, en envoyant copie de cette correspondance, ajoutait : « ... J'appelle tout particulièrement votre attention sur les derniers paragraphes de ce document au sujet des progrès des troupes ottomanes dans la zone contestée sur la frontière tripolitaine ».

Le capitaine Niéger analysa soigneusement les termes de ces lettres contenant des instructions si peu précises et il décida d'agir au mieux des intérêts de la France. L'occasion était trop favorable pour ne pas la mettre à profit. La démonstration militaire de Djanet fut ordonnée.

Rassemblée dans l'oued Essendilen, le 14 juillet 1909, la colonne Niéger forte de 170 fusils et d'un canon de 80 m/m de montagne, arriva en vue de Djanet le 18 juillet 1909. Des émissaires

avaient été envoyés aux habitants afin de les informer de nos intentions pacifiques et pour les inviter à recevoir nos troupes avec le même esprit, mais aucune réponse ne leur avait été remise. Bien mieux, dès leur départ un drapeau turc avait été hissé au sommet d'un mamelon rocheux, geste significatif qui traduisait éloquemment les sentiments dont les ksouriens de Djanet étaient animés à notre endroit.

C'est ce drapeau qu'aperçut tout d'abord le capitaine Niéger en approchant de l'oasis. Puis il distingua à la jumelle des groupes d'hommes armés paraissant disposés au combat. Le chef de la colonne ne voulut cependant pas brusquer les choses et avant d'engager une lutte dont l'issue ne pouvait que nous être favorable, il tenta un dernier effort de conciliation. Pendant que les méharistes avançaient avec précaution dans la vallée et que la pièce de canon, braquée sur le village d'Azellouaz, était prête à entrer en action, la population était invitée à déposer les armes et à amener l'emblème ottoman. Un délai d'une heure lui était accordé au delà duquel il serait procédé au bombardement des villages et à l'attaque de l'oasis en cas de refus.

Les Kel Djanet s'empressèrent d'exécuter ces ordres et leurs notables vinrent au camp français s'incliner devant le chef de la colonne. Toutes les armes furent confisquées et détruites afin de prévenir une trahison possible, car nous devions tou-

jours craindre une réaction des nobles réfugiés en Tripolitaine. Le capitaine Niéger avait bien fait prévenir Inguedazzen et Sultan Ahmoud de son désir de les rencontrer à Djanet, mais l'un et l'autre n'avaient pas jugé opportun de répondre à cette offre. Inguedazzen était resté prudemment au Fezzan. Quant à Sultan Ahmoud il avait quitté Djanet deux jours avant l'arrivée des Français; senoussiste sectaire, il ne voulait avoir aucun contact avec les chrétiens.

Après avoir séjourné une dizaine de jours à Djanet, la colonne se dispersa et chacun de ses éléments rejoignit sa base normale. Le capitaine Niéger poursuivit son action politique dans le Tassili accompagné du lieutenant de Saint Maur, puis il rentra au Tidikelt à la fin du mois de septembre.

Tandis que se passaient ces événements, la France et la Turquie signaient un *modus vivendi* aux termes duquel les caravanes transsahariennes pourraient être escortées par les troupes des deux puissances en prenant Djanet comme point de relève. La question de la délimitation d'une frontière demeurait ainsi réservée et celle de la propriété de Djanet de nouveau écartée. Se basant sur cette convention le lieutenant turc Amar Mokdad vint s'installer à demeure à Djanet avec un détachement de 20 soldats et lorsque le lieutenant de Saint Maur se présenta dans l'oasis, le

7 janvier 1910, il y fut reçu par l'officier ottoman avec égards, mais aussi en invité.

Dès ce moment les rencontres de ce genre devinrent assez fréquentes; le lieutenant commandant le groupe des Ajjers s'ingéniait à éviter toute cause de conflit dans l'espoir qu'un arrangement interviendrait bientôt pour faire cesser un état de choses qui ne pouvait se prolonger sans danger; de son côté l'officier turc se montrait correct, mais il n'en continuait pas moins sa propagande contre nous avec la plus mauvaise foi.

En février 1910 un accord était enfin passé entre la France et la Turquie pour « faire discuter par une commission mixte composée de délégués du gouvernement Turc et du gouvernement Tunisien, le tracé de la frontière tuniso-tripolitaine entre la mer et l'oasis de Ghadamès ». Ce n'était pas encore la délimitation du pays Ajjer, mais l'on pouvait espérer que celle-ci ne tarderait plus et que la commission, après avoir atteint Ghadamès, poursuivrait ses travaux jusqu'à l'oasis de Ghat. Il n'en fut rien. Aussi surprenant que cela puisse paraître, l'Algérie n'avait été ni représentée à cette commission ni consultée sur ses délibérations, de sorte que la question de la frontière au sud de Ghadamès n'y fut même pas discutée.

Le maintien de la zone neutre, sorte de zone tampon dont l'accès était interdit aux détachements des deux puissances, provoqua plusieurs incidents dont l'un revêtit un certain caractère de

gravité. Malgré les protestations de notre ambassadeur à Constantinople, les Turcs avaient construit dans l'oued Tarat, c'est-à-dire dans le secteur interdit, un petit fortin qu'ils occupaient en permanence. Au mois d'avril 1910, dans ce même oued Tarat, se présentait un gros convoi de ravitaillement escorté de Touareg armés et de soldats ottomans sous la direction d'un officier; auprès de ce dernier se trouvait notre vieil ennemi Attici ag Amellal, très fier du titre d'aménoukal des Hoggars que ses alliés lui donnaient. Le lieutenant turc faisait hisser le drapeau au faîte du fortin, puis en termes très vifs il enjoignait par lettre au commandant du détachement français d'évacuer la contrée en le menaçant de représailles.

Le lieutenant de Saint Maur eut la sagesse de laisser cette impertinence sans réponse et d'en référer à son chef, le colonel Laperrine, venu en tournée d'inspection en pays Ajjer.

Le colonel se proposait de régler sur place de nombreuses questions : organisation politique des nouvelles tribus soumises; décisions à prendre vis à vis des dissidents rentrés dans leur tribu; création des centres de culture; travaux de pistes, de bordjs; aménagement de points d'eau; mais surtout étude de la frontière. Le commandant militaire comptait que cette étude serait facilitée par l'arrivée prochaine du commandant Colonna de Lecca, de l'infanterie coloniale, autorisé à rejoindre Zinder par Tripoli, Mourzouk, Ghat et Djanet.

Cet officier devait être accompagné du moutzarrif de Mourzouk et le colonel Laperrine avait écrit à ce dernier pour le prier de venir personnellement jusqu'à Djanet où il serait heureux de le rencontrer. Le commandant Colonna de Lecca ayant dû, par ordre supérieur, faire demi-tour sur Tripoli, la rencontre souhaitée ne put avoir lieu.

Sur les entrefaites on apprenait des nouvelles intéressantes : Djanet était évacuée par les Turcs; une compagnie d'infanterie ottomane occupait Ghadamès ; le caimakan de Ghat, très francophobe, avait été révoqué. Il semblait que la Porte cherchât à appliquer à notre égard une politique plus conciliante. En revanche le moutzarrif de Mourzouk, Samy Bey, que les Touareg appelaient « l'Inglèse », continuait à agir contre nous. C'était un dangereux adversaire. Ancien officier de la marine turque, intelligent, distingué, parlant couramment l'anglais et un peu le français, Samy Bey laissait se propager le bruit de son arrivée prochaine à Djanet et de son intention d'y faire construire un bordj. Tout en se montrant très aimable dans ses correspondances avec nous, il encourageait les rezzou qui voulaient opérer sur notre territoire et leur assurait un refuge sûr à leur retour.

Le colonel Laperrine aurait voulu que cette situation cessât et il avait insisté en ce sens auprès du gouvernement : « La conception d'une zone neutre dans un pays comme le Sahara est une

conception néfaste, écrivait-il. Si les deux riverains s'abstiennent d'y faire la police c'est le refuge des pillards; si un des riverains seul y fait la police il se crée des droits pour l'avenir au détriment du statu quo; si les deux riverains y font la police ensemble c'est la source de conflits, d'incidents de frontière à moins d'entente absolue, ce qui est loin d'être le cas ». Le colonel insistait pour que l'on décidât le tracé de la frontière et, en attendant, il suggérait de foire occuper Djanet par deux officiers commissaires, l'un Turc, l'autre Français, qui assureraient en commun la police dans la zone neutre. Ces propositions judicieuses ne devaient pas être admises. Après avoir séjourné du 15 avril au 29 juin 1910 dans le Tassili, le commandant militaire des oasis rentrait à In-Salah et quittait le Sahara pour prendre le commandement d'un régiment de cavalerie en France. Le capitaine Niéger, de son côté, était affecté dans la métropole et remplacé à la tête de la compagnie saharienne du Tidikelt par le capitaine Charlet.

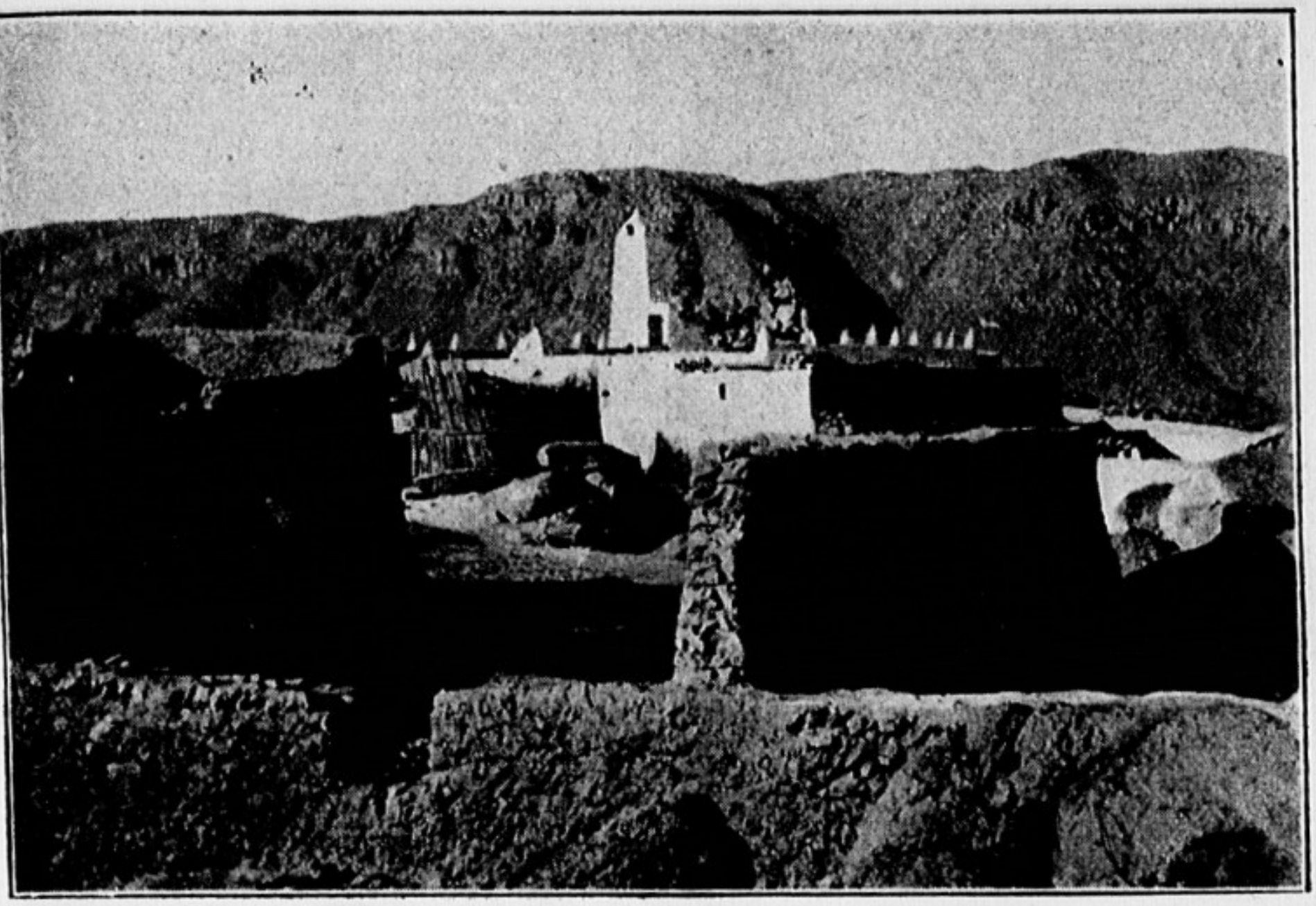
Dès janvier 1911, le chef d'escadrons Payn, successeur du colonel Laperrine, partit en tournée d'inspection aux Ajjers, suivi quelques mois après du capitaine Charlet. Les relations avec les Turcs ne s'étaient pas améliorées et des deux côtés de la zone neutre chacun demeurait sur ses positions, les officiers ottomans évitant tout contact avec les nôtres. Le capitaine Charlet essaya d'avoir une entrevue avec le caimakan J. Atif Bey de Ghat;

il lui proposa un rendez-vous à quelques kilomètres du col d'Assakao où il se rendit lui-même accompagné du lieutenant Ardaillon et d'une trentaine de méharistes, mais il n'y trouva qu'un porteur de courrier. Dans une lettre, fort courtoise d'ailleurs, le caimakan exprimait ses regrets de ne pouvoir répondre à l'invitation contraint qu'il était, disait-il, de se rendre à Tripoli où l'appelait une convocation urgente de ses chefs.

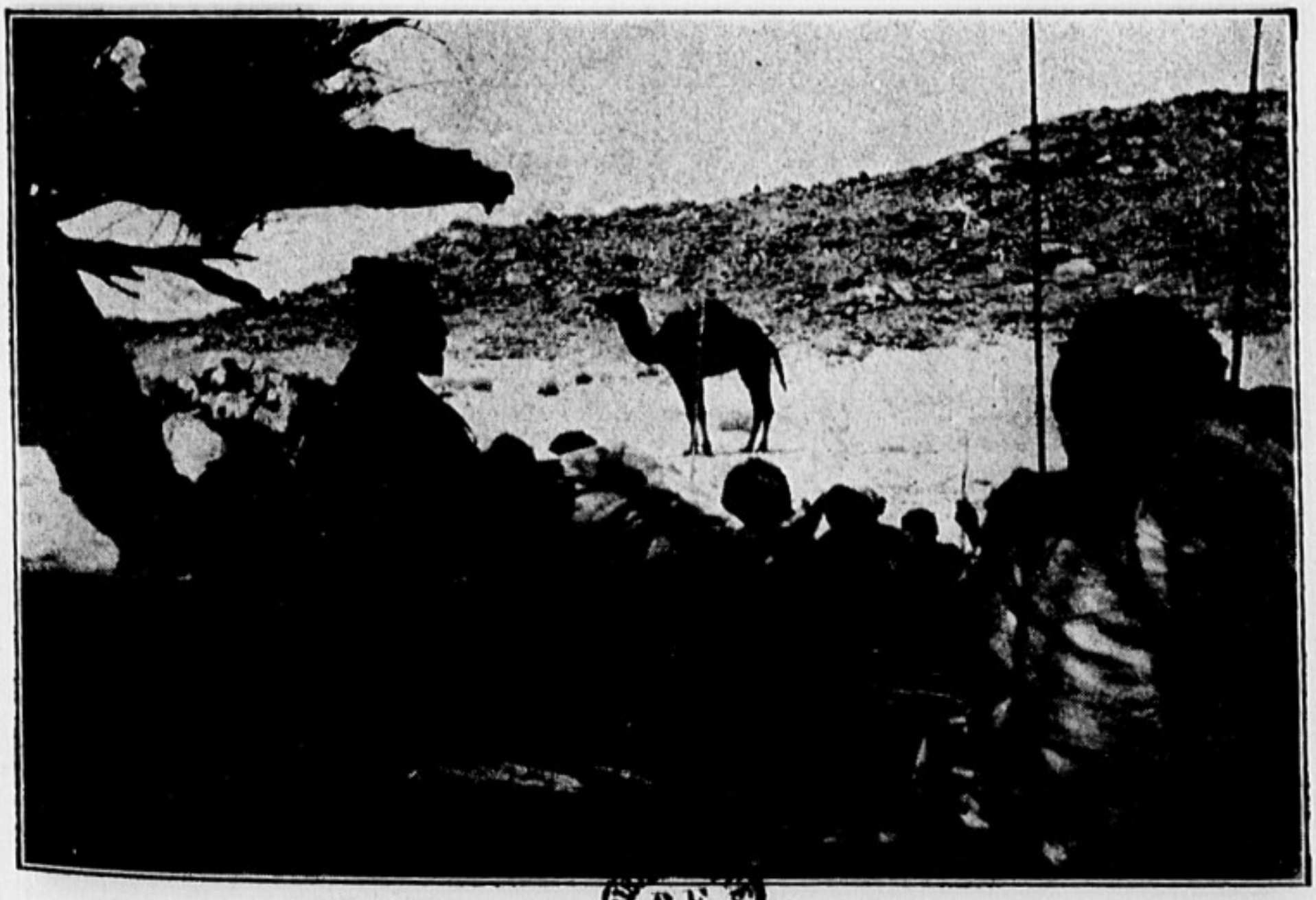
Cette réponse ne surprit pas le capitaine Charlet qui ne comptait pas être plus favorisé que ses prédécesseurs. Son objectif était, au surplus, atteint puisqu'il lui avait ainsi été possible de séjourner dans la zone neutre, de prendre contact avec des Tripolitains, et de recueillir des renseignements de grand intérêt. L'officier prolongea encore son séjour aux Ajjers, puis il se disposait à regagner In-Salah, lorsque, à son passage à Temassinin, il apprenait la nouvelle de la déclaration de guerre de l'Italie à la Turquie, et recevait l'ordre d'occuper l'oasis de Djanet ainsi que l'oued Tarat.

L'entrée de nos troupes à Djanet s'opéra pacifiquement le 27 novembre 1911 « sans violence et sans bruit » selon les instructions du gouvernement. Les djemâas, moins récalcitrantes que deux ans auparavant, se portèrent au devant du chef de la colonne et l'assurèrent de leurs sentiments de loyalisme.

Le capitaine Charlet prit possession de la zaouïa senoussiste, au haut de laquelle il fit flotter



Mosquée Senoussiste de Djanet
devenu le Fort Charlet



Palabre avec les chefs touareg
(Capitaine Charlet)

le drapeau français, et y installa un poste permanent. Il ne pouvait plus être question désormais de zone neutre. Les Turcs avaient peu à peu disparu de la région et nous demeurions seuls maîtres du pays. Les nobles ne s'y trompèrent point. Eux qui, jusqu'alors, inclinaient vers les Ottomans, se trouvaient maintenant dans une fâcheuse posture. Ils se rendaient compte que leur indépendance allait bientôt cesser, mais ils hésitaient encore dans le choix de la puissance, France ou Italie, à laquelle leur intérêt les conseillait de se soumettre.

L'occupation de l'oued Tarat, le 3 décembre 1911, acheva de les convaincre et, bientôt, ils s'enquerraient de nos dispositions à leur égard, des conditions d'aman, etc... On pouvait donc espérer que leur ralliement se réaliserait dans un bref délai.

En fait, les soumissions d'imrad se présentèrent assez nombreuses, mais les chefs Ajjers ne se décidaient pas à faire la démarche décisive auprès des autorités françaises. Ils affirmaient néanmoins de leurs intentions pacifiques à notre égard, tout en préparant clandestinement une revanche qu'ils souhaitaient prochaine. Nous savions, en effet, qu'un centre d'agitation religieuse était en formation dans le Fezzan et qu'une harka de plus de quatre cents combattants se rassemblait sous la direction du Sultan Ahmoud et d'Inguedazzen en vue de reprendre Djanet.

L'effervescence qui régnait en Tripolitaine par suite du conflit italo-turc ainsi que ces projets des chefs Ajjers nécessitèrent la concentration dans la région de forces de police importantes placées sous les ordres directs du commandant militaire du territoire des oasis.

Ces mesures arrêtèrent toute velléité d'agression chez nos adversaires. La sécurité était redevenue si apparente que le commandant Payn jugea le moment favorable à l'exécution d'une liaison depuis longtemps projetée entre les troupes soudanaises de Bilma et les méharistes du groupe des Ajjers dans la région de Djado.

Le lieutenant Gardel, nouveau commandant du groupe, fut chargé de diriger cette importante reconnaissance devenue nécessaire depuis la réoccupation de la région de Bilma par les troupes soudanaises. Entre Djanet et Djado une large trouée de près de cinq cents kilomètres n'avait pas encore été explorée, sauf sur une certaine partie par l'autrichien Nachtigall lorsqu'il s'était rendu au Tchad en 1870, venant de Mourzouk, par Bilma et N'Guigmi. On savait que les pâturages y étaient rares et les points d'eau à peu près inexistants. Les rezzou tebbous parcouraient cette contrée sans crainte d'être poursuivis lorsque, après une razzia chez les Ajjers, ils regagnaient leurs repaires du Tibesti, région que ne devaient occuper qu'en 1913-1914 les troupes du commandant Lofler, de l'infanterie coloniale. La jonction

envisagée devait permettre de reconnaître une région nouvelle et de préciser les mesures de police communes à mettre en œuvre par les autorités françaises des deux territoires voisins.

Accompagné de quarante méharistes, le lieutenant Gardel quitta Djanet le 3 avril 1913. Des bruits de formation d'une harka en Tripolitaine circulaient bien dans le pays, mais depuis si longtemps on enregistrait tant d'informations tendancieuses et contradictoires au sujet de cette harka que l'on n'y croyait plus. Le capitaine Charlet lui-même, arrivé depuis peu du Hoggar, ne s'opposa pas, en dépit de la sûreté de ses renseignements, au départ du détachement. Cependant deux jours après avoir quitté Djanet, le chef de la reconnaissance recevait de son capitaine de telles précisions sur la harka qu'il renonça momentanément à sa mission. Le détachement prit alors la direction d'Esseyen-n-Afahla, petit centre de culture situé non loin de Ghat, où il arriva le 10 avril au matin.

Le village d'Esseyen était complètement abandonné de ses habitants, alors que quelques jours auparavant nos méharistes envoyés en patrouille y avaient été fort bien reçus. Ce départ précipité confirmait les informations recueillies sur la harka et il fallait s'attendre à une attaque imminente. Le lieutenant Gardel fit prendre immédiatement toutes les dispositions défensives nécessaires ; le camp fut installé sur des monticules sablonneux

couverts de tamarix et entouré de branches épineuses de tahla.

Dans l'après-midi les sentinelles donnèrent l'alerte : des méharistes ennemis et de nombreux hommes à pied apparaissaient à moins d'un kilomètre et se rapprochaient rapidement du camp. Aussitôt la fusillade commença de part et d'autre et le combat inégal à quarante contre plus de trois cents se poursuivit sans arrêt durant toute la journée et la nuit qui suivit. Jugeant la situation désespérée, le lieutenant Gardel confia un courrier pour Djanet à l'un de ses sahariens qui devait réussir à remplir sa périlleuse mission. Puis, le 11 avril au lever du jour, à bout de munitions, mais non d'énergie et de volonté, le vaillant officier réunit sa petite troupe et décida de tenter une sortie à la baïonnette, suprême et fragile chance de salut.

Avec le plus parfait mépris de la mort les méharistes, officier et gradés français en tête, sortirent de leurs abris et se lancèrent avec impétuosité contre leurs assaillants. L'attaque fut si soudaine et si imprévue que ceux-ci, complètement surpris et affolés, s'enfuirent de tous côtés dans le plus grand désordre, laissant sur le terrain environ soixante-dix morts et de nombreux blessés.

Le retour à Djanet des méharistes s'effectua sans autre incident par le col d'Abdennefog où ils rencontrèrent le détachement du capitaine Charlet, parti au secours du lieutenant Gardel dès récep-

tion de son mot ainsi libellé : « Si vous ne nous secourez pas immédiatement nous sommes f..... Tous les chameaux sont morts, Ali Boukhechba gravement blessé. Islaman, Abidin, tués. Belle conduite des hommes. 150 fusils à tir rapide. Adieu ».

Le combat d'Esseyen, réplique du combat de Tit dans le Hoggar en 1902, eut un retentissement considérable jusqu'au Fezzan. La harka se désagrégea et ses éléments se replièrent en désordre sous la conduite d'Inguedazzen et du Sultan Ahmoud qui se retirèrent définitivement à Mourzouk.

A la fin de l'année 1913 l'occupation de la Tripolitaine par les Italiens laissait prévoir une amélioration de la situation générale de la région Ajjer. Ghadamès, occupée par les troupes royales, allait cesser d'être un foyer d'intrigues. Une entente amicale entre les autorités des deux puissances, française et italienne, semblait devoir faciliter l'œuvre de pacification déjà bien avancée. Les premiers mois de l'année 1914 confirmèrent ces excellentes impressions, mais la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France, qui eut sa répercussion jusque dans le Sahara, devait susciter en pays Ajjer des troubles graves qui mirent en péril, à un certain moment, la souveraineté de la France dans toute la zone saharienne.

CHAPITRE IX

La pénétration vers l'Ouest

LES reconnaissances exécutées en 1902 et 1903 par le lieutenant Guillo-Lohan dans le Hoggar et par le commandant Laperrine dans l'Adrar-Ahnet, avaient affirmé la grande valeur saharienne des troupes méharistes nouvellement créées. L'expérience était concluante : nous avions forgé l'instrument idéal de notre pénétration saharienne; sans bruit et sans grands frais les méharistes venaient de prouver leur complète efficacité.

A leur sujet le professeur E. F. Gautier, qui avait accompagné le commandant Laperrine dans sa tournée, écrivait d'Adrar le 16 juin 1903, dans une lettre au Comité de l'Afrique française :

« L'outil dont on s'est servi est admirablement adapté à la besogne; les méharistes des compagnies sahariennes sont une tribu nomade militairement encadrée; ils ignorent la garnison ou ne la connaissent qu'à de longs intervalles; leur temps de service s'écoule pour la plus grande partie

dans ce qu'on appelle ici les « pâturages », c'est-à-dire dans les oueds inhabités énormément éloignés les uns des autres, épars à la surface du désert, où le chameau trouve sa vie. Ces taches de verdure se broutent assez vite jusqu'à la racine de leurs pauvres arbustes épineux; leur virescence est d'ailleurs capricieuse comme les orages et les sécheresses qui la conditionnent. Il faut changer souvent et chercher la vie de ses bêtes à quelques centaines de kilomètres plus loin. Les distances ne comptent plus, l'espace et le temps s'effacent, le méhari et son cavalier mènent une existence rêveuse de gazelles et d'antilopes. Pour aimer un pareil genre de vie il faut des nomades de naissance, à qui elle offre le charme des habitudes d'enfance... Il faut que le désert suffise au recrutement de sa police et il y a suffi : les nomades Châamba d'Ouargla et d'El-Goléa se sont trouvés là, à point, habitués à nous et mis en confiance par un contact de vingt années. Ils font des soldats un peu étranges au premier abord, familiers et presque irrespectueux, trop grands seigneurs pour n'être pas de déplorables ordonnances, mais braves, sûrs, incroyablement résistants et débrouillards. Le temps viendra où ils auront pour collègues les Touareg eux-mêmes. A mesure que le banditisme devient impossible, il ne reste aux voleurs de grands chemins, habitués à la vie au grand air et au port des armes, d'autre ressource que de se faire « gendarmes ». »

Peinture pittoresque et prise sur le vif. Les événements devaient donner entièrement raison aux créateurs de ce corps d'élite, ainsi qu'à la perspicacité du professeur Gautier.

Tandis que les méharistes de la compagnie saharienne du Tidikelt concentraient leurs efforts à la pacification du pays touareg et à la liaison avec le Soudan, le commandant Laperrine orientait la compagnie saharienne du Touat vers le sud-ouest, région qui n'avait encore été visitée en partie que par quelques rares explorateurs et qui demeurait à peu près totalement inconnue.

C'est René Caillé qui, le premier, traversa la Mauritanie en 1828 à son retour de Tombouctou. L'Anglais Davidson, voulant renouveler cet exploit, fut assassiné en cours de route en 1836. Sept années plus tard un homonyme du héros de la première traversée saharienne, le lieutenant-colonel Caillé, parcourut le pays et en 1850 Léopold Panet atteignit Mogador en partant de Saint Louis du Sénégal.

Pendant une période de trente années on n'enregistre que l'audacieuse exploration du capitaine d'état-major Vincent dans l'Adrar en 1860. Puis, après le voyage d'Oscar Lenz en 1880, le Français Paul Soleillet visita le Trarza la même année. En 1887 Camille Douls, qui devait trouver une fin tragique dans le Touat, put explorer une grande partie de la Mauritanie septentrionale en se faisant passer pour un négociant musulman. Citons encore

l'exploration de Léon Fabert dans le pays trarza en 1894 et nous arrivons à la première grande mission d'études envoyée dans le Sahara occidental.

Cette mission, dirigée par M. Blanchet et escortée par une trentaine de tirailleurs sous le commandement du lieutenant Jouinot-Gambetta, était chargée d'étudier les salines d'Idjil ainsi que les richesses supposées du sous-sol de l'Adrar. Partie de Saint-Louis en mars 1900, elle atteignit Atar sans incident. Quatre jours après son arrivée dans cette cité, la mission fut assaillie traitreusement par un groupe de guerriers et elle dut soutenir un siège en règle contre la population. Finalement les Français furent faits prisonniers et durent subir de longs mois de captivité très pénible avant d'être délivrés grâce à l'intervention d'un chef indigène local.

Un grand nom domine cette période de l'histoire de la pénétration française dans l'ouest saharien, celui de Xavier Coppolani.

En 1902, au mois d'octobre, Coppolani est chargé d'une mission spéciale en Mauritanie. Tout de suite il acquiert auprès des Maures un prestige et un ascendant considérables qu'il doit à sa profonde connaissance de la société musulmane et de la psychologie des habitants de ce pays. En 1903 Coppolani est nommé délégué du gouvernement dans les pays maures et l'année suivante, le 26 novembre 1904, il est investi des fonctions de commissaire du gouvernement général en Mauritanie

qui venait d'être organisée en « Territoire civil de la Mauritanie ».

Coppolani s'était imposé à l'admiration des tribus locales dès ses premiers contacts avec elles. Son panégyriste, l'interprète militaire Mahmadou Ahmadou Ba, dit de lui que « sa grande persuasion et l'agrément de sa conversation l'avaient fait considérer comme un charmeur à l'égal des *mahdi* qui surgissent de temps à autre dans le monde musulman et qui, par la seule vertu de leur parole, s'assurent des succès politiques que de grosses mehallas ne leur procureraient qu'avec peine. Ses facultés d'assimilation étaient telles que certains virent en lui un musulman remarquablement doué devenu Français ».

L'influence de plus en plus grande qu'exerçait Coppolani sur les Maures lui avait attiré la haine de nos adversaires qui considéraient son action comme un danger permanent pour l'union des musulmans. La mort du « charmeur » était ardemment souhaitée, car on espérait qu'elle mettrait un terme aux progrès de notre pénétration. Le 13 mai 1905 Coppolani tombait à Tidjikdja sous les coups d'un obscur chérif, fanatique halluciné, et cette mort allait provoquer une recrudescence d'activité contre nos projets de pénétration.

Le Sahara occidental est une immense zone désertique caractérisée par des Hauts-Plateaux, qui s'étendent depuis le Tafilalet jusqu'au voisinage de la Seguiet-el-Hamra, et par de grandes

masses de dunes de sables comme l'erg Iguidi et l'erg Chech.

Les Hauts-Plateaux du Drâa séparent les versants atlantique et saharien. C'est une grande surface tabulaire rocheuse, aride, coupée de quelques bas-fonds, offrant néanmoins des facilités de circulation et contenant des points d'eau assez nombreux sur son pourtour. De hautes falaises abruptes dominent, vers l'ouest et le nord-ouest, une région tourmentée où les affluents du Drâa et de la Seguiet-el-Hamra se sont creusé de profonds canons. Vers l'est, l'erg Iguidi, riche en pâturages et en eau, et l'erg Chech, moins privilégié à cet égard, se prolongent en direction de la Mauritanie par les falaises longitudinales du Hank qui prend naissance au sud du plateau des Eglabs, puis par le massif sablonneux de la Makteir et les grands regs de la Mauritanie méridionale.

Le Sahara occidental est, pour ainsi dire, vide d'habitants. Sauf dans la partie qui avoisine la côte de l'Atlantique, c'est le désert absolu où l'on ne rencontre âme qui vive durant des centaines de kilomètres. Cependant, en des temps très lointains, ce pays dut être très peuplé ainsi qu'en témoignent les nombreux vestiges dont le sol est parsemé. Partout, en effet, on retrouve des traces de la présence de l'homme de la préhistoire : monuments mégalithiques, sépultures préislamiques, pierres taillées de l'époque néolithique, et

peut-être même paléolithique, objets de parure, gravures rupestres, preuves troublantes que d'importants groupements humains ont vécu jadis dans ces régions.

Un seul centre de vie humaine rompt l'implacable solitude de ce *no man's land :* la petite oasis de Tindouf créée par les Tadjakant, tribu de riches commerçants. Le village est aujourd'hui à peu près abandonné et les maisons tombent en ruines, car les propriétaires, qui avaient rêvé de faire de Tindouf un centre de domination, furent pillés par les Reguibat, tribu nomade du Sahel Atlantique, et dispersés dans diverses parties du désert. Depuis, l'oasis resta livrée à la destruction du temps dont l'œuvre de mort est rapide en ces contrées.

La partie du Sahara occidental qui longe l'Océan depuis la Mauritanie jusqu'au sud du Maroc est habitée par des tribus nomades dont cette large bande côtière constitue les terrains de parcours habituels. Ces tribus ne restent toutefois pas invariablement fixées à cette zone saharienne, car elles sont tributaires des pâturages indispensables à leurs troupeaux et il arrive parfois, certaines années de sécheresse, qu'elles doivent aller découvrir ces pâturages bien loin de leur rayon normal de nomadisation. Néanmoins, le centre de gravité de ces nomades reste la Seguiet-el-Hamra, le Rio-de-Oro espagnol et la vallée de l'oued Drâa. Ce sont les Tekna et

les Oulad Delim, surtout les Reguibat, pasteurs, éleveurs de chameaux, mais dont la principale industrie est le pillage. Pourvoyeurs des djiouch et des rezzou, ces grands nomades ont régné en souverains dans tout le Sahara occidental jusqu'à l'arrivée des Français. Les caravanes transsahariennes, les tribus soudanaises du Hodh et de l'Azaouad, celles des environs immédiats de Tombouctou, ainsi que les Touareg de l'Adrar des Iforas et de la boucle du Niger, étaient les victimes habituelles de ces audacieux pirates.

Lors de son séjour au Soudan, le commandant Laperrine avait eu maintes fois l'occasion d'entrer en contact avec les nomades de l'ouest saharien. Il les savait adversaires redoutables, merveilleusement entraînés au combat dans le désert, très bien armés et abondamment ravitaillés en munitions par la contrebande exercée sur les côtes. Le commandant du territoire des oasis ne mésestimait donc pas les qualités guerrières de l'ennemi; mais il avait confiance en la valeur de ses méharistes et il n'hésita pas à les lancer contre les pillards du désert. Toutefois, avant d'entreprendre des opérations militaires offensives, il jugea prudent de procéder à l'inventaire méthodique de l'immense région dans laquelle les Beraber évoluaient en toute quiétude.

La première reconnaissance importante lancée vers le Sahara occidental fut exécutée par les méharistes de la compagnie du Touat sous la

direction du capitaine Flye Sainte Marie, ayant comme adjoints les lieutenants Mussel et Niéger.

Parti d'Adrar le 31 octobre 1904 le détachement passa à Bou Bernous, puis, en suivant la lisière de l'erg Iguidi, il se dirigea vers Oglet Yacoub dans l'intention de pousser jusqu'à Tindouf, la mystérieuse petite oasis des Tadjakant.

Ce projet était téméraire et le capitaine eut la sagesse d'y renoncer. Il disposait d'un trop faible effectif pour se risquer aussi loin de ses bases, dans une région dangereuse où il se serait certainement heurté à d'importants groupements ennemis. Aussi, après Oglet Yacoub, reprit-il la route de retour en traversant les Eglabs jusqu'à Chenachan. Le 9 janvier 1905 le détachement rentrait à Adrar sans incident après avoir parcouru près de 2.500 kilomètres dans un pays demeuré jusque-là inexploré.

La reconnaissance Flye Sainte Marie est assurément l'une des plus audacieuses qui aient illustré la pénétration française au Sahara. Que l'on se représente cette petite troupe, composée uniquement d'indigènes encadrés de quelques officiers et gradés français, et s'aventurant sous la conduite d'un seul guide, rien moins que sûr, dans une contrée totalement inconnue qui passait pour être infestée de bandits sur lesquels couraient les bruits les plus sinistres !

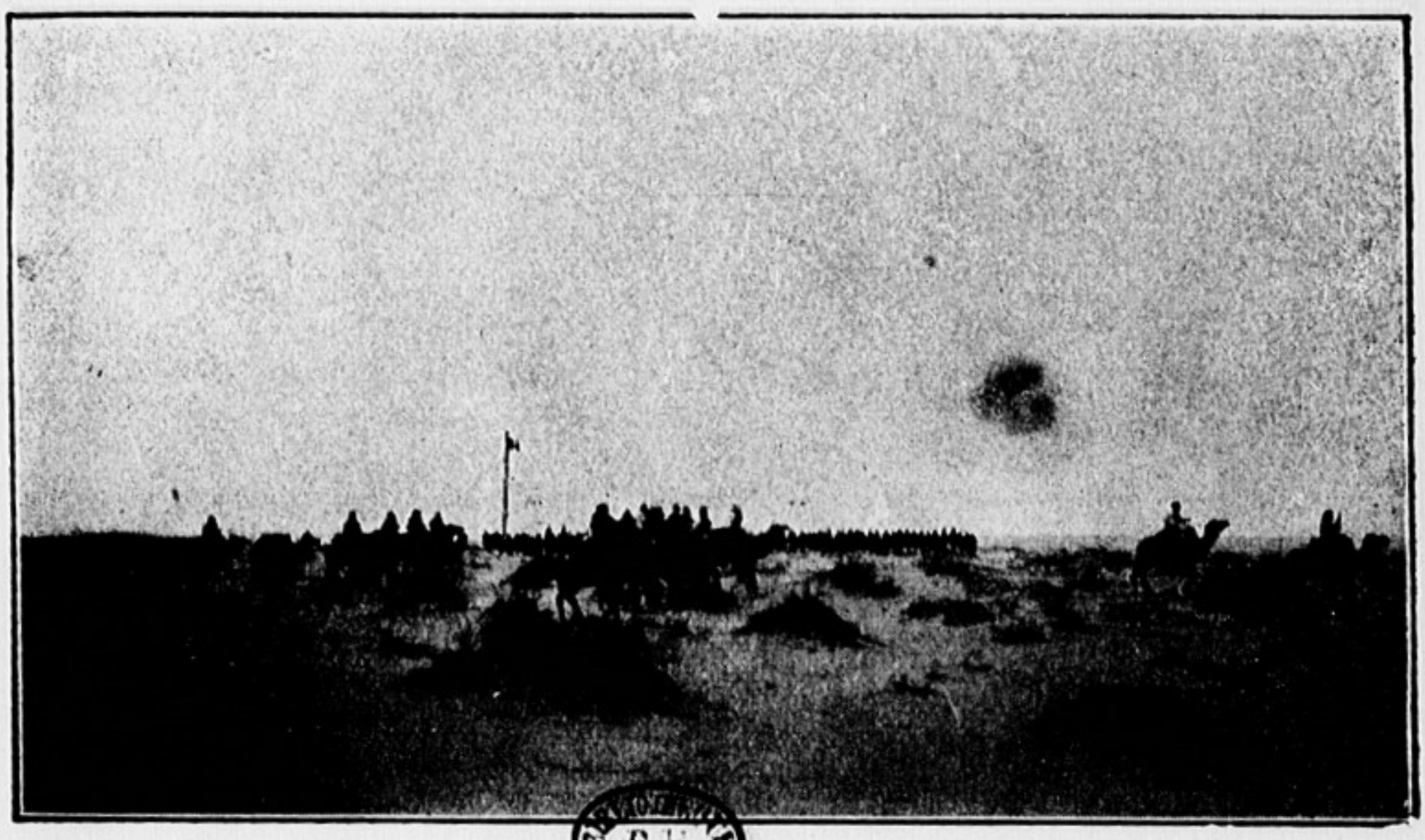
En fait, si le détachement ne fit aucune fâcheuse rencontre on apprit plus tard que les Beraber,

informés des déplacements de nos méharistes, avaient organisé un rezzou de 400 guerriers environ dans le but de s'opposer à leur avance; mais au dernier moment les chefs des pillards renoncèrent à leur projet et ce fut sans doute fort heureux pour les Sahariens.

Au cours de cette tournée, le lieutenant Niéger, qui avait déjà exécuté en 1902 une reconnaissance jusqu'au puits d'Inifeg, recueillit une nombreuse documentation topographique qui devait servir de base à l'élaboration de la précieuse carte au millionième que cet officier mit ultérieurement au net et qui fut exécutée en 1910 par le Service géographique de l'Armée.

Dans le courant de l'année 1906, l'erg Chech livrait quelques-uns de ses secrets au commandant Laperrine. Le commandant militaire du territoire des oasis visita, pour la première fois, les célèbres salines de Taoudeni. Ces mines de sel gemme, le plus pur du Sahara, sont exploitées sans interruption depuis des siècles par les gens de Tombouctou et leur possession a donné lieu, dans le passé, à des luttes acharnées entre les anciens rois Songhaï et les Marocains. Ces salines sont inépuisables; elles peuvent fournir chaque année environ 150.000 barres de sel d'un poids d'une quarantaine de kilos chacune.

Depuis des temps immémoriaux des caravanes de plusieurs milliers de chameaux, appelées azalaï, quittent les bords du Niger deux fois l'an



Méharistes du Touat
dans le Sahara Occidental

pour aller chercher à Taoudeni la précieuse denrée toujours appréciée par les noirs soudanais en dépit de la concurrence de sels étrangers, ceux de Roumanie notamment. Ce commerce n'a toutefois plus l'importance de jadis, lorsque Tombouctou, capitale du sel, était, sous la dynastie des Askia, la métropole vivante et prestigieuse où venaient s'échanger poudre d'or, ivoire, plumes rares, sel et captifs contre les riches tapis et les cuivres marocains, le tabac et les dattes du Touat. L'arrivée de l'azalaï était l'occasion de fêtes magnifiques, car l'on venait de loin pour prendre livraison des barres de Taoudeni : du Mossi et de la Nigeria, de la Côte d'Ivoire et du Dahomey. Aujourd'hui, les transactions sont devenues plus difficiles. Cependant, le sel de Taoudenî est encore en faveur, grâce sans doute aux autorités administratives, car sans ce commerce qui la fait vivre Tombouctou resterait sans ressources et serait appelée à disparaître dans un bref avenir.

Les salines de Taoudeni se trouvent dans le fond d'une grande dépression. Le professeur E. F. Gautier suppose que c'est dans cette cuvette que le Niger venait se déverser et mourir avant sa capture au seuil de Tosaye, il y a sans doute de nombreux siècles et même des millénaires. Ce seraient alors les eaux du Niger accumulées dans ce chott qui auraient donné naissance aux dalles de sel sous une couche d'alluvions d'environ trois mètres d'épaisseur. Il suffit d'enlever l'argile pour

découvrir les massives assises de sel baignant dans la saumure et que l'on découpe à coups de pic.

L'origine des salines a également attiré l'attention d'un jeune savant, M. Th. Monod, qui a séjourné à plusieurs reprises dans le Sahara occidental et qui a particulièrement étudié cette région de Taoudeni. Chargé de mission par le Museum d'Histoire naturelle au cours de l'hiver 1935-1936, M. Monod a rapporté des renseignements du plus haut intérêt, mais qu'il n'a pas encore livrés au public. Ce que nous savons cependant de ses recherches laisse penser que le problème des mines sahariennes qui approvisionnent Tombouctou sera définitivement résolu.

Après avoir rencontré le 20 mai 1906, dans la région de Taoudeni, un détachement soudanais commandé par le capitaine Cauvin et le lieutenant Cortier, le commandant Laperrine, qu'accompagnaient les lieutenants Niéger, Mussel et Laumonnier, prit la décision de rentrer directement au Touat en traversant les hautes dunes de l'erg Chech réputées infranchissables en raison de leur aridité et de la rareté des puits dont l'eau, par surcroît, était, disait-on, imbuvable.

Ce dernier renseignement n'était pas exagéré et les méharistes du commandant Laperrine en firent la cruelle expérience. Au puits de Tnihaïa en particulier, où le détachement arriva le 5 juin, l'eau était chargée de chlore à un tel degré que presque

tous les hommes furent atteints de violentes douleurs d'entrailles et que leur visage, comme leurs membres, se boursouflèrent d'une façon aussi inquiétante qu'imprévue.

Ne perdant cependant pas courage la petite troupe, exténuée, gagna péniblement le puits de Bir-el-Hadjadj le 1er juillet où elle trouva enfin une boisson excellente. Mais cette eau bienfaisante dût être gagnée de haute lutte; le puits était comblé et les hommes, en dépit de leur extrême fatigue, durent peiner pendant 28 heures consécutives avant de pouvoir étancher leur soif et abreuver leurs chameaux.

Le 9 juillet, enfin, le commandant Laperrine avait la satisfaction de ramener tout son monde au Touat. Il rapportait de sa pénible reconnaissance un lever d'itinéraires appuyé sur des observations astronomiques ayant pour auteurs les lieutenants Niéger et Mussel.

Cette importante tournée avait révélé les caractères essentiels de l'erg Chech et donné des indications précieuses sur les possibilités, pour un groupe de méharistes, de s'y déplacer. Il fut ainsi plus aisé au lieutenant Clerget de Saint Léger, de la compagnie saharienne du Touat, de circuler dans cette zone, où il séjourna du mois de mars au mois de septembre 1907, et de relever l'emplacement de nombreux points d'eau inconnus qui devaient, par la suite, singulièrement faciliter la reconnaissance plus détaillée de la région.

La pénétration française vers le Sahara occidental allait entrer dans une phase nouvelle par le fait de l'avance progressive, en direction du nord-est, des troupes sénégalaises.

Depuis 1903 nos colonnes du Sénégal avaient pénétré dans la Mauritanie saharienne et occupé successivement le Trarza, le Brakna et le Tagant. Après l'assassinat du commissaire du gouvernement Coppolani une grande effervescence régna dans toute la Mauritanie. Le grand marabout de Smara, Cheikh Ma el Aïnin, était intervenu auprès du Sultan du Maroc pour qu'il accordât son assistance « à ses sujets de Mauritanie décidés à défendre leur indépendance », et Mouley Abd el Aziz avait répondu à cet appel en envoyant une mission à la fois militaire et politique sous la direction de son oncle et khalifa Mouley Idriss.

A l'automne de 1906 Mouley Idriss partit à la conquête du Tagant à la tête d'une importante mehalla. Après un succès contre les détachements des lieutenants Andrieux et de Franssu qui furent tués au cours du combat, il vint assiéger Tidjikdja, mais il se heurta à l'héroïsme de la petite garnison commandée par le capitaine Tissot. Celle-ci s'opposa victorieusement aux assaillants jusqu'à l'arrivée de la colonne de secours du lieutenant-colonel Michard. Entre temps la mehalla de Mouley Idriss s'était désagrégée et l'envoyé du Sultan, rentré en Adrar et abandonné par tous ses parti-

sans, avait été contraint de reprendre la route du Maroc sans prestige et sans gloire.

Cependant, l'insécurité continuait à régner dans l'ouest saharien. Notre installation dans le sud de la Mauritanie avait rejeté en Adrar les mécontents et les aventuriers ; les excitations passionnées entretenaient le désordre dans cette contrée. En 1908 la situation était devenue à tel point difficile pour nos détachements et pour les tribus soumises à notre autorité qu'il apparut indispensable de purger le groupe des oasis de l'Adrar de ses éléments troubles en les refoulant dans le désert.

Le colonel Gouraud venait d'être nommé commissaire du gouvernement en Mauritanie (novembre 1907). Dès le printemps de 1908 le colonel entreprenait la dure et glorieuse campagne de l'Adrar qui devait aboutir à la capitulation de la capitale Atar, le 2 janvier 1909. Mais durant cette période de près d'une année, nos troupes eurent à livrer de sérieux combats et nos pertes furent sensibles.

Le 16 mars, le capitaine Repoux était tué au combat de Agueilt-el-Rachba. Le 13 juin le capitaine Mangin, frère de l'illustre général, tombait au combat d'El-Moïnan. Même après la reddition d'Atar la lutte ne cessa point immédiatement. Le 28 avril 1909 le capitaine Bablon trouvait la mort au combat de Rasseremt dans une attaque de nuit. Le 28 juillet, le lieutenant Violet était mortellement frappé en entraînant ses partisans à l'assaut

au combat de ksar Teurchane et le 15 août une violente rencontre mettait aux prises les partisans maures du capitaine Dupertuis et nos adversaires qui furent complètement surpris et décimés.

Les opérations ne prirent fin qu'au mois de décembre 1909. Elles ont illustré les noms du colonel Gouraud et de son adjoint, le commandant Claudel, conquérants et pacificateurs de l'Adrar mauritanien.

A peu près dans le même temps que les méharistes mauritaniens faisaient ce bond en avant, les méharistes algériens s'installaient à 160 kilomètres au sud-ouest de Beni-Abbès, dans l'oasis de Tabelbala. Ainsi s'annonçait, dès cette époque, l'œuvre commune de pacification qui devait, dans les années suivantes, conduire les deux colonies voisines à une coopération toujours plus étroite et à la réduction lente, mais sûre, de l'énorme trouée de 1.800 kilomètres de désert absolu qui sépare les deux postes d'Atar et de Tabelbala.

De novembre 1909 à janvier 1910 les méharistes du Touat et de la Saoura, sous les ordres du capitaine Cancel, exécutèrent une grande reconnaissance vers l'ouest, visitant successivement les points d'eau de Tinoraj, El-Atimine, Rhemiles, Boubout, etc... Le 9 décembre, alors que le détachement arrivait au puits de Tounassine, il se trouva tout à coup en présence d'un rezzou composé de plus de 200 Oulad Djerir. La situation était critique, car l'adversaire, bien armé et retran-

ché à l'abri d'une crête rocheuse, paraissait décidé à défendre âprement la position. De plus la nuit approchait et le combat, dans ces conditions, s'avérait difficile et d'une issue incertaine. La bataille s'engagea néanmoins avec une égale ardeur de part et d'autre. Dès le début de l'action un officier de la compagnie de la Saoura, le lieutenant Lapeyre, tombait mortellement atteint. Bientôt cependant les coups de feu s'espacèrent, puis cessèrent tout à fait lorsque la nuit fut venue. A la faveur de l'obscurité les Oulad Djerir avaient abandonné leur position pour s'enfuir dans l'immensité, laissant sur place les tués qu'ils n'avaient pu emporter.

Après ce succès le détachement Cancel revenait au puits de Rhemiles lorsqu'il rencontra, le 12 décembre, un troupeau de chameaux volés au Soudan par les Beraber de l'entourage d'Abidin et précipitamment abandonnés. Nos méharistes s'emparèrent naturellement de ce troupeau qu'ils ramenèrent à Tabelbala, mais ils repartirent aussitôt de ce point vers le sud-ouest pour tenter de couper la route à un nouveau rezzou que l'on venait de signaler. Ce rezzou, atteint et dispersé le 3 janvier 1910, constituait un élément d'un groupe de 250 pillards qui s'étaient rencontrés à Achourat, le 29 novembre, avec les 75 méharistes soudanais du capitaine Grosdemange. Un combat d'une grande violence s'était engagé entre les adversaires, mais, finalement, les Beraber avaient été con-

traints de s'enfuir en laissant 80 cadavres sur le terrain. Les Soudanais, de leur côté, avaient perdu la moitié de leur effectif ainsi que leur chef, le capitaine Grosdemange.

La reconnaissance du capitaine Cancel eut un retentissement profond dans tout le Sahara occidental. Les Beraber, qui se croyaient toujours en sécurité dans l'Iguidi, avaient été fâcheusement surpris par l'irruption soudaine des Châamba. Chassés des oasis du Touat, ils se voyaient désormais inquiétés jusque dans leurs repaires et il leur parut évident qu'il leur serait à l'avenir difficile de se livrer au pillage avec la même liberté que naguère et avec la même certitude d'échapper à toute impunité.

De décembre 1911 à janvier 1912, les précédentes explorations furent complétées par un groupe de la compagnie de la Saoura qui se rendit jusque dans l'Ouahila sous les ordres du lieutenant Bretzner et de l'officier interprète Chareix. Au cours de cette tournée des puits nouveaux furent découverts, enrichissant ainsi la documentation déjà rassemblée. Nos méharistes se familiarisaient avec ces contrées et devenaient des guides sûrs pour l'avenir.

Les Beraber n'avaient cependant pas renoncé à leurs habitudes de banditisme en dépit des incursions des Sahariens dans leur domaine demeuré jusqu'alors inviolé. Au surplus, sous réserve de certaines précautions que commandait la situation

nouvelle, ils n'avaient pas encore grand chose à craindre. Les reconnaissances des méharistes algériens étaient rares et trop limitées dans l'espace pour être réellement dangereuses et, seul, un concours de circonstances exceptionnel pouvait permettre d'atteindre des pillards se tenant sur leurs gardes et peu enclins, généralement, à se battre sans profit.

Les Beraber allaient de nouveau se signaler à l'attention au printemps de l'année 1912, au moment où la grande caravane, l'azalaï, quitte les rives du Niger pour aller chercher à Taoudeni les précieuses et estimées barres de sel.

L'azalaï, comme à l'accoutumée, était protégé par un détachement de méharistes et de tirailleurs soudanais commandé par le lieutenant d'infanterie coloniale Lelorrain. Arrivée au puits dans la journée, l'escorte trouva le point d'eau d'El-Guettara, au sud-est de Taoudeni, le 23 mai, occupé par plus de 150 Oulad Djerir qui la reçurent à coups de fusil. Le combat s'engagea aussitôt et se prolongea pendant toute la nuit. Le lendemain, au lever du jour, le feu avait cessé. Les Soudanais avaient presque tous succombé l'un après l'autre, face à l'ennemi ; le lieutenant Lelorrain et son adjoint, l'adjudant Rossi, déjà blessé à Achourat en 1909, se trouvaient parmi les morts, en avant de leurs hommes, à leur place de chefs.

C'est en cette même année 1912, peu de temps avant l'événement qui vient d'être rappelé, que

la mission du chemin de fer transafricain, dirigée par le capitaine Niéger, vint au Sahara poursuivre ses études. Tandis qu'une partie de cette mission se dirigeait vers le Hoggar, un autre petit groupe, placé sous le commandement du capitaine Cortier, de l'infanterie coloniale, était chargé de traverser le tanezrouft au sud de Reggan, en vue de rechercher la piste caravanière qui reliait autrefois le Touat à Tombouctou et que l'explorateur Laing, assassiné près d'Araouan, avait suivie en partie en 1826.

L'entreprise était doublement périlleuse, en raison des difficultés inhérentes à la complète aridité de la région et des risques presque certains de rencontrer les Beraber au débouché en zone soudanaise.

Mais le capitaine Cortier, qui devait plus tard trouver une mort glorieuse au champ d'honneur, sur le front de France, n'était pas homme à s'émouvoir de telles contingences. Officier de haute valeur intellectuelle, saharien consommé qui a laissé de nombreux travaux sur le Sahara soudanais, Cortier n'ignorait pas les dangers auxquels il allait s'exposer. Aussi n'avait-il rien négligé pour réussir et le succès de son exploration a prouvé sa grande expérience du désert.

Il y a une cinquantaine d'années cette piste du Touat à Tombouctou, que de luxueux cars empruntent aujourd'hui régulièrement, était encore suivie par les caravaniers. Ceux-ci pouvaient se ravi-

tailler en eau assez facilement et trouver même, en cas d'attaque, des refuges dans les deux casbas d'Ouallen et d'Amranène. Par suite de quel cataclysme les puits tarirent-ils soudain ? Il faut voir là sans doute la conséquence d'une sécheresse de plusieurs années consécutives. La route devint, dès lors, impraticable ; elle dut être abandonnée et les derniers caravaniers qui, poussés par la force invincible de la tradition, voulurent quand même passer périrent de la soif.

Cortier quitta le puits d'Ouallen le 18 mars 1913 accompagné de trois hommes seulement et emmenant huit chameaux pour le transport de la réserve d'eau. Successivement le vaillant explorateur passa aux puits d'Azennezan, d'Amranène, d'Aïn-Cheikh, de Tin Dedine, de Tin Datsen, mais tous ces puits, signalés par de vieux caravaniers, étaient à sec. Ce n'est que le 27 mars, c'est-à-dire neuf jours après le départ d'Ouallen, que l'officier arriva au puits de Tagnout où, enfin, il put renouveler sa provision d'eau. Mais l'endroit n'était pas sûr et il eût été dangereux de s'y attarder. Deux jours plus tard, le petit groupe héroïque atteignit Achourat et, de là, gagna rapidement les régions plus hospitalières du Soudan.

La magnifique exploration du capitaine Cortier est trop peu connue. On ignore, semble-t-il, qu'il fut le premier à reconnaître cette voie sur laquelle les automobiles roulent désormais à vive allure sans le moindre danger.

Certes ceux qui, après lui, se hasardèrent les premiers en automobile dans le tanezrouft ne furent pas sans mérite et notre admiration leur reste acquise. Mais il ne faut pas oublier les précurseurs dont les risques, les fatigues, les angoisses, sont difficilement perceptibles à ceux qui n'ont pas vécu l'existence du méhariste de cette époque. Si un nom doit être donné un jour à la route Reggan-Gao, il serait de toute justice d'appeler cette artère transsaharienne : « Route capitaine Cortier » ; on honorerait ainsi la mémoire d'un grand saharien, hardi explorateur et glorieux officier qui, sans guide, sans secours possible, n'hésita pas à s'aventurer, presque seul, dans cette contrée sinistre et à jouer ainsi sa vie pour la science et pour son pays.

Le rezzou qui extermina le détachement Lelorrain à El-Guettara le 23 mai 1912 avait pu regagner ses repaires sans être inquiété, en emportant ses prises. C'est aux méharistes de la compagnie saharienne du Tidikelt qu'allait revenir l'honneur de venger leurs frères soudanais.

Un détachement aux ordres de l'adjudant Gautier s'étant rendu le 14 novembre 1912 au puits de Tagnout, que venait de reconnaître le capitaine Cortier, se trouva en présence d'un rezzou auquel il livra combat. Mais les pillards n'étaient pas disposés à la bataille ; ils s'enfuirent à la faveur de la nuit, non sans laisser sur place un nombreux butin.

A ce même moment arrivait du nord un groupe commandé par le capitaine Charlet. Mis au courant des événements, cet officier organisait aussitôt la poursuite. Sans arrêt presque, voyageant le jour comme la nuit, Charlet et ses méharistes suivirent les traces des pillards. Après avoir couvert plus de huit cents kilomètres en une fantastique randonnée de dix jours, ils atteignirent les Beraber le 29 septembre au puits de Zmila. Le rezzou se croyait en sécurité et la surprise fut complète; les pillards durent battre précipitamment en retraite en abandonnant de nombreux morts ainsi que toutes leurs prises, en particulier cent cinquante nègres, négresses et négrillons qu'ils emmenaient en esclavage.

Le capitaine Charlet est le premier officier qui ait atteint l'erg Chech par l'ouest et son raid est l'un des plus beaux épisodes de l'épopée saharienne si riche en glorieuses aventures. Charlet est tombé, lui aussi, sur le front français pendant la guerre à la tête de son bataillon de zouaves. C'était un héros (1).

Progressivement le Sahara occidental livrait ainsi ses secrets et perdait de son mystère. Dès ce moment se dessina une véritable doctrine d'expansion française vers l'ouest ; aux raids isolés et sans lendemain se substitua un plan d'ensem-

(1) *Au Sahara avec le Commandant Charlet*, par Léon Lehuraux, Editions Plon, 8, rue Garancière, Paris, 6e.

ble à l'exécution duquel devaient participer les compagnies du Touat et de la Saoura. L'action de ces deux unités allait d'ailleurs se conjuguer, par un heureux hasard, avec celle des troupes de la Mauritanie.

Du côté de la Mauritanie la situation avait été bien améliorée après les succès du colonel Gouraud et l'occupation de l'Adrar par ses troupes. Nous avions, par la suite, confirmé ces succès par une politique d'attraction qui avait amené de nombreuses soumissions, cependant que des reconnaissances parcouraient la région, notamment le Tiris et l'Adrar Settouf. En 1912 eurent lieu deux événements marquants : le combat de Tichitt en janvier contre l'émir dissident de l'Adrar, Ould Aïda, et la première liaison effectuée en février-mars entre le peloton méhariste du Tagant commandé par le capitaine Aubert et les troupes de Tombouctou. Cette liaison eut lieu à Oualata, déjà visité par le lieutenant Alioune Sall en même temps qu'Araouan en 1860-1862, après que le groupe Aubert eut opéré une belle reconnaissance dans le Hodh, que le lieutenant-colonel Roulet venait d'occuper.

Les Reguibat, ainsi que les pillards du sud marocain, n'avaient pas admis notre installation dans des contrées où ils étaient naguère les maîtres. Dans le courant de l'année 1912 des opérations de police avaient mis nos troupes en présence de leurs bandes et l'une de celles-ci avait été détruite

en octobre dans l'Adafer par les méharistes du capitaine Cautellier. Parmi les soumis eux-mêmes on signalait des tendances à partir en dissidence. Le mécontentement, soigneusement entretenu par notre irréductible ennemi Ma-el-Aïnin, le très écouté marabout de Smara, ne devait pas tarder à se manifester à nos dépens. Le 10 janvier 1913, profitant d'une imprudence des nôtres, les Reguibat assaillirent à l'improviste un petit groupe méhariste campé à l'ouest d'Atar, au puits de Liboïrat. Tous les Français du détachement, au nombre de cinq, dont le lieutenant Martin, furent tués ainsi que les cinquante tirailleurs. Seuls les gardes maures échappèrent au massacre. Ce fut un vrai désastre, car les assaillants purent emporter un précieux butin comprenant plus de cent fusils, des milliers de cartouches, cinq cents chameaux et tous les bagages.

Cette malheureuse affaire ne pouvait demeurer sans châtiment. Aussi décida-t-on l'envoi d'une colonne de répression dans la Seguiet-el-Hamra, et cette colonne, composée de neuf officiers et quatre cents hommes commandés par le lieutenant-colonel Mouret, partie le 9 février d'Atar, parvenait vingt jours après à Smara sans coup férir. La cité sainte des Ma-el-Aïnin avait été précipitamment abandonnée des hommes, et les marabouts avaient jugé prudent de quitter leur zaouïa. Mais ce calme était trompeur et le colonel Mouret apprenait bientôt que l'un des fils de Ma-

el-Aïnin se trouvait à quelque distance de là, vers le sud-est, avec un millier de guerriers bien armés se disposant à tenter un nouveau coup de main contre nos postes de la Mauritanie.

Bien que disposant d'un effectif très inférieur en nombre et se trouvant très éloigné de ses bases, le colonel prit néanmoins la résolution de s'opposer à la marche de la harka. Il rencontra celle-ci dans l'oued Tagliate et une lutte terrible s'engagea entre les deux troupes. Durant les deux journées des 9 et 10 mars l'issue de cette rencontre demeura incertaine. L'ennemi très mordant, amplement approvisionné en munitions, ne se montrait pas disposé à lâcher prise, lorsque brusquement, sans motif plausible, il abandonna la lutte, laissant une centaine de tués sur les lieux du combat. On connut plus tard la raison de ce départ : les Reguibat, au plus fort de l'action, avaient appris l'attaque de leurs campements de Zemmour par nos partisans et n'avaient plus eu, dès lors, que la seule pensée de courir protéger leurs femmes et défendre leurs biens.

Il ne semble pas que le lieutenant-colonel Mouret ait rendu publiques ses observations sur cette magnifique expédition au cœur du Sahara occidental, dans cette mystérieuse Smara que nul européen n'avait revue depuis, sauf ce jeune et héroïque Français, Michel Vieuxchange, mort des suites de ses fatigues au retour de sa périlleuse visite dans l'oasis des Ma-el-Aïnin. Le lieu-

tenant-colonel Mouret a été tué sur le front pendant la guerre et ses notes personnelles ont disparu. Sa reconnaissance en pays dissident n'en demeure pas moins remarquable à de nombreux points de vue et a démontré les possibilités d'offensive en région saharienne, dans un large rayon, des troupes de la Mauritanie affectées à la police du désert.

Tandis que la Mauritanie septentrionale était le théâtre de ces événements, les sahariens de la Saoura et du Touat accentuaient leur marche vers l'ouest et enregistraient de nouveaux succès.

Au printemps de l'année 1913 le capitaine Martin poussait jusqu'au puits de Chenachan, déjà reconnu en 1904 par le capitaine Flye Sainte Marie, et coupait l'erg Iguidi. Quelques mois plus tard, le même officier passait l'oued Daoura à Hassi Châamba, traversait ensuite la hammada du Drâa et l'Ouahila et parvenait jusqu'au puits d'El-Rhers le 29 novembre. Une autre belle reconnaissance fut également exécutée à la fin de cette même année par le capitaine Mougin, commandant de la compagnie du Touat; les puits de Tarmanant et d'Oum-el-Assel étaient visités, puis, après la traversée de la hammada El-Barka, le détachement parvenait à environ trente kilomètres de l'oasis de Tindouf en un point sensiblement plus à l'ouest que celui atteint par le capitaine Flye Sainte Marie. Cette reconnaissance est l'une des plus intéressantes, du point de vue des résul-

tats scientifiques, qui aient été exécutées dans le Sahara occidental; elle enrichit nos connaissances géographiques de documents précieux dûs à la compétence du lieutenant Nicloux.

Les années qui suivirent complétèrent l'œuvre entreprise. En janvier 1914 un groupe de la compagnie du Tidikelt sous les ordres du lieutenant Girod se rendit dans l'erg Chech dans le dessein de reconnaître Bir Ould Brini. Cette expédition faillit être fatale à la petite troupe qui, n'ayant pas découvert le puits, fut un moment en mauvaise posture. Elle demeura néanmoins dans la région de Bir Zmila qu'elle explora en détail, puis elle se rendit à Taoudeni : elle y rencontra un détachement du groupe du Hoggar commandé par le lieutenant de la Roche et qu'accompagnait le chef de bataillon Meynier, commandant militaire du territoire des oasis.

Pendant la guerre 1914-1918 l'activité des groupes méharistes eut à s'employer sur d'autres théâtres d'opérations. Cependant la pénétration en direction de l'ouest ne fut pas abandonnée. D'intéressantes reconnaissances furent exécutées, notamment celles du capitaine Augiéras dans les Eglabs au printemps de 1915, des lieutenants Bedel et Wolfer dans l'Ouahila en juin 1917, et du capitaine Vincent à Taoudeni d'octobre 1917 à janvier 1918. Dans les premiers mois de l'année 1918 le lieutenant César conduisit de nouveau les méharistes de la Saoura dans l'Ouahila. L'année

suivante ce furent les sahariens du Touat qui se rendirent dans les Eglabs sous la conduite de l'adjudant-chef Cuvelier et, enfin, en mai 1920, le capitaine Augiéras effectuait une grande reconnaissance dans l'Iguidi et le plateau du Drâa et préparait ainsi la jonction qui, à la fin de cette même année, allait réunir aux confins algéro-mauritaniens les troupes des deux colonies voisines.

Cette jonction eut lieu le 25 décembre au puits d'El-Mzerreb, dans le Hank, entre les méharistes des compagnies du Touat et de la Saoura commandés par le capitaine Augiéras et les méharistes de la Mauritanie ayant à leur tête le commandant Lauzanne. Les deux colonnes réunies se portèrent ensuite dans le sud de l'Iguidi, jusqu'au puis d'Aïoun-Abd-el-Malek, point de rassemblement des rezzou, puis elles se séparèrent pour regagner leurs bases.

La liaison algéro-mauritanienne concrétisa d'une manière éclatante les résultats de plus de quinze années d'efforts persévérants, poursuivis tant par l'Algérie que par l'Afrique occidentale française pour l'extension de la pacification dans le Sahara occidental. Le rêve qu'avaient formé les Panet, les Soleillet, les Camille Douls, les Blanchet, tous ces hardis explorateurs que hantait le mystère de ces régions inviolées, était enfin réalisé. Désormais aucun obstacle matériel ne s'opposait plus à une coopération vraiment active et efficace

des troupes des deux colonies ; celles-ci allaient pouvoir réunir leurs forces et appliquer une politique commune en vue de hâter la désagrégation des groupes dissidents, de mettre fin aux actes de brigandage et donner ainsi aux paisibles populations sahariennes du Soudan et de l'Algérie la sécurité promise par la France.

CHAPITRE X

Le Sahara pendant la guerre

La guerre mondiale n'eut pas de retentissement immédiat sur la situation politique dans le Sahara français. Mais il n'en fut pas ainsi en Tripolitaine où les Italiens, qui avaient remplacé les Turcs, se trouvaient aux prises avec de grosses difficultés suscitées par les Senoussistes.

La Senoussya, secte religieuse musulmane créée il y a environ un siècle par Si Mohammed Es Senoussi, ne possédait qu'une influence assez restreinte au temps de l'occupation ottomane et ce n'est qu'à partir de 1912, sous l'impulsion énergique d'Enver Bey qui devait s'illustrer plus tard sous le nom d'Enver Pacha, qu'elle prit une importance qui progressa rapidement. Prêchant l'opposition à la conquête italienne, Si Ahmed Chérif, le grand maître de l'ordre, et ses disciples réussirent à rallier les tribus nomades sous l'étendard senoussiste et à organiser des mehallas prêtes à combattre sous l'autorité d'officiers turcs.

Cependant les Italiens avaient pu occuper sans une trop grande opposition l'oasis de Ghadamès au mois d'avril 1914, mais lorsqu'ils quittèrent les côtes de la Grande Syrte pour gagner Mourzouk et menacer ainsi les oasis de Koufra, citadelle de la Senoussya, l'attitude des Senoussistes se modifia et devint résolument hostile. Les Italiens parvinrent toutefois à se rendre de Mourzouk à Ghat, grâce à l'aide apportée par deux chefs touareg, Sultan Ahmoud et Boubekeur ag Allegoui lesquels espéraient recevoir en récompense, l'un son ancienne propriété de Djanet, le second le commandement du pays Ajjer dont il était l'aménoukal héréditaire depuis la mort d'Inguedazzen.

C'est donc en Tripolitaine que se produisit le premier contrecoup de la guerre au Sahara. Les troupes italiennes, isolées dans des postes extrêmes occupés trop hâtivement, privées de ravitaillement, furent contraintes de se retirer. En novembre 1914 la garnison de Ghadamès passait sur le territoire tunisien et un mois plus tard celle de Ghat, composée de 250 Erythréens, se réfugiait en territoire algérien devant la menace d'une attaque senoussiste.

Après l'évacuation de Ghat, Sultan Ahmoud prit possession de la ville au nom du chérif de Koufra. Les askaris, laissés par les Italiens à la garde de leurs biens, s'empressèrent de lui remettre armes, munitions et approvisionnements hâti-

vement abandonnés, qui constituèrent un butin de première importance. Sultan Ahmoud, triomphant, fit aussitôt répandre le bruit d'une prochaine attaque contre les Français, mais cette politique n'entrait pas dans les vues de la Senoussya et Ahmoud fut remplacé par son rival, Boubekeur ag Allegoui, avant d'avoir pu exécuter son projet.

Les Senoussites, en effet, n'étaient pas prêts à se lancer contre nous. Sans doute eussent-ils été heureux de s'emparer de Djanet et de nous chasser du pays des Touareg Ajjers. Pour le moment Si Ahmed Chérif, en bon stratège, préférait adopter à notre égard une politique de conciliation; il désirait éviter toute complication de notre côté et surtout une intervention quelconque de nos troupes. Son activité était alors entièrement attirée vers les côtes tripolitaines où paraissait devoir se dérouler l'action principale; il avait besoin d'y concentrer toutes ses forces disponibles et il eût été imprudent de soulever dans la Tripolitaine occidentale des difficultés auxquelles il lui aurait été probablement difficile de faire face.

Au mois de septembre 1915 la situation allait brusquement s'aggraver du côté de la Tunisie. Sous la conduite de Khalifa ben Asker, délégué du Grand Senoussi, des combats s'engagèrent autour du poste de Dehibat. Des tribus tunisiennes entrèrent en rébellion et attaquèrent le poste de Remta, au sud de Tataouine. Mais c'est le 2

octobre, contre le poste de Oum Souigh, que l'attaque la plus puissante fut entreprise par Khalifa ben Asker à la tête de 3.000 guerriers. La vaillante petite garnison composée d'une compagnie du 15e groupe spécial, d'un peloton de spahis, de quinze goumiers et renforcée d'un détachement de sahariens de la compagnie du Tidikelt sous le commandement du capitaine Levasseur, tint victorieusement tête aux assaillants pendant une semaine, jusqu'à l'arrivée d'une colonne venue de Tataouine qui dispersa la mehalla ennemie après lui avoir infligé de lourdes pertes.

Sur la frontière algéro-tripolitaine il ne se passa rien d'anormal durant l'année 1915. Bien mieux, Si Labed, propre frère du Grand Senoussi, engagé sur la frontière tunisienne dans des opérations généralement peu heureuses, conservait vis à vis de nous, en pays Ajjer, une attitude correcte, ne nous ménageant pas les protestations amicales et employant avec complaisance la formule chère aux musulmans : « le bien et la paix ». A nos émissaires, qu'il recevait courtoisement, il assurait de ses bonnes intentions et prétendait que nous n'avions à nous méfier que des chefs Ajjers auxquels, jamais, il ne prêterait la moindre aide. Il manœuvrait si habilement que nos agents les plus sûrs et les plus subtils rentraient dupés de cette apparente sincérité.

En réalité Si Labed préparait l'attaque de l'oasis de Djanet. Il laissait Sultan Ahmoud se

mettre en avant, mais il confiait le soin de mener l'affaire à son agent particulier Abdesselam auquel il fournissait un contingent tripolitain, des armes et même un canon italien. Il chargeait en même temps les nobles de colporter parmi les imrad l'annonce de la guerre sainte. Nos tribus étaient discrètement, mais très activement travaillées et cette propagande portait ses fruits. Oubliant nos bons traitements à leur égard, les imrad écoutaient avec complaisance les bruits en circulation; ils s'émerveillaient du prodigieux pouvoir que l'on accordait à la « baraka » de Si Labed, la plus appréciée dont Allah eût jamais doté un marabout. Avec le secours d'une telle baraka ils commençaient à penser que la puissance française pourrait céder comme la puissance italienne, et qu'il serait alors possible de se partager le butin des magasins de Djanet.

C'est au début de 1916 que furent constatés les premiers départs en dissidence, bientôt suivis de quelques désertions parmi les méharistes de la compagnie saharienne du Tidikelt. Dès lors le chef senoussiste de Ghat changea de ton et sa correspondance avec le chef de poste de Djanet, jusque-là restée courtoise, devint incorrecte. Des rumeurs hostiles aux Français étaient propagées dans toute la région. Une proclamation appelant tous les musulmans à se grouper contre les chrétiens était distribuée clandestinement à nos militaires. Certains chefs Ajjers, caïds des tribus

imrad, prenaient une attitude équivoque, s'éloignant des postes d'où ils pouvaient être facilement surveillés afin d'être prêts à passer à l'ennemi au premier signal.

Le 6 mars 1916, le poste de Djanet comprenant une cinquantaine d'hommes commandés par un sous-officier Français, le maréchal des logis Lapierre, était assiégé par une forte mehalla et bombardé avec du canon. La petite garnison possédait bien aussi un canon, mais son stock de munitions était limité et, en plus, elle ne disposait que de peu de vivres. Elle tint pourtant tête à l'assaillant pendant dix-huit jours, après quoi ses munitions utilisées, sa réserve d'eau et de denrées épuisée, la vaillante petite troupe tenta une sortie de nuit et réussit à gagner la montagne où, quelques jours plus tard, elle devait, par suite d'un concours de circonstances malheureuses, être rejointe par un détachement senoussiste, capturée, et emmenée en captivité à Koufra.

Entre temps, le groupe méhariste qui se trouvait dans l'oued Tarat sous les ordres du capitaine Duclos avait pu être alerté grâce au dévouement d'un saharien. Celui-ci avait réussi à sortir de Djanet et à traverser les lignes ennemies sans être inquiété, pour apporter à Tarat la nouvelle de l'investissement du fortin. Le groupe se porta immédiatement au secours de la garnison, mais il ne put arriver à temps. Après quelques combats contre des forces très supérieures en

nombre occupant une région montagneuse dont les moindres recoins leur étaient familiers, le groupe dut battre en retraite et se replier sur le poste de Fort Polignac.

Nous ne pouvions rester sur cet échec qui portait atteinte à notre prestige et pouvait provoquer des troubles dans les autres parties du Sahara français. Mais contre des adversaires nombreux et bien armés grâce aux fusils laissés par les Italiens avec des munitions en grande quantité dans les garnisons abandonnées de la Tripolitaine, il fallait disposer de moyens plus importants que ceux jusqu'alors utilisés. On organisa donc une colonne comprenant 800 méharistes, 2 canons de 80 m/m de montagne et 4 mitrailleuses et cette colonne placée sous le commandement du chef de bataillon Meynier, commandant militaire du territoire des oasis, se porta, en avril, de Fort Flatters sur Djanet.

Arrivée devant Djanet le 11 mai 1916, la colonne prit aussitôt contact avec les *fellagas*. Le lendemain elle se portait à l'attaque des positions ennemies, mais le canon ne parvint pas à chasser l'adversaire des formidables retranchements qu'il occupait dans les falaises abruptes qui bordent l'oued. Un mouvement tenté par l'oued fut vite arrêté par un feu meurtrier parti des crêtes environnantes toutes garnies de tireurs à l'abri. Suspendue le 13, l'attaque était reprise les 15 et 16 mai suivant une nouvelle tactique, et après trente

heures de combats incessants la harka senoussiste prenait la fuite et le drapeau français, de nouveau, flotta au faîte du minaret de la zaouïa. A l'occasion de ce beau fait d'armes ce fortin reçut le nom de *Fort Charlet* en hommage à la mémoire de l'officier qui avait occupé définitivement l'oasis au nom de la France en 1911 et dont on venait d'apprendre la mort héroïque sur le champ de bataille en Champagne.

Pour compléter ce succès le commandant Meynier poursuivit l'ennemi qui avait pu évacuer Djanet avec son armement et ses munitions pour prendre la direction de Ghat. La troupe française ne réussit point à rejoindre la harka et elle dut s'arrêter devant l'oasis de Ghat sans pouvoir y pénétrer. Le commandant militaire résolut alors de faire le blocus de la ville et d'entamer des négociations en vue de faire cesser les hostilités. Pendant plus d'un mois la colonne séjourna dans les petites palmeraies voisines de Ghat, réduite à une inactivité qui influait défavorablement sur l'esprit de tous avec d'autant plus de force que les méhara souffraient du manque de pâturages et que la colonne, gênée dans ses communications, ne recevait pas les ravitaillements nécessaires à sa subsistance.

L'envoi de caravanes même bien escortées à travers le Tassili présentait, en effet, des difficultés trop grandes dans un pays en rébellion et propice aux guets-apens. Les caïds partis en dissidence

étaient devenus chefs de bandes et attaquaient les détachements trop faibles, les convois et les courriers. A bout de vivres, ne disposant plus que de montures fourbues, le commandant donna l'ordre de repli sur Fort Polignac et Djanet fut provisoirement abandonné. La colonne française, après une marche pénible dans le Tassili, atteignit Polignac sans incident et gagna ensuite Fort Flatters pour se ravitailler et procéder à sa réorganisation.

Fort Polignac devenait ainsi notre poste le plus avancé vers l'est avec une garnison de 100 hommes. Un groupe commandé par le capitaine Duclos assurait la liaison entre ce poste et Fort Flatters. Le 6 septembre 1916 ce groupe, qui escortait un convoi de vivres et un poste récepteur et émetteur de T.S.F. destinés à Fort Polignac, était brusquement attaqué dans l'oued Ihan à une centaine de kilomètres à l'ouest de ce poste. Après un dur combat l'adversaire fut repoussé et le convoi put parvenir non sans de pénibles efforts à destination.

Vers la fin de l'année 1916 la garnison de Polignac, fortement éprouvée par une épidémie de scorbut, constamment harcelée par des bandes ennemies, se trouvait dans l'impossibilité de défendre pendant longtemps encore le poste par ses seuls moyens. En novembre la colonne de Fort Flatters se porta à son secours. C'était une force imposante, comprenant près d'un millier d'hommes parmi lesquels se trouvaient des spahis et des tirailleurs algériens. Mais avec ses effectifs

ainsi accrus et surtout avec la présence de troupes régulières, les exigences du ravitaillement devinrent plus grandes; les difficultés rencontrées pour l'alimentation des troupes lors de la conquête du Touat en 1900-1901 se renouvelèrent avec cette complication que les communications étaient encore moins sûres entre Ouargla et Fort Polignac. Plusieurs convois furent enlevés privant ainsi nos détachements de ravitaillements ardemment attendus et donnant par ailleurs à nos adversaires les vivres et objets dont ils avaient grand besoin.

La situation menaçant de s'aggraver et les multiples réquisitions de chameaux ayant indisposé les tribus du nord, en particulier les Châamba qui craignaient pour leur cheptel, le gouverneur général de l'Algérie ordonna l'évacuation de Fort Polignac. La garnison quitta ce poste le 17 décembre sous la protection de la colonne pour se replier sur Fort Flatters. Seul un groupe mixte composé de tirailleurs algériens et de sahariens resta provisoirement installé à Aïn-el-Hadjadj, à mi-chemin entre Polignac et Flatters, pour couvrir la ligne de communications avec ce dernier poste et surveiller un matériel important laissé en ce point faute de moyens de transport.

Dans la nuit du 12 au 13 février 1917 ce groupe d'Aïn-el-Hadjadj fut surpris par une bande d'environ 250 guerriers. Après un combat violent qui se prolongea jusqu'au lever du jour, les *fel-*

lagas furent repoussés en laissant de nombreux morts sur le terrain. De notre côté nous avions perdu cinq militaires indigènes et un officier, le médecin aide-major Vermalle. Le détachement se replia alors sur Fort Flatters qui devint le seul centre de résistance dans le Sahara oriental. Une tentative d'attaque en masse de ce poste le 9 mai sous la direction personnelle de Sultan Ahmoud n'eut aucun succès et les assaillants se retirèrent définitivement vers le Fezzan. Cette attaque avortée fut la dernière manifestation sérieuse des Senoussistes contre nous.

Alors que se déroulaient les événements qui viennent d'être brièvement rappelés, la propagande senoussiste s'étendait également jusqu'au Hoggar et dans les pays soudanais.

La prise d'Aïn-Galakka le 27 novembre 1913 par le colonel Largeau, suivie de celle de Gouro le 14 décembre suivant, avait porté un coup sérieux au prestige de la Senoussya dans le centre africain. Néanmoins, le Grand maître de l'ordre, Si Ahmed Chérif, dans son incommensurable orgueil, ne perdait pas l'espoir de rétablir son influence dans ces vastes contrées dont les populations étaient, naguère encore, soumises à son autorité spirituelle et d'où il tirait des ressources appréciables en vivres et en esclaves.

Tandis que son frère cadet, Si Mohamed Labed, nous assurait des bonnes intentions de la confrérie, ainsi que de son désir de vivre en paix avec

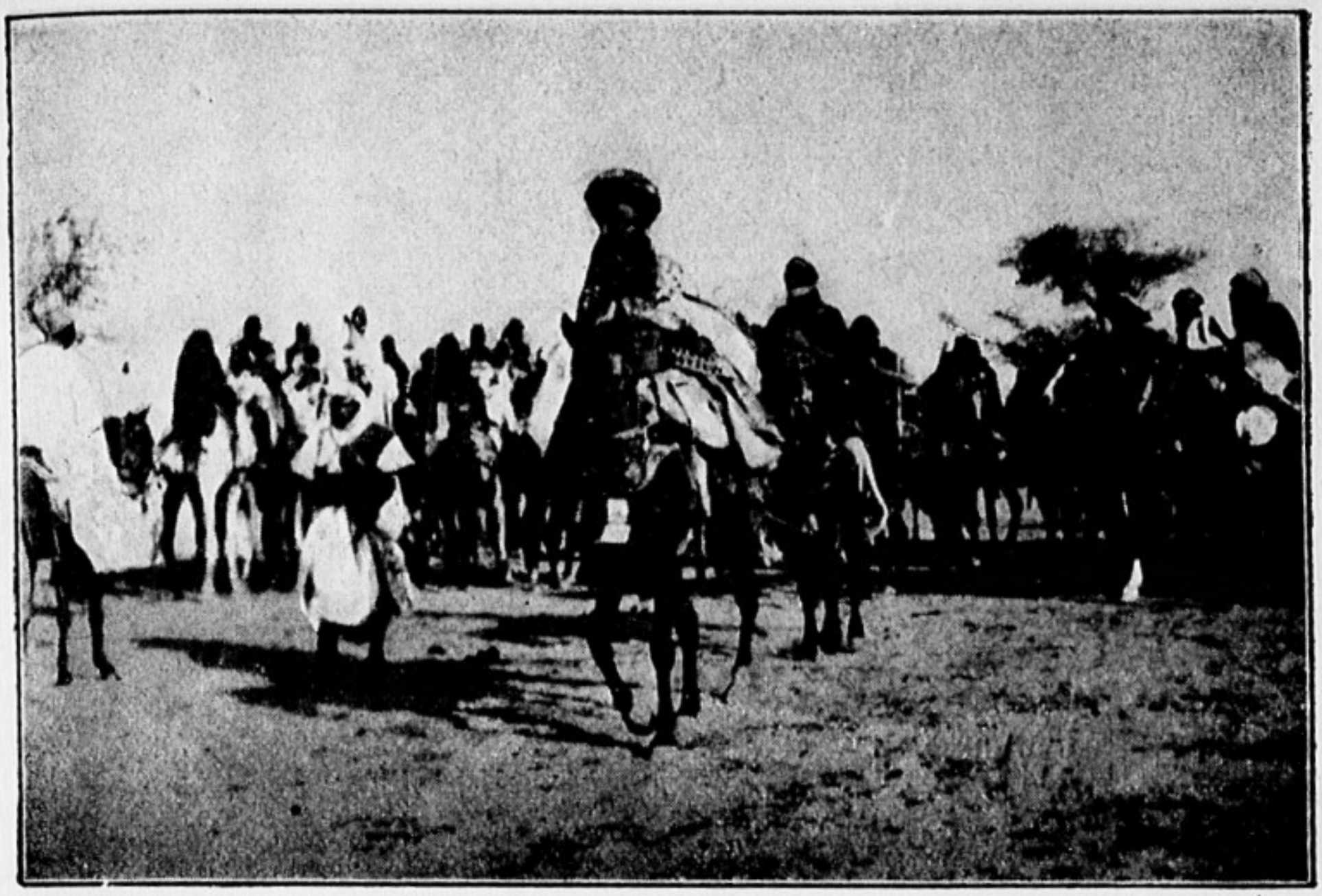
nous, Ahmed Chérif se refusait à s'incliner devant les événements de 1913-1914 et réclamait impérativement l'évacuation de divers postes, tels que ceux de Gouro et d'Aïn-Galakka, que nous occupions (1).

Après leur défaite d'Aïn-Galakka, les fidèles partisans du Grand Senoussi continuèrent à entretenir la haine du chrétien ainsi que la foi senoussiste chez leurs anciens khouans. Mais ces efforts de propagande n'obtinrent aucun succès dans l'Afrique centrale. Malgré la regrettable évacuation du Tibesti, au mois d'août 1916, qui eut pour conséquence de multiplier les rezzou toubous et de retarder la pacification de cette région, on peut dire que les indigènes du centre africain français demeurèrent sourds aux appels du maître de Koufra et que leur attitude resta en général correcte durant la guerre contre l'Allemagne.

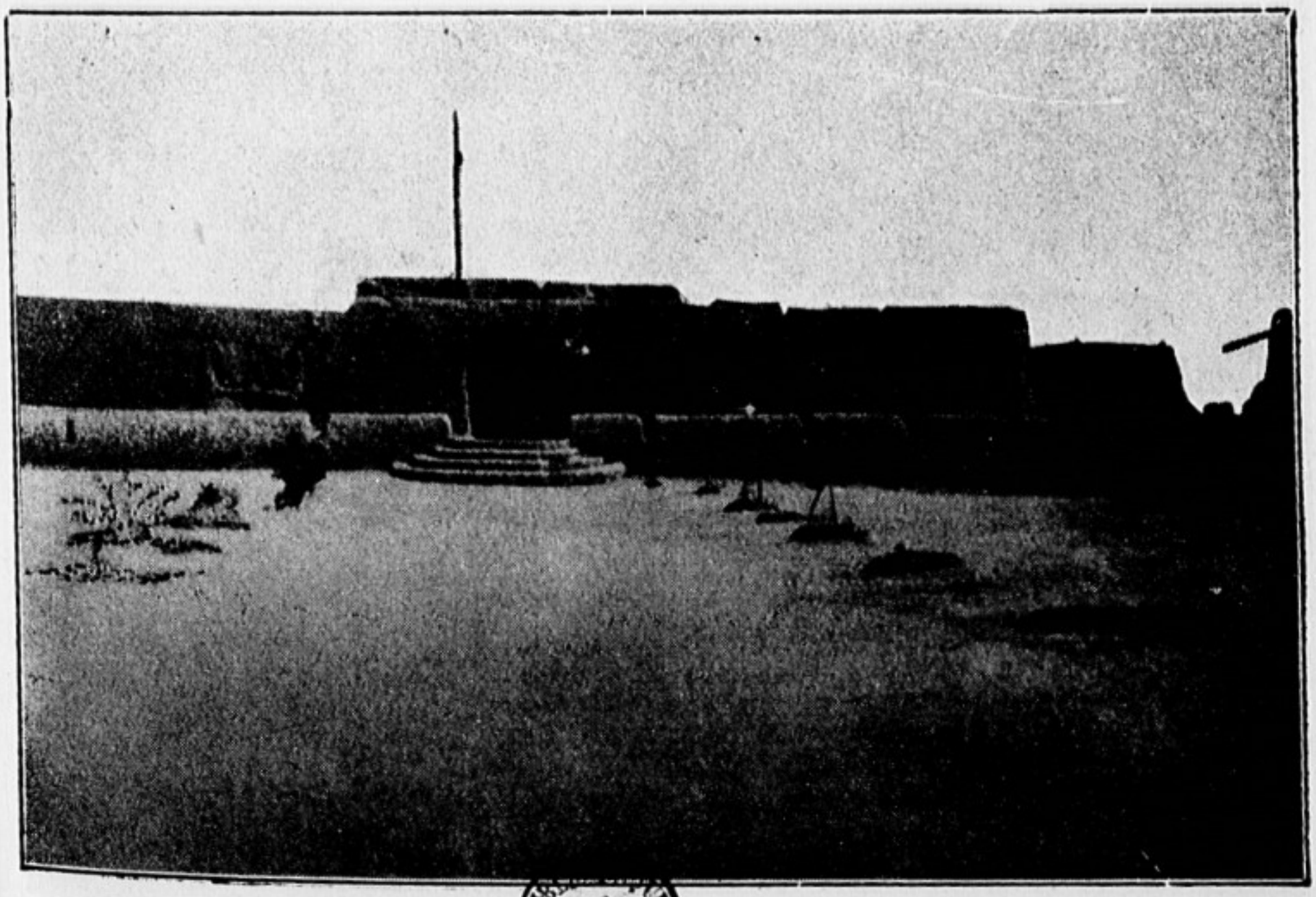
Il n'en fut pas de même dans le territoire du Haut-Sénégal-Niger où, dans le courant de l'année

---

(1) Il n'est pas sans intérêt de rappeler ici que, contrairement à certaines affirmations, la région située au nord du Tchad n'a jamais appartenu à la Turquie. Avant notre intervention, c'est la Senoussya qui régnait souverainement à Aïn-Galakka et à Gouro, comme elle régnait à Koufra. Sans doute les Turcs firent-ils une timide et éphémère apparition en 1911 au Borkou et au Tibesti, appelés par les Senoussistes inquiets de notre avance progressive. Mais le petit détachement d'Albanais, commandé par le capitaine ottoman Rifky, ne demeura que quelques mois dans ces régions et ce simulacre d'occupation resta sans lendemain.



Le Sultan d'Agadez et sa suite (1908)



Entrée du poste d'Agadez (1908)

1916, les Touareg de la boucle levèrent presque en totalité l'étendard de la révolte.

On ne possède pas de preuves formelles de l'intervention des Senoussistes de Koufra dans ce mouvement. Il n'en est pas moins certain que, là également, c'est l'Islam qui se dressa contre les chrétiens et que l'insurrection des Touareg du Niger fut fomentée et parfois même dirigée par de fanatiques marabouts xénophobes de la tribu des Kel Es Souk.

Dès 1915 la propagande des Kel Es Souk s'étendit insidieusement parmi toutes les tribus de la boucle du fleuve. Au mois de juin une première tentative de rébellion chez les Touareg du Gourma et de l'Oudala fut assez facilement enrayée, mais la révolte du mois de décembre suivant fut plus sérieuse et ce n'est qu'en juin 1916 que l'on parvint à la maîtriser. Chez les Oulliminden, la plus importante et la plus belliqueuse des tribus touareg de la région de Tombouctou, les marabouts Kel Es Souk n'eurent pas grand peine à rallier ces turbulents nomades à leurs idées. Mais l'agitation qui se manifesta alors ne passa pas inaperçue des autorités du Soudan. Pour y mettre fin celles-ci prirent, en 1915, la grave décision de procéder à l'arrestation de l'aménoukal des Oulliminden, Fihroun, que ses intrigues avaient sérieusement compromis. C'était un précieux otage entre nos mains et un gage à peu près

certain de la tranquillité de la tribu tant que durerait l'incarcération de son chef.

Cependant Fihroun, détenu à Gao pour y purger une peine de cinq années d'emprisonnement, réussissait à s'évader dans la nuit du 13 au 14 février 1916 et à rejoindre ses gens. Ulcéré dans son amour-propre d'aménoukal, ayant le sentiment d'une diminution sensible de son prestige dans toute la région soudanaise, il partit en prenant, vis à vis de l'autorité française, une attitude franchement hostile. Dans une lettre qu'il fit parvenir au commandant de Tombouctou il affirma, dans un furieux cri de révolte, que « le règne des koufar était fini » qu'il « déclarait la guerre aux Français » et qu'il « allait les combattre avec les Iforas et les Hoggars commandés par l'aménoukal Moussa ag Amastan qui lui avait promis son concours ».

C'était une déclaration de guerre en règle. Les Oulliminden allaient bientôt passer aux actes.

La première offensive fut dirigée contre le poste de Menaka. Dès fin février 1916 les Oulliminden, renforcés d'un groupe de Touareg nigériens et d'un parti d'une centaine de Beraber venus du sud marocain dans l'intention de se livrer au pillage, coupaient le poste de ses communications. La première attaque se produisit le 13 mars sans succès. Renouvelée le 28 avec des forces plus importantes, le résultat ne fut pas plus heureux pour les assaillants qui alors se retirèrent. Le

9 avril ils tentèrent la même entreprise contre les habitants du village de Filingué, où ils furent reçus par une fusillade nourrie et ils durent s'enfuir en désordre, laissant sur le terrain plus de cent cadavres.

A cette époque le groupe méhariste algérien du Hoggar nomadisait dans la région de Kidal, sous le commandement du capitaine de la Roche, à proximité des campements Hoggars et Taïtoqs qu'il était chargé de protéger contre les rezzou marocains. Mis au courant des projets de Fihroun et de ses tractations possibles avec l'aménoukal des Hoggars, le capitaine de la Roche convoquait d'urgence ce chef targui pour recueillir ses explications. La réponse de Moussa fut digne de ce grand ami de la France. Il avait bien reçu une lettre de Fihroun, mais il avait dédaigné d'y répondre. Et afin de prouver son loyalisme il envoyait à son chef un important renfort de goumiers pour marcher contre les Oulliminden révoltés.

Invité par le commandant de la région de Tombouctou à participer à la répression du mouvement de rébellion, le commandant du groupe du Hoggar quittait Kidal le 2 avril en direction de Menaka où il parvenait sept jours plus tard. Il y apprenait que les Oulliminden, après leur insuccès à Filingué, s'étaient concentrés à la mare d'Andéramboukane, à environ 90 kilomètres au sud de Menaka, d'où ils se livraient à des exac-

tions au préjudice des villages de la région. Il apprenait également qu'une colonne venant de divers points du Soudan se dirigeait vers Andéramboukane où il était lui-même convié à se rendre avec son détachement.

Le 25 avril une reconnaissance, composée du goum Hoggar, quittait Menaka en éclaireur du groupe méhariste algérien. Ce goum se heurtait presqu'aussitôt à une troupe de révoltés à laquelle il infligeait une sévère leçon en lui enlevant un important troupeau qu'elle avait razzié. Le 5 mai, le capitaine de la Roche quittait à son tour Menaka et deux jours après il faisait sa jonction avec la colonne de secours rassemblée aux abords de la mare d'Andéramboukane. Les Oulliminden et la troupe française se trouvaient dès lors en présence. Une rencontre était inévitable. Au surplus ni les uns ni les autres n'avaient le désir de s'y soustraire.

La mare d'Andéramboukane couvre le fond d'une cuvette formée par le confluent des oueds Azaouak et Assakaré. Tout autour de cette mare pousse une végétation extrêmement touffue et inextricable. C'est une véritable petite forêt d'une largeur moyenne de quatre kilomètres que divisent de larges marigots aux eaux boueuses. C'est au milieu de cette forêt que les Oulliminden s'étaient retranchés en totalité, hommes, femmes et enfants, sans oublier le cheptel de la tribu évalué plus tard approximativement à 5.000 cha-

meaux, 15.000 bœufs et plus de 30.000 moutons. Les Touareg disposaient ainsi d'une position excellente et d'autant plus difficile à prendre qu'ils l'avaient encore renforcée en édifiant des barricades dont l'inviolabilité était garantie par des épineux. On décida alors d'agir par surprise, mais celle-ci ne fut pas aussi complète qu'il avait été prévu. Des animaux parqués aux abords de la forêt, affolés par la présence inopinée de cette troupe, s'enfuirent de tous côtés jetant l'alarme parmi les Touareg. Ce fut alors un désordre indescriptible. Les Oulliminden, qui s'attendaient à livrer combat à l'ouest de leur retranchement, avaient concentré la majeure partie de leurs forces dans cette direction; désorientés par une soudaine attaque dans les deux sens ils ne surent ni s'organiser, ni se défendre; fusillés de toutes parts, serrés entre deux groupes de combattants résolus qui avançaient à l'assaut à travers les tentes, affolés par les cris des femmes, les beuglements des animaux, les Touareg, pris de panique, s'enfuirent en toute hâte de leur repaire, y laissant plusieurs centaines de morts et après avoir abandonné les femmes et les enfants à la mansuétude des vainqueurs.

L'affaire avait duré moins de deux heures. Elle avait été superbement montée et exécutée et son heureux résultat constituait un brillant succès pour nos troupes ainsi que pour notre prestige dans la boucle du Niger.

La mort de Fihroun, le 25 juin 1916, mit définitivement fin à la rébellion. En juillet le nouvel aménoukal Akorakor apportait au chef de poste de Menaka la soumission des gens de la tribu.

⁂

Demeurée sans action immédiate dans la région nord de Tombouctou ainsi que dans toute la zone située à l'ouest du massif de l'Aïr, la propagande de la Senoussya fut, en revanche, extrêmement active et efficace dans l'Aïr où elle rencontra des partisans nombreux et des complicités agissantes, notamment auprès du Sultan d'Agadez, Abderrahim Tegama.

Alors que dans le centre africain français les intrigues que le chef de la confrérie avait tenté de nouer dans les milieux hostiles à notre influence n'obtenaient qu'un médiocre résultat, en Aïr, au contraire, Ahmed Chérif trouvait des gens disposés à seconder ses projets. Les preuves de cette collusion furent plus tard établies par une lettre, datée du mois d'octobre 1914, adressée au Sultan Tegama, par Si Mohamed Labed, à qui avait été dévolu le commandement de la contrée sud-ouest de la Tripolitaine.

Cependant, très occupés sur d'autres champs d'opérations, ce n'est qu'à l'automne 1916 que les Senoussistes se décidèrent à fomenter l'insurrection parmi les Hoggars et les Touareg de l'Aïr.

La direction de ce mouvement fut confiée à un homme très actif, intelligent, qui avait acquis une véritable renommée pour son courage et son audace : Aghali ben Mohamed, plus connu sous le nom de Khaoucen, originaire de la tribu des Ikaskazen, de la confédération des Touareg Kel Oui.

Au mois de novembre 1914, Khaoucen, qui se trouvait à Mourzouk, devenait l'un des principaux artisans de la rébellion dans le Fezzan. Nommé en 1915 par Si Labed commandant de la ville de Ghat, puis ensuite « serviteur du gouvernement senoussiste de la vallée du Fezzan », il allait devenir l'âme de l'insurrection dans le massif de l'Aïr. A l'automne 1916, il recevait pleins pouvoirs pour constituer des contingents et prélever, sur les effectifs et les magasins de Ghat, hommes, approvisionnements et munitions ainsi que tout le matériel nécessaire à une telle entreprise.

Dans une lettre adressée le 11 novembre 1916 au Sultan d'Agadez, Khaoucen se présentait comme féal de Si Labed; il se disait chargé « d'exciter les musulmans et de les exhorter à la guerre sainte ». Il annonçait aussi son arrivée prochaine en Aïr afin de « délivrer ses frères de la domination des Français ». Il invitait enfin Tegama à rassembler les partisans de l'indépendance et à venir à sa rencontre. Cet appel à la révolte ne devait pas être vain et, durant plusieurs mois, l'Aïr allait être livré à l'anarchie.

Le 1er décembre 1916, à la pointe du jour, l'alarme fut apportée au chef de poste d'Agadez par une femme du village. Celle-ci dont le mari, interprète indigène, venait d'être tué, annonça l'arrivée, au cours de la nuit précédente, d'un important groupe de méharistes venus du Fezzan, et cette déclaration ne tarda pas à être confirmée par une fusillade dirigée contre la garnison.

A ce moment le capitaine Sabathie, commandant du poste, n'avait à sa disposition que 55 fusils, effectif qui allait être porté à 90 le 16 décembre au retour d'un détachement venu d'Aguellal. De son côté le gros de la colonne ennemie comprenait 198 combattants, dont 25 artilleurs et 38 mitailleurs, tous armés d'armes modernes de guerre, et auxquels vinrent peu à peu s'adjoindre environ un millier de Touareg. Khaoucen, qui commandait cette excellente mehalla, était secondé ou conseillé par deux européens, dont l'origine n'a pu être exactement déterminée.

Le 13 décembre 1916 commença réellement le siège d'Agadez, siège dirigé selon la bonne tactique saharienne, mais qui devait se heurter à la confiante opiniâtreté d'un officier de valeur et à la vaillance de son héroïque petite troupe.

La première attaque lancée contre le poste eut lieu le 17 décembre. Menée avec énergie cette opération fut un insuccès pour les Senoussistes. Ceux-ci avaient cependant fait précéder leur

attaque d'un intense bombardement et de feux de mitrailleuses, mais l'assaut donné par leur infanterie se brisa contre le tir précis des assiégés, tir qui causa de sérieux vides dans les rangs de l'adversaire. D'autres attaques ultérieures n'obtinrent pas plus de succès. C'est alors que Khaoucen résolut de renoncer à ce genre d'opérations et qu'il se borna à resserrer le blocus du poste dans l'espoir de réduire les occupants par la famine. En même temps, il organisait des rezzou qu'il dirigeait contre les tribus restées soumises et contre les petits postes isolés, dans la région de Zinder et le Damergou.

Pendant plus de trois mois la garnison d'Agadez résista sans défaillance au siège en règle établi par les Senoussistes. Ceux-ci furent repoussés et mis en déroute par une colonne constituée à Zinder et dirigée par le colonel Mourin. Des combats meurtriers furent livrés dans le massif de l'Aïr dans les premiers jours du mois de mars et Khaoucen dut fuir pour échapper aux troupes soudanaises qui le traquaient. Ce n'est cependant que quelques mois plus tard, après avoir commis de nouveaux méfaits dans le Damergou, qu'il quitta définitivement l'Aïr pour gagner Mourzouk où il subit en mars 1919 la peine de la pendaison pour une cause mal connue.

⁂

L'effervescence qui avait gagné le monde musulman dans les pays soudanais n'avait pas laissé indifférents les Touareg du Hoggar.

Après l'évacuation de Djanet par nos troupes, les lieutenants de Si Labed reprenaient dans la Koudia une propagande intensive. Khaoucen, commandant à Ghat, faisait courir le bruit de l'attaque prochaine du Fort Motylinski et poussait même l'insolence jusqu'à l'annoncer au commandant de ce poste. En présence de ces menaces, confirmées par nos informateurs, l'officier chef de poste jugeait prudent de rappeler auprès de lui le détachement méhariste qui se trouvait avec Moussa ag Amastan et ses gens en Afrique occidentale française. Cette mesure, justifiée par les circonstances, devait cependant avoir de fâcheuses répercussions.

L'assassinat du R. P. de Foucáuld à Tamanrasset, survenu le 1er décembre 1916, allait modifier complètement la situation demeurée jusque-là favorable. Ce douloureux événement eut un retentissement considérable dans tout le Sahara, mais il toucha plus particulièrement les Touareg du Hoggar qui avaient pour le « marabout », ainsi qu'ils l'appelaient, une grande vénération.

Chez les imrad de la Koudia, cette fin tragique fut considérée comme une calamité. Comme ils ne se sentaient pas la conscience pure, et qu'ils craignaient des représailles de notre part pour leur complicité, au moins tacite, dans cette

triste affaire, ils se retirèrent peu à peu dans le centre de la montagne et finirent par faire défection sans toutefois s'engager à fond par des actes d'hostilité conre nous.

De son côté Moussa ag Amastan, sentant que les nobles de la tribu se laissaient insensiblement gagner aux suggestions des agitateurs, écrivait en novembre 1916 au commandant militaire du territoire des oasis pour faire appel à son aide. Le lieutenant-colonel Meynier, prévenu que la situation devenait grave dans le Hoggar, décidait en fin de mois de décembre de gagner cette région par marches forcées avec un détachement important qui comprenait plus de 150 méharistes, un canon, une section de mitrailleuses. Il avait, d'autre part, pu donner l'ordre au capitaine Depommier, récemment chargé du commandement du secteur du Hoggar, de venir le rejoindre avec d'importants effectifs prélevés sur les disponibilités d'In-Salah et du Touat.

Ce mouvement offensif, interrompu par des ordres impératifs de l'autorité militaire supérieure, fut ajourné et les retards qui s'ensuivirent eurent de regrettables conséquences.

Cependant, dans le courant du mois de janvier 1917, les renforts les plus indispensables étaient rassemblés à Fort Motilinsky sous le commandement du capitaine Depommier. A ce moment cet officier pouvait disposer des contingents ci-après :

— un groupe de 120 méharistes des compagnies

sahariennes du Touat et du Tidikelt commandé par le capitaine Masson (lieutenants Constant et Bejot, médecin aide-major Perrin), avec deux mitrailleuses;

— un détachement de 60 méharistes venu de Fort Flatters avec le lieutenant Lemaire et un canon de 80 m/m de montagne;

— le groupe mobile du Hoggar, comprenant 150 méharistes, sous le commandement du lieutenant Lehuraux, et disposant de quatre mitrailleuses ainsi que d'un canon de 37 m/m;

— la garnison fixe de Fort Motylinski : 22 hommes, une pièce d'artilllerie et deux mitrailleuses.

En arrivant au Hoggar, le capitaine Depommier était informé que l'aménoukal Moussa ag Amastan se trouvait toujours dans l'Adrar des Iforas avec ses gens. En outre, on lui faisait savoir que la mehalla senoussiste, en formation à Ghat, avait renoncé à ses objectifs primitifs et se trouvait devant Agadez qu'elle tentait d'assiéger. Enfin la Koudia était sillonnée de bandes hostiles qui, menaçant les rares campements restés fidèles, ou encore hésitants, constituaient également un danger permanent pour les courriers et les convois.

En présence de cette situation, le capitaine Depommier prit la résolution de rejoindre d'urgence Moussa ag Amastan dans l'Adrar, puis, avec l'aide des guerriers Touareg, de se porter sur la route caravanière, entre la Tripolitaine et

l'Aïr, afin de gêner le plus possible le ravitaillement de la mehalla senoussiste qui faisait le siège d'Agadez. Laissant la surveillance du Hoggar aux soins du capitaine Masson, avec la majeure partie des effectifs, il prit personnellement le commandement d'une colonne de 150 hommes, composée du groupe méhariste du Hoggar sous les ordres du lieutenant Lehuraux et d'une section de la compagnie du Touat commandée par le lieutenant Lemaire.

Ainsi constitué le détachement quitta Fort Motylinsky le 2 février 1917 en direction de Tin Zaouaten où Moussa ag Amastan avait été préalablement invité à se rendre également. Mais l'aménoukal ne se trouvait pas au rendez-vous. On apprenait, au contraire, qu'il était parti vers l'Aïr avec toute la tribu pour se joindre à Khaoucen et que l'oasis d'Agadès était tombée aux mains de ce dernier. Le chef de poste de Kidal signalait aussi que les tribus soudanaises étaient suspectes et que le mouvement de dissidence s'était étendu parmi les tribus de l'Adrar : Iforas, Irreguenaten et Ibottenaten. Il indiquait enfin que de nombreux rezzou beraber circulaient dans la région et qu'ils avaient l'intention de faire cause commune contre les Français. Toute la zone comprise entre le Hoggar et le Niger était donc en rébellion.

Le capitaine Depommier prit la décision de marcher sur les traces des Hoggars. Il voulait tenter de les ramener à nous, au besoin par la force,

puis de coopérer à la délivrance d'Agadès et, suivant les circonstances, agir sur les lignes de communications de Khaoucen ou rallier les troupes soudanaises dans la région de l'Aïr. Ayant laissé dans l'Adrar une partie de son monde sous les ordres du lieutenant Lemaire avec mission de protéger les fractions encore hésitantes, il quitta Tin Zaouaten le 28 février avec le groupe du lieutenant Lehuraux et se dirigea vers Agadès par le ténéré d'In Abankarit.

Parmi les notables Touareg de l'entourage immédiat de Moussa ag Amastan, nous comptions un adversaire dangereux, Anaba ag Amellal, frère d'Attici, l'ancien chef de la confédération parti en dissidence en Tripolitaine dès l'arrivée des Français au Hoggar et resté depuis notre ennemi le plus acharné. Après le départ de l'Afrique occidentale française du détachement méhariste algérien, et lorsque parvinrent les nouvelles relatives à l'abandon de nos postes de la région frontière de la Tripolitaine et de la mort du R. P. de Foucauld, Anaba donna ouvertement le signal de la révolte, ralliant autour de lui quelques mécontents qui le secondèrent activement dans sa besogne dissolvante. Cependant Moussa ne se laissait pas convaincre. Courageusement, en serviteur fidèle et loyal, il s'ingéniait à combattre la pernicieuse propagande d'Anaba et à maintenir les Touareg dans le devoir. Mais ses efforts demeuraient vains. Il voyait peu à peu ses gens l'aban-

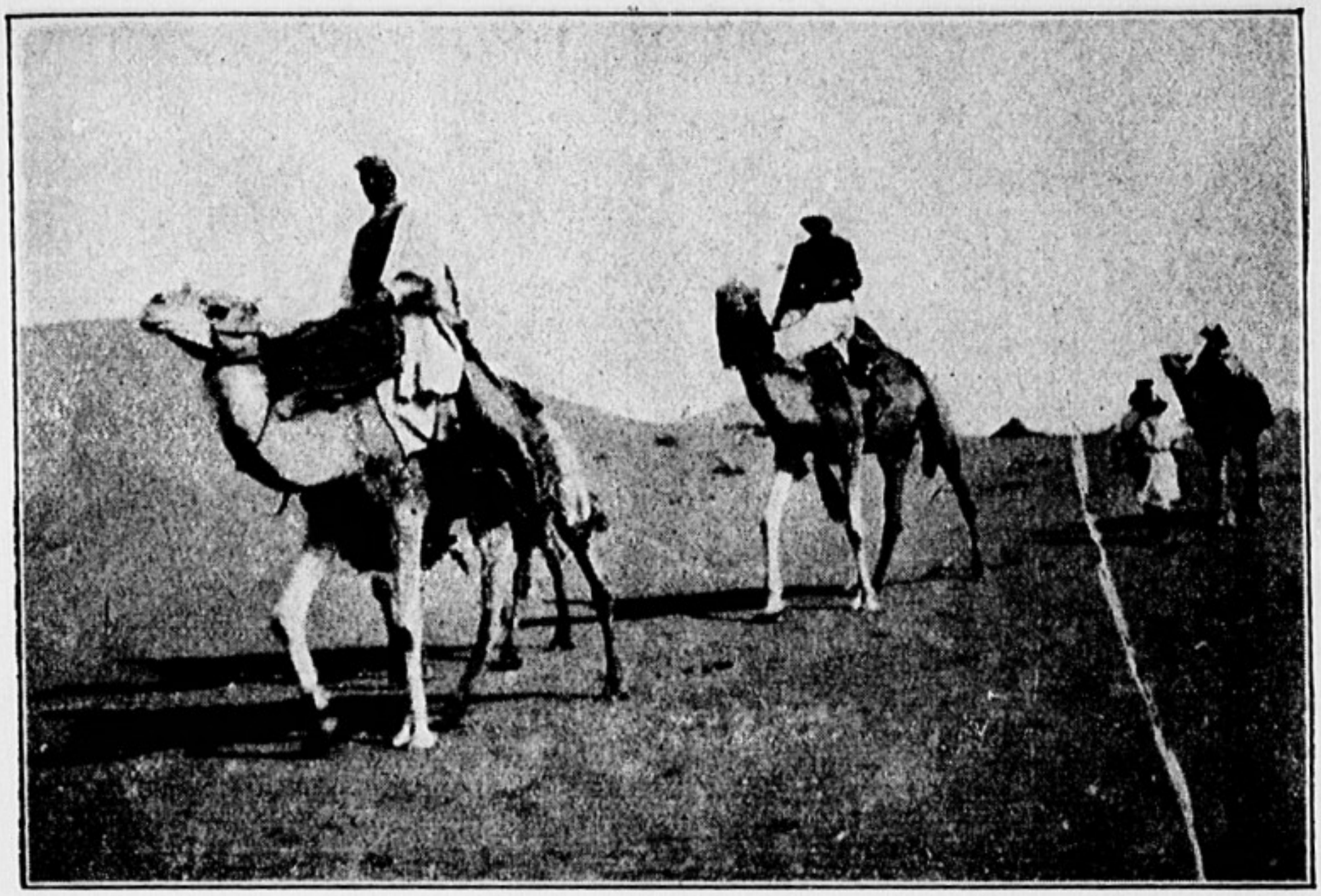
donner. En désespoir de cause, décidé à maintenir l'unité de sa tribu et à éviter, si possible, la rébellion, il ordonna le départ de l'Adrar afin de se rapprocher de l'Aïr conformément aux injonctions d'Anaba et de ses séïdes.

Parvenue à environ 120 kilomètres au nord d'Agadez, la tribu y installait ses campements en prévision d'un séjour prolongé. Dès lors, les sollicitations des représentants du chérif de Koufra devinrent plus pressantes et Moussa fut expressément invité à se joindre aux rebelles. Dans le même temps, les autorités françaises de Tahoua prenaient à l'égard des Touareg Hoggar venus en ce centre chercher un ravitaillement de mil, des mesures, peut-être judicieuses, mais qui eurent des conséquences regrettables, en confisquant les armes des caravaniers et en réquisitionnant le mil ainsi que leurs animaux de transport. En outre, Khaoucen, désireux d'accentuer le désaccord qui existait chez les Hoggars, faisait razzier une caravane de six cents chameaux envoyés par Moussa au Damergou et qui revenaient chargés de mil.

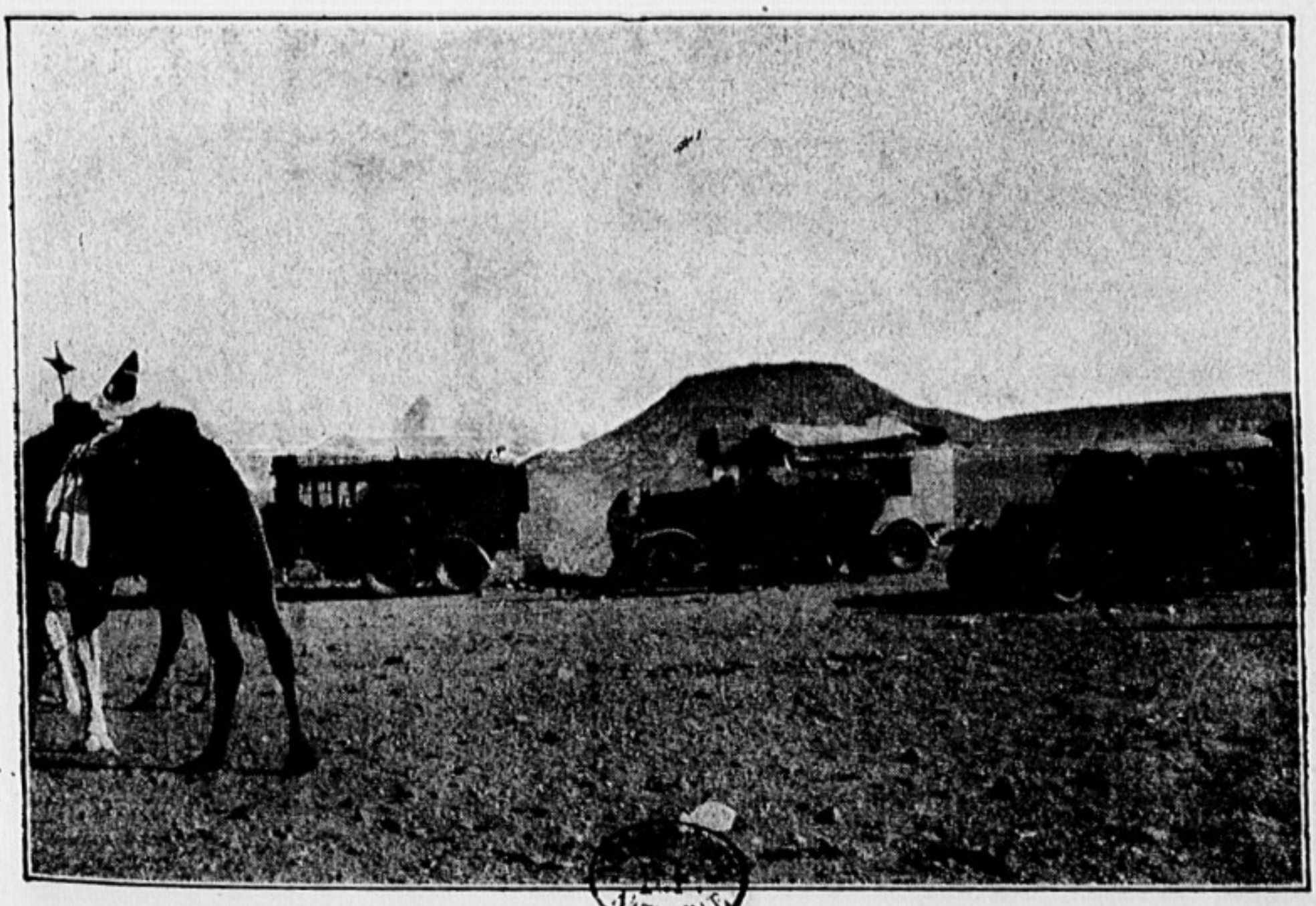
Ces divers incidents causèrent une si grande émotion parmi les Touareg, que ceux-ci mirent l'aménoukal en demeure d'entrer en pourparlers avec le chef senoussiste afin d'obtenir, à n'importe quelles conditions, la restitution de leurs chameaux et des approvisionnements. Contraint de s'incliner sous peine d'être complètement aban-

donné, même de certains de ses plus fidèles partisans, Moussa ag Amastan se rendit à Agadez en février 1917 accompagné d'Anaba et d'une partie de gens de sa tribu ralliés aux idées de ce dernier. Dès son arrivée on lui attribua la meilleure tente et on l'entoura de toutes sortes d'honneurs. Il n'en était pas moins prisonnier des Senoussistes. Il réussit néanmoins à tromper cette surveillance et à s'enfuir. Mais Anaba, prenant la direction de la poursuite, ramenait son chef à Agadez où il subit une nouvelle détention, plus rigoureuse que la précédente. Moussa parvint à s'y soustraire à la faveur de la panique produite dans les rangs des rebelles par l'approche des colonnes de secours Mourin et Berger.

Rentré auprès de ses fidèles, Moussa, profondément froissé dans son orgueil, voulut tirer vengeance de l'humiliation qu'il venait de subir et qui portait gravement atteinte à son prestige. Sans doute aussi sa perspicacité très vive lui conseilla-t-elle d'atténuer, par un geste dépourvu d'équivoque, la fâcheuse impression que ne manqueraient pas de causer chez les Français, dont il avait appris l'arrivée prochaine par le sud et par le nord, ses compromissions avec les révoltés. Quels que fussent ses sentiments à ce moment, le fait essentiel à retenir est qu'il organisa aussitôt un contre-rezzou composé de ses meilleurs guerriers et qu'il lança ce détachement sur les convois de Khaoucen en retraite vers le nord.



Dans l'erg Oriental
Le Général Laperrine à mehari



Les automobiles dans le Mouydir

C'est à ce moment, exactement le 23 mars 1917, que la colonne Depommier-Lehuraux parvenait dans la vallée de Tenefsert, à environ 150 kilomètres au nord d'Agadez. En cet endroit se trouvait Moussa ag Amastan ainsi que la plus grande partie des Touareg de la confédération du Hoggar avec la totalité de leurs troupeaux. La rencontre entre les chefs français et le chef targui minutieusement réglée allait mettre fin à une situation équivoque et décider l'orientation qu'allait prendre à l'avenir notre action politique vis à vis des Hoggars.

Depuis son départ de Tin Zaouaten, le détachement algérien avait livré quelques combats heureux. Le 12 mars, à In Abankarit, il avait mis en fuite un rezzou beraber et capturé un important troupeau de chamelles de toute beauté. Le 15 mars à Tekaten Koutat des Touareg de l'Aïr qui attendaient les méharistes au point d'eau en furent délogés après un combat de nuit, en laissant plusieurs prisonniers entre nos mains. Une partie des animaux fut répartie entre les hommes du détachement dont les montures avaient dû être abandonnées dans la dure traversée du ténéré. D'autres bêtes furent réservées à l'alimentation de la troupe, dépourvue de vivres. Le reste du troupeau devait constituer les parts de prises à répartir entre les sahariens.

Les Hoggars demeuraient toujours insaisissables. Les émissaires envoyés par Moussa assuraient

bien que l'aménoukal et ses gens n'avaient pas modifié leurs bons sentiments à notre égard et que seule la nécessité de trouver de bons pâturages les avaient obligés à changer de région. Il était difficile d'ajouter foi à ces déclarations. Enfin, ayant appris que les Touareg se trouvaient à Tenefsert, ordre formel fut envoyé à Moussa d'y attendre le détachement français et de venir personnellement à sa rencontre, sans armes, et accompagné de quelques méharistes seulement. Moussa était en même temps informé que l'inexécution stricte de ces ordres serait considérée comme un acte inamical de nature à ouvrir les hostilités entre les Touareg et nous.

Les Châamba ne comprenaient pas l'indulgence de leurs deux chefs. Pour eux la trahison des Touareg n'était pas douteuse et cette félonie méritait une leçon exemplaire. L'infructueuse poursuite des Hoggars que l'on comptait rencontrer chaque jour et qui chaque fois se dérobaient, avait exaspéré les méharistes. La fatigue des longues marches dans des contrées désertiques, la perte d'animaux, le manque de vivres et l'obligation de se nourrir uniquement avec de la viande vite décomposée, le service incessant de garde et de patrouilles de jour et de nuit, tout cela joint à la haine héréditaire des Châamba contre les Touraeg ne pouvait engager les Sahariens à la mansuétude. Tous demandaient vivement que l'on engageât le combat contre les rebelles.

Les officiers avaient grand peine à contenir cette effervescence. Certes, il était tentant de s'illustrer par un beau fait d'armes alors que le sort les avait retenus de force au Sahara pendant que d'autres se battaient en France pour défendre le sol de la patrie. Avec leur centaine d'hommes résolus et leurs mitrailleuses ils pouvaient risquer avec chance de succès la lutte contre plusieurs centaines d'adversaires et continuer ensuite vers Agadez pour s'y ravitailler.

Un cas de conscience se posait pour les officiers. Ils ne pouvaient se résoudre à croire à la trahison de Moussa ag Amastan en dépit de toutes les apparences. Un engagement meurtrier pouvait avoir des conséquences incalculables. Vaincus, les Hoggars en garderaient à jamais le souvenir et nos relations avec eux, jusque-là confiantes, resteraient pour longtemps tendues. Vainqueurs, c'était l'insurrection totale qui s'étendrait à toutes les tribus Touareg du Soudan menaçant ainsi nos postes à un moment où toutes les forces étaient utilisées ailleurs. Aussi à un combat qui se serait sans doute terminé à leur avantage, le capitaine Depommier et le lieutenant Lehuraux ont-ils préféré une tâche plus obscure, mais aussi plus profitable à notre cause, en mettant tout en œuvre pour agir pacifiquement.

Grâce à l'ascendant que les officiers possédaient sur leurs hommes, la rencontre avec les Hoggars, qui eût pu être sanglante, se passa sans incident.

Moussa et les nobles de son entourage, sauf Anaba et quelques autres restés avec les rebelles, se montrèrent navrés des événements qui venaient de s'écouler et se déclarèrent prêts à quitter l'Aïr à la suite du groupe méhariste pour rentrer au Hoggar avec leurs tentes et leurs troupeaux.

Le départ de Tenefsert eut lieu le 27 mars. Ce rapatriement à travers le tanezrouft de quelques centaines d'êtres humains, hommes, femmes, vieillards, enfants accompagnés de troupeaux innombrables : chameaux, zébus, moutons, chèvres et ânes, et surveillés seulement par un petit détachement de cent méharistes n'ayant pour se nourrir qu'un peu de mil et de la viande boucanée, fut l'un des épisodes les plus tragiques de l'histoire saharienne (1). Le 14 avril la colonne arrivait à Fort Motylinski non sans avoir subi des pertes assez sérieuses, aussi bien parmi les Touareg que dans leur cheptel.

La situation qu'elle trouva dans le Hoggar était assez alarmante. Tandis qu'elle se dirigeait vers l'Adrar, le bruit s'était répandu dans le Hoggar que Moussa ag Amastan avait rejoint les rebelles qui assiégeaient Agadez et cette grave nouvelle était confirmée par une lettre portant le propre

---

(1) Sur ces événements et sur ce rapatriement voir : « *Sur les pistes du désert* », par le capitaine LEHURAUX (Plon, éditeur, 8, rue Garancière, Paris).

sceau de l'aménoukal et prescrivant aux imrad de la Koudia de partir en dissidence. Plus tard l'enquête démontra que Moussa était entièrement étranger à cet ordre et que l'on avait abusé de son cachet. Mais sur le moment personne ne douta de son authenticité et tous les imrad obéirent à l'ordre de soulèvement.

Dès lors la bande d'Abbeuh ag Aghabelli qui avait assassiné le Père de Foucauld dans la nuit du 1er au 2 décembre 1916, vit son effectif augmenter considérablement. Tous ceux capables de se servir d'une arme se joignirent à elle et la rébellion devint générale. En février 1917, les mehara de la petite garnison de Fort Motylinski étaient enlevés, mais grâce à une audacieuse poursuite de l'adjudant Vella ils purent être repris. Les 17 et 19 du même mois le détachement du lieutenant Constant livrait combat à Tahabort et à Temassint; il réussissait à repousser les Touareg, mais après avoir subi des pertes sérieuses.

Le 6 avril, 80 méharistes commandés par le capitaine Masson, qui exécutaient une reconnaissance dans la Koudia, avaient été surpris dans les gorges de l'oued Ilaman. L'ennemi occupait les hautes falaises et fusillait le détachement qui cheminait dans le fond de la vallée. Nos pertes avaient été sensibles : onze tués dont deux Français et tous les mehara enlevés. Les méharistes avaient pu se dégager à la faveur de la nuit et regagner Tamanrasset puis Motylinski sans être

inquiétés. Cette affaire, le premier succès réel enregistré par les rebelles du Hoggar, devait avoir la plus fâcheuse répercussion politique et empêcher les négociations qui allaient être entreprises d'aboutir rapidement.

Aussitôt rentré au Hoggar Moussa ag Amastan essaya pourtant de lancer aux rebelles de sa tribu demeurés dans la Koudia un suprême appel à la concorde. Il chargea quelques notables de se rendre auprès des chefs du mouvement pour leur conseiller d'abandonner une attitude agressive qui ne pouvait que leur causer, dans un bref avenir, un grave préjudice. Ces démarches n'amenèrent aucun résultat. Au contraire, hormis la majeure partie des nobles et certaines fractions dirigées vers l'Adrar des Iforas, tous les Touareg ramenés de l'Aïr firent cause commune avec les insurgés. A la fin du mois d'avril la rébellion pouvait être considérée comme générale dans la Koudia. Mais désormais il s'agissait de guérilla et non plus de guerre et les nombreux combats et escarmouches qui allaient continuer de se produire en 1917 et 1918 n'auraient plus le pouvoir de compromettre l'occupation française.

⁂

Les événements dont le Sahara français était le théâtre à la fin de l'année 1916 n'avaient pas man-

qué de créer de sérieuses inquiétudes au sein du gouvernement métropolitain.

Dans l'espace de quelques semaines, en effet, en novembre et décembre, les nouvelles graves s'étaient précipitées. Dans le Sahara algérien c'était, vers l'est, l'immobilisation, par la ruine de ses équipages et le surmenage de ses éléments, de la colonne d'opérations en région Ajjer. Condamnée à recevoir les coups sans pouvoir les rendre, elle était menacée de famine par l'enlèvement de ses convois de ravitaillement et l'échec des poursuites coûteuses entreprises contre les ravisseurs. Elle n'arrivait qu'à grand peine à conserver ses communications avec le poste de Fort Polignac dont la garnison, ravagée par le scorbut, était, par surcroît, sur le point de manquer de vivres.

En région Hoggar, le Père de Foucauld était assassiné par un parti de fanatiques venus de la Tripolitaine. Le poste de Fort Motylinski était menacé d'un siège et il ne paraissait pas possible de le secourir en temps utile.

Dans l'Aïr soudanais toutes les tribus étaient soulevées ; les détachements isolés étaient massacrés; Khaoucen assiégeait Agadez. Pour mettre sur pied une colonne de secours, il fallait faire venir des troupes de Dakar et faire appel à la coopération anglaise de la Nigéria.

Enfin Moussa ag Amastan, sur lequel reposait toute la politique algérienne dans le Sahara

touareg, prenait à notre égard une attitude ambigüe. Il nous laissait sans nouvelles de ses intentions et se rendait avec ses fidèles auprès de Khaoucen devant Agadez assiégée.

La situation paraissait sérieusement compromise. Derrière les menaces immédiates qui pesaient en même temps, du nord au sud, sur tous les confins orientaux sahariens, on pressentait un grand effort senoussiste. L'entreprise menée en 1915 contre l'Egypte, et que les Anglais avaient mis plus d'un an à annihiler, n'était-elle pas sur le point de se renouveler, cette fois contre le Sahara français ? En cette heure de crise, contre un danger qui s'annonçait par tant de symptômes simultanés, l'unité de commandement parut la précaution la plus nécessaire.

Quatre ministères étaient intéressés à ce grave problème. En premier lieu le ministère de la Guerre, puisqu'aussi bien nous nous trouvions en période de guerre, et qu'il s'agissait d'opérations militaires ; le ministère de l'Intérieur pour l'Algérie, celui des Colonies pour l'Afrique occidentale et l'Afrique équatoriale françaises, enfin, le ministère des Affaires étrangères en ce qui concernait le Protectorat tunisien ainsi que les relations avec la colonie voisine de la Tripolitaine.

L'accord fut rapidement réalisé entre les titulaires de ces départements ministériels. Le général Lyautey, ministre de la guerre, avec l'autorité qui s'attachait à son nom, à son œuvre dans le

sud-oranais et au Maroc, mit en évidence le manque de cohésion qui caractérisait la situation saharienne du moment et il préconisa la création, au moins temporaire, d'un commandement unique des territoires sahariens relevant de l'Algérie, de la Tunisie et de l'Afrique occidentale française. L'illustre soldat ne rencontra aucune opposition de la part de ses collègues du gouvernement et le projet de constitution d'un commandement intersaharien fut alors adopté.

Le général Lyautey avait déjà porté son choix sur l'homme à qui il destinait ces hautes et délicates fonctions. Le général Laperrine était, à vrai dire, le seul chef capable de s'imposer, en raison de son passé saharien et de son prestige personnel, aux autorités des diverses régions qui allaient former le nouveau territoire. Le ministre de la Guerre, en colonial averti, ne l'ignorait pas et il fit facilement admettre son point de vue par les autres membres du gouvernement.

C'est par une décision interministérielle en date du 12 janvier 1917 que fut constitué le commandement temporaire des territoires sahariens.

L'autorité du commandant supérieur de ces territoires s'étendait : en Algérie, sur l'annexe de Beni-Abbès, celle de Timimoun, le poste d'Adrar, le territoire des oasis, les cercles de Ghardaïa et de Touggourt et l'annexe d'El-Oued ; en Tunisie, sur le territoire saharien de la Régence; (cette zone devait d'ailleurs être supprimée du comman-

dement du général Laperrine par un rectificatif en date du 22 octobre 1917); en Afrique occidentale française, enfin, sur les territoires sahariens limités au sud par une ligne partant des confins de la Mauritanie en englobant Araouan, Bamba, Gao, Tahoua, le cercle d'Agadez, Bilma et le Kaouar.

Le général Laperrine avait pour mission d'assurer la défense et la police de cette immense partie du désert et on lui laissait, à ces fins, la direction des opérations militaires et des mesures d'ordre politique. Pour cette mission il disposait de toutes les troupes stationnées sur son territoire et il avait la possibilité de demander les moyens complémentaires qu'il jugerait, par la suite, nécessaires.

Dès sa prise de fonctions, au mois de mars 1917, le général Laperrine procéda à une nouvelle organisation de son vaste commandement, basée sur une coopération étroite entre les troupes algériennes et les troupes soudanaises.

Cette organisation visait essentiellement à l'établissement d'une zone de sécurité centrale protégée : vers l'est par un front défensif contre les incursions des bandes senoussistes venant du sud-tripolitain et du Fezzan; vers l'ouest par un front défensif contre les coups de main des tribus de pillards venant du sud-marocain.

Le front est s'appuyait sur les postes de Bilma, Agadez, Fort Motylinski et Flatters, tandis que le front ouest était jalonné par les centres de résis-

tance de Tombouctou, du Timetrin, de l'Ahnet, du Touat et de Tabelbala.

Le général Laperrine comptait établir, à l'intérieur de ces deux fronts, une zone de sécurité relative permettant les communications, et n'agir, en dehors de cette zone, que par l'envoi de contre-rezzou composés de goumiers Châamba et Touareg. Il ne pensait pas organiser une offensive méthotique vers l'est, pour réoccuper Fort Polignac et Djanet, avant que la situation ne fût éclaircie et que les Italiens eussent de nouveau étendu leur action vers Mourzouk et Ghadamès.

C'est précisément au moment où ces mesures entraient en action que les opérations militaires au Sahara prirent une physionomie toute différente et redevinrent ce qu'elles étaient avant 1916, des guérillas.

La délivrance d'Agadez en mars 1917 fut en effet suivie de la disparition des mehallas ou troupes organisées de la scène saharienne.

Khaoucen poursuivi et atteint à environ 150 kilomètres au nord-est d'Agadez, réussit à se dégager et à s'enfuir. Mais désormais il n'est plus qu'un chef de bande. Il pourra encore réussir des coups de mains et tendre des embuscades heureuses. Il en est cependant réduit au rôle hasardeux de coupeur de routes.

De même, dans le Sahara algérien, les guerriers que le Senoussisme avait rassemblés et auxquels il avait donné un chef, Sultan Ahmoud, l'ancien

suzerain de l'oasis de Djanet, sont à peu près désagrégés en bandes plus ou moins fortes.

La plupart de ces guerriers, suivant leur origine, s'orientent dans le cadre de la tribu. Ils retrouvent avec leurs chefs naturels leurs habitudes de nomadisation et leurs occupations caravanières et pastorales. En même temps les anciennes rivalités réapparaissent. Les dissensions, que le Senoussisme avait tenté d'apaiser pour coordonner toutes les activités contre les infidèles, se ravivent. L'état d'anarchie, qui est le propre des sociétés musulmanes, offre de nouveau des possibilités fécondes à notre intervention. A mesure que s'effrite le bloc artificiel façonné contre nous, les éléments propices à une action politique se précisent et s'étendent.

Parmi les fractions des Touareg de l'Aïr, les unes sont revenues sur leurs terrains de parcours et d'autres ont accepté la suzeraineté française par l'intermédiaire de Moussa ag Amastan.

En région Ajjer une partie des Iforas de Temassinin s'est groupée sous la tutelle du fils de notre vieux serviteur mort à la tâche, le caïd Abdennebi. La fraction restée en Tripolitaine se met en relations avec nos émissaires et ne cache pas ses intentions pacifiques. La tribu arabe des Djeramna qui, depuis plus de trente ans, a abandonné le sud-oranais, ne paraît arrêtée sur la voie du retour que par la crainte d'avoir à payer la

dia, l'impôt du sang, pour le meurtre d'un officier dont les siens se sont rendus jadis coupables.

Enfin, le chef des nobles Ajjers, l'héritier du tobol du commandement, Boubekeur ag Allegoui, s'efforce de séparer sa cause de celle de nos adversaires et, sans manifester ouvertement son désir d'entrer en contact avec nous, il réserve l'avenir et semble bien n'attendre que nos ouvertures indirectes. Les tribus des Kel Toberen et des Kel In Tounin témoignent de tendances analogues.

L'ardeur belliqueuse a partout fait place à la lassitude.

L'ambiance est à la paix.

Contrastant avec cet état d'esprit général des populations, un brigandage audacieux sévit contre les tribus soumises et multiplie les coups de main contre nos lignes de communication.

C'est que la dissolution des mehallas a rendu disponibles des pillards de toutes races, qui n'ont d'autre bien que leur fusil, d'autre espoir que la rapine et qui se groupent en bandes temporaires autour de l'un d'eux, plus heureux ou plus avisé.

Ces bandes sont composées de dissidents irréductibles, Arabes ou Touareg, d'assassins notoirement compromis et qui se savent exclus de toutè mesure de clémence, de militaires déserteurs qui n'ignorent pas les sévérités du code à leur endroit. Sur les listes dressées à Agadez comme à In-Salah, à Flatters comme à Ouargla, ce sont

toujours les mêmes noms qui reviennent. C'est ainsi qu'autour de l'agitateur Khaoucen, dans le massif de l'Aïr, il existe un noyau de Châamba déserteurs et de Tripolitains. D'autre part, Abbeuh ag Aghabelli, l'assassin du Père de Foucauld, est à la tête d'un groupement de Touareg rebelles appartenant à toutes les fractions, soumises et insoumises, ainsi que de noirs en rupture de captivité. Une troisième bande enfin, celle de Brahim ag Abakada, rassemble des Ajjers et des fugitifs des oasis sahariennes.

Dans aucune de ces bandes, on ne trouve de notables disposant d'une influence personnelle. Chaque guerrier y vaut seulement ce que vaut l'arme dont il est muni. On n'est donc plus en présence d'une force organisée, ayant ses cadres et son plan d'ensemble. On a affaire au brigandage pur et simple, tel qu'il ne pouvait manquer de se développer après une secousse qui a ébranlé les assises profondes d'une société indigène traditionnaliste.

A la même époque, le brigandage dans le Sahara oriental, pâle image des mehallas évanouies, a pour réplique le brigandage beraber dans le Sahara occidental.

Le mode de formation des rezzou marocains a été souvent décrit. Le chef de bande recrute des pillards dans toutes les régions méridionales du protectorat chérifien, comme un agent d'affaires rassemblerait des capitaux pour former une

société. Ce sont des entreprises annuelles dont l'objectif de rapine s'accompagne d'un curieux côté commercial. Le but est toujours le même : se rendre pendant l'hiver au Soudan par la voie la plus sûre et en ramener des troupeaux et des esclaves. A l'automne, chacun apporte son fusil, ses cartouches et sa monture et, le printemps venu, on rentre sous sa tente avec sa part de prises. Ici encore ce n'est que du brigandage saharien parfaitement, mais uniquement organisé pour les surprises de la *guérilla d'embuscade.*

Depuis les affaires d'Aïn El Hadjadj le 13 février 1917, et de l'oued Ilaman dans le Hoggar le 6 avril de la même année, depuis surtout la délivrance d'Agadez, il n'est pas une rencontre dont notre prestige ait eu réellement à souffrir et qui n'ait présenté les caractères de la guérilla. Dans la plupart des cas ce fut une surprise plus ou moins complète, mais toujours surprise d'un faible détachement par une bande beaucoup plus forte, puis, le coup réussi, repli immédiat vers d'inaccessibles repaires.

En juin 1917 c'est une patrouille de vingt cinq méharistes du groupe du Hoggar qui, alors qu'elle déjeunait et faisait pâturer ses chameaux, est brusquement assaillie et dispersée par la bande d'Abbeuh.

Le 25 juillet suivant le groupe du lieutenant Lehuraux se heurte à la même bande dans le massif de Tehi-n'Akli. Mais cette fois c'est l'adversaire

qui est surpris et forcé de s'enfuir dans la montagne après un dur combat d'une journée entière.

En septembre c'est la mise à sac du ksar d'Akabli, dans le Tidikelt, où une autre bande pénètre au petit jour sans que l'éveil ait été donné.

En octobre c'est l'enlèvement d'un convoi non escorté à Fraïcha. Le mois suivant le convoi périodique d'Adrar, insuffisamment protégé, est attaqué à l'improviste par un parti dont le voisinage n'a pas été éventé. Puis ce sont les troupeaux des Zoua et des Mouadhi campés dans le Méguiden qui sont razziés.

L'affaire d'Aïn Guettara en février 1918 où deux officiers, huit Français et sept indigènes trouvèrent la mort, est encore plus caractéristique : un poste isolé de goumiers est massacré, puis deux automobiles, qui se croient gardées par le poste disparu, tombent dans une embuscade. La bande, enhardie par ce succès facile, se porte ensuite à l'attaque d'un convoi engagé sur une piste voisine. Elle se retire, la nuit venue, dès qu'elle a tâté de la vigueur de la défense.

De même, les opérations dirigées dans l'Aïr contre les bandes de Khaoucen revêtent le caractère de la guérilla. Attaqué à Tamaslach par le détachement soudanais du lieutenant Nedelec, Khaoucen essuie une défaite qui se transforme en déroute; ses contingents sont poursuivis par les soudanais et par les goumiers Touareg de Moussa

ag Amastan et sont détruits ou dispersés irrémédiablement après un ultime combat.

Ces divers exemples mesurent toute la différence des opérations sahariennes de 1916 à 1917.

En 1916, contre des mehallas menées par les chefs senoussites, il fallait de fortes colonnes et l'ennemi acceptait toujours le combat, quand il ne le recherchait pas. Huit cents hommes bien outillés en canons et mitrailleuses réussissaient, seuls, à rester maîtres de Djanet. La colonne qui a délivré Agadez comptait plus de douze cents fusils. L'action saharienne avait tourné à l'expédition.

'Après la dissolution des mehallas, l'action saharienne est redevenue une police où le grand art consiste moins à battre l'adversaire qu'à le joindre. A un peu plus d'un an de distance, le problème de l'organisation des territoires sahariens s'est totalement modifié. La solution adoptée répondait à une situation particulière qui ne s'était pas encore présentée. En 1917, les données du problème se retrouvaient, en somme, identiques à celles de l'avant guerre. Il ne s'agissait plus que d'une répression méthodique du brigandage.

Mais la police saharienne était devenue plus difficile. D'un côté nos méharistes, qui venaient de fournir de rudes efforts, avaient atteint la limite de résistance et les mehara ne pouvaient plus fournir qu'un service restreint. D'autre part, nos

adversaires, encouragés par quelques succès et abondamment pourvus d'armes de guerre, n'étaient plus les lanciers d'autrefois, faciles à vaincre par la supériorité de l'armement. Le génie saharien du général Laperrine et le considérable prestige de son nom allaient dominer toutes les difficultés et redresser à notre avantage une situation bien compromise.

En décembre 1917, le général Laperrine pouvait entreprendre une grande tournée d'inspection à méhari jusqu'en Afrique occidentale française sans aucun incident. Une année plus tard, il se rendait par les mêmes moyens à Agadez et dans des conditions aussi satisfaisantes. Au mois de juin 1919, à son retour de cette tournée, il accordait l'aman au chef de bande Brahim ag Abakada, l'investissait amrar des Touareg Ajjers, puis réoccupait Fort Polignac abandonné depuis 1916. Quant à Djanet Fort-Charlet sa réoccupation avait été effectuée le 28 octobre 1918 par le groupe méhariste du capitaine Depommier et un goum de Touareg Hoggars sous les ordres de Moussa ag Amastan.

Le calme étant partout rétabli et la réorganisation des tribus réalisée, le commandement supérieur temporaire des territoires sahariens fut supprimé à la date du 30 octobre 1919. Le Sahara reprit le compartimentage territorial qu'il avait avant l'ouverture des hostilités.

TROISIEME PARTIE

CHAPITRE XI

L'automobile au désert

On peut dire que l'idée de traverser le désert à l'aide de moyens mécaniques, ou tout au moins de le pénétrer aussi avant que possible, est née en même temps que nos troupes créaient des postes nombreux dans le sud de l'Algérie.

Dès 1892, un tourangeau, M. de Froberville, émit la prétention de se rendre de Touggourt à Ghardaïa monté sur cet extraordinaire engin que l'on appelait un vélocipède. Ce fut un événement sensationnel; les officiers du bureau arabe de Touggourt virent partir cet explorateur d'un nouveau genre avec une ironie sceptique, mais non sans prendre la précaution de le faire suivre

par quelques méharistes. Bien leur en prit, car à une vingtaine de kilomètres de Touggourt le vélocipédiste, épuisé d'avoir tiré sa machine dans les sables à l'aide non des pieds, mais des mains, était arrêté sans vivres et sans eau, et il fut trop heureux de rentrer à Touggourt confortablement installé sur un chameau.

C'est vraisemblablement le colonel Pein, tué sur le front français le 9 mai 1915, qui eut le premier l'idée d'utiliser l'automobile dans les régions sahariennes. Esprit aventureux et réaliste, Pein, alors jeune capitaine et chef du poste d'Ouargla, avait formé, dès 1897, le projet de relier Ouargla à Temassinin par une piste accessible aux automobiles. Il venait d'accomplir sa tournée demeurée légendaire jusqu'aux abords de Ghadamès à la tête de son goum de Chàamba et il s'était rendu compte de la possibilité de gagner le nouveau poste de Fort Flatters par des moyens mécaniques en passant par le large couloir du Gassi Touil. Les circonstances ne permirent pas au jeune officier de réaliser son désir.

Dans les années qui suivirent Pein, devenu chef de bataillon, remit le projet à l'étude; mais au lieu de se diriger vers l'est, il résolut d'atteindre le Tidikelt en traversant le plateau du Tadmaït à l'aide de motocyclettes. Cette tentative devait servir d'expérience en vue d'une expédition plus importante en automobile dont l'objectif serait Tombouctou.

Le commandant Pein, accompagné du mécanicien Cochet, quitta donc Ouargla dans le courant du mois d'avril 1909 en direction d'El-Goléa. Aussi longtemps que les voyageurs restèrent sur le plateau et que les motocyclettes purent emprunter les sentiers pierreux de la hammada, tout alla à peu près bien. Mais en abordant les dunes de sable qui enveloppent l'oasis d'El-Goléa, de sérieuses difficultés surgirent. Pein et son compagnon essayèrent de tirer leurs machines à la main dans l'espoir de rencontrer un passage favorable. Ils durent bientôt y renoncer et interrompre la randonnée. Après une attente assez longue une caravane de secours vint enfin les délivrer de leur fâcheuse position.

Quelques années plus tard, le commandant de l'escadrille d'aviation de Biskra expérimenta un véhicule original composé d'un train d'atterrissage d'avion amputé de ses ailes et de la carlingue et propulsé par une hélice aérienne. Les premières sorties dans les dunes qui environnent Biskra furent jugées assez satisfaisantes pour décider le général Bailloud, commandant le 19e corps d'armée, à utiliser cette étrange voiture pour entreprendre un voyage transsaharien. Mais la *sauterelle*, ainsi qu'elle avait été baptisée par le personnel de l'escadrille, ne put dépasser Touggourt et ce modèle fut alors abandonné, car il n'était pas adapté aux exigences du roulage dans le désert. Il n'en est pas moins vrai que cet engin éphémère

peut être considéré comme l'ancêtre de la voiture saharienne.

Sans doute l'esprit inventif du personnel de l'escadrille aurait fini par le perfectionner si, à partir du 2 août 1914, on n'avait eu d'autres préoccupations plus sérieuses et plus immédiates.

C'est pendant la guerre que l'automobile fit réellement son entrée au Sahara en se faisant cependant assez longtemps attendre malgré les pressants appels des autorités militaires du territoire des oasis et du R. P. de Foucauld lui-même. Le gouverneur général de l'Algérie, M. Lutaud, était heureusement un fervent partisan de ce mode de locomotion et grâce à son intervention quelques automobiles militaires furent envoyées à Touggourt en 1915. Dès cette époque, tout un programme d'aménagement d'une piste automobilisable entre Touggourt et le Hoggar avait été dressé, et son exécution poussée avec une telle activité qu'à la fin de cette même année les travaux étaient suffisamment avancés pour permettre à M. Lutaud d'envisager la possibilité de se rendre jusqu'à Tamanrasset ainsi qu'il en avait exprimé le désir. Les événements ne permirent pas au gouverneur général d'accomplir ce voyage.

Au mois d'août 1916 eut lieu la première expérience sérieuse. Sous la conduite d'un jeune officier de cavalerie, le lieutenant Isnard, deux automobiles parties de Ghardaïa parvenaient à In-Salah, en passant par Ouargla et Hassi Inifel.

Ce raid audacieux exécuté en pleine canicule sur des pistes sommairement aménagées apportait, malgré quelques incidents de route, la démonstration que la circulation au désert était réalisable.

Ces résultats venant confirmer les succès obtenus, dans un ordre d'idées analogue, par les Anglais en Egypte, on décida de doter le territoire des oasis des véhicules nécessaires pour le transport des ravitaillements de Touggourt à Ouargla.

A vrai dire on allait entrer dans une période de tâtonnements qui eut vite été interrompue si, au Sahara comme ailleurs, la guerre n'avait levé la barrière financière et permis à l'automobilisme saharien de disposer de ressources que la paix calculatrice lui aurait, à coup sûr, longtemps marchandées.

On utilisa divers modèles de voitures : des camions Renault et Fiat munis de chenilles soit métalliques, soit à palettes de bois ; des tracteurs Baby-Holt, monstres impressionnants à l'allure de tortue géante. Ces engins se révélèrent d'insatiables buveurs d'essence et incapables de rendre aucun service. Ils furent rapidement abandonnés et leurs carcasses jalonnèrent les pistes.

Dans ce matériel hétéroclite on distingua toutefois un modèle qui avait déjà fait ses preuves avec les troupes italiennes en Tripolitaine : la camionnette Fiat à roues métalliques jumelées. On mit donc un certain nombre de ces camionnettes à la disposition du général Laperrine, qui venait

d'être appelé au commandement supérieur des territoires sahariens et, quelques mois après, en septembre 1917, un organisme spécial, dénommé T.M. 1191, fut créé à Ouargla.

Dès 1918 cette section automobile pouvait assurer un service hebdomadaire entre Touggourt et Ouargla, transporter régulièrement par convois de douze et quinze camionnettes lourdement chargées des ravitaillements à In-Salah, et même servir en quelque sorte de trait d'union entre les chameaux arabes et les chameaux touareg. Les caravaniers arabes déposaient les marchandises au bordj d'Inifel ; les camionnettes les transportaient jusqu'au puits de Tadjemout, entre In-Salah et le Hoggar, où les caravaniers touareg venaient les chercher pour les acheminer jusqu'à Tamanrasset. Par ce système mixte les chameaux ne s'éloignaient pas trop des zones de pâturages et les autos restaient sur les meilleures pistes.

Pour mieux saisir les difficultés jugées parfois insurmontables que rencontrèrent les pionniers de la première heure et les obstacles qu'ils eurent à surmonter, il est nécessaire de décrire succinctement les différents aspects du Sahara.

Dans certaines régions des chaînes de hautes dunes opposent une barrière impressionnante, mais que l'on peut néanmoins franchir. Dans ces *ergs*, en effet, il existe des couloirs plus ou moins longs dont le plus typique est le *Gassi Touil* qui traverse l'erg oriental entre Ouargla et Fort-Flat-

ters. Ces *feidjs* ou *gassis* sont généralement propices au roulage.

Les plaines, les plateaux, les montagnes sont plus ou moins poudrés de sable et ils ont des caractéristiques si particulières qu'il faut, sous peine de les défigurer, leur conserver leurs noms de baptême indigènes.

Les *regs* sont des plaines immenses, rases, au sol inégalement résistant, suivant le dosage du sable et des graviers qui le composent. Le tanezrouft qui sépare les oasis du Touat du Soudan, offre le plus beau spécimen de reg tant par son étendue que par son aridité absolue. En général c'est une plaine infinie, sans aucun relief, sans végétation, où les points d'eau sont pour ainsi dire inexistants. Terreur des caravaniers qui ne s'y aventurent d'ailleurs pas, le tanezrouft est le pays d'élection de l'automobiliste saharien, à condition toutefois que la direction soit jalonnée et balisée.

Tous les regs ne dispensent pas cette même satisfaction aux chauffeurs du désert. Il est des regs traîtres recouverts seulement d'une mince couche de sable durcie qui crève sous le poids de la voiture. Parfois le sol est si inconsistant que le véhicule s'y enlise profondément et a toutes les peines d'en sortir. L'indigène appelle ce terrain *fech fech* ; le mécano français le désigne sous le nom de terrain « pourri » qui répond bien à sa nature très particulière.

La *hammada*, appelée *tassili* en pays touareg,

est un plateau caillouteux, au sol parfois uni, mais parfois aussi encombré de dalles en dents de scie et de roches en équilibre. Le Tassili des Ajjers, par exemple, est un véritable chaos d'énormes pierres qui paraissent avoir été jetées en désordre par des bras titanesques, tandis que le plateau est découpé, du nord au sud, par de profonds ravins qui se sont creusé des canons grandioses dans la roche.

Les montagnes sont tourmentées, déchiquetées, hérissées de tels escarpements que, seul, le chameau touarëg est capable de traverser leur dédale. Certains sommets du massif du Hoggar dépassent l'altitude de 3.000 mètres. Des gorges profondes que des falaises abruptes enserrent, permettent le franchissement de ces montagnes dans des conditions souvent difficiles.

Les oueds enfin sont, ou très encaissés dans les massifs montagneux, ou bien largement étendus dans les plaines. Généralement leur lit est très sablonneux, couvert d'une végétation arborescente parfois assez touffue ce qui ne facilite pas le roulage.

Malgré leur robustesse les camionnettes de la T.M. 1191 n'eussent pu être utilisées sans travaux préalables sur les itinéraires qu'elles devaient desservir. Tout le monde se mit à la besogne avec ardeur : officiers, sous-officiers, soldats français et indigènes se transformèrent en ingénieurs, en chefs de chantiers, en terrassiers. Chacun rivalisait de

courage et de bonne humeur et en peu de temps des pistes étaient créées ou perfectionnées entre Touggourt et le Hoggar d'une part et entre Ouargla et Fort-Flatters de l'autre.

Les travaux exécutés ne présentaient rien de commun avec une route construite suivant l'art de nos ingénieurs des Ponts et Chaussées. Les chefs de chantier n'avaient aucune connaissance technique ; ils ne disposaient que d'un matériel rudimentaire et leur ingéniosité intelligente dut remplacer souvent l'outillage inexistant par des moyens pour le moins originaux.

Grâce à ces aménagements la section automobile put prêter son concours à l'exécution de deux grands raids aériens : celui effectué pour la première fois en mars 1918 sur le parcours Ouargla-In-Salah et retour, et le périple des oasis sahariennes accompli en 1919 par la mission Bettembourg-Audouin Dubreuil. Des détails sur ces deux voyages seront donnés au chapitre réservé à l'aviation saharienne.

C'est surtout lors de la première traversée aérienne du Sahara du commandant Vuillemin, assombrie par la mort du général Laperrine, que tracteurs et camionnettes militaires réalisèrent un exploit sensationnel relaté par le capitaine Molé (l'un des chefs qui se succédèrent à la tête de cette fameuse T.M. 1191) dans son ouvrage : « *Les sources inédites de l'automobilisme saharien* ». Il s'agissait de préparer le ravitaillement en vivres,

en essence et en pièces de rechange des avions qui allaient tenter la liaison avec le Soudan par la voie des airs. Pour la première fois les automobiles devaient atteindre le Hoggar suivant un itinéraire entièrement inédit sur plus de 600 kilomètres.

Un convoi d'une trentaine de voitures quittait Ouargla le 26 décembre 1919. Après avoir laissé quelques camionnettes en divers points du parcours pour l'organisation de postes de dépannage, il parvenait le 31 décembre 1920 à Tamanrasset, sa mission remplie non sans difficultés ni sans fatigues pour les équipages. Ce fut une expédition glorieuse entre toutes au cours de laquelle il fallut déployer une énergie presque surhumaine et une ingéniosité que seuls l'enthousiasme et la foi d'un personnel d'élite, sous la conduite successive du sous-lieutenant Fenouil et de l'adjudant Poivre, pouvaient susciter. Le retour du Hoggar fut plus pénible encore que l'aller : des voitures durent être abandonnées ; les hommes, exténués par un service intensif sous la chaleur accablante, ne se maintenaient qu'à force de courage et de volonté. Après une absence de huit mois pendant lesquels plus de dix mille kilomètres avaient été franchis, les vaillants tringlots, ayant perdu l'un des leurs, rentraient à Ouargla « demi nus, couverts d'huile, les vêtements en lambeaux, presque sans chaussures, mais fiers du devoir accompli ».

Le Hoggar avait donc été atteint par les automobiles. Deux des camionnettes avaient même

participé aux recherches de l'avion égaré qui transportait le général Laperrine, et atteint le puits de Tin Rharo situé presque à la limite du Sahara algérien. Le rêve du gouverneur général Lutaud s'était enfin réalisé.

A ce degré de développement il est manifeste qu'une traversée transsaharienne n'était plus, vers 1920, qu'un jeu pour les chauffeurs militaires. La liaison Méditerranée-Niger était virtuellement faite puisqu'il ne restait plus que quelques aménagements à effectuer en zone soudanaise, entre Tin Zaouaten et le Niger, pour que l'automobile arrivât au grand fleuve africain. Cela paraissait d'autant plus sûr que l'automobile avait fait ses preuves au Soudan ; dès 1914 le gouverneur du Haut Sénégal-Niger avait franchi, par ce moyen, les 400 kilomètres qui séparent Sansanding, sur le fleuve, de Oualata, en plein désert.

Et cependant, ce fleuve, véritable Terre promise pour tout le personnel à la peine, chacun devra se résigner à ne pas aller le contempler. Après le raid Vuillemin l'automobile disparut en effet presque totalement de la région saharienne. La section militaire T.M. 1191 fut ramenée en entier vers le nord et, seules, furent maintenues à Touggourt et à Colomb-Béchar, pendant quelque temps encore, deux ou trois camionnettes pour un petit service à court rayon.

Ce repli, décidé à la veille d'une traversée transsaharienne dont le succès était certain, avait le

caractère d'une véritable condamnation et il a fallu que les griefs mis à la charge de l'automobile militaire fussent bien graves pour que l'on renonçât à cette sorte de couronnement des efforts accomplis.

C'est que l'organisation de l'automobilisme saharien paraissait donner des résultats insuffisamment en rapport avec les dépenses considérables qu'elle exigeait. On constatait notamment que l'automobile avait souvent besoin de pistes bien aménagées et que le régime saharien lui était très dur. Dans les premiers temps, avec du matériel presque neuf et des chauffeurs spécialisés, rendus experts par plusieurs années de mobilisation, les incidents de route n'avaient pas été trop fréquents; mais au fur et à mesure que le matériel s'était usé et que les conducteurs expérimentés avaient disparu, les accidents sérieux s'étaient multipliés. Après quelques années les pistes étaient jalonnées d'enveloppes de pneus et de carcasses de camionnettes. Il n'est pas surprenant, dans ces conditions, que l'on ait renoncé à pousser l'entreprise plus avant.

En somme, en 1920, la condamnation était complète. Le procès de l'automobilisme saharien paraissait définitivement perdu pour celui-ci et les coûteuses expériences faites avaient semblé assez concluantes pour que l'on abandonnât la conquête du désert par l'auto, jusqu'au jour où serait mis au point un type de voiture spécialement adapté

au pays, pouvant passer sur tous les terrains, consommant normalement et susceptible de transporter une charge utile importante.

⁂

Les industriels français suivaient avec le plus vif intérêt toutes ces tentatives et ne restaient pas indifférents à l'œuvre patriotique qui avait pour objet la liaison rapide et régulière entre l'Afrique du nord et le Soudan.

Au cours de l'hiver 1921-1922 la maison Citroën fit expérimenter entre Touggourt et In-Salah des automobiles munies de propulseurs à chenilles souples, système Kégresse-Hinstin. Après des résultats satisfaisants la traversée du Sahara à l'aide de ces voitures spéciales fut décidée.

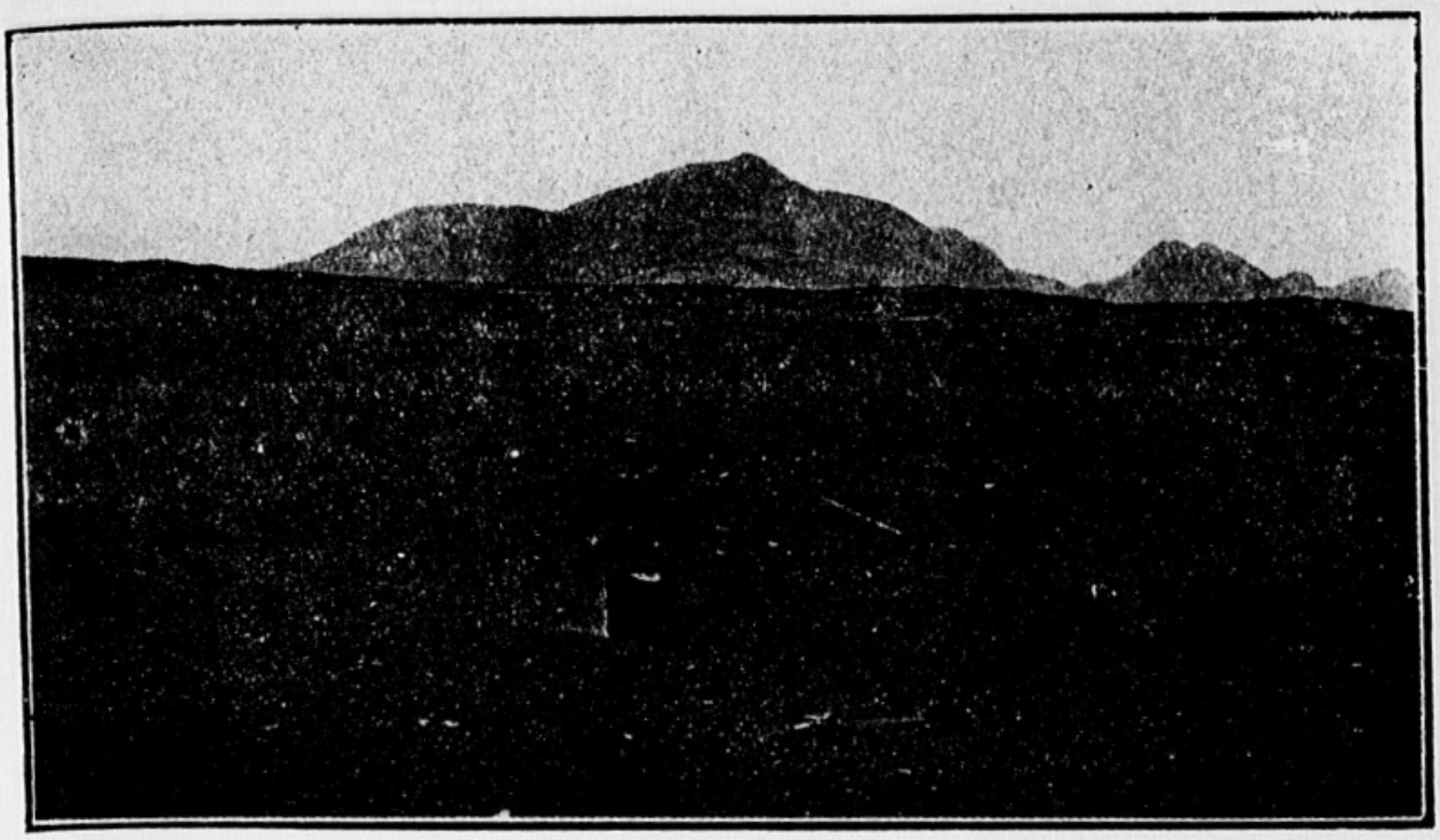
Sous la direction de MM. Haardt et Audouin Dubreuil une mission, disposant de cinq véhicules, quittait Touggourt le 17 décembre 1922 et parvenait à Bourem le 4 janvier 1923, puis trois jours plus tard à Tombouctou. Elle avait suivi l'itinéraire In-Salah, Hoggar, Tin-Zaouaten, déjà parcouru par les camionnettes militaires, et trouvé ensuite une ligne en partie jalonnée jusqu'au Niger. Cette première traversée transsaharienne avait duré 21 jours. Le retour par la même voie rendit le succès plus complet encore.

Trois mois plus tard M. Lucien Saint, résident général de Tunisie, renouvelait l'expérience avec un matériel identique en effectuant un voyage

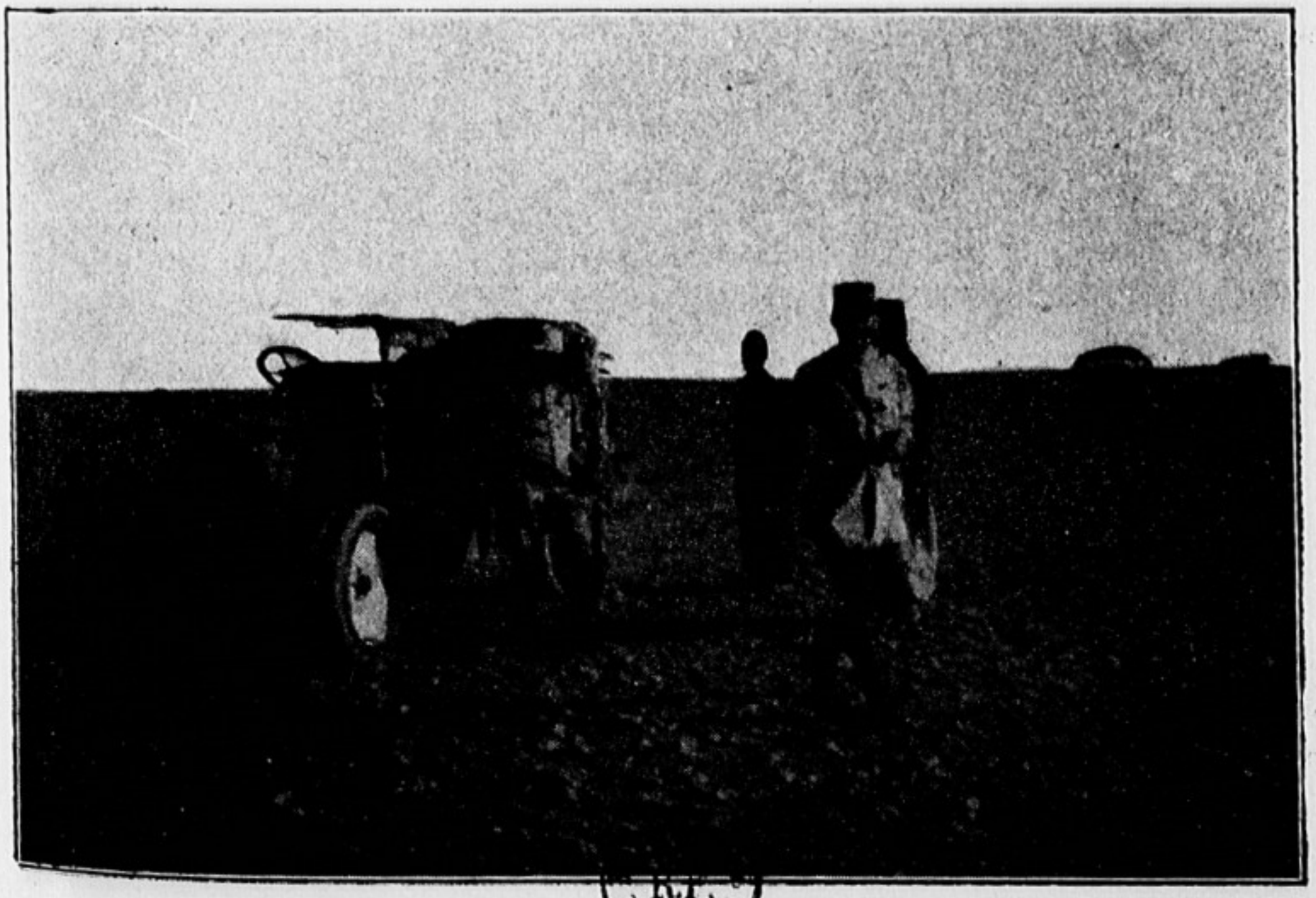
officiel de Foum Tatahouine à Bir Messaoud près de Ghadamès.

L'année suivante, en novembre 1923, les autos-chenilles, sous la direction du général Estienne, reconnaissaient un itinéraire plus direct reliant les oasis du Touat au Niger par le tanezrouft. Vers cette même époque l'automobile à six roues Renault, conçue par le génie inventif de l'illustre général, « père des chars d'assaut », apparaissait sur la scène saharienne. Le tanezrouft devint le théâtre des compétitions. Dans cette lice sans clôtures ni spectateurs la chenille et la six roues se livrèrent une lutte ardente, passionnée, émouvante. Une nouvelle mission Audouin-Dubreuil, quittait Colomb-Béchar le 25 janvier 1924; en sept jours elle atteignait Tombouctou puis revenait à son point de départ dans le même délai. En cette même journée du 25 janvier trois automobiles à six roues partaient également de Colomb-Béchar sous la conduite de M. Gradis et du lieutenant Estienne. Cette mission mettait, elle aussi, sept jours pour parvenir jusqu'au Niger bien qu'ayant consacré 48 heures pour exécuter une reconnaissance de 400 kilomètres dans la région de l'oued Tilemsi.

Une petite année encore et l'immense Sahara devient trop petit. La mesure d'hier ne convient plus à l'exploit d'aujourd'hui; l'échelle saharienne fait place à l'échelle africaine. Le désert n'est plus que l'antichambre du continent noir et l'on assiste



Piste automobile entre Arak et Iniker (Hoggar)



Le Général Laperrine inspectant un groupe
d'autos-mitrailleuses partant pour In Salah (1917)

alors à l'éclosion de raids qui nous entraînent au-delà des tropiques. Comme il est tentant de déployer l'éventail de ces prouesses, ce prodigieux éventail dont les branches s'ouvrent sur le golfe de Guinée, sur l'océan Indien, le cap de Bonne-Espérance ! On doit se limiter à un simple palmarès qui, malgré son laconisme, permettra néanmoins d'apprécier le remarquable effort accompli grâce à l'énergie et à la volonté tenace déployées par les hardis pionniers de la pénétraiton du Sahara par l'automobile.

En octobre 1924, la maison Citroën organise une nouvelle mission ayant pour objet l'étude de liaisons rapides entre les différentes régions de l'Afrique centrale. Placée sous la direction de MM. Haardt et Audouin Dubreuil, dont les noms sont désormais universellement connus, cette mission compte vingt et un voyageurs transportés par huit voitures à chenilles munies de remorques. Partie de Colomb-Béchar le 28 octobre, elle atteint Bourem le 17 novembre par la vallée de la Saoura et le tanezrouft. Arrivée le 11 janvier à la limite du Congo belge, elle séjourne pendant tout le mois de février dans la région de l'Oubangui-Chari ,pour y chasser les grands fauves, puis, revenant vers le sud, elle atteint Stanleyville le 15 mars. La mission se divise alors en plusieurs détachements ; tandis que les uns traversent l'Afrique centrale par la région des grands lacs où le Nil prend sa course, d'autres poursuivent

leur randonnée jusqu'au Cap ou regagnent la France en passant par Madagascar.

Ce formidable raid, que les auteurs ont appelé la *Croisière Noire*, marque une date mémorable dans l'histoire de l'automobile en Afrique. La chenille, en laissant son empreinte sur le sol africain, dans la forêt vierge, dans les déserts et dans la brousse jusqu'alors inviolée, a fait briller l'industrie française d'un éclat incomparable dont le rayonnement s'est étendu sur le monde entier. Les organisateurs de cette mission, ainsi que ceux qui l'ont réalisée, pouvaient être fiers à juste titre de leur succès, qui fut aussi un succès pour la France.

A peu près à la même époque, M. Gradis, fondateur et membre de la compagnie générale transsaharienne, qui avait livré, quelques mois auparavant, le duel pacifique, mais acharné, aux automobiles à chenilles de M. Audouin-Dubreuil à travers le tanezrouft jusqu'au Niger, prépare une nouvelle expédition transsaharienne. Cette mission a pour programme de compléter les renseignements précédemment recueillis et d'étudier les conditions d'exploitation d'une ligne aérienne de Colomb-Béchar, terminus de la voie ferrée, au Dahomey.

La mission utilise des automobiles Renault à six roues. Elle est dirigée par M. Gradis, et a comme passager le maréchal Franchet d'Espérey se rendant en tournée d'inspection en Afrique occiden-

tale française. Partie de Colomb-Béchar le 14 novembre 1924, elle atteint Bourem le 24 du même mois et, le 10 décembre, arrive à Kotonou. Deux voitures de la mission rentrant ensuite en Algérie quittent Savé le 1er janvier 1925 ; sept jours après elle sont de retour à Colomb sans aucun incident.

Le même jour que la mission Gradis, le capitaine et Mme Delingette partent de Colomb-Béchar et traversent le Sahara avec cette mission A partir de Gao le capitaine Delingette suit un itinéraire personnel avec une seule voiture à six roues, par le Tchad, le Chari, le Congo belge, les Grands lacs, le Mozambique, bravant toutes les difficultés avec une volonté réfléchie et réussissant cette remarquable prouesse avec un succès éclatant.

Au cours des années 1925 et 1926 les grands raids transsahariens se poursuivent activement et la Tunisie n'y reste pas étrangère. Le résident général, M. Lucien Saint, justement préoccupé de rétablir le courant commercial qui reliait jadis l'Afrique équatoriale aux ports de la Régence, met au point une importante expédition dont il confie la direction au colonel Courtot, chef de son cabinet militaire. Cette mission doit étudier les possibilités de liaison automobile entre le Tchad et le sud-tunisien par le Sahara oriental, et exécuter la reconnaissance de l'ancienne route des caravanes du centre africain vers la Méditerranée.

Projet audacieux ! Il s'agit, en effet, de traver-

ver de part en part le Tassili des Ajjers, ce vaste plateau coupé de profonds ravins. Il s'agit aussi de passer dans une région à peu près inconnue, depuis Djanet jusqu'à Djado, région dangereuse par suite de la rareté des puits et de la proximité de la frontière libyque, au delà de laquelle vivent des groupements hostiles.

Après quelques travaux d'aménagement effectués en pays Ajjer, la mission quitte Gabès le 8 janvier 1925 avec six voitures à chenilles. Elle suit l'itinéraire Gabès, Bir-Pistor, Fort Polignac, Djanet, Djado, Bilma et arrive à N'Guigmi, sur le lac Tchad, le 22 février. La mission séjourne dans la région du Tchad jusqu'au 14 mars, puis se remet en route vers le Niger par Zinder et Gaya; elle traverse ensuite le Dahomey et arrive dans le courant du mois d'avril à Kotonou où elle s'embarque à destination de l'Afrique du nord.

La mission résidentielle dirigée par le colonel Courtot reconnut ainsi une nouvelle voie de pénétration saharienne; elle rapporta des documents scientifiques de haute valeur et des renseignements économiques de grande importance.

A la même date, deux intrépides voyageurs, MM. Rossion et de Frecourt, résolurent d'accomplir, à titre privé et sans le secours de personne, un raid Tunisie-Tchad à l'aide d'une seule automobile emportant le ravitaillement nécessaire en vivres et en carburant pour la durée du voyage. Partis de Gabès le 30 novembre 1924 et arrivés à

Messaouda, près de Ghadamès, le 12 décembre, ils se lancèrent vers le sud, mais ils furent contraints de s'arrêter à Timelloulin par suite d'une panne. Heureusement des goumiers d'El-Oued en patrouille purent les secourir à temps. Leur voiture réparée, les voyageurs se remirent en route vers Djanet qu'ils atteignirent le 27 janvier; de là, en dépit des conseils de prudence donnés par les officiers sahariens de la compagnie des Ajjers, MM. Rossion et de Frecourt décidèrent de continuer en direction d'Agadès : mais une panne irrémédiable survenue à Kattelet, à l'est du massif du Hoggar, arrêta cette téméraire entreprise. Les deux automobilistes étaient voués à une mort inévitable lorsque, par miracle, ils furent sauvés par des Touareg. Tandis que Rossion restait auprès du véhicule immobilisé, de Frecourt gagnait Agadez à méhari et prenait ses dispositions pour faire parvenir à son compagnon de route les pièces de rechange nécessaires au dépannage de la voiture.

⁂

Ces multiples randonnées avaient permis aux constructeurs de perfectionner leurs modèles. En 1925 on se trouvait en présence de trois sortes de véhicules : l'un à chenilles (Citroën), l'autre à six roues dont quatre motrices (Renault), le troisième enfin à six roues motrices (Berliet), ce dernier

système ayant été classé premier lors du concours militaire de Satory de mars 1925. Les techniciens de l'automobilisme saharien ne se montraient pas chauds partisans de la chenille. Ils reconnaissaient que celle-ci avait bien résolu le problème de la circulation sur les sols fluents, dans les dunes par exemple, mais ils lui reprochaient sa lenteur de marche sur terrain dur, sa consommation exagérée d'essence, la difficulté de sa conduite, etc... Ces spécialistes faisaient observer que les terrains durs sont ceux que l'on rencontre le plus fréquemment au Sahara et ils marquaient leur préférence pour la voiture à six roues.

C'est le modèle qui fut adopté par la Compagnie générale transsaharienne dirigée par les frères Estienne. Cette société poursuivait, en effet, son projet d'organisation d'un service régulier entre Colomb-Béchar et le Niger par le tanezrouft. Dès l'hiver 1925-26 elle avait installé des postes de dépannage munis de la télégraphie sans fil à Reggan et à Gao.

Jusqu'à cette époque la circulation automobile au Sahara s'était essentiellement manifestée par des voyages plus ou moins retentissants qui n'avaient d'autre but que celui de démontrer la possibilité de traverser le désert. La démonstration une fois faite il apparut désirable d'entrer dans le domaine pratique.

En 1926 la Chambre de commerce d'Oran prit l'initiative d'organiser une mission commerciale

vers la boucle du Niger. Le gouverneur général de l'Algérie, M. Maurice Viollette, qui portait le plus grand intérêt à toutes les questions sahariennes, accueillit favorablement cette suggestion et décida même de lui donner plus d'ampleur en associant l'Algérie tout entière à cette première manifestation du commerce et de l'industrie algériens. Avec le concours des firmes Renault et Berliet, qui fournirent le matériel et le personnel de conduite, une mission fut organisée dans chacun des départements d'Alger, d'Oran et de Constantine. Chaque groupe comprenait des personnalités du monde commercial, industriel, agricole et politique de l'Algérie. Les départs eurent lieu simultanément dans la première quinzaine du mois de novembre 1926, et le voyage se poursuivit par des itinéraires différents, la mission d'Oran passant par le tanezrouft, celles d'Alger et de Constantine par le Hoggar et l'Adrar des Iforas.

Le 1er décembre tous les voyageurs se trouvaient réunis à Bourem; de là, sous la conduite du capitaine Lehuraux, chef des missions, ils continuaient leur voyage africain par la voie fluviale jusqu'à Bamako où ils prenaient le train pour aller embarquer à Dakar.

Pour la première fois le désert avait été traversé en automobile par d'autres que des militaides, des hardis explorateurs ou des sportifs. Trente cinq personnes, dont plusieurs vieillards, avaient pu atteindre le Niger sans fatigue bien que n'étant

pas préparés à de semblables randonnées. On a pu écrire avec raison que ce voyage fut une véritable révolution coloniale, car il ouvrait réellement la dernière phase de notre installation en Afrique : celle des possibilités économiques avec l'Afrique centrale par la voie du désert.

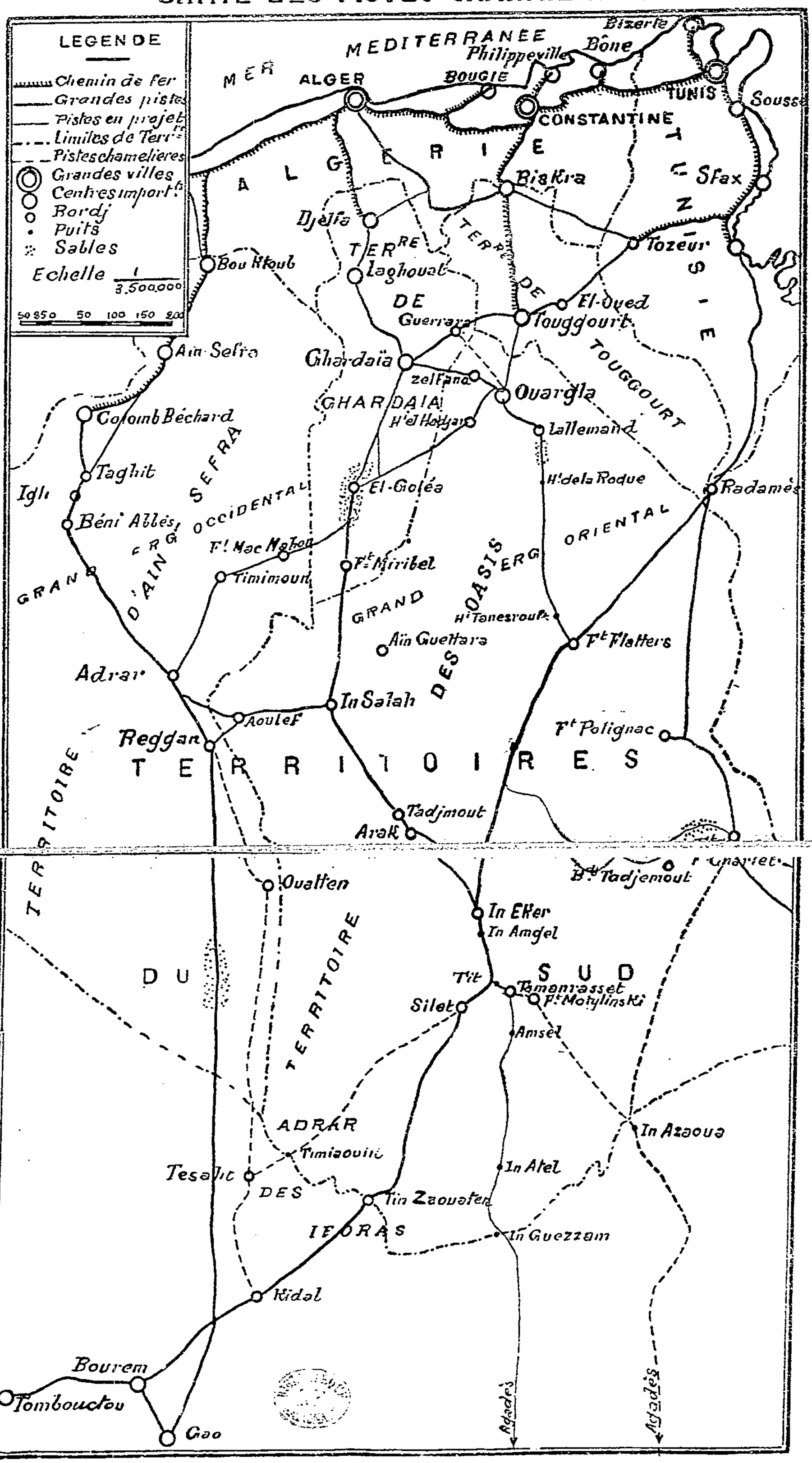
⁂

Les années qui suivirent ne furent pas moins actives et les expéditions sahariennes se succédèrent pour ainsi dire sans interruption. Il n'est pas possible de les énumérer toutes et il faut se limiter aux principales.

C'est d'abord le raid mémorable du lieutenant Estienne que l'on a justement appelé le plus étonnant des automobilistes sahariens. Seul, avec une voiture ordinaire torpédo 6 HP Renault, Georges Estienne franchit le Sahara, le Soudan, la Haute Volta, une partie du Dahomey, s'arrêta au Tchad le 18 janvier 1924 et revint à Colomb-Béchar, son point de départ; il avait mis exactement onze jours pour parcourir plus de 7.000 kilomètres.

En 1928, sur l'initiative de M. le gouverneur général Pierre Bordes, une mission scientifique alla explorer le massif du Hoggar. Composée de sept personnalités appartenant en majeure partie à l'Université d'Alger, cette mission arriva à Tamanrasset le 5 mars 1928; de là elle étudia les différentes régions de la Koudia en les parcourant

CARTE DES PISTES SAHARIENNES



à méhari et rejoignit à Amguid les automobiles qui la ramenèrent à Alger le 15 mai. Des travaux scientifiques de première importance furent publiés, au retour, par les membres de la mission. De plus, M. Paul-Elie Dubois, artiste peintre qui faisait partie du voyage, rapporta de son séjour au Hoggar des toiles et des dessins remarquables qui furent exposés au pavillon de Marsan, à Paris, où ils firent l'admiration des visiteurs.

C'est pendant l'année 1928 que fut décidée la création d'un organisme d'études du chemin de fer transsaharien dont la direction fut confiée à M. Maître-Devallon.

Préalablement à l'envoi des missions d'études, M. Maître-Devallon tint à effectuer une reconnaissance rapide des régions qu'elles allaient avoir à parcourir. Parti d'Alger le 2 octobre 1928, le Directeur de l'organisme atteignit Gao le 19 novembre après avoir suivi l'itinéraire Ouargla, Fort-Flatters, Amguid, Silet, Tamanrasset, In-Salah, Reggan et le tanezrouft. Reparti de Gao le 22, il était de retour à Alger le 5 décembre.

A la suite de cette reconnaissance, deux missions furent constituées pour étudier les itinéraires susceptibles d'être adoptés pour le futur chemin de fer transsaharien. La première, dirigée par M. Masselin, ingénieur des Ponts et Chaussées, quitta Alger le 14 décembre et ne revint en ce point que le 17 mai 1929. Au cours de ces cinq mois d'absence, elle fut particulièrement chargée de recueillir des

renseignements de tout ordre sur les régions situées entre Djelfa et Gao par Ghardaïa, El-Goléa, Adrar, Reggan et le tanezrouft, poussant une pointe jusqu'à Tin-Zaouaten et Ouallen. Quant à la seconde mission, confiée au lieutenant-colonel du génie Suchet, elle porta ses recherches sur l'axe Ouargla, In-Salah, le Hoggar. Elle commença ses travaux à Ouargla le 22 décembre, se trouva à Tamanrasset le 1er janvier 1929, poursuivit jusqu'à Tin-Zaouaten, où elle fit jonction avec la mission Masselin, reconnut également l'Ahnet en direction de Timissao, et revint à Alger dans les premiers jours du mois d'avril.

Tandis que les missions d'études du transsaharien effectuaient leurs recherches, d'autres voyageurs se lançaient dans le grand désert. En janvier 1929, une mission, dirigée par le prince Sixte de Bourbon-Parme, quittait Alger et se dirigeait vers le lac Tchad par l'itinéraire In-Salah, Tamanrasset, Agadez, Zinder, réalisant pour la première fois la liaison directe entre Alger et le grand lac africain. Cette mission rentrait en Algérie le 27 avril par Gao, le tanezrouft et la vallée de la Saoura après avoir couvert plus de 10.000 kilomètres sans le moindre incident marquant.

A peu près à la même date, un jeune officier, le lieutenant Loiseau, résolut de tenter un raid de vitesse de la côte méditerranéenne à la Côte d'Ivoire et retour. Parti d'Oran le 29 janvier, l'énergique voyageur atteignait Grand-Bassam le 18 février

par Colomb-Béchar, Gao, Niamey, Ouagadougou. Il revenait à Alger le 4 mars en suivant l'itinéraire Bamako, Tombouctou, Gao, Timimoun, El-Goléa.

A la même période également, un hardi colon tunisien, M. Roederer, n'hésita pas à franchir le désert avec sa famille en un voyage touristique entièrement organisé par ses propres moyens. Partie le 30 janvier d'Alger la petite caravane automobile atteignait Gao le 15 février, poussait une pointe rapide jusqu'à la frontière du Dahomey et rentrait à Alger le 26 mars.

Toujours en ce printemps de l'année 1929, des missions organisées par les Chambres de commerce d'Alger, d'Oran et de Constantine et dirigées par des membres de ces compagnies consulaires se rendirent à Gao avec des marchandises qu'elles échangèrent sur place contre des produits locaux. Les résultats de ces transactions furent consignés dans d'intéressants rapports établis par les chefs de mission.

Signalons encore la mission de reconnaissance d'itinéraires pour le rallye saharien exécutée par le général Meynier, directeur des Territoires du sud, accompagné du capitaine Lehuraux. Cette mission, partie d'Alger le 3 avril 1929, était de retour le 21 du même mois après avoir séjourné trois jours à Gao et suivi au retour un itinéraire inédit par Ouallen, l'Ahnet et le Hoggar.

Citons aussi le voyage de retour de Gao à Alger, par le tanezrouft, des princes de Ligne et Bibesco,

partis du Congo belge, ainsi que le voyage de M. Maginot, ministre des Colonies, venu de Dakar, et qui traversa le désert sur une voiture de la Compagnie générale transsaharienne, réalisant ainsi le premier voyage officiel effectué au Sahara par un membre du gouvernement.

A côté de ces missions officielles et de ces voyages transsahariens, il serait injuste de ne pas accorder une mention particulière aux remarquables efforts accomplis, d'un côté, par les entreprises privées et, de l'autre, par les sections automobiles militaires.

Plus modeste, et par suite moins bien connue, l'œuvre des deux sections automobiles militaires de Colomb-Béchar et d'Ouargla reconstituées en 1924 a été également féconde en résultats. Aussi bien dans le Sahara occidental que dans la région est du désert, ces deux formations ont largement contribué à développer le rayon d'action des automobiles en procédant à la recherche de nombreux itinéraires qui devaient permettre de relier entre eux tous les postes algériens du sud. Leur activité a été très grande et il est équitable de leur rendre l'hommage qu'elles ont mérité. C'est en grande partie à leurs travaux préparatoires que de nombreuses missions doivent leurs beaux succès.

En quelques années la technique automobile avait fait de rapides progrès. Peu à peu on abandonnait les voitures spéciales à six roues pour utiliser à peu près uniquement le véhicule ordinaire

à quatre roues, mais à adhérence totale, c'est-à-dire munies de pneus à large section et à faible pression. Le raid Georges Estienne sur une 6 HP Renault, le voyage de M. Roederer avec les Citroën strictement de série, celui du général Meynier et du capitaine Lehuraux à l'aide de Vivasix Renault également de série, mais surtout la randonnée du prince Sixte de Bourbon avec des camionnettes Delahaye, avaient fourni la preuve que ce système apportait la solution pratique du problème des liaisons automobiles transsahariennes.

Le rallye automobile organisé en mars-avril 1930 à l'occasion des fêtes du Centenaire de l'Algérie confirma d'éclatante manière la justesse de cette conception. Le projet était audacieux et certains le qualifiaient même de dangereux. Cependant les amateurs ne manquèrent pas et cette épreuve sans précédent, organisée d'une façon parfaite, connut le succès le plus flatteur.

Presque toutes les marques françaises et plusieurs firmes étrangères étaient représentées à ce rallye. Une cinquantaine de voitures groupées par équipes de quatre, autant que possible de même origine, prirent le départ d'Alger, d'Oran, de Constantine ou même de Tunis. Le point d'arrivée était fixé à Gao, sur le Niger, et l'itinéraire de retour passait par le Hoggar et In-Salah. L'épreuve comportait un trajet d'environ 6.500 kilomètres. Ce parcours fut accompli par toutes les équipes sans incident grave : le groupe classé premier du rallye

avait réalisé la remarquable moyenne horaire de plus de 50 kilomètres.

Toutefois l'emploi des voitures à quatre roues exigeait, plus encore que pour les voitures à six roues, la création de pistes. C'est ainsi que pour faciliter l'accomplissement du rallye-automobile, certaines parties de l'itinéraire avaient dû être sérieusement revues. En somme ce qui a rendu possible la disparition des véhicules spéciaux c'est l'exécution progressive d'un programme d'aménagement et d'équipement de pistes, inlassablement poursuivie par les techniciens du Service des travaux publics des Territoires du sud et du Génie militaire. En quelques années le réseau routier saharien s'étendit considérablement selon une méthode plus rationnelle que dans les débuts. Les travaux, mieux conçus et surveillés par des chefs de chantier compétents, présentèrent des qualités de viabilité qu'ils n'avaient pas toujours autrefois. Comme pour ces derniers cependant, ils exigèrent beaucoup d'ingéniosité, car « au Sahara, les problèmes en matière de travaux publics se présentent sous une forme toute particulière et leur solution doit, en outre, tenir compte de la médiocrité des ressources budgétaires pouvant leur être consacrées ».

Aujourd'hui le réseau saharien est à peu près complet. S'il n'a rien de comparable avec les routes bien empierrées et bien entretenues de l'Algérie du nord, du moins permet-il les déplacements relati-

vement rapides et faciles à tous les modèles de voitures. A l'heure actuelle plus de 10.000 kilomètres de pistes sillonnent le Sahara. Tous les postes du désert sont reliés entre eux. Les trois départements algériens sont en liaison constante et régulière d'une part avec le Soudan, d'autre part avec le lac Tchad et l'Afrique centrale par Agadez et Zinder. Des services publics assurent le transport de personnel en autocar dans toutes les directions. A chaque étape un hôtel confortable ou un bordj-relai accueille les voyageurs qui sont sûrs de trouver, échelonnés sur tous les itinéraires, des postes de télégraphie sans fil, des ateliers de réparations, centres de dépannage, stockcs de ravitaillements, etc...

Une œuvre grande et durable a donc été créée au Sahara. Les gouverneurs généraux qui, depuis M. Lutaud, se sont succédé en Algérie y ont attaché leur nom. L'Afrique occidentale française y a participé dans une large mesure. Nombreux sont les exécutants qui peuvent revendiquer une part plus ou moins grande du succès, depuis l'humble méhariste, digne descendant du soldat de Bugeaud, jusqu'aux techniciens les plus ingénieux.

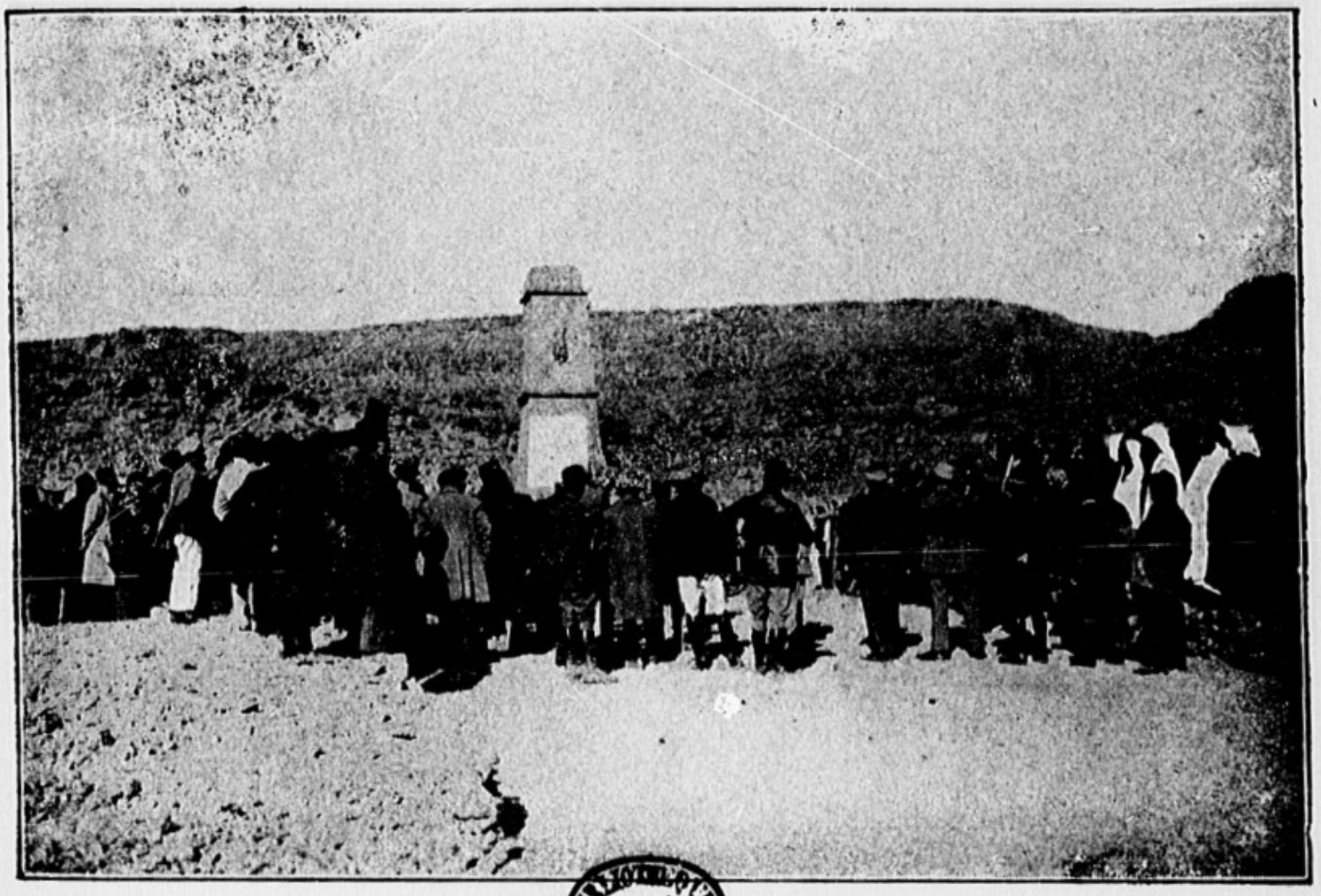
Mais ce succès a été chèrement payé. L'automobilisme saharien a aussi son martyrologe, et s'il n'est pas possible d'énumérer les noms des Français et indigènes qui, au long des pistes désertiques, succombèrent à la tâche, certains douloureux événements doivent être rappelés ici.

Au début de l'année 1918 l'aviation saharienne était installée à Ouargla et devait constituer une base à In-Salah en vue d'une exploration ultérieure vers le Hoggar. Pour la préparation de la première traversée aérienne Ouargla-In-Salah, une mission, commandée par le lieutenant aviateur Fondet et le lieutenant du génie Chandez, quitta Ouargla en direction du Tidikelt avec deux camionnettes et une quinzaine d'hommes bien armés.

Le convoi devait passer par les gorges d'Aïn-Guettara où existait un fortin occupé en permanence par dix mokhazenis. Cette traversée des gorges s'effectuait par une route sinueuse, suffisamment large pour laisser le passage à une camionnette, mais cependant difficile d'accès et à proximité de profonds ravins.

C'était l'époque où la région était encore infestée de bandes de rebelles dont la plus redoutable était celle du chef Ajjer Brahim ag Abakada. Celui-ci, après une vaine tentative contre l'oasis d'El-Goléa, s'était dirigé vers le sud dans le dessein de tomber sur une caravane dans le Tadmaït. A Aïn-Guettara les pillards surprirent les mokhazenis, en tuèrent plusieurs et les survivants révélèrent le prochain passage des automobiles de la mission. Aussitôt Brahim organisait son guet-apens qui devait malheureusement être couronné du succès le plus complet.

Dès l'apparition des deux voitures dans les gorges, un feu nourri, tiré à bout portant, mettait la



Au djebel Arlal

Monument élevé à la mémoire du Général Clavery
et de ses compagnons

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F.

plupart des occupants hors de combat. Le lieutenant Chandez, officier d'une grande bravoure, se trouvait parmi ceux qui avaient pu échapper à cette première fusillade. Avec le plus grand sang-froid, il avait emporté une mitrailleuse sur son épaule et réussi à gravir les pentes de la montagne où il espérait trouver un abri. Au moment où il s'apprêtait à mettre la mitrailleuse en action, Chandez était rejoint par les Touareg et l'un d'eux le tuait en lui plongeant sa lance dans la poitrine. Les autres survivants, traqués à leur tour, subirent le même sort.

Les corps furent abandonnés sur place après avoir été horriblement mutilés. Les victimes de ce guet-apens reposent aujourd'hui dans un petit enclos de pierres à proximité de l'endroit où ils ont succombé, près d'un rustique monument élevé à la mémoire du sergent Bousquet, chef de chantier mort de soif dans ces parages quelques années auparavant.

Dans le sud-oranais, avant l'occupation du Tafilalet, on enregistrait périodiquement des attaques contre les convois automobiles circulant entre Colomb-Béchar et Bou-Denib. Combien de braves perdirent la vie dans cette lutte inégale où l'adversaire, à l'affût comme un fauve, attendait ses victimes en un endroit propice ? C'est sur cette piste sanglante que fut mortellement atteint René Estienne, ce charmant camarade qui faisait l'ad-

miration de tous pour sa belle ardeur et son enthousiasme juvénile.

L'attentat le plus douloureux fut certainement celui qui atteignit le général Clavery et ses compagnons de voyage au sud de Colomb-Béchar, au col de Ménouarar, à la fin de l'année 1928. Au mois de novembre, le général Clavery, alors colonel commandant militaire du territoire d'Aïn-Sefra, se rendait en automobile au Touat en tournée d'inspection, accompagné du capitaine Pasquet, son chef d'état-major, et du capitaine Debenne, commandant la section des automobiles militaires de Colomb-Béchar. Il emmenait également avec lui un personnel de sous-officiers et de mécaniciens conducteurs, ainsi que son fils, maréchal des logis, à ce moment en congé.

Cette tournée s'étant effectuée sans incident, le détachement automobile avait quitté Adrar pour regagner sa base en passant par Beni-Abbès. Le 8 décembre au matin le convoi partait de cette oasis dans l'espoir d'atteindre Colomb-Béchar le jour même.

Rien ne laissait prévoir le drame qui allait se dérouler dans l'après-midi, à proximité du terme du voyage. Les précautions d'usage avaient été prises; le point délicat de Ménouarar, à la sortie d'un col du Djebel-Arlal, était gardé par des mokhazenis; la date du retour du commandant militaire à Colomb-Béchar était connue des autorités de ce poste où l'on se préparait à fêter le chef

dont la promotion au grade de général de brigade avait été prononcée la veille. Enfin aucun renseignement fâcheux n'avait été recueilli permettant de supposer que des pillards se trouvaient dans la région en quête d'un mauvais coup.

Les trois voitures, parties ensemble de Béni-Abbès, filaient à vive allure. Bientôt, sur le mince trait grisâtre qui marque la piste dans la hammada noire, elles s'espacèrent pour ne plus former chacune qu'un point minuscule et isolé dans l'immensité du désert. C'est dans cette formation de marche que la première voiture pénétra dans le Djebel-Arlal vers 16 heures, conduite par le soldat Decaud et le légionnaire Etienne.

A son arrivée au col de Megsem Hellaba la voiture, engagée dans une dépression assez étroite, fut, tout à coup, accueillie par une fusillade nourrie qui l'immobilisa en tuant les occupants qui n'avaient même pas eu la possibilité de se défendre.

Aussitôt, des rochers derrière lesquels ils s'étaient cachés, apparurent les assaillants, au nombre d'une dizaine environ, qui se ruèrent sur l'automobile; après l'avoir dévalisée et incendiée ils se préparaient à dévêtir les corps des deux Français qui venaient de tomber sous leurs coups lorsque la seconde voiture survint, transportant le général Clavery, le capitaine Pasquet ainsi que les conducteurs Jost et Klotz.

Les pillards reprirent rapidement leurs places de combat pendant que l'automobile avançait sans

que les occupants eussent leur défiance mise en éveil par les mouvements de l'ennemi. Celui-ci, en effet, était vêtu de vêtements indigènes absolument semblables à ceux que portent les mokhazenis, et le général pouvait supposer, ainsi que ses compagnons, que des auxiliaires du poste de Ménouarar étaient accourus porter secours au premier véhicule, incendié par accident.

La tragique scène se reproduisit avec la même réussite pour l'adversaire. Dès les premiers coups de fusil l'automobile s'arrêtait atteinte dans ses œuvres vives : Jost et Klotz, le premier gravement blessé, réussissaient à trouver un abri; le général et le capitaine ayant pu saisir leurs armes cherchaient, tout en tirant sur les assaillants, à gagner un refuge dans les rochers, mais sans y parvenir. Le capitaine Pasquet, touché mortellement, tombait le premier aux côtés de son chef, lui-même grièvement blessé à l'abdomen. Le général continuait à tirer, mais il était bientôt mis à son tour hors de combat, tué presque à bout portant par un djicheur parvenu en rampant à quelques mètres de lui.

Tandis que se passaient ces événements la troisième voiture dans laquelle avaient pris place le capitaine Debenne, le fils du général Clavery, et quatre autres militaires, dont le sergent Schweicher, approchait à son tour en toute confiance du sinistre djebel. Les occupants n'avaient rien entendu de la fusillade et ne se doutaient pas du

drame qui venait de se dérouler. Mais les pillards avaient perçu à temps le bruit du moteur pour qu'ils pussent se dissimuler. Dès son entrée dans la fatale cuvette l'automobile était reçue par un feu violent, blessant ou mettant hors de combat le capitaine Debenne, le sergent Schweicher, ainsi que deux autres Français : Roth et Campillo. Le maréchal des logis Clavery restait seul indemne et ce jeune sous-officier, qui recevait si inopinément le baptême du feu, se révéla, en ces circonstances, le digne fils du valeureux général dont il ignorait encore la mort.

Pendant toute la soirée Clavery parvint à tenir les bandits en respect, à les empêcher par son tir précis de sortir de leurs abris. L'un d'eux ayant tenté de s'approcher des cadavres pour les piller fut tué net. On apprit par la suite que c'était le propre meurtrier du général. Par son sang froid et son courage ce sous-officier obligea l'adversaire à abandonner le lieu du guet-apens dans la nuit pour gagner rapidement le Tafilalet.

Une pyramide, inaugurée en 1932 par M. J. Carde, gouverneur général de l'Algérie, et le général Georges, commandant le 19e Corps d'Armée, a été érigée à l'endroit précis où tombèrent ces martyrs du désert. Cette simple stèle, entourée de rochers dans le cadre impressionnant d'une montagne dénudée, rappelle aux voyageurs qui passent dans cette région désormais sans dan-

ger que, là, des preux sont tombés vaillamment pour la « geste » française au Sahara.

Grâce à ces pionniers de la première heure, à tous les modestes artisans qui, dans le silence des bureaux ou dans les solitudes sahariennes continuent à perfectionner l'œuvre magnifique, l'automobile fait aujourd'hui partie intégrante du Sahara moderne. Outil de protection, instrument de paix, c'est aussi le mode de locomotion parfait pour le tourisme. « Le Sahara, a dit M. le gouverneur général Carde dans l'un de ses discours, est un centre d'attraction unique et dont la contrefaçon n'est pas à la portée des plus prestigieux d'entre ces décorateurs qui font de la plus morne des taupinières une concurrence de l'Alpe ou des Pyrénées ». L'automobile a conquis droit de cité sur les pistes du désert; son essor ne saurait être entravé et le jour viendra, sans aucun doute, où un voyage à Tombouctou et en Afrique centrale ne sera plus considéré comme une randonnée exceptionnelle réservée aux privilégiés de la fortune, mais comme un déplacement normal, facile et à la portée de tous.

CHAPITRE XII

L'aviation saharienne

C'est en 1912, c'est-à-dire cinq années à peine après le premier vol de Wright au camp d'Avours, que l'aviation a fait ses débuts dans la région saharienne. Une escadrille complète avait, dès cette époque, été installée à Biskra avec mission d'explorer toute la région des Ziban et de l'oued Rirh et d'exécuter des reconnaissances au-dessus des hautes dunes du Souf ainsi que dans la direction d'Ouargla et du Mzab.

Rappelée sur le front français lors de la mobilisation, cette escadrille était reconstituée à Biskra en 1916, au moment du soulèvement des populations de l'Aurès, et prenait une part importante au rétablissement de la sécurité dans cette région montagneuse. Lorsque cette tâche fut terminée, les aviateurs restèrent à la disposition du général commandant en chef les troupes d'Afrique pour être employés à la répression du mouvement senoussiste qui menaçait sérieusement les territoires sahariens de l'Algérie et de la Tunisie.

Le sud-tunisien possédait déjà une escadrille saharienne depuis 1915. Cette formation avait exploré toute la région frontière tuniso-tripolitaine, mais dans un rayon assez restreint, lorsqu'en septembre 1916 l'on décida l'envoi d'une reconnaissance à plus longue portée, jusqu'aux abords de Ghadamès, afin de s'assurer de l'importance réelle des groupements ennemis signalés dans cette contrée. La reconnaissance, composée de plusieurs avions, était guidée par le lieutenant-colonel Le Bœuf, ancien commandant des troupes du sud-tunisien, qui connaissait admirablement le pays.

L'expédition s'était accomplie de façon parfaite, sans incident, et les voyageurs, leur mission terminée, avaient repris de conserve la direction du nord en laissant à l'ouest les massifs sablonneux du grand erg oriental. Tout à coup, en arrivant à hauteur de cet erg, l'un des avions, celui que pilotait le lieutenant de Chatenay et qui transportait le colonel Le Bœuf, s'écarta du groupe et prit résolument la direction des dunes. Les autres aviateurs ne s'inquiétèrent cependant point. Le colonel était connu pour sa prudence et sa pondération; de Chatenay était un pilote consommé et possédant l'expérience du vol au Sahara. Sans doute les deux officiers profitaient-ils de cette reconnaissance pour survoler la périphérie de l'erg et vérifier que les dunes, protectrices des pillards, ne recélaient aucun adversaire. Les patrouil-

leurs de l'air regagnèrent donc directement leur base persuadés que l'avion transfuge ne pouvait tarder à les y rejoindre.

Mais, bientôt, l'inquiétude puis l'anxiété s'emparaient des membres de l'escadrille. Le retard insolite faisait pressentir le drame. L'alerte fut alors donnée partout et les recherches aussitôt entreprises vers la région où l'avion avait disparu. Aviateurs algériens et tunisiens, méharistes des compagnies sahariennes, goumiers et nomades du désert tous rivalisèrent d'ardeur pour retrouver les voyageurs ; mais dans cette immensité montueuse de sables mouvants rien n'apparut : l'erg homicide retenait les malheureux dans ses plis secrets et ce n'est que deux années plus tard, le 18 janvier 1918, que les restes du colonel et de son compagnon d'infortune furent découverts fortuitement par un nomade que les hasards de la chasse avaient éloigné des habituelles zones de pacage.

Après avoir quitté leurs compagnons de voyage, le colonel Le Bœuf et le lieutenant de Chatenay avaient survolé les abords du grand erg avec l'intention probable de rejoindre aussitôt la patrouille. Mais ils durent vraisemblablement être entraînés plus avant dans le massif et lorsqu'ils voulurent reprendre la bonne direction une panne d'essence dut les obliger à atterrir. L'atterrissage s'effectua d'ailleurs normalement entre deux dunes, mais les deux officiers se trouvaient dans

une région absolument inconnue d'eux et qu'ils savaient, de surcroît, inhabitée.

Ils abandonnèrent alors l'appareil devenu inutilisable, prélevèrent quelques provisions et un peu d'eau et se mirent en route dans l'espoir chimérique d'atteindre le puits de Bir Larache. Ce fut sans nul doute une marche pénible, la montée d'un véritable calvaire, l'âme angoissée, dans cette solitude enveloppante qui les étreignait déjà dans son immense suaire. Ils allèrent ainsi, contournant les dunes, semant les objets qui les gênaient, puis, exténués de fatigue, découragés, étreints par la soif, les deux naufragés de l'erg s'arrêtèrent au pied d'un maigre arbuste et là, anéantis, cherchant à s'abriter sous une ombre illusoire, ils attendirent dans les affres d'une terrible agonie que la mort vint les délivrer.

Ce douloureux drame mit en deuil toute l'aviation saharienne sans ralentir toutefois l'enthousiasme des aviateurs. Comme un défi lancé contre le destin l'escadrille de Biskra, sous l'impulsion de son chef, le capitaine Laurent, exécutait aussitôt des vols remarquables au-dessus de l'oued Souf où venaient de disparaître si mystérieusement le colonel Le Bœuf et le lieutenant de Chatenay. En avril 1917 une expédition, considérable pour l'époque, était organisée vers le Mzab avec succès, au grand émoi des mozabites qui voyaient pour la première fois les oiseaux de France dans le ciel de leur petite patrie.

Le capitaine Laurent et ses vaillants collaborateurs avaient un singulier mérite à se lancer ainsi dans les régions désertiques avec des appareils dont le moins que l'on puisse dire est qu'ils n'offraient pas grande sécurité. C'étaient des Farman 80 cv, que les aviateurs appelaient ironiquement « cages à poules ». Chaque avion pouvait emporter 210 kilos de poids utile, passagers et bagages compris, et 215 kilos de charge (essence, armes et munitions). La vitesse maximum était de 100 kilomètres à l'heure, mais la plupart du temps cette vitesse se trouvait fortement réduite par les vents contraires qui soufflent à peu près en permanence au Sahara. Quant à l'hélice elle se trouvait à l'arrière, dans le fuselage.

Les aviateurs d'aujourd'hui souriraient en présence de cet appareil des temps héroïques de l'aviation. Mais les aviateurs sahariens n'avaient pas le choix, et c'est avec ces Farman, qui ne pouvaient emporter d'essence que pour un peu plus de trois heures de vol, qu'ils devaient remplir une difficile mission.

Il paraissait cependant évident que rien d'important ne pourrait être entrepris au désert si l'on ne dotait pas l'escadrille saharienne d'appareils plus perfectionnés. Après bien des démarches auxquelles prirent une part active M. le gouverneur général Lutaud, le général Moinier, commandant en chef de l'armée d'Afrique, et le capitaine Laurent lui-même, l'on se décida enfin à envoyer à Biskra

des avions Caudron, bimoteur rotatif. Leurs essais au Sahara furent d'ailleurs assez malheureux. Au cours de l'hiver 1917-1918 en particulier, Laurent, en pilotant un de ces appareils au-dessus de Biskra, fit une chute qui nécessita l'amputation d'une jambe.

Une réorganisation de l'aviation saharienne suivit cet envoi. Biskra conserva une escadrille et une seconde escadrille, destinée à In-Salah, fut installée provisoirement à Ouargla pour coopérer à la répression du brigandage en pays touareg. Au mois de mars 1918 cette escadrille exécuta son premier grand raid saharien.

L'ambition des aviateurs était grande puisqu'elle visait à atteindre Tombouctou. Le capitaine Laurent, dont l'amputation n'avait altéré ni l'extraordinaire énergie ni la volonté opiniâtre, insistait pour être autorisé à envoyer des avions vers la capitale du Soudan. A Paris l'on se montrait moins enthousiaste et moins confiant en l'issue d'une semblable expédition. Non sans raison, l'on jugeait plus prudent de procéder par étapes et de franchir d'abord, avant de tenter la traversée complète du désert, la distance séparant Ouargla d'In-Salah.

Le guet-apens d'Aïn-Guettara, rappelé dans le chapitre précédent, eut précisément pour victimes les officiers et le personnel militaire chargés de la préparation de ce raid. Le 2 mars 1918 trois avions Farman prenaient le départ d'Ouargla sous

la direction du lieutenant Bernard, chef de l'escadrille. A bord de l'un des appareils se trouvait le capitaine Sigonney, officier de l'état-major du général Laperrine, saharien consommé, qui servait de guide à l'expédition. Des dépôts de carburant ayant été préalablement constitués à Hassi Berkane, Inifel et Guettara, ce voyage devait s'accomplir en trois étapes. En fait, les 600 kilomètres qui séparent à vol d'avion les deux grandes oasis furent franchis en trois bonds successifs, mais en une seule journée, sans incident. Le retour eut lieu dans des conditions plus difficiles par suite d'une violente tempête de sable survenue dans la région d'Inifel. Néanmoins, cette première tentative de pénétration aérienne au Sahara fut un indéniable succès, malgré la faible portée des appareils utilisés qui ne permettait pas de survoler sans arrêt la distance Ouargla-In-Salah. Pourtant ce raid fut le premier et le dernier de l'escadrille saharienne dont le retour dans le nord eut lieu au mois de mai 1918.

Sous la haute inspiration du général Nivelle, commandant en chef les forces de terre et de mer de l'Afrique du Nord, une reconnaissance mixte comprenant quatre avions et quelques tracteurs était organisée au mois de janvier 1919 sous la direction du commandant Bettembourg. Cette mission devait survoler l'itinéraire suivi par les automobiles par la vallée de la Saoura et le Tidikelt, puis revenir vers le nord par Ouargla et Bis-

kra. L'objectif était de déterminer la possibilité de réunir, par une voie aérienne et par une piste automobile, notre ligne de postes extrêmes du Sahara, de Colomb-Béchar à Touggourt, en passant par In-Salah, et de créer ainsi une base à la pénétration transsaharienne vers le Niger.

Le résultat recherché ne fut pas complètement atteint, car si les voitures réussirent tant bien que mal à accomplir tout le parcours, les avions, en revanche, durent être abandonnés successivement en cours de route par suite d'avaries diverses.

La mission Bettembourg était à peine de retour que le général Nivelle entreprenait un voyage aérien d'Alger à Gabès par Ouargla et Touggourt, affirmant ainsi sa confiance dans les destinées de l'aviation saharienne. Cette confiance était d'ailleurs partagée par M. Jonnart. Dans le discours qu'il avait prononcé au mois de mai 1919, à l'occasion de l'ouverture de la session des Délégations financières, le gouverneur général avait, en effet, exprimé avec force sa foi profonde dans l'avenir des liaisons aériennes qui devaient permettre aux possessions françaises d'Afrique « de « se tendre la main à travers les frontières artificielles dressées par les circonstances plutôt « que par la logique ».

Ce puissant intérêt témoigné par les deux grands chefs de l'Algérie à l'aviation nord-africaine avait déjà porté ses fruits sous une forme tangible. Leurs démarches répétées auprès du

gouvernement de la métropole avaient abouti, le 1er février 1919, à la création de deux escadrilles sahariennes, l'une à Ouargla, l'autre à Colomb-Béchar, appuyées de deux autres escadrilles, dites de lisière saharienne, ayant pour base Biskra et Colomb-Béchar.

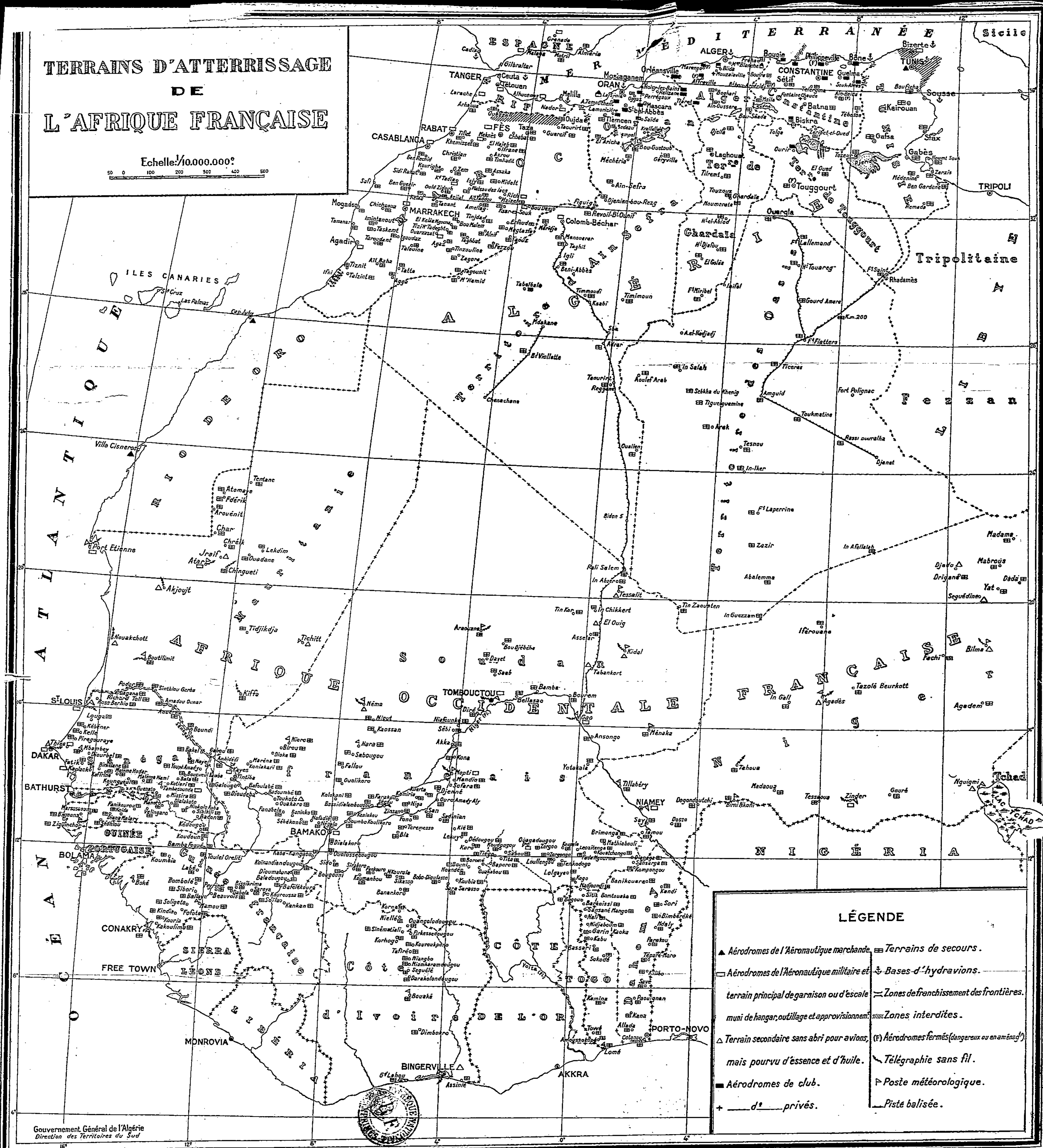
Au mois de novembre 1919 le ministre de la Guerre s'entendit avec son collègue des Colonies pour faire procéder à l'étude d'une liaison aérienne entre le sud-algérien et la boucle du Niger. L'itinéraire choisi partait d'Ouargla et passait successivement par In-Salah, le Hoggar, Tin-Zaouaten, Kidal, Bourem pour atteindre Tombouctou. Dès que cette décision fut connue on entreprit, le long du parcours, les travaux les plus urgents pour faciliter dans toute la mesure possible l'exécution de ce raid.

En raison de son ampleur et des dangers qu'il présentait, celui-ci exigeait la collaboration d'aviateurs éprouvés. L'aviation française n'en a jamais manqué et le choix se porta sur le commandant Vuillemin et le lieutenant Dagneaux. Ces spécialistes des grandes expéditions aériennes devaient, au surplus, être accompagnés jusqu'au Hoggar par une escadrille du régiment d'aviation d'Algérie-Tunisie sous les ordres du commandant Rolland. Le général Nivelle devait également participer à ce voyage sensationnel.

Le 3 février au matin les deux avions du grand raid et cinq appareils de l'escadrille prenaient le

départ de l'aérodrome d'Hussein-Dey. Peu après l'un des avions, piloté par l'adjudant Bernard et occupé par le général Nivelle, était contraint de revenir à son point de départ à cause du mauvais fonctionnement du moteur. A ce moment on remit au général un télégramme le convoquant d'urgence à Paris. Le général Nivelle dut alors renoncer à se rendre au Hoggar et se fit remplacer par le général Laperrine, appelé au commandement de la division d'Alger depuis la suppression de son commandement des territoires sahariens.

Le parcours d'Alger à In-Salah ne s'effectua pas sans incidents sérieux. Ce fut tout d'abord le capotage d'un des avions à l'atterrissage à Ouargla, accident heureusement purement matériel, mais qui rendit l'appareil inutilisable. A Inifel, à l'atterrissage également, un autre avion s'ensabla en brisant une aile et dut, lui aussi, être abandonné. Enfin, à l'approche d'In-Salah, une violente tempête de sable s'éleva qui mit la vie des aviateurs en danger. Les cinq avions restant purent néanmoins atterrir dans des conditions difficiles, mais sans dommage, sauf pour celui du commandant Vuillemin qui eut son hélice cassée. L'héroïque aviateur, parti d'Ouargla après ses camarades, avait été surpris au plus fort de la tourmente ; atrocement secoué, égaré dans les nuages de sable, ne pouvant apercevoir In-Salah, mais jugeant toutefois que l'oasis ne devait plus être éloignée, il s'était décidé à atterrir. L'avion


TERRAINS D'ATTERRISSAGE
DE
L'AFRIQUE FRANÇAISE
Echelle: 1/10.000.000e
50 0 100 200 300 400 500
LÉGENDE
Aérodromes de l'Aéronautique marchande.
Aérodromes de l'Aéronautique militaire et terrain principal de garnison ou d'escale muni de hangar, outillage et approvisionnemt.
Terrain secondaire sans abri pour avions, mais pourvu d'essence et d'huile.
Aérodromes de club.
d° privés.
Terrains de secours.
Bases d'hydravions.
Zones de franchissement des frontières.
Zones interdites.
(F) Aérodromes fermés (dangereux ou en aménagt).
Télégraphie sans fil.
Poste météorologique.
Piste balisée.
Gouvernement Général de l'Algérie
Direction des Territoires du Sud
MÉDITERRANÉE
ESPAGNE
Sicile
ALGER
ORAN
CONSTANTINE
TUNIS
TANGER
RABAT
CASABLANCA
MARRAKECH
TRIPOLI
Tripolitaine
Fezzan
ILES CANARIES
RIO DE ORO
ATLANTIQUE
OCÉAN
AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE
Soudan français
Mauritanie
Sénégal
Niger
Tchad
NIGÉRIA
TOMBOUCTOU
NIAMEY
BAMAKO
DAKAR
ST LOUIS
BATHURST
CONAKRY
FREE TOWN
MONROVIA
BINGERVILLE
AKKRA
PORTO-NOVO
GUINÉE PORTUGAISE
SIERRA LÉONE
LIBÉRIA
Côte d'Ivoire
CÔTE DE L'OR
TOGO
Dahomey

se posa en travers d'un fossé large de deux mètres et c'est vraiment par un miraculeux hasard que l'on n'eut pas à déplorer un grave accident.

Le grand voyage débutait dans des conditions qui eussent pu décourager des hommes d'une autre trempe. Mais nos aviateurs sahariens gardaient leur belle confiance et c'est sans appréhension que, prenant la direction du Hoggar, ils se lancèrent vers l'inconnu, dans une région qu'aucun avion n'avait encore survolée.

La tempête avait cessé et le rideau opaque que formait le sable en mouvement avait disparu. L'atmosphère était d'une grande limpidité. Cependant, en dépit de ces circonstances plus favorables, le lieutenant Dagneaux se voyait obligé de quitter ses compagnons à Arak par suite d'une panne irrémédiable. Les quatre avions de la glorieuse équipe continuèrent leur route et le 14 février dans l'après-midi ils parvenaient à Tamanrasset ayant réalisé la première partie du programme qui leur avait été tracé.

Le général Laperrine devait limiter son déplacement au Hoggar et rentrer à Alger avec l'escadrille du commandant Rolland. Mais comment résister à l'impérieux désir de faire le prodigieux bond jusqu'à Tombouctou, de dominer le vrai désert tant de fois parcouru à méhari, de revoir une fois encore, la dernière peut-être, le captivant Niger témoin des jeunes exploits soudanais ? Le général Laperrine envoie un radio à Alger ; la

réponse est affirmative; le sort en est jeté : Laperrine accompagnera Vuillemin dans sa merveilleuse envolée.

Un avion de l'escadrille algérienne est retenu au Hoggar pour remplacer celui de Dagneaux abandonné à Arak. C'est l'avion de Bernard qui a transporté le général depuis Alger. Quand aux deux autres appareils qui ne doivent pas faire partie du voyage transsaharien, ils devront regagner leur base conformément aux instructions reçues au départ.

Le retour de ces aviateurs en Algérie fut tragique. L'un des avions, piloté par le capitaine d'Aleman et ayant comme observateur le commandant Rolland, surpris par la nuit, dut atterrir entre In-Salah et Arak; en prenant contact avec le sol le train d'atterrissage céda et l'appareil fut totalement incendié. Les deux passagers avaient pu se dégager à temps, mais il leur avait été impossible de sauver quoi que ce fût, et ils se trouvaient dépourvus de vivres et d'eau, en dehors de toute piste et dans une région intégralement déserte. Ils seraient certainement morts de soif sans la prévoyance intuitive d'un officier saharien de grande expérience, le capitaine Depommier, commandant de la compagnie saharienne du Tidikelt, et le miraculeux instinct de quatre méharistes indigènes envoyés à leur rencontre à tout hasard par cet officier.

Le 18 février à midi, alors que Rolland et d'Aleman étaient déjà la proie d'atroces souffrances et qu'ils n'espéraient plus être secourus, les méharistes les découvrirent exténués, sans forces, couchés au sommet d'une colline rocheuse où ils s'étaient réfugiés. Les aviateurs, réconfortés, gagnèrent In-Salah à méhari où ils trouvèrent avec joie le lieutenant Sabatier, pilote du second avion, qui était arrivé la veille sans incident.

Tandis que se passaient ces événements, les derniers préparatifs pour la grande traversée se poursuivaient avec une fiévreuse activité à Tamanrasset.

Le 18 février au matin, à 7 h. 30, le premier avion transportant le pilote Bernard, le général Laperrine et le mécanicien Vasselin, quittait le sol du Hoggar suivi aussitôt de l'appareil du commandant Vuillemin ayant le lieutenant Chalus comme observateur.

L'air était transparent et les sommets environnants se détachaient dans le bleu du ciel avec netteté. Les conditions atmosphériques étaient très favorables et l'aménoukal Moussa ag Amastan, qui n'avait pas quitté son grand ami le général Laperrine depuis son arrivée, avait affirmé, après avoir scruté l'horizon, que la journée serait calme. La petite garnison de Tamanrasset avait donc assisté avec confiance à l'envolée glorieuse vers le sud des grands oiseaux de France. Bientôt cependant un vent, de faible densité d'abord, mais

de plus en plus violent, s'éleva. Venant du sud-ouest, ce vent soulevait une brume épaisse qui, en peu de temps, rendit le sol invisible aux aviateurs. Quatre heures après le départ ceux-ci étaient séparés et ne devaient plus se rejoindre. Livrés aux éléments qui leur imprimaient une considérable dérive, les avions volaient, entraînés vers l'est, machines aveugles dans l'immensité traîtresse. Enfin, après avoir tenu l'air pendant dix heures Vuillemin, presque à bout d'essence, décidait d'atterrir sur un terrain propice. Des bergers touareg accourus pour contempler le curieux prodige tombé des cieux purent indiquer aux occupants la direction du poste de Menaka, proche d'environ 200 kilomètres de cet endroit. Le lendemain au lever du jour les aviateurs reprenaient leur vol et parvenaient à 8 heures, sans encombre, à Menaka, leur provision d'essence totalement épuisée.

Le destin du second avion avait été moins heureux. Dès qu'il l'eut perdu de vue dans la brume le commandant Vuillemin, supposant qu'il venait d'atterrir, s'était mis à sa recherche. Mais après une heure de vaines investigations l'aviateur avait repris la direction du sud en se guidant à la boussole, tranquillisé sur le sort de l'appareil jumeau qu'il imaginait en route normalement vers le Soudan.

La capacité de vol de l'appareil piloté par Bernard ne pouvait dépasser cinq heures. Au reste l'aviateur devait se ravitailler à mi-chemin à Tin-

Zaouaten où un dépôt de carburant avait été constitué à cette intention. Mais la dérive ayant entraîné l'avion hors de la piste, il s'ensuivit qu'à l'heure où, selon les prévisions, le puits de Tin-Zaouaten aurait dû être atteint, les voyageurs avaient épuisé leur réserve d'essence et étaient contraints de se poser dans une région inconnue du général Laperrine lui-même. Malgré la science du pilote l'avion, saisi dans une bourrasque de vent, capota à l'atterrissage ; Bernard et Vasselin étaient indemnes, mais le général avait la clavicule gauche cassée et des côtes enfoncées.

La position des naufragés du désert était tragique et le général Laperrine, tout en réconfortant ses compagnons, ne se faisait aucune illusion : à moins d'un miracle ils étaient voués à une mort certaine. Cependant le grand chef ne laissait rien paraître de ses angoisses; en dépit des souffrances que lui causaient ses blessures il donnait de sages conseils et prenait de prudentes dispositions : l'eau du radiateur fut précieusement recueillie et l'on put ainsi constituer une réserve de 48 litres; les quelques provisions emportées du Hoggar furent retirées de l'appareil devenu inutilisable; c'est avec ce précieux mais précaire ravitaillement que le lendemain, dès l'aube, la petite caravane égarée dans l'immensité du tanezrouft se mit en route dans l'espoir de recouper la piste et de trouver un indice sauveur.

Les trois hommes marchèrent ainsi pendant cinq

heures. Le glorieux blessé souffrait de plus en plus. Le lendemain, nouvelle étape, et toujours le vide, l'incommensurable solitude. Alors le général renonça à d'illusoires recherches, et dans sa conviction que des reconnaissances étaient déjà sur leurs traces, il jugea prudent de regagner l'emplacement où gisait l'avion abandonné.

Les jours alors s'écoulèrent lentement dans l'attente d'un secours qui n'arrivait jamais. La soif, la faim, l'angoisse continuelle torturaient les malheureux. Le général Laperrine oubliait ses souffrances pour entretenir la foi chez ses jeunes compagnons. Mais bientôt son état s'aggrava et le 5 mars, quinze jours après l'atterrissage, le pacificateur du Sahara, le grand soldat conquérant de cet immense pays rendait l'âme, victime de ce désert qu'il avait tant aimé.

Le même sort attendait inévitablement Bernard et Vasselin qui, parvenus à la plus extrême faiblesse, se trouvaient incapables de faire le moindre mouvement. Quelques jours encore passèrent. Les dernières gouttes d'eau furent bues et pour essayer d'étancher leur soif les deux jeunes gens utilisèrent tout ce qui était liquide : teinture d'iode, eau de cologne, alcool à brûler, glycérine !... Ils ne réussirent qu'à augmenter leur torture. Alors désespérés, ils décidèrent de mettre fin à leurs jours pour éviter les suprêmes souffrances et le 16 mars ils allaient exécuter leur funeste projet lorsque,

tout à coup, ils virent apparaître des chameaux. Le miracle s'était pour eux réalisé.

Un détachement de méharistes de la compagnie saharienne du Tidikelt, sous les ordres du lieutenant Pruvost, patrouillait dans la région de Tin-Rharo, au nord de Tin-Zaouaten. Le lieutenant avait participé aux recherches de l'avion, mais sans nouvelles de l'extérieur depuis plusieurs semaines il les avait abandonnées, car il supposait les aviateurs retrouvés depuis longtemps et parvenus sains et saufs à destination. Le détachement se dirigeait donc vers Agadès pour se ravitailler et son chef profitait de cette circonstance pour exécuter une reconnaissance dans cette région du ténéré parcourue pour la première fois de bout en bout quelques années auparavant par le groupe méhariste du lieutenant Lehuraux. Le passage tout à fait inusité et imprévu du lieutenant Pruvost sauva Bernard et Vasselin désemparés au sud-ouest de Tin-Zaouaten, à huit kilomètres du puits d'Anessabaraka.

La dépouille du général fut tout d'abord transportée au poste soudanais de Tamaïa, puis inhumée plus tard à Tamanrasset où elle repose aujourd'hui sous le monument élevé pieusement à la mémoire du grand disparu.

Quant au commandant Vuillemin, ravitaillé en essence à Menaka, il avait pu reprendre son vol et atteindre Tombouctou le 18 mars. De là il poursuivit son raid vers le Sénégal, et le 31 mars, à

20 h. 30, il se posait sur le terrain de Ouakam, ayant ainsi réalisé, pour la première fois, la liaison aérienne Alger-Dakar.

⁂

Cette première traversée du désert, si audacieusement exécutée, en apportant la preuve que le Sahara pouvait être franchi par la voie des airs, avait également démontré, à la lumière des incidents tragiques qui l'avait accompagnée, que la liaison Algérie-Soudan présenterait toujours de graves dangers aussi longtemps que les avions resteraient livrés à eux-mêmes, sans repères visibles de très haut et sans possibilités de secours en cas d'atterrissage forcé. D'autre part, les raids de 1919 et de 1920 avaient nécessité la mobilisation d'un grand nombre de chameaux pour les convois de ravitaillement et l'on avait été défavorablement impressionné par le contraste entre le grand effort déployé et la faiblesse des résultats enregistrés.

Il apparut ainsi avec évidence qu'une liaison transsaharienne ne pouvait être livrée à l'improvisation, qu'elle devait s'effectuer au contraire méthodiquement et par étapes, qu'elle exigeait une organisation terrestre adaptée au milieu et, pour le personnel, une longue pratique du vol au-dessus des régions désertiques.

Pour l'application de ces principes généraux essentiels, le gouvernement décida que la liaison aérienne avec l'A.O.F. ne se ferait plus désormais par raids sans lendemain, mais par une « pénétration progressive aboutissant à une liaison permanente ». Un plan comportant trois voies de pénétration ayant respectivement pour base de départ Colomb-Béchar, Laghouat et Biskra fut établi. In-Salah allait devenir le point de concentration de ces trois lignes et, de cette oasis, une seule voie serait aménagée pour atteindre le Niger en passant par le Hoggar. En même temps, trois escadrilles sahariennes étaient créées, une à chaque base.

Durant les hivers 1921-1922 et 1922-1923 ces escadrilles entreprirent une série de reconnaissances à rayon limité et commencèrent à organiser rationnellement l'infrastructure de ces voies aériennes. Cependant l'on ne tarda pas à s'apercevoir que la dispersion des efforts et surtout celle des crédits entravaient la progression du mouvement de pénétration; l'on observa également que les itinéraires partant de Biskra et de Laghouat présentaient des inconvénients dus à la longueur du parcours, aux plus grandes difficultés de ravitaillement et au danger qu'offraient, pour les atterrissages imprévus, les régions à survoler. En 1923 la pénétration sur ces deux axes fut abandonnée et l'on concentra tous les moyens matériels et financiers sur la ligne Colomb Béchar-Adrar-Ouallen-Niger.

La campagne de l'hiver 1923-1924 fut particulièrement active pour l'escadrille du sud-oranais. Sous l'impulsion du capitaine Paolacci cette escadrille assura une liaison entre Colomb-Béchar et les oasis de la Saoura, du Gourara et du Touat. Sans accident, sans aventure, sans incident notable même, elle exploita ce premier tronçon de la ligne transsaharienne en établissant un levé topographique ininterrompu, entre Colomb-Béchar et le Touat, de toute la zone du futur chemin de fer pour le cas où celui-ci passerait par cet itinéraire. Une doctrine de l'aviation saharienne se forma. Les pilotes acquirent pleinement la pratique du vol au-dessus des régions désertiques. Quant à l'aménagement terrestre sur ce premier tronçon il se poursuivit avec la même rapidité.

L'aviation saharienne enfin organisée sur de solides bases allait désormais enregistrer de beaux succès. Il s'agit surtout de l'aviation militaire car, contrairement à ce qui s'est passé pour l'automobilisme saharien qui dut une grande part de sa vogue aux efforts personnels des industriels Français et aux initiatives privées, l'aviation au désert est une œuvre essentiellement militaire à laquelle nos aviateurs de l'Armée d'Afrique ont attaché leur nom.

La campagne 1924-1925 apporta à cette aviation la palme de la Victoire. Tandis que l'escadrille de Colomb-Béchar poussait ses reconnaissances jusqu'à Ouallen, dans le grand tanezrouft, et que son

chef préparait un grand raid transsaharien, l'Afrique occidentale française, de son côté, s'intéressait au même problème. Au début de l'année 1925 la liaison aérienne Algérie-Soudan était accomplie brillamment. Trois avions soudanais, partis du Niger sous la direction du colonel Tulasne, atterrissaient à Colomb-Béchar le 20 janvier pendant que deux appareils de l'escadrille saharienne, sous le commandement du commandant Gallet et du capitaine Paolacci, parvenaient à Bourem le 28 du même mois.

A la même époque, le sous-secrétaire d'Etat de l'Aéronautique organisait un voyage d'étude des liaisons aériennes entre la métropole et l'Afrique occidentale française. Cette mission, dirigée par le colonel de Goys, comprenait deux avions de grande puissance pilotés, l'un par le colonel Vuillemin, l'autre par le capitaine Pelletier d'Oisy. Elle quittait Paris par la voie des airs, arrivait à Colomb-Béchar le 23 janvier, partait de ce point le 27 et atteignait Niamey le 7 février. Malheureusement, au moment où la mission s'envolait de cette ville pour se rendre à Zinder, l'avion du colonel Vuillemin s'écrasait sur le sol. Le grand aviateur et deux des passagers étaient plus ou moins grièvement blessés et l'on avait à déplorer une victime, le sergent Vandelle.

Le mois suivant les capitaines Arrachard et Lemaître, qui venaient d'effectuer le parcours Paris-Villa Cisneros-Dakar-Tombouctou, s'élancè-

rent à leur tour dans le désert en direction de l'Algérie. Partis de Tombouctou le 20 février ils avaient franchi sans incident les espaces désertiques et ils étaient prêts d'atteindre leur objectif le même jour lorsque, à 150 kilomètres au sud-ouest de l'oasis d'El-Goléa, une panne d'essence les contraignit d'atterrir. Un hasard providentiel les mit en présence d'un berger indigène qui nomadisait dans la région avec ses troupeaux et ce berger les conduisit à El-Goléa où ils parvinrent après six fatigantes étapes. Ravitaillés en essence Arrachard et Lemaître rejoignirent l'appareil en automobile et ils purent achever leur raid jusqu'à Paris où ils arrivèrent le 24 mars.

Toujours au cours de la même période un officier de l'armée belge, le lieutenant Thieffry, entreprit l'expédition Bruxelles-Congo belge. Il fut, lui aussi, victime d'une panne d'essence qui l'obligea à atterrir dans le tanezrouft à proximité d'Oualen. La garnison de ce poste, avisée de son passage et ne le voyant pas arriver à l'heure convenue, organisa aussitôt les recherches qui furent assez heureuses pour retrouver l'aviateur sain et sauf. Celui-ci put alors continuer son raid jusqu'au Congo.

Dans les années qui suivirent les escadrilles d'Algérie et de l'Afrique occidentale française ne firent aucune nouvelle tentative de traversée du désert, mais elles poursuivirent l'exécution de leur programme avec un zèle toujours égal. Entre

Colomb-Béchar et le Touat l'équipement de la piste s'achevait dans les meilleures conditions pour la sécurité des aviateurs et la bonne conservation du matériel.

Quelques voyages retentissants illustrèrent néanmoins cette période. En 1926 on parlait beaucoup de l'organisation d'une ligne aérienne permanente d'Alger à Tombouctou. C'était l'époque des grands raids : celui de l'escadrille anglaise Pulford, du Caire au Cap; celui du belge Medaets, de Bruxelles au Congo belge et retour; le raid de Gérardot et Cornillon, de Paris à Rabat et retour; celui de Costes et Vitrolles, de Paris à Assouan; mais surtout l'exploit du lieutenant de vaisseau Bernard qui, parti de l'étang de Berre sur un hydravion, exécuta un vol jusqu'à Madagascar en passant par les Canaries, le Sénégal, le Soudan et le Mozambique pour revenir ensuite, avec le même succès, par l'Egypte et terminer son magnifique voyage sur la Seine aux environs de Suresnes.

Peu de temps après, le commandant Dagneaux renouvelait cet exploit, mais en survolant le désert. Il quittait le Bourget le 28 novembre 1926 et avec une régularité mathématique parvenait à Tananarive le 11 février 1927 ayant ainsi couvert près de 12.000 kilomètres sur un simple avion terrestre de 500 cv.

Un beau voyage transsaharien fut aussi exécuté, au printemps de l'année 1928, par le capitaine Cornillon et le lieutenant Gérardot. Chargés d'une

mission d'études radiogonométriques, les deux aviateurs partirent de Colomb-Béchar le 3 avril, à 18 heures; dans un superbe vol de nuit de 1.700 kilomètres ils atteignirent Tombouctou le lendemain matin à 5 heures. Ils avaient accompli le parcours du Bourget à la capitale soudanaise en moins de 27 heures ! Cette année 1928 fut, au surplus, une période de grands raids transcontinentaux illustrée par l'inoubliable traversée de l'Atlantique sud accomplie à bord du « Nungesser et Coli » par Costes et Le Brix qui relièrent la France à l'Amérique du Sud en un admirable vol de deux étapes dont l'Afrique avait été le centre.

Un vaste projet de liaison pratique et commerciale intercoloniale France-Afrique équatoriale-Madagascar naquit de ces diverses missions. Le commandant Dagneaux, au retour de son voyage, avait mis ce projet au point d'accord avec les Belges, et afin d'en poursuivre plus aisément la réalisation il avait créé la société « *Air Afrique* » après avoir quitté l'armée en obtenant sa mise en disponibilité. Cette société manifestait immédiatement son activité en faisant étudier l'itinéraire définitif à adopter et l'importance des travaux à y entreprendre. Une mission dirigée par M. P.-L. Richard traversa le Sahara en février 1929, se rendit à Fort Lamy et rentra en France en survolant le désert à l'aller et au retour par des itinéraires différents; ce fut une belle démonstration de grand tourisme aérien en Afrique.

Dans le courant de l'année 1929, sous les auspices du ministère de l'Air, un accord intervint entre la Société *Air Afrique* et la *Compagnie Générale Aéropostale* (anciennes lignes Latécoère) pour permettre une collaboration de tous les éléments utiles à la création, puis plus tard, à l'exploitation de la ligne; une société nouvelle fut spécialement chargée de cette œuvre sous la dénomination de « *Compagnie Transafricaine d'aviation* ». Sous l'impulsion de cet organisme des travaux furent entrepris afin que la ligne puisse être ouverte aux transports postaux et fonctionner régulièrement dans le courant de l'année 1930. Des sommes importantes furent consacrées à l'ouverture de cette voie appelée à concurrencer avantageusement la ligne anglaise du Cap au Caire. Mais, dès l'année suivante, la Compagnie dut suspendre son effort à la demande du ministère de l'Air, jusqu'à la mise au point d'un statut de l'Aéronautique marchande, de sorte que la réalisation de ce grand projet dut être reportée à une date indéterminée.

Tandis que les missions et les explorations aériennes se succédaient au Sahara, l'aviation militaire de l'Algérie et celle de l'Afrique occidentale française continuaient leur patient et obscur labeur. L'infrastructure de la grande voie occidentale de Colomb-Béchar au Niger par le tanezrouft recevait de nombreuses améliorations et son jalonnement à l'aide de balises spéciales du type dit « artillerie » était entrepris sous la direction

personnelle du colonel Vuillemin, commandant l'aviation en Algérie.

Jusque-là, en exécution d'ailleurs d'ordres ministériels, toutes les activités avaient été bloquées sur cette voie occidentale et aucun avion n'avait plus volé dans le ciel du Hoggar depuis la tragique fin du général Laperrine. Un officier aviateur de grande classe, le lieutenant-colonel Pierre Weiss, connu aussi bien pour ses audacieuses performances aériennes que pour son beau talent d'écrivain, allait lever l'hypothèque qui pesait sur cette région et ouvrir aux vainqueurs de l'espace une voie nouvelle vers l'Afrique centrale.

Au mois de novembre 1931, après une minutieuse préparation, une patrouille du 1er groupe d'aviation d'Afrique quitta Alger sous le commandement du colonel Weiss, guidée par le lieutenant Bernard, l'héroïque pilote de la première tentative de traversée transsaharienne. Le voyage eut lieu sans incident. Après onze heures vingt minutes de vol effectif les appareils se posèrent sur le terrain de Tamanrasset, à l'endroit précis d'où les avions de Laperrine et de Vuillemin s'étaient envolés joyeusement, douze années auparavant, vers un douloureux destin.

En cette année 1931 eurent lieu d'assez nombreuses expéditions à travers le continent africain et sur la périphérie. Dans la pléïade des voyages ainsi effectués il convient de signaler tout d'abord la première inspection ministérielle



L'aviation militaire à son premier voyage à Tamanrasset
(Hoggar, 1931)

aérienne de M. Dumesnil, ministre de l'Air, piloté par Costes et accompagné du colonel Vuillemin; il y eut également l'essai de liaison postale rapide Congo-Madagascar par l'équipage Goulette-Salel-Montillier ayant à bord M. Alfassa, secrétaire général du gouvernement général de l'Afrique équatoriale française, qui rejoignait son poste; le raid de Moench-Burtin, remarquable par sa régularité et sa rapidité, qui mit Tananarive à deux jours neuf heures de Paris; le premier périple africain de l'avion « Paris » piloté par le sergent Giraud et transportant M. Ph. d'Estailleur-Chanteraine, etc... Ce fut ensuite le magnifique raid du capitaine Goulette et de son compagnon Salel de Paris au Cap en quatre jours.

Jusque-là les avions, après la traversée du Sahara, survolaient le territoire de l'Afrique équatoriale française aux confins nord du Tchad, puis la vallée du Chari pour aboutir à Bangui. Rompant avec cette sorte de tradition, l'équipage Goulette-Salel, après avoir atteint Niamey en deux bonds, continua à travers la Nigéria anglaise, atteignit la mer aux environs du mont Cameroun et poursuivit jusqu'au Cap.

C'est au début de l'année 1932 que Costes et Schneider accomplirent leur fameux raid dans la région soudanaise en survolant, au retour, le ténéré des Tebbous par Bilma, Djado et Djanet, ainsi que le Tassili des Ajjers, régions qu'aucun avion

n'avait encore visitées et dépourvues de pistes pour automobiles.

En vertu d'un principe que tout aviateur prudent a le devoir d'observer au Sahara, les avions ne doivent jamais s'écarter des pistes afin qu'ils puissent être secourus sûrement et rapidement en cas d'atterrissage entre les escales prévues. La piste c'est le fil conducteur, le lien fragile qui relie l'aviateur à la terre, à la vie. En la dédaignant l'aviateur s'expose aux pires dangers. Comment, en effet, retrouver un avion égaré dans le vaste désert s'il s'est écarté des voies normales ? Costes et Schneider réussirent un exploit audacieux, mais qui ne doit pas être renouvelé. De telles existences sont trop précieuses au pays pour les exposer ainsi sans profit pour lui. Si un incident mécanique ou les circonstances atmosphériques avaient obligé les aviateurs à atterrir, c'eût été pour eux la mort inévitable, car aucun secours n'était possible. Les miracles ne se renouvellent que bien rarement et celui dont bénéficièrent Réginensi et ses compagnons au mois de février 1932 ne peut que confirmer cet axiome.

Réginensi, à bord de l'avion « Saint Didier », avait quitté In-Salah avec l'intention de se rendre au Soudan par le Hoggar. Entre le Tidikelt et Tamanrasset une erreur de direction lui faisait abandonner la piste et l'avion, désemparé, allait se poser en un point quelconque du désert après avoir consommé toute l'essence en d'infructueuses

recherches pour retrouver le fil d'Ariane sauveur. Les aviateurs, venus pour la première fois au Sahara, ignoraient l'endroit où ils se trouvaient et dans leurs appels de détresse par T.S.F. ils ne purent donner à cet égard que de bien vagues indications.

Dès réception du premier S.O.S. du « Saint Didier » l'aviation militaire et civile d'Algérie, emportée par un magnifique élan de solidarité, entreprenait les recherches. Après sept jours d'angoissantes investigations, auxquelles prirent notamment part avec une ardeur et un dévouement admirables les colonels Vuillemin et Weiss, le lieutenant Bernard et le remarquable pilote Poulin, de l'aviation civile nord-africaine, les patrouilleurs eurent la grande joie de retrouver sain et sauf l'équipage dans l'erg Tessadjafi aux abords de l'Ahnet. Les malheureux étaient arrivés au bout de leurs forces et l'on devine avec quels transports de reconnaisance ils reçurent leurs sauveteurs.

Il est impossible d'énumérer toutes les randonnées aériennes qui eurent le Sahara pour théâtre. Citons cependant le voyage de M. Thaming, vice-consul honoraire du Danemark à Johannesburg, parti de Copenhague pour rejoindre son poste, accompagné de Mme Thaming, par la voie des airs; celui de M. de Sibour, en Afrique centrale; les grands raids de Mollisson, de Marise Hiltz; la splendide performance de Mme Amy Mollisson,

de Londres au Cap; le beau vol du capitaine et de Mme Vauthier vers le Tchad par la région du ténéré, etc... Il convient surtout de rappeler la glorieuse croisière noire du général Vuillemin qui fut en quelque sorte le couronnement et l'apothéose de la pénétration saharienne par la voie des airs.

Aujourd'hui l'aviation a conquis droit de cité au Sahara et en Afrique. Après des essais concluants exécutés en 1933 par des aviateurs militaires, une loi du 28 février 1934 a autorisé le ministre de l'Air à exploiter provisoirement en régie une ligne aérienne d'Alger au Congo belge pour le transport du courrier postal et de voyageurs. Cette exploitation en régie est assurée par *Air Afrique* et la direction en a été confiée au commandant Dagneaux qui dispose d'un personnel d'élite comptant en particulier dans ses rangs le sympathique pilote du désert Poulin, Commandeur de la Légion d'honneur.

La liaison entre Paris-Alger et l'Afrique centrale s'opère à l'aide d'avions tri-moteurs puissants et confortables. A partir du Congo belge la correspondance est assurée avec Madagascar par la voie des airs également.

Par ailleurs, la ligne aérienne Belgique-Congo, dont la mise au point a été étudiée minutieusement durant dix années, a été inaugurée en décembre 1934 par la Société belge *Sabena,* autorisée par le gouvernement royal à mettre cette ligne en

exploitation régulière. Les départs ont lieu de Bruxelles sur Oran, pour suivre ensuite l'itinéraire Colomb Béchar-Reggan où il se confond avec celui de la *Régie Air Afrique* pour se poursuivre vers Gao-Niamey-Fort Lamy-Elisabethville.

Les itinéraires sont entièrement équipés, pourvus de terrains d'atterrissage, de postes de dépannage, d'ateliers de réparations, etc... La région du tanezrouft est totalement balisée et peut être survolée de jour comme de nuit sans danger. Sur l'initiative de quelques personnalités algériennes il a été procédé, au centre même du tanezrouft, à l'endroit bien connu sous le nom de *Bidon V*, à l'installation d'un phare permanent.

En ce point qui, désormais, s'appelle officiellement *Phare Vuillemin* en hommage au grand aviateur qui a si brillamment conduit son escadre de trente avions au-dessus de l'Afrique française, la Société du *Gaz Butane* a élevé un pylone d'acier de 32 mètres de haut, fixé au sol par 120 tonnes de ciment armé. Le phare est constitué par un tombeau dioptrique de un mètre de diamètre placé sur ce pylone. Celui-ci pouvant résister à un vent d'une vitesse de 150 kilomètres-heure, il n'est pas à craindre de détérioration du fait de perturbations atmosphériques. Le foyer lumineux du phare est formé par un manchon de 35 m/m alimenté au gaz Propane, qui offre sur le Butane l'avantage de pouvoir être utilisé par des températures allant jusqu'à 40 degrés au-dessous de

zéro. L'alimentation est assurée par des batteries de dix bouteilles emmagasinées dans une cave et dont il suffira de renouveler la provision de gaz une fois l'an. Quant aux manchons brûlés ils seront changés automatiquement. Des phares moins importants, mais fonctionnant d'après les mêmes principes, ont également été échelonnés le long du parcours entre Reggan et le Niger. Leur puissance lumineuse pouvant s'étendre jusqu'à environ 50 kilomètres de part et d'autre, il s'ensuit que, pratiquement, la direction de la piste automobile est indiquée en permanence d'une façon parfaite, rendant désormais possibles les vols de nuit.

Cette organisation fait honneur à la société qui en a supporté la charge ainsi qu'au personnel qui l'a réalisée sous la direction d'un technicien énergique, M. l'ingénieur Delaplace.

De son côté l'aviation militaire a accompli une œuvre remarquable. Par un travail incessant elle a réussi à étendre son rayon d'action sur toutes les parties du territoire saharien de l'Algérie. A l'heure actuelle tous les postes sont reliés entre eux par la voie des airs. Les pistes automobilisables sont balisées et des abris ont été édifiés en de nombreux points. Djanet possède un beau terrain d'atterrissage; des terrains intermédiaires existent entre les principaux centres d'escales et partout, jusqu'à In-Guezzam en direction de Zinder et du Tchad, et Tin Zaouaten, vers Gao et

Niamey, nos aviateurs militaires ont ouvert de façon durable les voies aériennes à l'aviation touristique et commerciale.

L'un des premiers touristes de l'air qui aient utilisé cette organisation militaire est un jeune et vaillant pilote de l'Aéro-club d'Alger, M. Marcel Germain, mort à la suite d'une chute d'avion en février 1935. Avec une hardiesse et un sang-froid admirables cet aviateur, durant l'hiver 1932, prit son vol au-dessus du Tassili des Ajjers et conduisit pour la première fois à Djanet les ailes françaises. Il fut décoré de la Légion d'Honneur pour cet exploit. Quelques mois plus tard M. Carde gouverneur général de l'Algérie, puis le général Noguès, commandant le 19e corps d'armée, inauguraient officiellement cette nouvelle voie aérienne.

L'œuvre d'exploration de l'aviation militaire saharienne est maintenant virtuellement close. Cette aviation vient d'atteindre son dernier objectif durant l'hiver 1934-1935 : la liaison algéro-mauritanienne. L'Algérie et l'Afrique occidentale française la préparaient depuis longtemps; méharistes et automobilistes ont rivalisé d'efforts et d'initiative pour ouvrir des voies nouvelles dans le Sahara occidental et mettre Atar, capitale de la Mauritanie, à quelques heures seulement de Colomb-Béchar ou des postes du sud-marocain.

Dès maintenant deux des principales voies transsahariennes occidentales sont organisées pour les

besoins de l'aviation. Des terrains d'atterrissage permanents et des terrains de secours jalonnent ces itinéraires balisés sur la totalité du parcours. L'aviation est donc en mesure d'assurer un service régulier entre le Maroc ou l'Algérie d'une part, la Mauritanie et le Sénégal d'autre part. Ces lignes aériennes ont reçu la consécration officielle. Le 7 décembre 1934 le général Armengaud, commandant la 5e région aérienne, atterrissait à Tindouf, puis gagnait Dakar avec un groupe de quatre avions en passant par Atar et Saint-Louis du Sénégal. Dans le même mois les escadrilles des confins algéro-marocains et des avions mauritaniens dirigés par le commandant Pelletier d'Oisy renouvelaient cette prouesse, tandis que le colonel Trinquet, commandant des confins, se rendait également à Dakar par la voie des airs et rentrait ensuite à son poste de commandement par le même moyen.

⁂

Si l'automobilisme et si l'aviation se sont développés avec tant d'ampleur et de rapidité au Sahara, ils le doivent pour une grande part à la radiotélégraphie qui a débuté à peu près en même temps au désert et qui a progressé suivant un rythme égal.

Des voyageurs ayant visité les pays africains ont signalé le curieux système de transmissions

utilisé par les noirs pour communiquer avec les tribus voisines. A certaines heures de la journée on frappe fortement sur une sorte de grosse caisse des coups plus ou moins rapprochés et qui correspondent à un code convenu. Cette télégraphie sans fil avant la lettre existe également chez les Touraeg.

M. E.-F. Gautier a spirituellement baptisé le Sahara « un vaste Landerneau ». Les nouvelles s'y transmettent, en effet, avec une célérité déconcertante. Un événement quel qu'il soit s'est-il passé en un point quelconque du « bled » ? Aussitôt, en ce pays où l'on marche parfois durant des semaines sans rencontrer âme qui vive, la nouvelle se propage comme une traînée de poudre. Chemin faisant, de caravanier à caravanier, de méhariste à méhariste, elle se déforme, s'amplifie, s'enveloppe des fioritures plus ou moins fantaisistes auxquelles se plaisent les Orientaux et les Africains. Mais sous la forme exagérée qu'elle revêt ainsi en passant de bouche en bouche, se trouve toujours un fond de vérité que les renseignements de source plus sûre ne manquent jamais par la suite de confirmer.

Jusqu'à ces dernières années c'est un peu de cette manière rudimentaire que les événements sahariens étaient connus, et les nouvelles, même les plus urgentes, se transmettaient par courrier transporté à dos de chameau. Aujourd'hui la télégraphie sans fil, cette invention des démons

disent les Touareg, a aboli ce mode de transmission archaïque. Tous les postes sahariens sont dotés d'une station radiotélégraphique; les émissions s'effectuent régulièrement plusieurs fois par jour de poste à poste, de sorte que l'on est constamment informé des moindres incidents qui se produisent dans le désert. Les groupes méharistes eux-mêmes, naguère perdus dans l'immensité, sont en liaison quotidienne avec les stations voisines grâce aux appareils portatifs à dos de chameau, émetteurs et récepteurs, dont ils sont pourvus.

La perfection actuelle du réseau radiotélégraphique saharien est l'œuvre de patients efforts. Malgré un matériel qui fut souvent incomplet et très usagé, malgré un effectif presque toujours déficitaire de spécialistes, les sapeurs radiotélégraphistes ont surmonté toutes les difficultés, bravé les souffrances physiques et morales dans un pays où ils n'étaient pas préparés à vivre, et accompli avec le plus grand dévouement une besogne ardue, obscure, mais indispensable à la sécurité des automobilistes et des aviateurs.

Cette sécurité serait cependant aléatoire, pour les aviateurs du moins, si des stations météorologiques ne complétaient le réseau de postes de T.S.F. On connaît le rôle prépondérant que joue la météorologie en matière de navigation aérienne. Au Sahara elle est l'auxiliaire obligatoire, la collaboratrice indispensable de l'avion, car le vent,

ce redoutable ennemi, guette constamment l'aviateur dans le ciel du désert. Non point le vent que l'on a généralement en Europe, quelle que soit sa violence, mais une formidable poussée des éléments en furie, appelée communément le « simoun », qui triture et ratisse le sol, emporte sables et graviers et élève dans les airs des masses de poussières impalpables.

Au Sahara les longues distances à parcourir sans escales de secours donne une importance primordiale à la protection météorologique. Il est nécessaire pour l'aviateur qui va traverser le désert d'être exactement renseigné sur la situation atmosphérique le long de son parcours. Il pourra ainsi prendre une décision en connaissance de cause et retarder, le cas échéant, un départ qui présenterait de trop graves dangers.

Depuis 1928 c'est l'Office National Météorologique qui assume la responsabilité de la protection de la navigation aérienne au Sahara. L'effort de l'Office s'est porté sur l'organisation d'un réseau de stations chargées de fournir toutes les observations et tous les sondages indispensables à la sécurité de l'aviation. Ces postes météorologiques, exploités par des militaires de carrière, fonctionnent de préférence aux mêmes endroits que les postes de T.S.F. afin de permettre la transmission rapide des observations.

De son côté le Service Météorologique d'Algérie possède à Tamanrasset un véritable observatoire

de météorologie générale avec élargissement vers les autres branches de la physique du globe. Cet observatoire, doté de tous les instruments nécessaires, joue un rôle de premier plan dans la protection de la navigation aérienne.

Les postes radiotélégraphiques et météorologiques du Sahara algérien se tiennent naturellement en liaison constante avec les postes des possessions françaises voisines qui possèdent également un réseau très complet de stations.

En résumé une organisation judicieuse veille attentivement à la sécurité des aviateurs. La transmission rapide des météogrammes et leur réception directe par les avions, même en cours de vol, constituent une garantie précieuse et efficace contre les risques d'accident pour des causes atmosphériques.

CHAPITRE XIII

Les grandes Reconnaissances

L'INTRODUCTION au Sahara de l'automobile et de l'avion n'a pas eu pour effet de ralentir l'essor des compagnies sahariennes. Sans doute la mise en œuvre de moyens mécaniques modernes a-t-elle permis d'étendre le rayon de notre activité et de pénétrer dans des régions jusqu'alors inaccessibles en raison de leur extrême aridité. Cependant les méharistes ont conservé le rôle capital dans l'exploration rationnelle du désert et c'est toujours sur eux que l'on compte principalement pour l'achèvement de la pacification dans certaines contrées.

Dans le Sahara occidental, après la jonction d'El-Mzerreb en 1920 dont il a été parlé précédemment, les méharistes algériens ont procédé à des reconnaissances vers l'oued Drâa et la Seguiet-el-Hamra.

C'est au printemps de l'année 1923 que se place la première de ces reconnaissances à grand rayon. Un groupe de 150 méharistes commandé par le

capitaine Ressot parcourut durant trois mois les régions d'El-Menekeb, de Mcherrah, de l'Iguidi, avec mission d'engager des pourparlers avec les tribus nomades insoumises, mais non hostiles, de surveiller les pistes fréquentées par les rezzou et, le cas échéant, de livrer la chasse aux pillards. Le détachement passa à Chenachan, séjourna dans le Hank, se rendit à Sbita, à Touila, à Aouinet-Legrâa et Aïn-el-Barka, point d'eau important qui n'avait été reconnu qu'une seule fois en 1913 par le lieutenant Mougin. Il rejoignit ensuite sa base à Tabelbala par Ghemilès, après avoir couvert en 49 jours plus de 1.600 kilomètres.

Au cours de cette reconnaissance les officiers se livrèrent à différentes études intéressantes. Le capitaine Ressot recueillit des renseignements géologiques et géographiques inédits et il soumit également un certain nombre de fossiles à l'examen des professeurs de la Faculté des Sciences d'Alger. Son travail fut très apprécié des géologues qui en reconnurent la valeur scientifique et en firent les plus grands éloges. Le médecin aide-major Tripeau étudia particulièrement la flore et la faune de la région traversée et il expédia à Alger des spécimens de plantes et d'insectes. En collaboration avec les deux autres officiers du détachement, ce praticien fit des recherches d'ethnographie saharienne ; le mémoire qu'il présenta sur les gravures rupestres relevées, ainsi que sur les monuments mégalithi-

ques et les redjems visités, fut jugé curieux et bien documenté par les techniciens auxquels il fut communiqué.

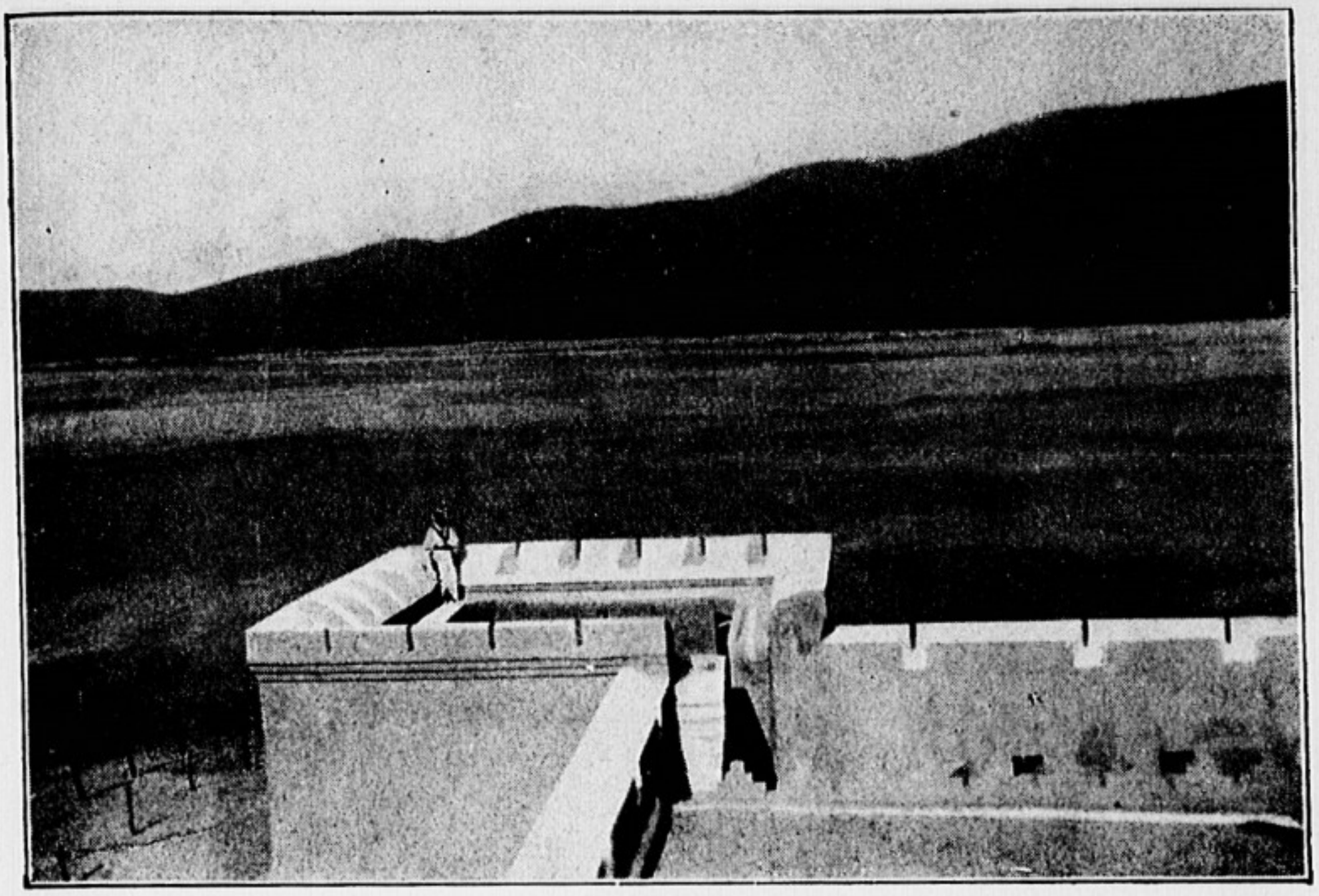
La même année, au cours de l'hiver, un rezzou de 400 fusils avait attaqué le peloton méhariste de Tombouctou et réussi à s'emparer d'un important butin. Le capitaine Ressot reçut l'ordre de constituer un détachement avec des éléments de son unité et de la compagnie du Touat pour essayer de couper la route de retour aux razzieurs en exécutant une reconnaissance vers Aïn-el-Barka et Aouinet Legrâa. Le groupe du Touat, arrivant du sud de l'Iguidi où il avait réussi à châtier quelques pillards, rejoignit le 5 novembre 1923 à Oglet Yacoub le groupe de la Saoura, et le détachement au complet, comprenant 130 méharistes, se dirigea vers Aouinet Legrâa qu'il atteignit le 16 novembre.

La reconnaissance s'engagea alors sur l'immense plaine du Yetti où elle retrouva les traces des débris du gros rezzou qui, contre-attaqué avec succès par les soudanais au lac Faguibine, avait dû se disperser. Mais l'avance des pillards étant trop grande pour qu'une poursuite pût être exercée, le capitaine Ressot décida de séjourner dans le Yetti et d'explorer une partie du massif montagneux du Solb. Pendant plus de quinze jours les patrouilles rayonnèrent dans cette région inconnue où la marche ne pouvait être guidée qu'à l'aide de la boussole. Les renseignements recueillis per-

mirent de constater que les grands rezzou, en se dirigeant vers le Soudan, passaient désormais plus au sud qu'autrefois, par les points d'eau du Hank méridional, preuve évidente de l'efficacité de l'action des groupes méharistes. Il fut constaté également que les bandes qui se constituaient dans le Sahara occidental pour aller piller les tribus soumises de la boucle du Niger ne comprenaient plus de Beraber, mais seulement des contingents recrutés parmi les Reguibat Lgouacem et les Aït Oussa.

La dislocation du groupe s'opéra à El-Ghers le 16 décembre, après avoir parcouru 1.700 kilomètres dont près de 600 dans une zone jusqu'alors inexplorée, et rapporté des levés d'itinéraires entièrement nouveaux.

Pendant que se poursuivaient ces grandes reconnaissances, les méharistes laissés en réserve dans la région de Tabelbala n'étaient pas restés inactifs. Des groupes légers avaient visité à plusieurs reprises le sud du Tafilalet, parcourant le nord de l'erg Raoui jusqu'à Oglet Beraber, le Kem Kem Irjedan, patrouillant vers le Touariz et le Saheb Touil ainsi que vers la région d'Ougarta et de Bou Maoud. En avril 1924 un détachement plus important comprenant 150 hommes franchissait l'oued Daoura par Oudika, explorait la zone comprise entre ce puits et Chefâa et rentrait ensuite à Tabelbala. Ces diverses reconnaissances eurent une grande importance politique. Du point de vue



Bou Bernous
(Bordj Viollette)



Dans le Sahara Occidental

BIBLIOTHEQUE R.F.

géographique elles comblèrent les nombreuses lacunes qui existaient encore dans la connaissance des régions visitées.

En vue de coordonner les efforts tendant à la pacification du Sahara occidental, une conférence eut lieu à Marrakech en janvier 1925 entre des représentants des trois pays intéressés à la question : Afrique occidentale française, Maroc, Algérie. Au cours de cette conférence il fut décidé que les méharistes algériens feraient une reconnaissance dans la région de Tindouf, restée jusqu'alors hors de notre atteinte. L'opération eut lieu en avril et mai 1925 avec l'aide d'un détachement de 130 hommes dirigé par le capitaine Ressot et comprenant également trois officiers, un médecin et un géologue, M. Mentchikoff.

Après avoir atteint le 9 avril la bordure du Mahjez, le groupe algérien traversa la Daoura, arriva à Tinfouchy, déjà reconnu une première fois en 1920, puis, de là, il pénétra dans une région totalement inconnue, s'en remettant entièrement à sa bonne étoile et à la prespicacité du guide djakani qui l'accompagnait. Dès lors, le détachement s'engagea dans le Djebel Ouarkiz, prenant sur son parcours un contact pacifique avec des campements de la tribu des Oulad Arib. Du puits de Zemoul la reconnaissance descendit vers le sud par les Hauts Plateaux du Drâa, atteignit Tindouf le 27 avril où elle séjourna le temps nécessaire pour recueillir une documentation inédite sur

la petite cité saharienne abandonnée ; elle explora ensuite la dépression de Daïa-el-Khadra, mais elle arrêta sa marche vers le sud-ouest au puits de Tenouchet, car depuis Tindouf le groupe marchait à la boussole et il eut été imprudent de continuer dans de telles conditions dans une zone où se trouvaient sans doute de nombreux campements Reguibat.

Le contact avec les Reguibat fut pris au retour vers Daïa-el-Khadra. Ceux-ci reçurent le détachement à coups de fusil, mais ils rompirent aussitôt le combat et prirent la fuite en abandonnant leurs troupeaux qui constituèrent une bonne prise. Le groupe algérien reprit alors la direction du nord avec les 400 chameaux et chamelles de butin, repassa dans l'Ouarkiz et parvint à Tabelbala le 19 mai après avoir parcouru plus de 1.600 kilomètres en 43 jours.

Cette magnifique randonnée eut une répercussion considérable dans tout le pays insoumis. A l'exception du point de Tinfouchy, les régions de l'Ouarkiz, du Haut-Plateau du Drâa, de Tindouf et de la Daïa-el-Khadra n'avaient jamais été reconnues. De plus, des travaux intéressants furent exécutés au cours de la reconnaissance, parmi lesquels il convient de citer des levés topographiques et un plan de Tindouf, une étude géologique avec prélèvement d'échantillons, une étude sur la botanique et enfin une étude sur Tindouf et les Tadjakant.

En ce même printemps de l'année 1925 la compagnie du Touat faisait effectuer une reconnaissance sur la lisière occidentale de l'erg Chech par un groupe mobile placé sous le commandement du lieutenant Flye Sainte Marie. Pendant quatre mois, totalisant près de 2.000 kilomètres de marche, le détachement franchit la région si difficile de l'erg Chech; il visita les puits de Grizim, Zmila, Tarmanant, Toufourine, s'engagea vers l'ouest dans une zone inconnue et il rentra enfin vers le nord par Sbita et Chenachan. De cette longue et pénible tournée le lieutenant Flye Sainte Marie rapporta d'utiles indications sur les contrées explorées ainsi qu'un levé d'itinéraire donnant des renseignements topographiques nouveaux.

Les années qui suivirent furent aussi actives pour les méharistes algériens. Au début de 1926, pendant qu'un groupe de la compagnie de la Saoura exécutait une nouvelle tournée topographique au-delà de la Daoura, un détachement du Touat effectuait une reconnaissance dans la région du Hank et de Taoudeni. Il se rencontrait en ce point avec un groupe de méharistes de la compagnie du Tidikelt-Hoggar, relevait des itinéraires inédits, atteignait les axes de marche suivis par les grands rezzou et opérait une liaison à Toufourine avec un détachement de la compagnie de la Saoura qui devait, selon le programme établi, faire une jonction vers Agueraktem avec les

troupes mauritaniennes, jonction qui ne put être réalisée par suite de circonstances fortuites.

Au cours de l'hiver 1926-1927 aucune reconnaissance à longue portée ne fut exécutée vers le sud-ouest. Le ministre de la Guerre venait de décider de créer à Bou-Bernous, dans le Menakeb, un point d'appui et de ravitaillement pour les groupes méharistes et il était indispensable de maintenir dans la région toutes les forces disponibles afin de protéger les ouvriers employés à la construction du bordj, ainsi que les convois de vivres et de matériel. Ce point d'appui de Bou-Bernous, auquel a été donné le nom de *Bordj Viollette* en hommage à l'ancien gouverneur général de l'Algérie, allait constituer un sérieux adjuvant pour la défense des oasis sahariennes comme pour la protection de la grande voie de pénétration automobile de Reggan au Niger.

En janvier 1928 un peloton méhariste de la compagnie du Touat et deux pelotons de la compagnie de la Saoura quittaient Tabelbala sous les ordres du capitaine Ressot pour aller reconnaître les régions encore inexplorées au nord et à l'ouest de l'erg Iguidi ainsi que la contrée comprise dans le quadrilatère Aouinet Legrâa, Bou-Garfa, Tindouf et Aïn-el-Barka. Cette reconnaissance avait également pour mission d'exercer éventuellement des représailles contre les groupements des Reguibat Fokra coupables de pillages récemment commis sur les tribus soumises. M. Mentchikoff, savant

géologue déjà connu pour ses recherches scientifiques dans le Sahara occidental, accompagnait le détachement. Celui-ci rentrait le 5 avril à Tabelbala, après deux mois d'absence, sans avoir rencontré aucun campement. Les Reguibat avaient fait le vide devant lui.

De toutes les tribus guerrières du Sahara occidental celle des Reguibat est la plus importante. Elle compte une population d'environ 50.000 individus et sa richesse, uniquement constituée par le cheptel camelin, porte sur plus de 80.000 têtes de bétail. C'est une confédération très turbulente, difficile à saisir par suite de la proximité de la colonie espagnole du Rio de Oro où elle trouve un refuge assuré contre toute tentative de poursuite.

A côté de cette tribu guerrière vivent des groupements maraboutiques, en particulier celui de la famille des Ahel el Aïnin, dont Smara garde le tombeau vénéré de l'ancêtre. Le chef actuel, Merebbi Rebbo, qui vit à Kerdous, est le frère du fameux El Hiba qui, en 1912, à la tête de ses « hommes bleus », s'était proclamé Sultan de Marrakech.

Cette famille maraboutique, très influente, s'est toujours montrée notre adversaire. En septembre 1927 elle reçut une dure leçon. Ses partisans, envoyés en rezzou en Mauritanie, attaqués par un groupe méhariste mauritanien, furent tous tués y

compris le chef du rezzou, propre neveu du marabout Merebbi Rebbo.

Une année plus tard, les nomades du Sahara occidental enregistraient une nouvelle défaite. Au mois d'octobre 1928 un groupe de 50 Reguibat ayant attaqué un détachement soudanais à Tisserlitine, au nord-ouest de Tessalit, fut repoussé avec vigueur ; le rezzou s'enfuit, mais poursuivi et rejoint il fut presque entièrement détruit par les méharistes du Soudan au-delà de l'oued In-Akantarer, à l'est de l'Adrar des Iforas.

Une nouvelle reconnaissance vers les confins de la Mauritanie fut organisée au mois de décembre 1928 sous le commandement du lieutenant Flye Sainte Marie. Partie d'Adrar le 3 décembre et composée de 140 méharistes du Touat, cette reconnaissance visita plusieurs points du Hank et du sud de l'Iguïdi ; elle rentra à sa base le 13 mars après s'être rencontrée le 9 janvier à Mraïti avec les méharistes de la Mauritanie.

Depuis quelque temps une grande effervescence régnait dans le sud marocain et les djiouch se montraient de plus en plus entreprenants. Après le tragique événement de Ménouarar dont il a été parlé dans un précédent chapitre, des mesures de sécurité complémentaires avaient été prises, mais ces mesures s'étaient révélées insuffisantes. Seule l'occupation du Tafilalet pouvait mettre un terme à l'audace des pillards et rétablir la sécurité dans la région des confins algéro-marocains. L'affaire

de Djihani, survenue le 14 octobre 1929 à 90 kilomètres au sud-ouest de Colomb-Béchar, au cours de laquelle 42 légionnaires et 8 mokhazenis furent tués, vint confirmer cette nécessité. Dès ce moment les forces militaires du sud-oranais et du sud-marocain furent considérablement renforcées et c'est alors que, par décret du 3 février 1930, le gouvernement décida la création d'un commandement militaire des confins algéro-marocains dont il a été parlé dans un chapitre précédent. Après une série d'opérations le Tafilalet était occupé par nos troupes; le 15 janvier 1932 Riçani, fief de l'agitateur Belgacem N'Gadi, tombait entre nos mains; mais le marabout réussissait à s'échapper avec ses proches et ses partisans, entraînant avec lui vers le Drâa la tribu des Aït Hammou.

Durant cette période les méharistes de la Saoura et du Touat participèrent aux opérations ou contribuèrent à assurer la sécurité de la voie transsaharienne Colomb-Béchar-Gao. Cependant le Sahara occidental se ressentait de l'agitation qui régnait dans le sud-marocain et de nombreux engagements avaient lieu entre les nomades de cette région et les groupes méharistes de l'Afrique occidentale française. Vers la mi-avril 1932, le groupe nomade d'Araouan anéantissait à Bir-el-Kseib un djich de Reguibat. Un peu plus tard un rezzou de près de 200 fusils était tenu en échec par un petit détachement de 16 gardes de Chinguetti et ceux-ci réussissaient, par leur héroïque attitude,

à faire fuir les pillards qui laissèrent 15 des leurs sur le terrain. Le 18 août enfin le groupe nomade du Trarza soutenait à Akreidit un dur et sanglant combat qui se terminait par la déroute du rezzou Reguibat, mais qui nous coûtait la vie d'un jeune et vaillant officier, le lieutenant de Mac Mahon, de 5 sous-officiers et de 32 méharistes sénégalais ou maures.

Après l'occupation du Tafilalet le commandement des confins étendit son autorité dans le district du Khaoua, vers le coude du Drâa, avec l'appui des méharistes de la Saoura. Au mois de décembre 1932 le groupe mobile du Touat effectua une liaison à Oum-el-Assel avec le groupe nomade d'Araouan, puis il parcourut les régions de Toufourine et de Chegga avant de rejoindre sa base. Au mois de février 1933, les méharistes de cette même unité réussirent un beau coup de main sur les Reguibat insoumis en leur razziant à Feidj-el-Abiod un troupeau de plus de 500 chameaux et chamelles.

En cette même année 1933 les troupes sahariennes d'Algérie prêtèrent leur concours à l'occupation du Djebel Sagho, puis à celle de l'Assif Melloul ainsi qu'aux affaires de Kerdous et d'Ifer qui mirent fin aux opérations ; celles-ci furent très pénibles pour nos troupes et coûteuses en vies humaines. Au cours des combats livrés dans cette région, le capitaine Ressot, le vaillant explo-

rateur du Sahara occidental, trouva une mort glorieuse sur le champ de bataille.

A la fin de l'année 1933 nos troupes occupaient le Tafilalet, le Djebel Sagho et d'importants points de l'Anti-Atlas; elles commandaient également les palmeraies du coude de l'oued Drâa, Akka, etc...

Notre progression vers le sud du Maroc avait rendu plus complexe le problème de la pacification du Sahara occidental. Naguère encore le danger, de ce côté, n'était pas bien grand; on avait surtout à faire à des bandes de pillards d'un effectif atteignant rarement une centaine de guerriers que nos forces de police sahariennes suffisaient généralement à tenir en respect. Mais à mesure que nos colonnes avançaient vers le sud elles repoussaient, en direction du Drâa et de la Séguiet-el-Hamra, les groupements dissidents ; leurs contingents bien armés, aguerris, animés d'un esprit de farouche résistance étaient ainsi venus renforcer nos habituels adversaires de sorte que la question de la pacification de l'ouest saharien s'était considérablement élargie.

Le gouvernement prit alors la décision de réorganiser le commandement des confins algéro-marocains. Un décret daté du 5 août 1933 sanctionna cette modification, mais le nouveau commandement ne devait entrer en action qu'après achèvement de la tâche essentiellement marocaine dévolue à l'ancien commandement des confins.

Cette tâche, les généraux Giraud, Catroux et François en poursuivirent la réalisation, sous la haute direction du général Huré, commandant supérieur des troupes du Maroc, avec une vigueur couronnée du plus grand succès. Toute une série d'opérations heureuses provoquèrent des soumissions nombreuses. Le 12 mars 1934 le vieil agitateur du Tafilalet Belgacem N'Gadi se rendait au colonel Trinquet, commandant militaire du territoire d'Aïn-Sefra. Quelques jours après, le 31 mars, le général Giraud occupait sans combat, avec le groupe du colonel Trinquet, l'oasis de Tindouf qui allait devenir un observatoire de premier ordre, siège de la compagnie saharienne de la Saoura.

Cette prise de possession de l'ancienne cité des Tadjakant fut immédiatement suivie de la première liaison entre le Maroc et l'Afrique occidentale française, exécutée le 6 avril au puits de Bou-el-Guerdane, à 380 kilomètres au sud de Tindouf, entre un détachement motorisé commandé par le colonel Trinquet et un groupe nomade de Mauritanie, sous les ordres du commandant Bouteil, commandant le cercle de l'Adrar, venu de la Koudiat d'Idjil.

Quelques mois auparavant les méharistes du Touat dirigés par le capitaine Gierzynsky avaient exploré la région d'Agueraktem, important point d'eau situé au sud de l'Iguidi et du Hank, déjà visité, au printemps de l'année 1928, par un déta-

chement du groupe nomade de Chinguetti. Le groupe algérien s'était rencontré, le 7 décembre 1933, au puits de Terhazza avec les méharistes d'Araouan, conduits par le capitaine Delange. Après cette jonction les sahariens du groupe Gierzynsky avaient pris la direction d'El-Mzerreb où devait les inspecter le 6 janvier le colonel Trinquet. Le 30 janvier 1934 les méharistes du Touat étaient de retour à Bou-Bernous après avoir réalisé, avec leurs camarades de l'Afrique occidentale française, l'une des plus belles liaisons que l'histoire de la pénétration saharienne ait enregistrées.

Le succès des opérations militaires dans l'Anti-Atlas et vers le sud-marocain allait rendre possible l'entrée en action du nouveau commandement des confins algéro-marocains. Une instruction interministérielle du 13 avril 1934 régla les détails d'exécution du décret de 1933 ayant réorganisé ce commandement, et une décision du Président du Conseil fixa au 1er mai 1934 la date de mise en vigueur de ce décret. Le colonel Trinquet était en même temps appelé à diriger cet important commandement tout en conservant celui du territoire d'Aïn-Sefra.

Le nouveau territoire englobant la partie de la Mauritanie septentrionale située au nord du vingt cinquième parallèle, l'un des premiers soins du colonel Trinquet fut de se mettre en rapport avec les autorités de la colonie voisine en vue

d'établir un plan d'action commune pour entreprendre la pacification définitive du foyer de banditisme qu'était toujours le Sahara occidental. Le 21 décembre 1934 le commandant des confins se rencontrait au puits de Bir Moghreïn avec l'Administrateur en chef des colonies Chazelas, délégué du gouverneur de la Mauritanie. Au cours de cette entrevue une convention fut conclue pour fixer la politique à suivre à l'égard des Reguibat. Le contrôle des Lgouacem était attribué à Tindouf, tandis que la Mauritanie conservait celui des Reguibat du Sahel.

Cette conférence de Bir Moghreïn avait été appuyée d'un important mouvement de troupes, comprenant des éléments motorisés et un détachement d'aviation d'Algérie et du Maroc. D'autre part, la compagnie saharienne du Touat avait envoyé deux pelotons de méharistes sous les ordres du capitaine Gierzynski en direction d'Aïoun-Abd-el-Malek pendant que deux pelotons de la compagnie de la Saoura occupaient les points d'eau et les terrains d'aviation d'Aïn-ben-Tili et d'Agmar avant de se porter sur Bir Moghreïn. Le 16 décembre, autour du colonel Trinquet et de l'Administrateur en chef des colonies Chazelas, se trouvaient réunis à Aïoun-Abd-el-Malek les détachements automobiles d'Atar et des confins, des forces aériennes du Maroc et de l'Algérie, et, enfin, les méharistes algériens et mauritaniens.

Mais la France n'est pas seule intéressée à ce problème de la pacification de l'ouest-saharien. Depuis 1884 l'Espagne possède, en effet, dans cette zone une bande côtière assez profonde qui s'étend de l'oued Drâa au cap Blanc et dont la superficie totale atteint environ 297.000 kilomètres carrés. Les Espagnols n'occupent pas tout ce vaste territoire ; ils se bornent à placer de petites garnisons en différents points de la côte, notamment à Villa Cisneros et Cap Juby, laissant tout le reste de leur colonie à la merci des populations belliqueuses qui y trouvent un refuge contre de légitimes représailles de notre part.

Nos voisins ont paru toutefois disposés à une occupation plus effective. En 1933 ils ont créé deux *mia* méharistes dont l'organisation cherche à imiter celle de nos compagnies sahariennes. De plus, les officiers espagnols se sont rapprochés des nôtres en vue d'une collaboration plus étroite. Les événements d'Espagne ont arrêté ces heureuses modifications dans l'action politique espagnole, mais il est à souhaiter, lorsque le calme sera revenu dans la péninsule ibérique, que les bons sentiments ainsi manifestés se renouvellent afin de hâter la pacification définitive de ces régions.

Les dispositions prises par le colonel Trinquet suivant un programme méthodiquement poursuivi ont apporté une amélioration sensible de la sécurité dans le Sahara occidental. De nouveaux pos-

tes, capables d'abriter une garnison d'une centaine d'hommes et un détachement automobile, ont été construits, notamment à Chegga, sans doute futur centre de commandement de la compagnie saharienne du Touat, et à Bir Moghreïn. D'autres points d'appui moins importants, mais de grande utilité également, ont été créés sur toute la périphérie du Rio de Oro et tous ces postes sont reliés entre eux par des pistes automobilisables et par la télégraphie sans fil.

En même temps le colonel Trinquet instaurait une politique d'attraction et cherchait à rendre à l'oasis de Tindouf l'activité économique qu'elle avait connue jadis. Des caravanes vinrent à nouveau du sud oranais, du Maroc, du Soudan, de la Mauritanie et ce mouvement naissant, encore modeste, laisse espérer que, dans un proche avenir, Tindouf redeviendra le centre économique qui attirera tous les caravaniers transsahariens.

Après avoir assuré la sécurité du pays, doté la région de voies de communications nombreuses et durables vers la Mauritanie et le Sénégal, il restait au commandant militaire des confins, pour parachever son œuvre saharienne, à ouvrir aux moyens motorisés la voie Maroc-Soudan par l'erg Chech, connue seulement des méharistes. Le colonel Trinquet estimait que c'était une nécessité tant pour les besoins de la défense nationale que pour l'extension des relations de toute nature à travers le continent africain.

Cette reconnaissance d'itinéraire qui devait atteindre Taoudeni par Agueraktem, dans une région réputée infranchissable, put être accomplie avec succès. Le 30 novembre 1935 le commandant des confins parvenait à Taoudeni en avion, où l'avait déjà précédé le lieutenant Hourcabie avec son détachement d'autos spéciales sahariennes de Colomb-Béchar. Le colonel Trinquet rencontrait dans la cité du sel le lieutenant-colonel Chapsal, commandant le cercle de Tombouctou. Reparti le même jour il atterrissait à Chegga où se trouvait le général Mussat, commandant les troupes du Soudan. Arrivé le 1er décembre à Tindouf, il y recevait le lendemain le général Villain, commandant supérieur des troupes de l'Afrique occidentale française, piloté par le célèbre aviateur le commandant Pelletier d'Oisy.

Pour compléter ces liaisons sensationnelles une liaison aérienne Tindouf-Taoudeni et retour était exécutée du 26 au 30 novembre par une patrouille de trois avions du Maroc dirigée par le colonel Bouscat. Cette patrouille pouvait opérer sa jonction à Taoudeni le 28 avec le général commandant supérieur des troupes de l'A.O.F. et le commandant Pelletier d'Oisy, commandant l'aviation de cette colonie.

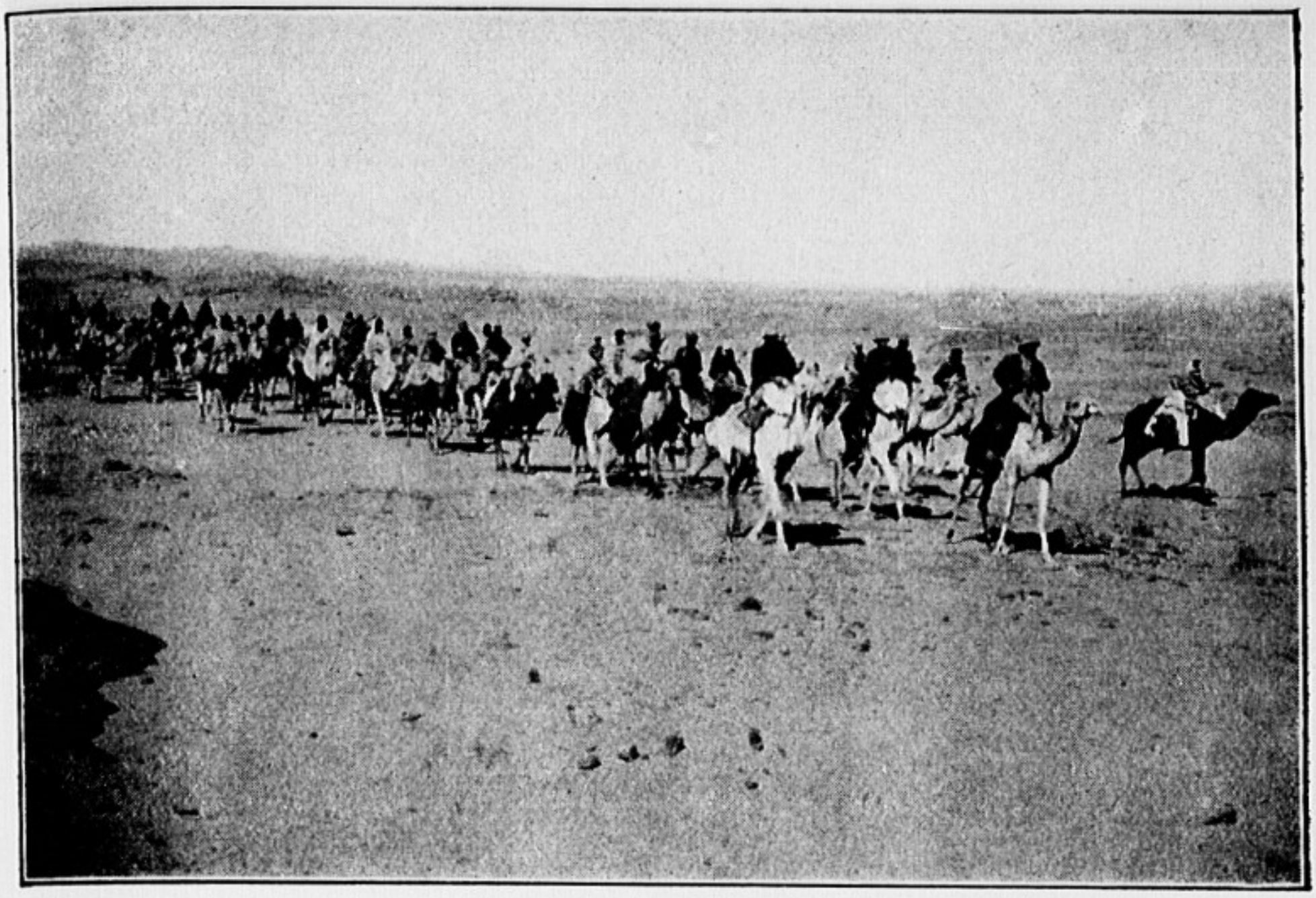
Dans son rapport (*Afrique Française* mai 1936, p. 268) le colonel Trinquet, promu depuis général de brigade, a fait ressortir les difficultés qu'il fallut surmonter. Le succès de la liaison n'avait

été obtenu que « grâce à un effort presque surhumain dont il est difficile d'imaginer l'intensité ». La conclusion était que la piste suivie ne pourrait être aménagée à des fins commerciales et qu'il fallait rechercher un autre itinéraire plus accessible aux automobiles.

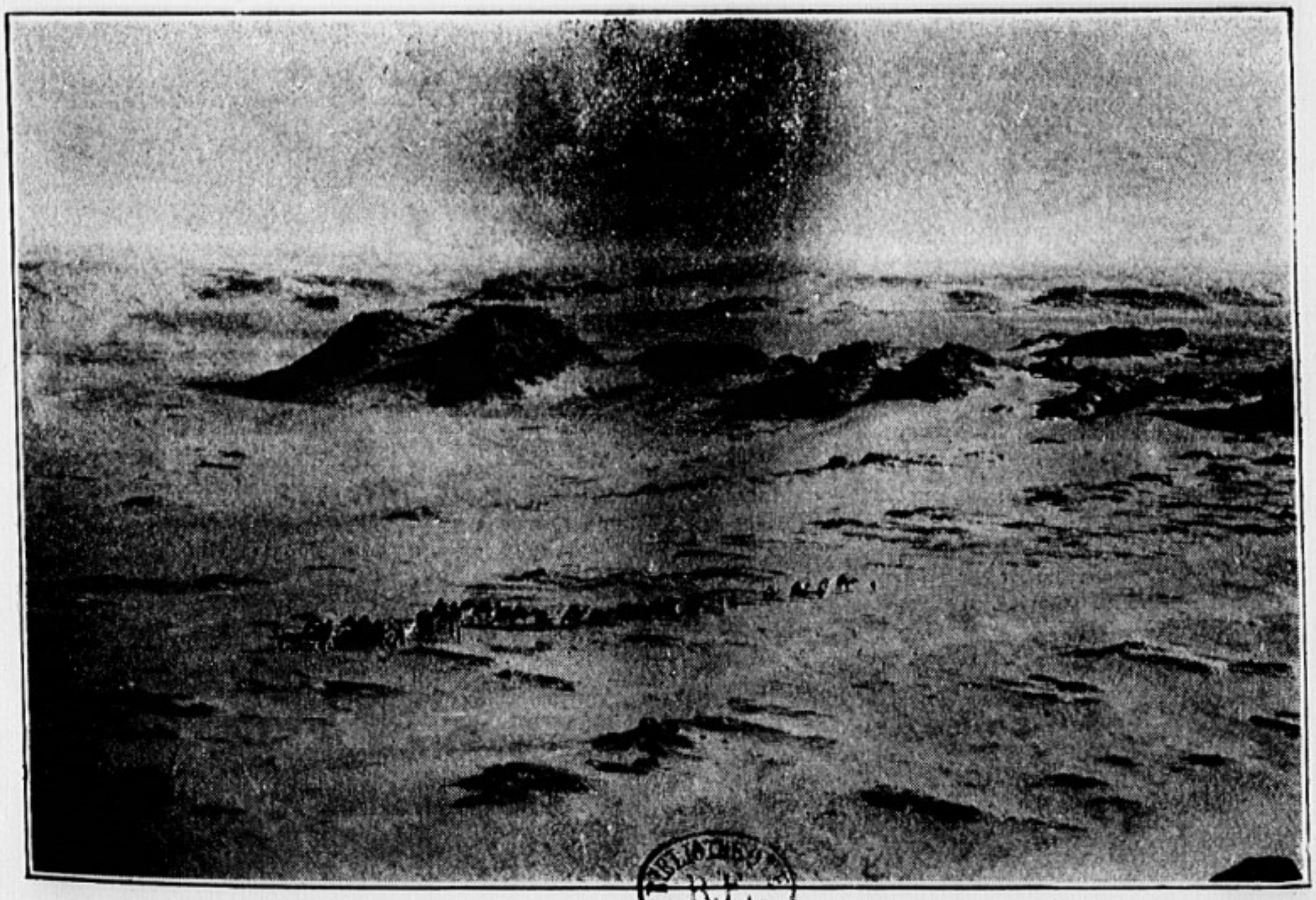
Une seconde reconnaissance fut donc organisée sur l'itinéraire général Mreiti-Mjebir-Mrayer-Bou Maya sur le M'Dahar Oualata. Cette reconnaissance à laquelle prirent part : le détachement des autos spéciales sous les ordres du lieutenant Hourcabie, le peloton motorisé du Touat dirigé par le lieutenant Monnier, un détachement automobile du 1er Etranger avec le lieutenant Goujon, le détachement des automobiles d'Atar du capitaine Chapelle, soit au total 21 véhicules, comprenait également des éléments d'aviation : 3 avions du sud marocain et 2 de l'escadrille de Colomb-Béchar, aux ordres du commandant Dasque.

Les méharistes apportèrent aussi leur concours en occupant différents points du parcours.

Le succès le plus complet couronna les efforts. Du 20 au 31 janvier 1936 l'itinéraire fut parcouru en entier. Une double liaison directe automobile et aérienne Maroc-Soudan était réalisé. Une nouvelle voie venait d'être ainsi ouverte à travers une des régions les moins connues du Sahara occidental. Le personnel à la tâche comme le chef qui a conçu, préparé, organisé et conduit au succès une expédition de cette envergure, si pleine



Le peloton du Niger et le groupe des Ajjers
en route vers Iférouane



Peloton méhariste en vue du Kaouar

d'embûches et d'aléas, méritent les plus vifs éloges. Ils sont les dignes continuateurs de ceux qui les ont précédés au désert pour y faire régner la paix sous l'égide de la France.

⁂

Le Sahara central, appelé aussi le Sahara touareg, n'est plus un territoire de guerre comme l'est encore le Sahara occidental. Ce pays est entièrement pacifié; les populations qui y nomadisent sont calmes et paisibles et la compagnie saharienne du Hoggar, au passé si glorieux, n'a plus à jouer désormais qu'un rôle effacé dans la police du désert.

Les méharistes de cette unité ont cependant réalisé en ces dernières années quelques reconnaissances à grand rayon vers l'Adrar des Iforas et le Timetrin. Leurs groupes mobiles ont assuré la tâche ingrate de protéger la piste automobile transsaharienne dans la région de l'Ahnet jusqu'à la lisière de l'Afrique occidentale française, et des liaisons annuelles ont été exécutées tant avec les méharistes du Touat qu'avec ceux des colonies du Soudan et du Niger.

Mais, bien que le Sahara central ait été parcouru en tous sens par nos détachements et qu'il n'y subsiste que peu d'endroits restant totalement ignorés, il n'en est pas moins vrai qu'il y a encore dans cette zone immense, géographiquement par-

lant, de nombreux problèmes à élucider. par exemple celui du cours de l'oued Tamanrasset. Cet oued quaternaire prend sa source dans le massif du Hoggar et il reçoit dans son lit un nombre considérable d'affluents descendant des pentes sud de l'Atakor. Son cours supérieur est bien connu et les cartes sahariennes les plus récentes l'indiquent d'une manière assez précise. Mais à partir du parallèle de Timissao il se perd dans le tanezrouft. Il en est ainsi également de l'oued Takouiat qui vient de la Tifedest et qui coule parallèlement au Tamanrasset.

Or, l'on n'est pas encore fixé de façon précise sur les circonstances qui firent disparaître les deux oueds dans le tanezrouft, ni quelles relations exactes ils peuvent avoir avec les salines de Taoudeni et avec les oueds qui descendent du nord de l'Adrar des Iforas ou du Timetrin. S'il est vrai, comme l'affirment certains auteurs, qu'il existait jadis, aux époques géologiques, une mer intérieure reliée à l'Atlantique et se prolongeant de la région actuelle de Tombouctou jusqu'à celle de Taoudeni, il est à présumer que les grands oueds fossiles du Hoggar venaient se déverser dans cette dernière dépression. Le problème, non encore résolu, recevra sans doute bientôt une solution grâce aux travaux poursuivis dans cette région durant l'hiver 1935-1936 par M. Th. Monod, assistant au Muséum d'Histoire naturelle.

Au nord du massif du Hoggar s'étend un reg immense entouré de montagnes où l'eau et la végétation font également défaut. C'est cependant dans ce pays désolé que Pline a placé sa ville garamantique et qu'il a signalé l'existence de précieux gisements d'émeraudes. Le reg d'Amadror, ainsi qu'est appelée cette région, est à peu près uniformément plat, traversé par l'oued du même nom, dont le thalweg n'apparaît que de loin marqué par quelques touffes.

Cette contrée est bien connue des Touareg; mais ce ne sont pas les hypothétiques richesses révélées par l'historien latin qui l'ont rendue célèbre au Sahara. Bien que la fameuse sebkra d'Amadror, dont le nom embellit toutes les cartes du désert, ne soit en réalité qu'une dépression blanchâtre à peine visible, il existe en ce point, à proximité d'un mont d'origine volcanique et des collines de Tidjellioun, des salines importantes. L'extraction du sel y est très facile puisqu'il se trouve à peu de profondeur en petits cristaux agglutinés par une gangue terreuse dont on peut aisément le débarrasser. Les salines d'Amadror sont exploitées par les Touareg du Hoggar, non seulement pour leur propre consommation, mais aussi pour le commerce d'échanges avec l'Aïr et le Damergou. Chaque année de nombreuses caravanes transportent dans ces pays la denrée si recherchée et elles en ramènent des cotonnades ainsi que du mil.

L'Amadror a souvent été visité par nos méharistes. En 1922 un jeune géologue, M. Conrad Kilian, a étudié en détail toute la zone comprise entre Fort Flatters et le Hoggar et séjourné pendant plusieurs mois dans le massif de l'Atakor. Il rapporta de son exploration une ample documentation géographique et géologique et son livre constitue le seul ouvrage écrit sur cette région par un spécialiste qui ait recueilli lui-même sur place ses informations.

En examinant ce qui a été fait depuis trente ans environ que la France a pris possession du Sahara, l'on constate que c'est principalement dans les débuts de l'occupation des oasis et du Sahara touareg que nos savants ont cherché à en pénétrer les secrets. En 1903 M. le professeur E. F. Gautier, géographe, séjourna au Touat et au Gourara, où il étudia surtout le régime des eaux des oasis sahariennes, puis il poussa une reconnaissance jusque dans le Mouydir. Deux années plus tard il se rendit dans l'Adrar des Iforas en prenant la piste directe d'Akabli par l'Ahnet, dite « route des moutons », et après plusieurs semaines de séjour dans cette région il poursuivit sa mission jusqu'à Gao sur le Niger. En cette même année 1905, M. le professeur Chudeau, géologue, parcourut l'Adrar, le Hoggar méridional et l'Aïr pendant cinq mois et il se consacra ensuite exclusivement à l'étude des régions soudanaises.

Parmi les études importantes qui furent exécutées dans les premiers temps de l'occupation il convient de rappeler celle de M. l'officier interprète Benhazera qui séjourna pendant six mois chez les Touareg du Hoggar en 1905 et rassembla une documentation extrêmement intéressante sur les mœurs et coutumes des populations de cette contrée.

En 1907 M. Félix Dubois, désireux de donner une suite à son livre « *Tombouctou la Mystérieuse* », traversa le Sahara et rapporta de son séjour sur les rives du fleuve le magnifique ouvrage intitulé « *Notre beau Niger* ». La même année une mission dirigée par M. Etiennot, inspecteur des postes et des télégraphes, étudia un tracé pour l'installation éventuelle d'une ligne télégraphique entre l'Algérie et le Soudan.

Un observateur astronome, M. Villatte, ancien compagnon de Foureau, resta pendant trois mois de l'année 1908 dans le Hoggar et y recueillit de nombreuses observations astronomiques qui complétèrent celles déjà enregistrées par les officiers sahariens Niéger, Arnaud, Cortier, Sigonney. Quatre ans après, le Sahara fut parcouru par la mission transafricaine dirigée par le capitaine Niéger.

Citons enfin les remarquables travaux du R. P. Charles de Foucauld depuis 1905, date de son installation dans le Hoggar, jusqu'en 1916, époque de sa mort. Le Père de Foucauld s'est surtout

livré à des recherches linguistiques. On possède déjà de lui des grammaires et lexiques touareg et un recueil de poésies. Mais son œuvre est certainement beaucoup plus considérable, et il est à souhaiter que les parties qui restent encore inédites soient bientôt livrées au public.

Cette brève énumération permet de se rendre compte qu'il y a encore beaucoup à faire pour enrichir l'inventaire scientifique du Sahara central. Au printemps de l'année 1927 une mission fut chargée d'explorer le massif du Hoggar et toute la zone située au nord de ce massif. D'éminentes personnalités du monde universitaire de l'Algérie composaient cette mission : MM. le docteur Maire, professeur de botanique à la Faculté des Sciences d'Alger, correspondant de l'Institut, étudia la flore et la végétation : le docteur Leblanc, doyen de la Faculté de Médecine d'Alger, porta ses investigations sur les divers types humains berbères de la région; Seurat, professeur de zoologie, porta son attention sur la faune; le docteur Foley, de l'Institut Pasteur d'Alger, étudia la pathologie humaine et la parasitologie humaine et animale; Reygasse, chargé du cours de préhistoire nord-africaine à la faculté des Lettres, rapporta des renseignements précieux sur l'ethnographie et l'archéologie; de Peyerimhoff, conservateur des Eaux et Forêts, procéda à des recherches d'entomologie et de climatologie. Enfin un artiste peintre, M. Paul-Elie Dubois,

exécuta des toiles et des croquis du Hoggar qui eurent un grand succès.

Déjà, en 1924-1925, M. Reygasse avait participé, avec la mission de Prorok, à des fouilles du monument connu sous le nom de tombeau de Tin-Hinan. Ce tombeau, situé à Abalessa, à environ 80 kilomètres au sud-ouest de Tamanrasset, contenait, outre le squelette de Tin Hinan que les Touareg nobles du Hoggar considèrent comme leur ancêtre maternelle, un intéressant mobilier ainsi que des bijoux, dont des bracelets en or massif. En 1933 le distingué professeur se rendit de nouveau à Abalessa pour compléter ses fouilles, et il mit à jour un véritable petit fortin rappelant par sa forme les constructions berbéro-romaines.

Parmi les expéditions scientifiques qui parcoururent le Sahara central ces dernières années, une mention particulière doit être donnée à la mission Augiéras-Draper. Placée sous le patronage de la Société de Géographie de France, le groupement comprenait, en plus du capitaine Augiéras et de M. Draper, le lieutenant Gierzynski, chef de convoi, ainsi que MM. B. Besnard, diplômé de l'Université de Moscou, et Th. Monod, docteur ès-sciences, assistant au Muséum. Du mois d'octobre 1927 au mois de février 1928 la mission étudia successivement les régions du Hoggar, du tanezrouft méridional, les confins sahéliens du Timetrin et du Tilemsi et l'Azaouad Meraïa. Elle rap-

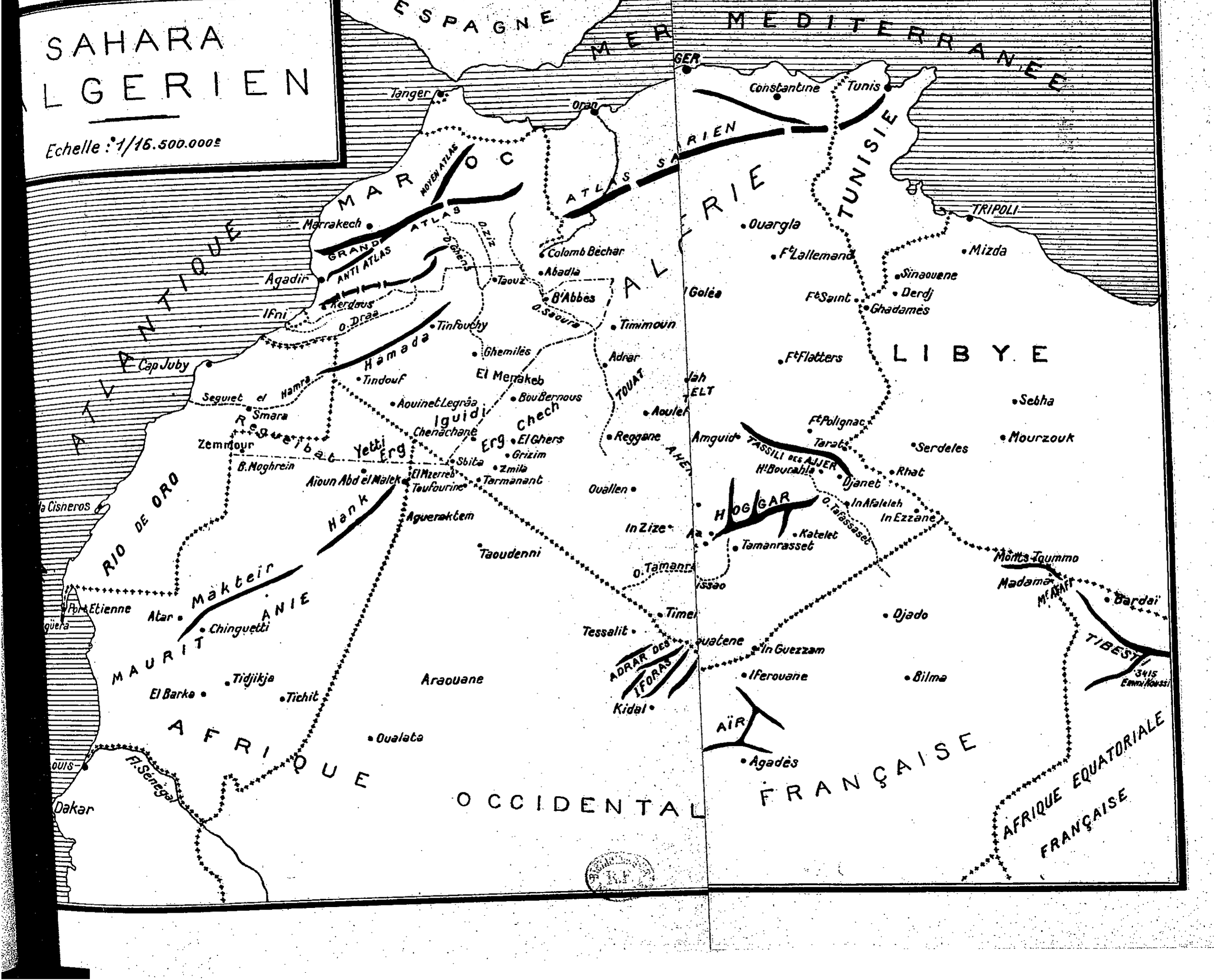
porta de cette longue reconnaissance une nombreuse documentation : levés géographiques, observations météorologiques, récoltes géologiques, collections d'objets lithiques et céramiques, de numéros zoologiques, mensurations de Touareg, collections botaniques, etc... On lui doit l'identification du fameux « loup » touareg de Duveyrier qui, d'après M. Monod, est en réalité un animal soudanais dont la présence au Sahara était restée jusque-là imprécise. C'est également à cette mission que revient l'honneur de la découverte très intéressante, faite à Asselar, près de la vallée du Tilemsi, du squelette d'un homme fossile. Selon M. le professeur Marcellin Boule, l'âge géologique de ce squelette remonterait au paléolithique supérieur, c'est-à-dire à l'âge du renne. L'homme fossile ne présente rien de commun avec les Touareg ; il s'apparenterait plutôt aux Hottentots. Cette découverte est importante, car elle apporte la preuve que des populations résidant actuellement dans le sud de l'Afrique ont pu s'étendre, à une époque très reculée, au nord de l'Equateur.

⁂

Dans le Sahara oriental, le pays des Touareg Ajjers constitue une région particulière. A part une bande sablonneuse au nord, dernier prolongement du grand erg oriental, il est formé tout

SAHARA
LGERIEN

Echelle : 1/16.500.000e



entier d'un plateau montagneux, le Tassili. Ce plateau pelé, tourmenté, chaotique, où l'on ne circule que difficilement, s'étage en degrés successifs du nord au sud, et tombe en falaise sur la grande plaine algéro-soudanaise du tanezrouft. Un peu de végétation n'existe que dans les oueds, canons aux parois abruptes, et dans les dépressions où ils se déversent. En quelques points l'eau est abondante et les palmiers apparaissent. On en compte quelques centaines à Harir et à Aharrar et Djanet en possède une vingtaine de mille. Mais les deux plus belles oasis de la région sont celles de Ghat et d'El-Barkat, situées sur le versant oriental, dans la zone italienne. En somme, le Tassili des Ajjers est un pays extrêmement pauvre, mais non absolument désertique. Il fait songer à une Kabylie plus âpre, plus sauvage, plus hostile, dominant les vagues successives de l'erg comme la Kabylie domine la mer et pareillement habitée par une race berbère.

Le pays des Ajjers a été reconnu en tous sens par nos officiers sahariens et les nombreux levés d'itinéraires qu'ils ont exécutés ont permis d'en dresser une carte à peu près complète. D'autre part, Duveyrier nous a laissé, sur cette contrée qu'il a parcourue pendant plusieurs années, un magistral ouvrage.

Du côté de l'est, le Sahara français confine à la Libye italienne et les accords franco-italiens de 1919, sanctionnés en 1923 par un vote du parlement, ont apporté au profit de la colonie voisine

des rectifications assez importantes à la frontière jusqu'alors admise. Le nouveau texte diplomatique stipule, en particulier, que « de Ghat à Tummo la frontière sera déterminée d'après la crête des montagnes qui s'étendent entre ces deux localités en attribuant toutefois à l'Italie les lignes de communications directes entre ces mêmes localités », et il ajoute que « le tracé de la nouvelle frontière entre la Tripolitaine et l'Algérie sera établi par voie de vérification sur les lieux ».

Si la région comprise entre Ghadamès et Ghat est assez bien connue, il n'en était pas de même récemment encore au sud de cette dernière ville. Les monts Tummo notamment, que les cartes sahariennes représentent, d'après des renseignements indigènes, comme un important massif, étaient totalement ignorés et la zone située entre Djanet et Bilma, tanezrouft hyperbolique sans végétation et presque sans eau, n'avait jamais été visitée par nos méharistes.

Il était cependant indispensable de recueillir des renseignements précis sur cette contrée et de connaître la véritable configuration des monts Tummo. Une première reconnaissance, placée sous le commandement d'un officier de la compagnie saharienne des Ajjers, le lieutenant Duffau, eut lieu au printemps de 1924. Elle ne put s'aventurer jusqu'au puits de Tummo n'ayant pas de guide connaissant cette région, mais elle traversa l'immense plaine désertique, reconnut un passage

pour les automobiles et se rencontra à Djado, puis à Bilma, avec des détachements méharistes de la colonie du Niger.

Le même itinéraire fut suivi plus tard à méhari par M. Bruneau de Laborie, puis en 1925 par la mission automobile du lieutenant-colonel Courtot qui alla de Tunis au Tchad par Djanet et Bilma.

Au début de l'année 1927, une nouvelle jonction eut lieu à Djado entre les méharistes algériens et les méharistes du Niger. Au retour le détachement algérien opéra la reconnaissance du puits de Tummo et de la frontière présumée entre ce point d'eau et Djanet. Cette magnifique randonnée fait le plus grand honneur aux deux officiers qui l'ont dirigée : le capitaine Duprez et le lieutenant Fouquet. Des renseignements géographiques et topographiques extrêmement intéressants, de nombreuses observations astronomiques, des documents géologiques, apportèrent une contribution sérieuse à une connaissance plus complète de ces régions.

En 1928 une reconnaissance dirigée par le lieutenant Toubeau de Maisonneuve, de la compagnie saharienne des Ajjers, s'est rencontrée à In-Azaoua, au nord du massif de l'Aïr, avec un détachement de méharistes venu d'Agadez. Après avoir séjourné quelques jours à In-Azaoua, la reconnaissance algérienne remonta le cours de l'oued Tafassasset en ayant fréquemment recours à la boussole, et elle atteignit In-Ezzan le

15 février. En ce point elle fit jonction avec une section de méharistes venue de Bilma et les deux détachements gagnèrent Djanet de conserve. Cette belle reconnaissance permit au lieutenant Toubeau de Maisonneuve de relever 2.700 kilomètres carrés de territoire encore inexploré et d'apporter certaines précisions sur le cours de l'oued Tafassasset.

Ce grand oued quaternaire prend sa source dans le Djebel Ounan, sur le versant méridional du Tassili, et il reçoit un grand nombre d'affluents dont la plupart descendent de ce plateau par la plaine d'Admer, tandis que d'autres proviennent des pentes nord-est du massif du Hoggar. Son cours, tel qu'il est indiqué sur les cartes, apparait assez capricieux. Jusqu'à In-Afalehleh il se dirige sans hésitation vers le sud-est, puis, brusquement, à partir de ce point, il s'infléchit vers le sud-ouest en direction d'In-Azaoua décrivant un arc de cercle très prononcé.

Or, si le cours du Tafassasset a été reconnu jusqu'à In-Afalehleh, au delà de ce puits il n'avait jamais été identifié et en présence d'opinions opposées exprimées à son sujet par de savants explorateurs, on pouvait se demander si c'est bien cet oued quaternaire que l'on retrouve dans les dépressions d'In-Azaoua et d'Assiou, à la limite algéro-soudanaise. Von Bary, se basant sur des renseignements indigènes, a indiqué que le Tafassasset aboutit à Bilma dans le Kaouar. Si cette

hypothèse était admise il se rattacherait alors au bassin du Bahr-el-Ghazal et ne décrirait pas la belle et harmonieuse courbe qu'un dessinateur a portée sur la carte. Barth et Duveyrier, ayant puisé leurs informations à la même source que leur prédécesseur, ont pensé, au contraire, que l'oued est un tributaire du fleuve Niger. C'est cette opinion qui, jusqu'ici, a prévalu.

Le problème du Tafassasset a également été étudié par M. Conrad Kilian qui a exploré le Ténéré en 1928. Sans escorte, accompagné seulement de deux guides touareg, ce jeune et hardi géologue parcourut une grande partie de ce désert, reconnut l'emplacement des monts Tummo et rapporta de son exploration de précieux renseignements.

Au mois de décembre 1931 le capitaine Duprez, chargé de trouver un itinéraire accessible aux automobiles entre Djanet, In-Afalehleh et Djado, fit liaison à Chirfha avec le groupe nomade de N'Guigmi. Au retour il franchit de nouveau le Ténéré, mais en diagonale, pour atteindre le puits d'In-Afalehleh. Le chef de bataillon Carbillet, commandant militaire du territoire des oasis, qui s'était rendu à Bilma où avait eu lieu une conférence avec les autorités de l'Afrique occidentale française et de l'Afrique équatoriale française, comptait prendre au retour, avec son convoi automobile, l'itinéraire reconnu par le capitaine Duprez, mais les difficultés signalées par cet

officier obligèrent le commandant militaire à renoncer à ce projet.

Quelques mois après, au printemps 1932, le lieutenant Noé, à la tête d'un détachement méhariste de la compagnie saharienne des Ajjers, exécutait une belle reconnaisance sur Madama et Affaf en vue d'assurer la liaison entre Djanet et l'Afrique équatoriale française. A la même date un détachement de la compagnie du Hoggar se rencontrait à In-Guezzam avec le groupe nomade du Niger. En janvier 1934 enfin, un détachement de la compagnie des Ajjers quittait Djanet pour procéder à l'étude d'un itinéraire automobilisable entre Djanet et Agadez à travers le ténéré.

Dans le domaine scientifique le pays Ajjer a récemment soulevé un coin du voile qui enveloppait son mystérieux passé. Un officier de la compagnie saharienne, le lieutenant Brenans, ayant découvert au cours de reconnaissances dans le Tassili de fort belles peintures à l'ocre ainsi que des gravures rupestres, s'empressa d'en faire quelques croquis qu'il communiqua à MM. les professeurs Gautier et Reygasse. Les deux savants organisèrent alors une mission. Ils se rendirent dans le Sahara oriental pendant l'hiver 1933-1934 et ils recueillirent une importante documentation qui fit l'objet d'une communication à l'Académie des Sciences.

Les peintures à l'ocre représentent des soldats

armés de sagaies et de boucliers et revêtus d'une tunique à manches. D'autres reproduisent des chars de guerre identiques à ceux déjà découverts dans le Fezzan, mais en plus grand nombre. Les gravures sur roche sont des figurations humaines mêlées à des figurations d'animaux.

M. Gautier s'est exprimé ainsi au sujet de ces découvertes (*Monde Colonial Illustré*, juillet 1934) :

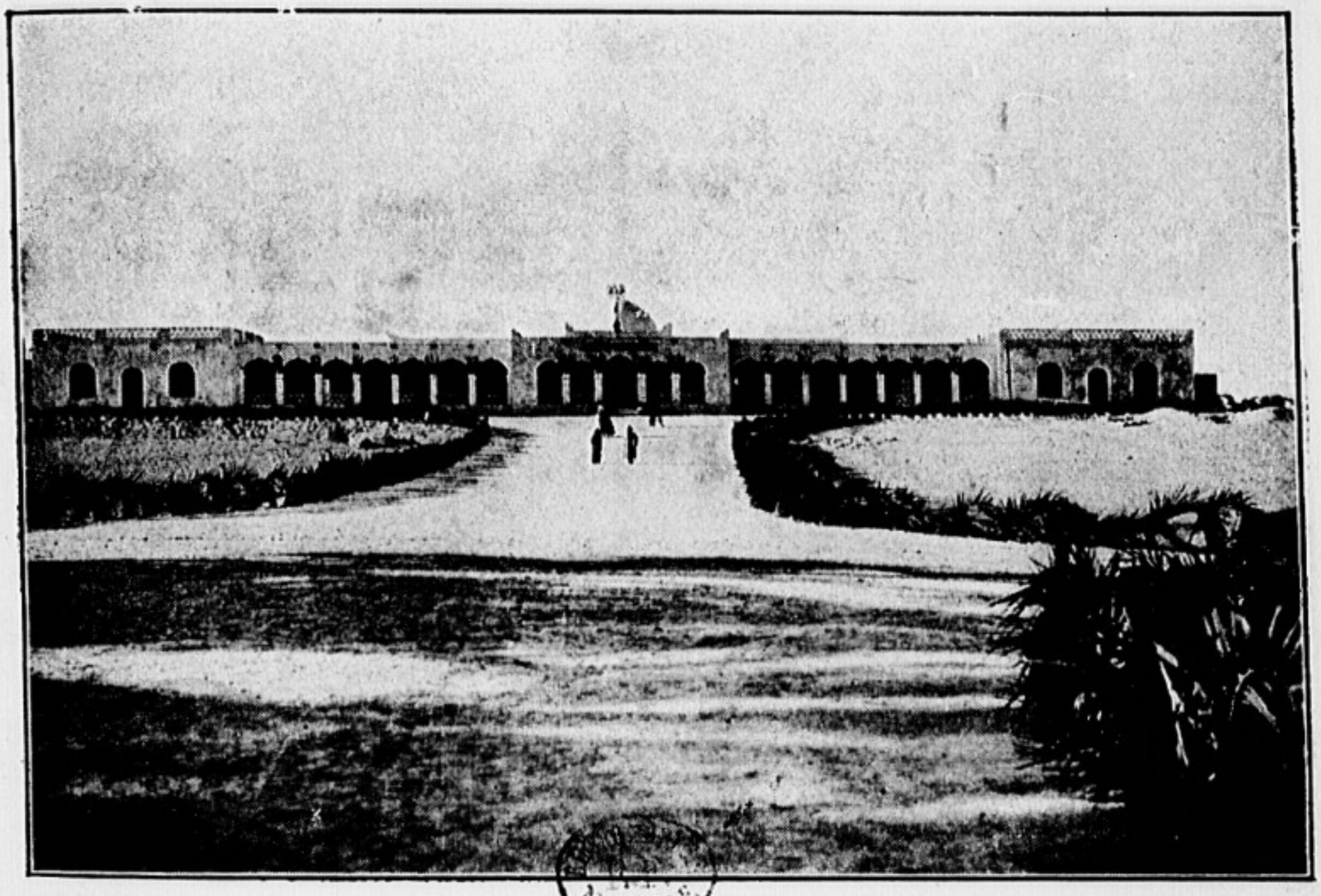
« L'an dernier, hiver 1933, les fouilles de M. Reygasse du tombeau de Tin Hinan à Abalessa ont révélé que, à une date précise, au IVe siècle après J.-C., une grande route de caravanes, passant par le Hoggar, unissait à travers le Sahara touareg la Méditerranée et le Soudan.

« La mission de 1934 nous reporte beaucoup plus loin dans le passé. Plus anciennement que le Ve siècle avant J.-C., nous trouvons les montagnes touarègues occupées par les Garamantes, prédécesseurs et peut-être ancêtres des Touareg, dont la grande affaire était déjà le convoi vers le Soudan des influences méditerranéennes et vice-versa : les premiers transsahariens que nous puissions nommer et dater.

« Il peut nous sembler, au moins comme hypothèse commode et provisoire, qu'ils furent à l'origine une colonisation Egéenne et Egyptienne, peut-être de ceux que les Egyptiens appelaient les *Peuples de la Mer*. Ils ont importé en tous cas un art d'affinités gréco-égyptiennes, déjà tout formé et qui par la suite a dégénéré. Les Touareg

ont l'air de retrouver là leurs ancêtres, leurs papiers, ou du moins leurs souches de famille, leurs archives ».

Les grandes reconnaissances sahariennes d'exploration sont aujourd'hui terminées. L'inventaire purement géographique du désert comme sa pacification totale sont pour ainsi dire achevées et, bientôt, lorsque le Sahara occidental aura cessé tout à fait d'être un repaire de pillards, le rôle des compagnies sahariennes se trouvera réduit à une facile besogne de police. Mais un champ d'activité à peu près inépuisable demeure ouvert aux savants. Désormais ceux-ci pourront poursuivre leurs recherches en toute tranquillité d'esprit et offrir ainsi de nouvelles découvertes qui enrichiront notre patrimoine intellectuel et révèleront peut-être des ressources minières encore insoupçonnées.



Infirmerie indigène de Touggourt

CHAPITRE XIV

L'activité économique et sociale

La population des Territoires du sud qui comprend un peu plus de 640.000 habitants, se compose de nomades et de sédentaires. Ces derniers résident dans les villages. Ce sont les propriétaires des palmeraies ou les ouvriers agricoles qui entretiennent les oasis et les mettent en valeur. Les nomades sont plutôt éleveurs de troupeaux de moutons et de chameaux dont ils tirent toutes leurs ressources.

Avant l'arrivée des Français, les indigènes de ces régions souffraient d'un mal incurable : l'insécurité. L'état de guerre où ils avaient toujours vécu avait entretenu la violence des mœurs, les haines des familles, les vengeances héréditaires. Les ksour étaient divisés en plusieurs quartiers dont chacun était, contre les autres, une forteresse entourée de son mur d'enceinte et toujours prête à repousser l'assaut qui lui était souvent donné. Les rivalités, les haines s'y transmettaient de génération en génération et, sous le plus léger

prétexte, dégénéraient en guerre civile. Une autre cause d'inquiétudes et de désordres était le peu de sûreté qu'offraient les voies de communication où des maraudeurs coupaient les routes et répandaient l'effroi dans tout le pays.

La pacification française mit rapidement fin à ces pratiques. Une vigoureuse impulsion fut donnée à la police. Bientôt la sécurité des personnes et des propriétés fut assurée. On n'entendit plus parler que rarement de ces razzias de tribus à tribus jadis si communes. Dans la paix établie, les bureaux arabes allaient pouvoir continuer, dans le sud, l'œuvre déjà réalisée dans le nord de l'Algérie où, avec l'Armée d'Afrique toute entière, ils avaient fait tant de choses pour livrer un grand pays à la culture et à la civilisation.

Lorsque, vers 1830, on commença en France à parler des puits artésiens, on ne se doutait guère que cette précieuse invention était, de temps immémorial, pratiquée par des peuplades perdues dans un coin du Sahara. Dans les régions de l'oued Rirh et d'Ouargla des spécialistes appelés « retassin » mettaient des années à creuser un puits, le trou de sonde étant conduit à main d'homme jusqu'à la nappe souterraine qui, en jaillissant, noyait parfois les foreurs. Ces puits, mal établis, se comblaient rapidement. Nombreux, à ce qu'il semble, dans les temps anciens, ils avaient diminué considérablement lorsque nous fîmes notre apparition dans le pays, et cette dimi-

nution des ressources hydrauliques avait naturellement entraîné la disparition des oasis qu'elles faisaient vivre. Car, en ces contrées, l'eau, seule, fait reculer le désert; à mesure qu'un puits se ferme, un centre de population perd une partie de sa vitalité et lorsque l'irrigation des palmiers devient impossible ceux-ci meurent et les habitants sont alors contraints d'émigrer : le centre de population s'éteint et finalement disparaît.

Les expéditions envoyées dans le Sud étudiaient la contrée tout en la pacifiant. Un ingénieur fut attaché en 1855 à la colonne de Biskra avec la mission de reconnaître le régime des eaux et la nature du sol. Ce spécialiste ayant observé des indices d'une nappe souterraine, l'ordre fut donné aussitôt d'y tenter des forages de puits artésiens et le général Desvaux dirigea lui-même les préparatifs avec une intelligente activité. On commença par l'oasis de Tamerna qui se mourait faute d'eau. Le 1er mai 1856 un détachement de Légionnaires, sous le contrôle de l'ingénieur Jus, donna le premier coup de trépan. Le 9 juin, après trente-neuf jours et trente-neuf nuits d'un travail continu, on atteignit à la profondeur de 60 mètres la nappe artésienne. L'eau jaillit à la surface du sol en une gerbe immense dont le débit atteignait près de 6.500 mètres cubes par jour. C'était la vie qui sortait, pour ce peuple, des entrailles de la terre. Les habitants, accourus à ce spectacle, se roulaient de joie dans ces eaux vierges et bienfaisantes et bénis-

saient la France qui les leur avaient données. En quelques jours toutes les tribus de la région connurent les merveilles de Tamerna; elles comprirent alors notre puissance sur la nature elle-même, ainsi que les bienfaits qu'apportait notre domination. Ce sentiment se révéla dans le nom qu'elles donnèrent au puits nouveau : « Aïn El-Afia », la source de la paix !

Afin de montrer aux populations l'esprit bienveillant de notre civilisation, une part d'eau fut prélevée sur les puits ainsi créés pour être distribuée aux indigents. De la sorte « les fontaines de prospérité » coulaient également pour les riches et pour les pauvres. Aussi, lorsqu'en janvier 1858 le général Desvaux apparut dans la région saharienne de l'oued Rirh et du Souf, ce fut en triomphateur qu'il les traversa. Les indigènes accouraient à sa rencontre pour acclamer ces hommes de guerre qui, au lieu de la dévastation, venaient répandre sur le pays vaincu l'abondance et la prospérité.

Par les forages artésiens, le creusement de nouveaux puits, les barrages et l'aménagement des eaux, nous combattions le désert et donnions une terre féconde aux indigènes. Cette terre, nous leur enseignâmes encore à en tirer un meilleur parti. Les travaux entrepris eurent un résultat inattendu. De nombreux nomades devinrent sédentaires, des pâtres se fixèrent autour des sources nouvelles et se transformèrent en laboureurs. « Il s'est mani-

festé chez les Rouara, a écrit le général Desvaux dans un rapport, une telle confiance dans le maintien de la paix, que tout le monde veut creuser des puits et planter des dattiers, sûr qu'on est maintenant de récolter les fruits de son travail ».

Le Sahāra algérien, même en dehors des oasis, n'est pas une terre absolument stérile. Dans la partie septentrionale les sables sont l'exception; l'on y trouve des terres fertiles que la sécheresse ordinaire ne permet pas de cultiver, mais qui, dans les années où les pluies tombent en quantité suffisante, donnent des récoltes appréciables. Tant que cette région était livrée à l'anarchie les indigènes évitaient les cultures à long terme. Mais lorsque nous l'eûmes pacifiée, l'on vit s'étendre des champs là où la charrue n'avait jamais passé. Aux endroits même où la terre ne peut donner du blé, elle se couvre presque partout, après la saison des pluies, d'une herbe riche en sucs nourriciers dont les moutons sont très friands, et elle garde, durant l'été, des plantes fines et aromatiques qui leur conviennent parfaitement. Aussi l'espèce ovine, représentée par des millions de têtes, a-t-elle toujours fait l'objet des préoccupations constantes de l'Administration algérienne.

La révélation des richesses souterraines de l'oued Rirh amena dans cette région la colonisation européenne. Des sociétés se constituèrent pour l'exploitation du dattier et des palmeraies s'égrenèrent de façon presque ininterrompue de Biskra

jusqu'à Touggourt. Quelques chiffres suffisamment évocateurs dispenseront de tout commentaire : en 1856, un recensement des ressources de l'oued Rirh accuse 282 puits indigènes débitant 52.765 litres-minute. En 1932, il existait 1.142 puits jaillissants et 244 installations de pompage donnant un débit total de 331.157 litres-minute. Le nombre de palmiers passait dans la même période de 400.000 à 1.300.000.

L'on conçoit que de semblables progrès aient pu transformer radicalement la situation économique dans cette région. De fait, une ère de prospérité ne cessa de régner dans l'oued Rirh jusqu'au jour où l'on s'aperçut que la multiplication des forages, creusés au petit bonheur sans plan préexistant, réduisait rapidement les ressources artésiennes du sous-sol. Suivant l'expression du professeur E. Perrot : « L'oued Rirh, sauvé par le forage de puits artésiens après l'arrivée des Français, menace à nouveau de mourir par disette d'eau ». Dès lors, il apparut urgent de réglementer les forages d'une façon sévère et de rechercher les moyens d'utiliser les eaux complémentaires qui coulent en pure perte de puits particulièrement abondants.

Il est à souhaiter que les mesures prises à ce sujet, comme celles relatives à l'amélioration de la culture du palmier-dattier et à la vente rémunératrice des fruits d'exportation donnent de bons résultats. Les stations créées à El-Arfiane et

à Aïn-ben-Nouï sont, à cet égard, de précieuses écoles expérimentales dont bénéficient les colons européens et indigènes.

La région au sud de Biskra est caractérisée par la présence de grands *chotts* dans lesquels venait se jeter autrefois le grand oued quaternaire l'Igharghar. Vers 1872 un officier du Génie, le commandant Roudaire, chargé par le ministre de la Guerre d'étudier cette région, conclut dans un rapport qui fit grand bruit à la possibilité de créer une *mer intérieure* en reliant directement, au moyen d'un canal, le golfe de Gabès aux chotts tunisiens et algériens. Le projet ne fut pas jugé chimérique. Des hommes comme Ferdinand de Lesseps, Duveyrier, etc..., lui donnaient l'appui de leur approbation. Mais d'autres, tels que Daubrée et Pomel le combattaient vivement.

Le commandant Roudaire fut néanmoins encouragé à poursuivre ses études. Durant plusieurs années il travailla à la mise au point de son projet, mais après avis d'une commission technique envoyée en 1882 dans le sud tunisien, le gouvernement ne jugea pas opportun de s'engager dans la voie des réalisations. Le projet Roudaire fut rejeté, comme étant « impraticable » et l'affaire définitivement classée.

Un demi-siècle plus tard, en 1929, un Américain, M. Dwight Braman, eut l'idée de reprendre au compte d'une Société privée le projet du commandant Roudaire. Il s'agissait toujours de créer par

le percement d'un canal au fond du golfe de Gabès, une mer intérieure saharienne et « de rendre au désert sa fertilité et la civilisation que jadis certaines légendes lui ont reconnues ».

Les autorisations indispensables à l'exécution des travaux n'ayant pas été accordées le projet fut abandonné. Il faut donc renoncer à voir les belles villes sahariennes d'Ouargla et de Touggourt sous les eaux, ainsi que les opulentes oasis d'El Oued, Nefta et Tozeur. Nous ne verrons pas Biskra port de mer avec ses plages. Nul ne s'en plaindra. La présence d'une mer intérieure n'aurait pas modifié le climat du désert, pas plus que le littoral du sud tunisien et de la Libye n'a été amélioré par le voisinage marin. En revanche c'était la perte certaine de riches oasis, l'immersion d'une grande partie de territoires français et de la zone des phosphates tunisiens, l'une des richesses de notre Protectorat.

Le projet est cette fois bien mort. Espérons qu'il ne ressuscitera plus.

⁂

Dans les oasis sahariennes du Touat, du Gourara et du Tidikelt, les indigènes irriguent leurs palmeraies à l'aide de *foggaguir*. Ce sont des canaux souterrains munis de puits d'aération tous les dix ou vingt mètres, qui vont capter à plusieurs kilomètres l'eau affleurant au pied des plateaux. Ces foggaguir ont été construites par des esclaves

il y a de nombreux siècles et le travail qu'elles représentent est si considérable que depuis l'arrivée des Français et la suppression de la traite qui en fut la conséquence, aucune nouvelle foggara n'a été aménagée. Toutefois, l'on s'est préoccupé de conserver les anciennes foggaguir, tandis que dans certaines oasis du Tidikelt les ressources en eau ont pu être sérieusement augmentées par l'adjonction de puits artésiens.

Les palmeraies des oasis sahariennes demeurent stationnaires et il ne semble pas possible d'augmenter sensiblement les surfaces cultivables dans ces régions. Au surplus la question primordiale de la main-d'œuvre y revêt un caractère inquiétant. Dans ces pays, en effet, les propriétaires de jardins sont en général les « blancs », Arabes ou Arabo-berbères, race indolente et dégénérée, réfractaire à tout travail manuel. Ces jardins sont cultivés par des khammès, nègres ou harratines descendants d'anciens esclaves, contre paiement du cinquième de la récolte. Ces négroïdes laborieux et intelligents, jusqu'à ces dernières années attachés à la glèbe, tendent de plus en plus à quitter leur ingrate patrie pour aller dans le Tell où ils trouvent à s'employer dans des conditions plus rémunératrices. D'autres s'engagent comme chauffeurs, graisseurs ou domestiques dans les sociétés de transports automobiles ou auprès des Européens de plus en plus nombreux installés dans les postes du sud. Le travail de la terre est

délaissé et il est à redouter que dans un avenir assez proche la main-d'œuvre noire, seule efficace dans ces contrées, ne soit plus suffisante pour entretenir les foggaguir et conserver les belles oasis qui marquent dans le désert les étapes indispensables vers le Soudan.

Le problème mérite de retenir l'attention. Les oasis constituent les seuls îlots vivants dans le vaste désert. Situées à mi-chemin entre l'Algérie et le Soudan elles continuent à tenir leur rôle séculaire d'escales intermédiaires entre les peuples méditerranéens et les populations noires. Leur peuplement par l'immigration soudanaise n'est plus possible et l'on ne saurait pas davantage compter sur la main-d'œuvre arabe ou européenne. Seuls les autochtones accoutumés au rude climat de ces régions sont capables de fournir cette main-d'œuvre. Il est donc de toute première nécessité de chercher à maintenir cette population dans son milieu.

Ce n'est ni par la coercition ni par des mesures draconiennes que l'on y parviendra. Obliger les habitants des oasis à rester chez eux serait d'ailleurs contraire aux principes de liberté que nous avons toujours eu à honneur d'appliquer. Au surplus de semblables restrictions ne donneraient aucun résultat appréciable, car le contrôle et la surveillance seraient quasi impossibles.

C'est en multipliant les œuvres d'assistance, en donnant aux harratines de suffisants moyens

d'existence que l'on réussira à réduire l'importance de l'exode. Il faudrait dans les oasis moins de khammès miséreux peinant pour le compte de quelques propriétaires égoïstes et oisifs, et intéresser ces laborieux ouvriers au travail agricole en leur attribuant un lopin de terre. C'est la politique qu'avaient commencé à mettre en action les Laperrine, les Niéger, les Charlet.

Les harratines aiment leur pays. Ils ne le quittent qu'avec regret et presque tous y reviennent volontiers faire un séjour. Ils y resteraient s'ils pouvaient toujours manger à leur faim, élever leur famille, s'habiller à peu près convenablement, s'offrir parfois un peu de superflu sous forme de thé et de sucre. Ils sont en somme peu exigeants et ne demandent qu'à être traités avec humanité.

Modifier l'organisation sociale actuelle en procédant avec tact et sans heurt à une répartition plus équitable de la propriété concentrée dans les mains de quelques personnages religieux ou nobles arabes; tendre à un plus juste équilibre des prix entre la production locale, les dattes, et les matières importées, le blé et le sucre par exemple; entreprendre dans la région saharienne les travaux d'intérêt général qui apporteront le numéraire indispensable à la vie; rétribuer raisonnablement la main-d'œuvre indigène; développer les petites industries locales et les aider à écouler leurs productions ; encourager, par des prêts à long

terme et à faible intérêt, les petits propriétaires harratines à faire face aux difficultés du début ou aux événements calamiteux si fréquents dans ces régions. Telles sont les mesures les plus urgentes qui devraient intervenir.

Mais la réalisation de ce programme exige des moyens financiers sans doute trop élevés pour les modestes ressources des communes et du budget des Territoires du sud. Aussi doit-on savoir gré aux œuvres laïques et religieuses qui leur viennent en aide pour secourir ces populations misérables. Il sied notamment de citer l'œuvre des « Petits sahariens » créée en avril 1934 et placée sous le patronage et la direction de hautes personnalités d'Algérie ainsi que de la métropole.

Cette association philanthropique se propose de secourir et de régénérer l'enfance, car, dit-elle, « c'est des petits sahariens d'aujourd'hui que dépend le Sahara de demain ». L'œuvre est en bonne voie, des fonds assez importants provenant de généreux mécènes ont déjà été recueillis; les enfants du désert ont ainsi bénéficié de libéralités sous forme de vêtements, d'ingrédients de propreté, de secours en argent. Mais surtout leur alimentation s'est singulièrement améliorée puisque dans les principaux centres il est distribué chaque jour, à l'école, une substantielle « cheurba » qui transforme ces enfants faméliques en de solides bambins.

L'élevage, aussi bien en Algérie du nord que dans le sud, est entre les mains des indigènes dont il constitue la ressource essentielle. La colonisation privée a bien tenté quelques essais, mais sans succès appréciable et cet échec a principalement pour cause l'obligation, pour les éleveurs, de faire transhumer continuellement leurs troupeaux à la recherche de pâturages. Cette transhumance est facile pour le pasteur indigène ; celui-ci vit constamment sous la tente au milieu de ses bêtes; il accepte naturellement l'existence rude et pénible qu'il a toujours connue. L'Européen ne saurait s'habituer à cette vie nomade, de sorte qu'il est obligé de confier la surveillance de ses troupeaux à des gens du pays et il n'est pas besoin d'insister sur les inconvénients de pareils procédés.

A l'arrivée des Français dans les Hauts-Plateaux et dans la zone présaharienne, les méthodes de production adoptées par les indigènes étaient assez primitives et sans doute les mêmes qu'appliquaient de très anciens aïeux. L'élevage dans de telles conditions était pénible pour les animaux qui manquaient de soins judicieux ; malgré leur robustesse les troupeaux se trouvaient décimés par la maladie et les intempéries saisonnières.

Dans le sud la fécondité des brebis est grande ; il n'est pas extraordinaire qu'elles mettent bas deux agneaux, et comme les indigènes mangent peu de viande l'accroissement des troupeaux est rapide. Il ne fallait donc pas beaucoup d'efforts

pour doubler, en peu d'années, le chiffre de l'espèce ovine; mais il en fallait de bien grands pour déterminer les nomades à agir autrement que faisaient leurs pères. Pour la tonte, ils se servaient d'une espèce de faucille, fauchant la laine comme l'herbe des près. Aussi les moutons ne produisaient-ils qu'une quantité médiocre de laine en suint ; de plus, en raison de ses impuretés et de sa médiocrité, cette laine subissait une forte dépréciation sur nos marchés.

Pour changer les habitudes séculaires des populations rurales il faut, en Afrique tout comme en Europe, prêcher d'exemple. Dans ce but il fut créé à Tadmit, près de Laghouat, dans les locaux de l'ancien pénitencier agricole, une station expérimentale d'élevage chargée de déterminer les meilleures variétés ovines du sud et d'étudier tous les problèmes se rapportant à l'élevage du mouton. Le rôle de cette station consistait également à diffuser les méthodes d'amélioration compatibles avec les conditions pastorales des régions sahariennes et à fournir aux éleveurs des géniteurs de valeur.

D'autre part, des bains antigaleux ont été créés dans les principaux centres d'élevage afin de réduire la mortalité pour cause de maladies et de donner aux toisons un meilleur aspect. Le « mous » arabe et la faucille ont été remplacés par un appareil plus perfectionné, sorte de ciseaux à lames triangulaires reliées par un ressort. La cas-

tration des mâles, faite naguère à l'aide de procédés barbares, s'opère maintenant au moyen d'une pince spéciale. Dans les zones de pacage de nouveaux puits ont été créés pour faciliter l'abreuvage des troupeaux. Enfin, quelques coopératives lainières ont pu être constituées dans le dessein d'améliorer progressivement le cheptel ovin ainsi que la vente des produits de l'élevage.

En dépit de l'inertie des nomades qui renoncent difficilement à abandonner d'antiques traditions, des résultats très satisfaisants ont pu être enregistrés. Mais il reste encore beaucoup à faire pour atteindre la perfection et faire rendre à l'élevage du mouton le maximum de ce qu'il peut donner.

Dans la zone saharienne proprement dite, c'est l'élevage du chameau qui domine, notamment chez les Châamba d'Ouargla, du Souf et d'El-Goléa. Cet élevage fut jadis très florissant, mais depuis l'introduction de l'automobile au désert il est en notable régression. Les grandes caravanes vers le Soudan ont à peu près totalement disparu et la plupart des transports militaires, ravitaillements en vivres ou transports de matériaux, s'exécutent désormais à l'aide de camions. Le progrès a des conséquences terribles pour les populations sahariennes, car il les menace de la ruine et de la famine. Le chameau est leur seul gagne-pain et cette ressource unique va bientôt devenir inutilisable. N'y a-t-il donc aucun remède à une

situation aussi angoissante ? Le problème mérite que l'on y prête la plus grande attention.

Si l'on observe que les pistes sahariennes ne résistent pas à la circulation intensive de lourds camions et que l'entretien de ces pistes est extrêmement coûteux, l'on peut se demander s'il ne conviendrait pas de limiter les transports par automobile au matériel encombrant impossible à placer sur le dos des chameaux. Au surplus, le prix du quintal transporté est moins élevé avec le chameau qu'avec l'automobile. Sans doute, les marchandises parviennent-elles plus rapidement à destination, mais très souvent cela ne présente qu'un intérêt secondaire. Il semblerait juste et d'excellente politique de laisser aux nomades sahariens la possibilité de vivre en continuant à assurer les transports par caravanes et, à cet effet, de réduire le plus possible l'intervention des lourds camions qui démolissent les pistes sans contre-partie vraiment appréciable.

Une « politique du chameau » s'impose de toute urgence et ce n'est pas seulement pour des raisons économiques, mais aussi pour des raisons d'ordre social. Les nomades sahariens, Châamba et Touareg, sont essentiellement chameliers et leurs tribus sont astreintes à des déplacements continuels en quête de pâturages pour leurs troupeaux. Ils n'élèvent que peu de moutons et de chèvres, car le pays ne se prête pas à ce genre d'élevage; les plantes coriaces du désert ne con-

viennent pas aux races ovine et caprine qui ne savent pas non plus résister à la soif dans ces régions où les points d'eau sont rares et leur débit peu abondant. Seul le mouton à pelage dur, appelé « daheman », supporte assez aisément les privations, mais à condition de vivre dans les pâturages soudanais où il trouve une nourriture plus variée et plus substantielle que dans le Sahara algérien.

Eleveurs de chameaux, les Touareg et les Châamba sont attachés à la vie de leurs troupeaux. Ils se déplacent avec leurs bêtes, installent leurs tentes au milieu d'elles, et tirent de celles-ci tout ce dont ils ont besoin pour leur existence. Qu'adviendrait-il si cet élevage, n'ayant plus sa raison d'être, venait à disparaître ? Ce serait la fin du nomadisme, la sédentarisation de tous ces errants du désert au nombre d'une quarantaine de mille environ. Toute cette population accoutumée aux grands espaces, à respirer l'air pur des immensités désertiques, à vivre la vie patriarcale des anciens âges à l'écart de la civilisation et de ses pernicieux conseils, tous ces primitifs devenus des oisifs afflueraient vers les centres habités, vers les oasis déjà si pauvres et qui ne pourraient les accueillir, et ils deviendraient sans doute, au lieu des auxiliaires dévoués et sûrs qu'ils sont aujourd'hui, des déclassés capables des pires excès que l'on peut toujours craindre de tempéraments belliqueux.

Il faut donc sauver le chameau. Dans presque tous les centres d'élevage les autorités locales distribuent des « primes à l'élevage » ainsi que des prix lors de courses annuelles de mehara. Ces remises de récompenses ont lieu à l'occasion de fêtes et en présence d'une nombreuse population; elles sont entourées d'une certaine solennité et cela flatte la vanité des propriétaires qui en sont l'objet. Ces sortes de cérémonies sont donc à encourager; mais pour que l'élevage du chameau en bénéficiât réellement il faudrait les développer et, au lieu d'être annuelles, qu'elles devinssent au moins trimestrielles. Il faudrait aussi augmenter le nombre et le taux des primes. Il faudrait enfin et surtout que tous les chefs d'annexes, à l'exemple d'un des leurs, s'intéressassent à cette question si importante et cherchassent, suivant les régions et les moyens à leur disposition, les meilleurs procédés à mettre en œuvre pour aider les éleveurs de leurs circonscriptions.

⁂

Les hautes plaines des régions de Djelfa, Géryville, Méchéria, Aïn-Sefra, bénéficient d'une ressource naturelle : l'alfa, graminée qui pousse spontanément dans ces solitudes pierreuses sur d'immenses étendues estimées à quatre millions

d'hectares, de la frontière marocaine à la frontière tunisienne.

L'exploitation de l'alfa remonte à la plus haute antiquité. Pline va même jusqu'à énumérer les opérations de la récolte et, chose curieuse, on ne procède pas autrement aujourd'hui pour sa cueillette : « L'alfatier ayant à la main gauche un bâtonnet de quarante centimètres fixé au poignet au moyen d'un brin de cuir, saisit avec la main droite une poignée de feuilles, l'enroule sur le bâtonnet tenu obliquement et tire avec les deux mains et par saccades ».

Ce procédé, on le conçoit, nécessite une nombreuse main-d'œuvre et une certaine expérience. Autrefois, cette main-d'œuvre était uniquement fournie par les immigrés espagnols; aujourd'hui ce sont les nomades du pays qui apportent aux exploitants la précieuse graminée. Les usages de l'alfa sont multiples, mais ses fibres traitées par les alcalis sont surtout utilisées pour fabriquer une excellente pâte à papier. Cette exploitation a apporté dans ces régions deshéritées une source complémentaire de revenus dont bénéficient les indigènes.

L'exploitation alfatière est d'ailleurs soumise à des règles sévères afin de sauvegarder cette ressource qui ne tarderait pas à disparaître si elle était librement livrée aux entreprises. A l'égard de celles-ci l'administration des Territoires du sud, soucieuse des intérêts des populations pauvres qui

seules fournissent les ouvriers aux exploitants, a fixé un salaire minimum, basé sur la valeur du blé, denrée principale de consommation dans le pays. C'est ainsi que le prix minimum du quintal vert d'alfa est payé aux indigènes dans la proportion de 4 % du prix du quintal de blé.

⁂

En même temps que les efforts tendaient à améliorer la situation matérielle des populations sahariennes par une lutte quotidienne contre le paupérisme, on s'ingéniait à régénérer ces populations par la création d'œuvres sociales.

Après avoir bien convaincu les indigènes qu'ils étaient incapables de nous résister, il fallait leur montrer combien nous pouvions les servir. Pour remplir cette mission le médecin allait devenir le plus utile auxiliaire de notre autorité et de notre civilisation. Pénétrant là où d'autres officiers ne pouvaient aller, sous la tente et dans le gourbi, des spécialistes y portèrent de meilleures méthodes de médecine et d'hygiène, firent connaître les merveilles de la science et les qualités d'humanité de notre race. A cette œuvre un admirable corps de médecins militaires s'est dévoué avec la plus magnifique abnégation et continue aujourd'hui la noble tradition. L'on peut dire que c'est à ces modestes praticiens du sud, dont plusieurs ont succombé victimes du devoir, à leur conscience

professionnelle et à leur complet désintéressement que l'on doit en grande partie cette sorte de reconnaissance affectueuse que témoignent les populations de ces régions envers notre pays et leurs représentants.

Le Sahara, avec son climat dévorant, use vite l'espèce humaine. Un Arabe d'une cinquantaine d'années est déjà un vieillard et la femme indigène n'est plus, à l'âge de 30 ans, qu'une malheureuse aux chairs flétries et tombantes, à peau ridée comme un fruit desséché. Il faut ajouter aux causes détériorantes du climat le manque absolu de soins particuliers ainsi qu'une dépravation précoce.

Dans les ksour il y a parfois encore des enfants qui portent la marque de la plus profonde misère et des affreuses maladies qui lui font cortège. Des loques éraillées ou des lambeaux de burnous essaient de couvrir leurs pauvres petits membres maculés par toutes les impuretés. La vermine les ronge; leurs yeux, toujours couverts de mouches qu'ils ne tentent même pas de chasser, se perdent par l'afflux incessant de l'humeur; la teigne les dévore. Ces frêles créatures recueillent en naissant le hideux héritage de maladies incurables qui se transmettent de génération en génération avec une impitoyable fidélité.

Le ksourien, en général, est bien l'être le plus paresseux et le plus indifférent du monde en matière de propreté et il se garderait bien

d'appliquer les préceptes du prophète Mahomet qui, dans le Coran, a prescrit les ablutions aux musulmans avant les cinq prières journalières. Malgré ces recommandations, hommes et femmes conservent précieusement la crasse traditionnelle accumulée depuis l'enfance. Leurs vêtements ne sont pas mieux traités que leurs corps, et les burnous arrivent à la fin de leurs jours sans avoir fait connaissance avec d'autre eau que celle de la pluie, et l'on sait qu'il pleut rarement dans le Sahara. Cette prodigieuse malpropreté favorise naturellement la multiplication à l'infini de certains insectes aptères avec lesquels les poilus des tranchées de France firent aussi une fâcheuse et indésirable connaissance au cours de la grande guerre.

Dans les villages les maisons, s'il est permis de donner ce nom aux taudis servant d'habitations, sont mal disposées; l'air ne peut y circuler; elles sont entassées, étroites, sans fenêtres; la fumée n'y a, en général, d'autre issue que la porte; l'eau est trop rare ou trop éloignée pour qu'on l'emploie largement à des soins de propreté. Qu'on ajoute à ces causes morbides un soleil ardent, amenant promptement, pendant neuf mois de l'année, la décomposition des matières végétales, ainsi que le vent du sud apportant sur ses ailes de feu des nuées d'un sable extrêmement pénétrant, et on s'expliquera mieux la déchéance physique de ces malheureux ksouriens, au teint cadavéreux,

les yeux mangés par l'ophtalmie, cette affection endémique du sud, et qui, jusqu'à notre arrivée, n'avaient à opposer aux ravages de leurs cruelles maladies que les médicaments dangereux ou insignifiants du « toubib » arabe ou les pratiques ridicules des fabricants de talismans.

L'assistance médicale a été créée et organisée au Sahara par un éminent praticien, le médecin-colonel Foley. Les médecins militaires jouissent auprès des populations indigènes d'une grande considération, justifiée d'ailleurs par leurs connaissances, par leur philanthropie intelligente et leur dévouement envers les deshérités de la vie, par un grand nombre de cures heureuses et puis par cette raison, qui n'est pas sans valeur, que leurs consultations, leurs soins, leurs médicaments même sont gratuits. Ces hommes, qui apportent le secours de leur science aussi bien aux indigènes qu'aux européens, se classent assurément parmi les meilleurs agents de l'influence française dans le Sahara ; ils exercent un véritable sacerdoce, souvent au contact de contagieux, soignant des individus sordides, d'une saleté corporelle repoussante, couverts de vermine, malades qu'il faut cependant ausculter, palper, soigner sans souci des conséquences pouvant en résulter.

La lutte contre la maladie est entreprise dès le berceau par un service d'assistance aux mères et aux nourrissons, auquel collaborent des infirmières visiteuses. Cette institution, créée en 1926 par

M. le gouverneur général M. Viollette qui s'intéresse toujours avec tant de sollicitude agissante aux populations indigènes de l'Algérie et du Sahara, fonctionne avec succès. De nombreux enfants sont soignés, reçoivent la vaccination antivariolique et ceux d'entre eux atteints d'affections infantiles, malheureusement si répandues, sont l'objet d'un traitement approprié. Les préventions auxquelles s'est heurté l'organisme à ses débuts, comme toutes les innovations que nous apportons dans ce pays, disparaissent peu à peu et les populations comprennent aujourd'hui les bienfaits qu'elles en retirent. Les mères confient plus facilement leurs enfants aux médecins et aux infirmières; elles consultent moins souvent les vieilles sorcières qui, dans leur antre enfumé et sordide, distribuent des remèdes empiriques accompagnés d'incantations, causant certainement à l'enfance plus de maux que la nature, déjà si prodigue, ne leur a elle-même octroyés.

Les médecins militaires ne se bornent pas à donner des consultations quotidiennes au chef-lieu de chaque circonscription administrative. Ils font aussi de fréquentes tournées en tribus pour la vaccination, la surveillance de l'état sanitaire et la prophylaxie des affections épidémiques. La lutte contre le trachôme, si fréquent dans certaines régions des Territoires du sud, est également entreprise avec vigueur et des salles de consultations spéciales, dites maisons des yeux (biout el

aïnin), ont été créées, notamment au Mzab et dans le territoire militaire de Touggourt.

Dans tous les postes du sud le médecin dispose d'une infirmerie comprenant des salles de consultations et d'opérations, une pharmacie, un laboratoire, ainsi que des chambres pour les malades hospitalisés. Dans la plupart des cas les infirmeries du début de l'occupation française sont rapidement devenues insuffisantes pour les besoins de plus en plus grands des populations indigènes. Pendant longtemps celles-ci se sont méfiées du médecin et la clientèle était peu nombreuse: il n'en est plus ainsi maintenant, l'infirmerie étant devenue un lieu de rendez-vous de toutes les lamentables créatures atteintes de misères physiologiques léguées par une lourde hérédité et accrues par une hygiène déplorable.

L'agrandissement des locaux et la modernisation des infirmeries sont donc devenus indispensables. Un programme de travaux a été préparé par le service des travaux publics des Territoires du sud. A Touggourt, par exemple, où plus de 60.000 consultations sont données annuellement, des installations spacieuses ont été édifiées. A Ouargla existe une petite infirmerie coquette et très bien tenue où nomades et sédentaires viennent volontiers prendre les conseils des médecins. A El-Goléa le praticien dispose de l'ancien hôpital militaire. A Ghardaïa des améliorations importantes ont été exécutées aux locaux existants.

Enfin, à Laghouat et à Djelfa s'élèvent de très belles constructions, d'une architecture bien conçue, où les médecins trouvent l'outillage le plus complet, un service de radiologie et même un cabinet dentaire permettant de traiter les malades et les blessés suivant les méthodes de la thérapeutique la plus moderne.

Mais les circonscriptions administratives du sud sont très étendues et une infirmerie indigène fonctionnant au chef-lieu ne suffirait pas aux besoins, hélas nombreux, qui se manifestent. Il a donc été créé dans la plupart des villages une salle de consultations où un infirmier indigène dispose des médicaments les plus usuels et donne aux malades les soins élémentaires en attendant le passage du médecin.

Secourir les infortunes, soulager les misères, apporter l'espoir d'une vie meilleure, guérir souvent des affections restées jusque-là incurables, quelle magnifique mission !... Le médecin saharien la remplit avec la foi d'un apôtre; mais il ne limite pas son action bienfaisante au traitement des malades; il s'efforce aussi à prévenir les maladies, à dépister et à combattre ces terribles fléaux qui font de si grands ravages parmi la population : la syphilis, le typhus... Grâce aux mesures préventives prises on n'a plus à déplorer aujourd'hui ces graves épidémies de variole qui causaient tant de décès et laissaient tant de malheureux aveugles. Quant au typhus, endémique dans toute

l'Afrique du Nord et qui réapparaît généralement en période de disette, il ne présente plus le même aspect terrifiant. Dès qu'un cas suspect est signalé les dispositions sont mises en œuvre pour limiter l'épidémie et en empêcher l'extension.

La lutte contre le paludisme a été poursuivie avec ténacité, notamment à Beni Ounif par le docteur Foley, de l'Institut Pasteur, ancien médecin militaire saharien. Les succès les plus encourageants ont été obtenus par cet éminent praticien qui continue à apporter à ses jeunes confrères du sud le précieux concours de sa science et de son expérience.

Enfin il faut signaler encore à l'actif du corps médical saharien les nombreux travaux scientifiques dont il a enrichi la bibliographie du Sahara : études microbiologiques, études sur la flore saharienne, ethnographiques, zoologiques, etc..., les médecins militaires du sud savent utiliser leurs rares loisirs de la façon la plus profitable à tous.

⁂

Parmi ceux qui se dévouent à l'expansion de l'influence française dans le Sahara, il est juste de placer en bon rang les instituteurs et les institutrices. De remarquables résultats ont été obtenus par ces maîtres qui s'adonnent à la noble tâche de faire connaître et aimer leur patrie d'adoption aux jeunes indigènes du sud, avec un dévouement

digne des plus grands éloges. Le rôle d'éducateur est souvent décevant dans ces pays au climat rude, où les élèves ont les instincts du primitif et ne viennent généralement à l'école, au moins les premiers temps, que sous la pression administrative. Quelle patience il faut déployer pour inculquer à ces natures rebelles les notions de l'hygiène la plus élémentaire, qui seront oubliées le lendemain et qu'il faudra de nouveau indiquer jusqu'à ce qu'elles soient ancrées dans ces jeunes cervelles !

Les instituteurs et les institutrices du Sahara doivent posséder des qualités diverses et exceptionnelles et être choisis parmi l'élite de l'enseignement primaire. Selon les préceptes qu'ils diffuseront ils formeront ou des aigris, des paresseux, des individus dangereux pour la collectivité, ou bien des hommes affranchis des mœurs et des coutumes d'un autre âge, doués d'une santé physique et morale rénovée et prêts à travailler pour augmenter les ressources d'un sol ingrat, mais qui n'est cependant pas réfractaire à toute mise en valeur. Les maîtres ont donc un rôle social de premier plan à remplir et ils le rempliront d'autant plus volontiers qu'ils se sentiront soutenus et encouragés par les autorités et qu'ils disposeront de locaux convenables pour leurs cours et de logements d'habitation offrant un maximum de confort.

Partout des écoles agréables ont été construites et le nombre des classes augmente dans la limite

des crédits disponibles. A la plupart de ces écoles du sud sont annexés des cours d'apprentissage et des ouvroirs. Les garçons apprennent théoriquement et pratiquement les professions manuelles les plus usuelles : menuisier, forgeron, cordonnier, etc... On en fait des apprentis qui plus tard, à la sortie de l'école, pourront approfondir leurs connaissances professionnelles et devenir d'excellents ouvriers. Les filles apprennent à tisser des tapis, des couvertures ; on leur enseigne à se servir d'une aiguille et à confectionner des vêtements ; on les prépare aussi à leur rôle futur de mères de famille.

L'enseignement secondaire et même supérieur n'est pas non plus négligé. Les jeunes musulmans méritants des Territoires du sud peuvent, comme leurs camarades d'Algérie du nord, recevoir des bourses qui leur permettront de poursuivre leurs études dans les diverses facultés d'Alger.

L'enseignement agricole ou plutôt horticole est également donné aux jeunes élèves. La culture des arbres fruitiers et des légumes est d'une grande importance pour les ksouriens. Dans toutes les écoles qui disposent d'un jardin, l'instituteur apprend à ses grands élèves à travailler la terre ; il distribue des graines, des plants, des boutures, des greffons et indique comment il faut s'y prendre pour les faire reproduire. Plus tard les initiés appliqueront ces méthodes rationnelles de jardinage dans leurs propres jardins qu'ils culti-

veront ainsi avec plus de soins et de profits qu'avec les procédés empiriques généralement en usage.

⁂

Il est également équitable de rappeler la part importante qui revient aux missionnaires d'Afrique, Pères Blancs et Sœurs Blanches, dans l'extension des œuvres sociales et philanthropiques au Sahara. Les Pères Blancs, fils spirituels du grand Africain que fut le cardinal Lavigerie, se sont toujours montrés de précieux auxiliaires de l'autorité. Ils exercent leur ministère avec tact et discrétion et ont su s'attirer toutes les sympathies. Sans doute, ces missionnaires sahariens n'ont-ils pas réalisé complètement le rêve caressé par leur fondateur. L'éminent prélat qui, à une âme d'apôtre, joignait un esprit réaliste aux conceptions larges et hardies, pensait pouvoir gagner à la religion catholique les populations musulmanes du désert. Depuis longtemps les Pères Blancs ont renoncé à ce rêve et leur action, comme celle des Sœurs Blanches, se limite à donner l'exemple de la bonté et de la charité chrétiennes. Leurs œuvres d'enseignement professionnel et agricole, les ouvroirs de jeunes filles tenus par les Sœurs, les manifestations multiples de bienfaisance auxquelles tous se dévouent, attirent chez ces missionnaires de nombreux enfants, lesquels, s'ils n'abandonnent pas l'Islam, conservent cependant des bienfaits reçus

de ces nobles et désintéressés représentants de la France et de la religion chrétienne, un souvenir reconnaissant.

Les établissements des Pères Blancs et des Sœurs Blanches sont encore trop peu nombreux dans le sud pour répondre aux besoins comme au désir des populations indigènes qui aiment ces missionnaires et les respectent. Il serait désirable que leurs communautés s'étendissent dans tous les ksour, jusqu'aux oasis lointaines du Tidikelt et du Touat où il existe tant de misères à soulager, et où leur esprit d'initiative, leur féconde activité, leur action bienfaisante contribueraient à fortifier l'influence française dans ces régions.

*

Les ksouriens des oasis sont en général indolents et apathiques et leur capacité de travail est assez médiocre. Ils sont aussi d'une insouciance extrême et ils n'hésitent pas à emprunter à des taux usuraires l'argent dont ils peuvent avoir besoin pour acquérir ce qui les tente. Cette imprévoyance, commune d'ailleurs à toute la population indigène, qu'elle soit nomade ou sédentaire, conduit souvent à la disette et à la ruine. Aussi s'efforce-t-on de combattre cette insouciance naturelle par la création d'organismes philanthropiques. Les sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels répondent à cette pen-

sée, ainsi que l'organisation du crédit agricole.

Cette caisse consent aux propriétaires des prêts à un taux peu élevé pour leur permettre de développer l'agriculture et l'élevage sans avoir recours aux usuriers. Est-ce à dire que l'objectif a été entièrement atteint et que l'usure a désormais disparu du sud ? Il n'est pas douteux que les sociétés de prévoyance et les caisses de crédit agricole rendent d'inappréciables services, surtout en période de disette, mais il est non moins certain qu'elles n'ont pas supprimé l'usure. L'indigène a l'esprit simpliste. Pour lui compte seule la réalité du moment : « L'avenir n'appartient qu'à Dieu et ce qui est écrit est écrit ». Il ne sait pas résister à la tentation de l'offre insidieuse du juif ou du mozabite, de l'européen aussi parfois, qui lui apportent de beaux billets contre une simple signature. Il ne s'inquiète pas comment il remboursera cet emprunt augmenté quelquefois du double sur la reconnaissance de la dette. Mais le jour de l'échéance, se trouvant dans l'impossibilité de payer, il renouvelle la traite dans des conditions plus onéreuses encore jusqu'au moment où le créancier rapace fait saisir la propriété en recouvrement de sa créance.

Pour lutter efficacement contre de telles pratiques qui conduisent les malheureuses populations à la ruine, il faudrait que les caisses de crédit agricole pussent disposer de fonds importants afin de dispenser des prêts à faible intérêt dans une

large mesure. Peut-être pourrait-on aussi trouver un remède dans le système coopératif qui donne si souvent de bons résultats. On verrait volontiers, par exemple, les propriétaires d'une même palmeraie, ou les éleveurs d'un même centre, s'unir sous la direction technique d'un spécialiste français, soigneusement choisi, pour lutter contre tous les adversaires de la propriété individuelle. Les efforts et les fonds seraient mis en commun pour l'exécution de travaux d'intérêt général. Ce serait en somme une sorte d'association syndicale de propriétaires et de possesseurs de droits fonciers qui fonctionnerait sous le contrôle d'un gestionnaire français et sous la surveillance des autorités locales. Cette suggestion pourrait être intéressante à étudier. Quoi qu'il en soit, il est nécessaire de lutter contre l'usure avec des moyens nouveaux si l'on veut éviter que les populations du sud se trouvent un jour dépossédées de leurs biens au profit de gens peu scrupuleux.

Le décret du 17 juillet 1936 a prévu des mesures en vue de contrôler la sincérité et la loyauté des conventions passées entre créanciers et emprunteurs. Désormais, les actes sous seing-privé constatant des contrats de prêts d'argent avec stipulation d'intérêts devront être soumis au visa d'un fonctionnaire. Cette garantie limitera sans aucun doute la rapacité des usuriers. La fera-t-elle entièrement disparaître ? Il est permis d'en douter, car l'esprit retors des prêteurs sur gages trouvera bien

le moyen de détourner la loi avec la complicité d'ailleurs des emprunteurs.

L'usure ne pourra être combattue efficacement que par la « contre-usure » en utilisant les mêmes moyens, c'est-à-dire en accordant très largement des prêts à petit intérêt, sous réserve d'une surveillance sur l'emploi de l'argent.

CONCLUSIONS

Depuis la promulgation de la loi de 1902 qui les a créés, les Territoires du sud n'ont subi aucune modification et sont demeurés, après plus de trente années d'existence, tels que le législateur les avait conçus.

A plusieurs reprises cependant des parlementaires, des membres élus de certaines assemblées d'Algérie, soucieux de faire disparaître un régime qui rappelle les premiers temps de l'occupation et de donner à l'Algérie son homogénéité administrative, ont estimé le moment venu de placer au moins la partie utile des Territoires du sud, c'est-à-dire toute leur zone septentrionale, sous le régime civil, en incorporant ces régions aux départements correspondants.

Une enquête très complète faite sur place par un haut fonctionnaire ayant révélé que les colons du sud en grande majorité, ainsi que les populations indigènes, s'accommodent fort bien de l'administration actuelle et ne tiennent aucunement à

en changer, le gouvernement a renoncé jusqu'ici à suivre ces suggestions.

En pays arabe, surtout dans ces régions sahariennes où les indigènes sont en majeure partie des nomades vivant disséminés sur de vastes espaces, il est prudent de ne toucher qu'avec la plus grande circonspection à l'ordre établi. Sans doute l'organisation des Territoires du sud n'est-elle pas en tous points parfaite. Il n'en est pas moins vrai qu'elle est bien adaptée au Sahara, car elle est économique, homogène, et, comme l'a écrit M. René Vâlet, « aucun autre régime ne possèderait à un même degré ces mêmes qualités ».

Tous les auteurs qui ont étudié avec impartialité les Territoires du sud, en particulier M. le professeur Gautier dont on ne discute ni la franchise ni la compétence, s'accordent à reconnaître les multiples bienfaits de l'institution des Affaires indigènes et en souhaitent le maintien. Un éminent juriste, M. Milliot, alors professeur à la Faculté de droit d'Alger, aujourd'hui directeur général des Affaires indigènes et des Territoires du sud au gouvernement général de l'Algérie, s'exprimait ainsi il y a une dizaine d'années : « Le système administratif a fait ses preuves ; il compte une vingtaine d'années d'expériences satisfaisantes ; il est par conséquent à maintenir tel qu'il est avec son armature, tant que les besoins auxquels il correspond subsisteront ».

Ces besoins se sont-ils modifiés au point de pouvoir envisager aujourd'hui une réforme profonde des Territoires du sud ?

Jusqu'à l'arrivée des Français le nomade était le maître du désert. Il imposait sa loi au ksourien. Il le protégeait quelquefois contre les pillards étrangers, mais en exigeant de lui le paiement d'une forte redevance. Homme de poudre, homme de guerre, le nomade avait fait de la razzia une véritable industrie dont les habituelles victimes étaient les caravaniers et les paisibles pasteurs.

Notre présence a supprimé toutes ces pratiques. Le sédentaire est devenu le maître de son bien ; il est sûr désormais de recueillir le fruit de son labeur en récoltant ses dattes et ses grains. Le caravanier peut sans crainte acheminer ses marchandises vers le Soudan et le berger n'a plus la hantise du voleur tombant sur son troupeau.

Ainsi, par notre établissement au milieu de populations primitives, nous avons jeté un trouble profond dans la vie économique et dans la vie sociale au désert. Pour les nomades Châamba et Touareg la paix française a été dans les débuts une sorte de calamité. Leur utilisation comme méharistes dans les goums ou aux compagnies sahariennes, en leur procurant d'autres ressources, a atténué dans une certaine mesure les conséquences de cette situation nouvelle. Pour les ksouriens, au contraire, notre présence apportait une profonde perturbation dans leur vie matérielle en leur donnant

toute sécurité dans la gestion de leurs propriétés et en introduisant dans le pays un important numéraire dont allaient bénéficier les khammès et les anciens esclaves.

Il aurait dû s'établir ainsi, semble-t-il, une sorte de nivellement social entre les nomades, grands seigneurs, et les ksouriens leurs vassaux. Ces derniers n'étaient plus sous la dépendance exclusive de leurs anciens maîtres et ils pouvaient maintenant traiter avec eux d'égal à égal. C'était un véritable bouleversement qui eût du avoir des répercussions considérables, mais qui, en fait, n'a pas changé grand chose dans le mode d'existence des uns et des autres ou dans leurs rapports entre eux. C'est ainsi que chez les Touareg, par exemple, les nobles continuent à recevoir de leurs imrad la « tioussé », sorte de redevance du vassal à son suzerain versée aujourd'hui volontairement et clandestinement.

Au désert la loi biologique de l'hérédité, en vertu de laquelle tous les êtres doués de vie tendent à se répéter dans leurs descendants, s'applique dans toute sa rigueur. A l'inverse de ce qui se constate dans les pays civilisés où l'hérédité, agissant par voie d'accumulation, augmente l'intelligence à chaque génération et la rend capable de nouveaux développements, au Sahara elle conserve fidèlement le passé, le reproduit sans cesse et condamne les descendants à penser et à vivre comme leurs ancêtres.

Les populations du désert, profondément « conservatrices » ont gardé les mêmes habitudes héréditaires, le même rêve d'une vie très simple dans le village, dans la tribu, sans aucune recherche d'amélioration ou de progrès. Qu'ils donnent le meilleur de leur temps à la récitation mécanique de la prière, aux grandes randonnées dans le désert, aux petites discussions entre voisins, aux chants et aux danses ou à la culture patiente du champ paternel ou bien encore à la surveillance d'un troupeau de chameaux ou de moutons au pâturage, tous ces hommes demeurent prodigieusement éloignés des façons de vivre et de penser des habitants de l'Europe occidentale. Mœurs, coutumes, traditions, organisation politique même, tout est demeuré dans la forme où nous les avons trouvées. Nous ne saurions prétendre à la modification de cet état de choses. Tout au plus peut-on espérer continuer à améliorer les conditions d'existence des indigènes sahariens.

Quant à la colonisation européenne dans le sud, elle a sans doute atteint son maximum. Sauf dans la région de l'oued Rirh, entre Biskra et Touggourt, partie privilégiée des Territoires du sud, cette colonisation est pour ainsi dire inexistante et il ne semble pas que des progrès sensibles puissent être enregistrés un jour. Des essais timides tentés à El-Goléa ne peuvent que confirmer cette opinion. Les chiffres sont d'ailleurs éloquents : 5.000 européens seulement vivent dans les Terri-

toires du sud contre une population indigène dépassant le demi million, et dans ce chiffre de 5.000 sont compris les militaires et les fonctionnaires, nombreux dans ces régions. Le nombre de véritables colons est donc assez réduit.

Il est vrai que l'une des raisons essentielles qui ont motivé la création des Territoires du sud a disparu, ou plutôt semble avoir disparu. La paix règne dans tout le Sahara. Les pillards ont été mis à la raison. La plupart d'entre eux sont devenus des gendarmes. La période d'exploration et de pacification est terminée. Cependant cette situation excellente est encore trop récente dans le Haut Sahara pour qu'il soit possible d'envisager dès maintenant la suppression des forces de police. On en a donné les raisons dans les chapitres qui précèdent.

Est-ce à dire que l'organisation militaire actuelle n'est pas perfectible et qu'elle ne pourra pas recevoir dans un certain avenir des changements importants ? Faisons pour cela confiance aux chefs de l'Armée d'Afrique qui sauront choisir le moment de procéder à cette réorganisation. Au surplus, pour des raisons à la fois internes et externes, cette réorganisation semble devoir porter principalement sur une répartition plus judicieuse des troupes plutôt que sur la suppression d'une partie de ces troupes. L'exemple de la rébellion des Touareg pendant la guerre conseille le maintien de forces suffisantes pour inciter ces bel-

liqueux nomades à demeurer dans l'obéissance. D'autre part le voisinage du Rio de Oro espagnol, mais sans Espagnols, et celui de la Libye italienne exigent une surveillance constante des frontières orientale et occidentale du Sahara.

On a parlé jadis d'un commandement unique intersaharien qui comprendrait toutes les parties désertiques comprises dans le territoire des possessions françaises d'Afrique : Algérie, Tunisie, Maroc, Afrique occidentale française et Afrique équatoriale française. Pendant la guerre une organisation de ce genre a été réalisée ou plutôt ébauchée. Le général Laperrine a eu quelque temps la disposition de toutes les troupes sahariennes. L'obstacle à un commandement de ce genre c'est l'immensité inorganique des territoires qu'il régente; il est vrai que cet obstacle s'est bien atténué avec les progrès de l'automobilisme, de l'aviation et de la T.S.F. De toute façon une semblable organisation militaire paraît difficilement réalisable, car il faudrait que chaque possession fît abandon de ses droits territoriaux sur sa zone désertique; elle serait de plus vouée à la médiocrité, car ne possédant pas de ressources propres suffisantes elle trouverait difficilement un appui financier auprès des pays dépossédés.

Quels que puissent être les avantages et les inconvénients d'une organisation intersaharienne, la guerre a montré que la question saharienne pouvait toucher à l'intérêt supérieur du pays.

Aujourd'hui plus que jamais elle est à considérer du point de vue « impérial ». L'armature militaire saharienne doit donc être envisagée en fonction du rôle que le Sahara, trait d'union entre l'Afrique française et la métropole, serait appelé à jouer dans un nouveau conflit européen.

Quoi qu'il en soit, et bien que les besoins restent en somme toujours les mêmes dans les Territoires du sud, il est évident que la formule actuelle ne saurait se conserver indéfiniment dans toute sa rigidité et qu'elle doit être perfectionnée en fonction des résultats obtenus dans ces régions.

Un arrêté du gouverneur général de l'Algérie en date du 26 janvier 1933 a apporté à l'ossature administrative des Territoires du sud une première transformation. Trois circonscriptions, celles de Biskra, de Djelfa et de Méchéria jusqu'alors confiées à des officiers du service des Affaires indigènes, ont été remises entre les mains d'administrateurs de commune mixte. L'année suivante une mesure analogue a été prise pour les annexes de Touggourt, de Laghouat et d'Aïn-Sefra.

Toutefois ces circonscriptions continuent à être comprises dans le cadre des Territoires du sud. Les administrateurs civils sont placés sous l'autorité directe de l'officier supérieur commandant militaire du territoire et ils assument des fonctions absolument identiques à celles de leurs prédécesseurs militaires dont ils ont hérité tous les pouvoirs.

Cette solution a le mérite de préparer l'avenir sans bouleverser les usages. Les indigènes conservent les privilèges dont ils jouissent dans le sud et ils continuent à bénéficier des avantages qu'apporte avec elle l'administration militaire.

En revanche elle a grevé dans une proportion importante le petit budget des Territoires du sud qui doit supporter les traitements de nouveaux fonctionnaires, alors que la solde des officiers restait à la charge du budget métropolitain. De plus les budgets locaux et celui du sud doivent être mis à contribution pour l'installation convenable des nouveaux administrateurs, ceux-ci ne pouvant, et avec raison, se satisfaire des installations souvent rudimentaires dont se contentaient les officiers.

Après quelques années d'expérience, il apparaît que les populations indigènes se sont assez bien accommodées du nouveau régime qui n'instaurait aucun changement dans le système administratif. Ces populations n'en sont ni mieux ni plus mal traitées. Peut-être même les administrateurs civils manient-ils leurs pouvoirs disciplinaires avec plus de rigueur que ne le font généralement les officiers des Affaires indigènes qui, dans l'exercice de leurs fonctions, s'attachent à rendre la « dictature militaire » aussi douce et humaine que possible. Mais c'est dans le sud surtout que se vérifie l'adage : « Tant vaut l'homme tant vaut la fonction ».

La réforme, assez légère en somme, ainsi intervenue, sans doute pour donner une première satis-

faction à diverses revendications, est d'une application délicate. Les administrateurs civils sont sous les ordres directs du commandant militaire du territoire et, le cas échéant, du commandant supérieur du cercle ; cette situation quelque peu paradoxale crée ou peut créer des malentendus. Ces officiers supérieurs ne sauraient avoir sur leurs collaborateurs civils l'autorité complète que possèdent les préfets et sous-préfets sur les administrateurs de commune mixte. Ils ne peuvent agir à leur égard comme ils le font avec des officiers ; les méthodes sont différentes ; il y a des susceptibilités à ménager, des prérogatives à respecter, des pouvoirs que de part et d'autre l'on tient à conserver.

D'un autre côté, dans les communes du sud passées sous la direction d'administrateurs civils on a conservé du personnel militaire : le ou les médecins et l'interprète militaire. La situation est ici renversée, car ce sont ces deux officiers qui se trouvent sous les ordres du chef de la commune pour tout ce qui concerne leur service spécial. Il n'est pas besoin de s'étendre sur les inconvénients qui peuvent en résulter si chez les uns et chez les autres il n'existe un commun désir de parfaite collaboration dans des conditions de doigté et de tact qu'il n'est pas toujours facile d'obtenir d'une collectivité.

L'expérience semble donc démontrer que l'introduction d'administrateurs civils dans le cadre de

l'organisation militaire des Territoires du sud n'a pas été une mesure progressive. Elle a, au contraire, considérablement augmenté les dépenses supportées par le budget de ces Territoires. Il apparaît ainsi que ce n'est pas dans cette voie qu'il conviendrait de modifier le régime administratif existant, en tenant compte de l'état d'évolution actuelle du Sahara.

La solution la plus logique, celle qui vient naturellement à l'esprit, serait d'intégrer dans l'Algérie du nord la partie nord des Territoires du sud déjà placée sous l'autorité d'administrateurs de commune mixte. Ces régions ont de nombreuses analogies avec les contrées septentrionales limitrophes : mêmes origines des populations, mêmes besoins, ressources et richesse identiques. Economiquement donc rien ne s'oppose à ce que, dès à présent, toute cette zone des Territoires du sud, y compris l'annexe de Géryville et le poste des Oulad Djellal, encore administrés par des officiers, soit rattachée au territoire civil, aux départements dont elle constitue le hinterland.

La région purement saharienne continuerait alors à être administrée par des officiers des Affaires indigènes. Elle pourrait, avec avantage, ne comprendre qu'un seul territoire militaire divisé en plusieurs cercles, afin de réaliser l'unité de commandement et de vues qui fait défaut avec le système actuel. Quant à son régime administratif il ne subirait aucune modification.

Cette solution aurait toutefois le grave inconvénient de priver le budget des Territoires du sud de la plus grande partie de ses ressources qui, provenant des régions rattachées, passeraient dans les budgets départementaux. Les communes sahariennes étant trop pauvres pour se suffire à elles-mêmes, il serait alors indispensable que des subventions importantes de la colonie vinssent compenser ces pertes, afin que l'œuvre en plein progrès réalisée au désert ne pût être interrompue ou même compromise.

Ainsi que l'a écrit l'éminent et fin observateur qu'est le professeur E. F. Gautier, « l'armature actuelle du Sahara algérien est un édifice politique et militaire trop ingénieux, trop basé sur le talent personnel des agents pour qu'on puisse l'espérer indéfiniment durable si on se borne à le laisser tel quel ». Une réforme profonde s'imposera donc tôt ou tard, car ces sortes de « petites principautés militaires », survivance d'un régime disparu, choquent nos conceptions en matière administrative et empêchent l'épanouissement de certaines ambitions politiques. Que ce soit une anomalie, au moins apparente, qu'une administration militaire s'exerce dans des régions absolument semblables à celles où le régime civil est établi depuis de longues années, la chose n'est pas discutable. Il n'en est pas moins certain que c'est l'administration qui convient le mieux à ces pays où la colonisation ne peut progresser, où l'élément euro-

péen a atteint à peu près son maximum, où les populations enfin ont pour « le régime du sabre » une prédilection incontestable, parce qu'il les maintient dans le cadre d'une autorité juste et respectée, auréolée du prestige qui, dans ces pays du sud, accompagne toujours les officiers de l'Armée d'Afrique.

Le moment ne semble pas opportun pour la réalisation de pareils projets. L'indigène du sud bénéficie aujourd'hui de privilèges intéressants : il est assujetti à un impôt parfaitement adapté à ses modestes ressources; il n'est pas astreint au service militaire obligatoire et il tire encore d'autres avantages de sa situation. Tout cela disparaîtrait en passant en territoire civil et nul ne sait quelle serait la réaction de ces nomades assez difficiles à commander, devant les obligations nouvelles auxquelles ils seraient soumis.

D'autre part, il pourrait être dangereux de livrer ces populations frustes, demeurées très en arrière de notre civilisation, vivant encore comme aux temps bibliques, aux jeux dissolvants de la politique partisane. L'Algérie du nord souffre de ces antagonismes qui ont jeté dans la lice les musulmans français de ce pays. Les Territoires du sud, grâce à leur organisation, sont demeurés jusqu'ici à l'écart de toute propagande pernicieuse; du moins aucune manifestation grave ne s'y est-elle encore révélée. Nous avons l'heureuse fortune d'avoir à proximité un creuset d'hommes sur le

loyalisme desquels l'on peut compter, qui ont toujours vécu et qui vivent encore dans le respect de l'autorité et qui sont prêts à se ranger derrière leurs chefs militaires en toute confiance pour n'importe quelle mission. Notre intérêt immédiat est, dans les conjonctures actuelles et devant l'avenir incertain, de conserver intacte cette force virile dont nous pouvons avoir besoin un jour.

La réorganisation des Territoires du sud reste une question à l'ordre du jour. Mais la solution peut attendre sans inconvénient. Une solution trop hâtive risquerait de provoquer des complications dont nul ne peut mesurer l'ampleur et la gravité. La prudence commande la patience.

⁂

Dans de précédents chapitres il a été parlé de l'importance du réseau de pistes et des voies de communications sahariennes et intersahariennes. Malgré l'énormité des distances à franchir, la difficulté des transports des matériaux, la modicité des crédits, des travaux considérables ont été exécutés. Toutefois, ces travaux restent en général précaires et les pistes ne résistent pas à un trafic intensif. Elles permettent bien à des voitures de tourisme transportant un petit nombre de voyageurs de se rendre d'Algérie au Soudan et inversement; mais les besoins réels auxquels doivent répondre les moyens de communications transsa-

hariennes sont d'une toute autre échelle pour que le Sahara devienne véritablement un lien entre l'Afrique du nord, prolongement de la métropole, et l'Afrique française.

L'utilisation rationnelle et utile de l'automobile pour les relations intersahariennes exige la transformation progressive des pistes actuelles, très coûteuses d'entretien et non viables par surcroît, en routes véritables suivant l'exemple des Italiens dans leur colonie de Libye. Lorsqu'on sera enfin fixé sur l'artère maîtresse à adopter pour relier «les deux rives du Sahara», une sorte d'autostrade devra être sans doute aménagée et cet effort financier s'imposera dans un bref avenir sous peine d'interrompre tout trafic important.

Sur quelle piste porter son choix pour déterminer cette « artère maîtresse » ? La question ainsi posée est délicate à résoudre, car elle met en cause des intérêts également respectables et des sociétés qui ont droit à des égards en raison de leurs sacrifices pour le succès des liaisons intersahariennes.

Il apparaît *a priori* que la piste du tanezrouft de Reggan à Gao doive être écartée. Elle traverse une région absolument désertique sur près d'un millier de kilomètres, région sans ressources et sans habitants, ne présentant d'autre intérêt touristique que l'immense étendue morne de ses *regs* et la triste monotonie de ses paysages sans horizons. Au surplus cette voie, dont le point de départ

est Colomb-Béchar, est sans doute appelée à être concurrencée par une piste plus occidentale qui relierait plus directement le sud oranais et le sud marocain au Soudan français.

« L'épine dorsale » de l'Afrique française paraît toute tracée par In-Salah, le Hoggar et Agadès. Toutes ces régions sont relativement peuplées; elles présentent des aspects divers capables d'intéresser le touriste sans le lasser jamais; elles possèdent des ressources et sont assez riches en eau. C'est la ligne directe vers nos possessions du Tchad, de l'Oubanghi-Chari et le Congo, la voie nécessaire au développement économique de ces pays, aux relations constantes et profitables avec le Congo belge et notre colonie de Madagascar. Agadès, ou plus précisément In-Gall sa voisine, deviendrait une sorte de « gare régulatrice » africaine d'où se dirigeraient voyageurs et marchandises, d'une part vers Zinder, le Tchad, le Congo, d'autre part vers Tahoua, Niamey et le Soudan.

L'exécution d'un tel programme implique tout d'abord l'entente, la fusion peut-être, des entreprises de transports automobiles sahariennes et la mise en commun de crédits assez élevés à consentir par les possessions françaises intéressées ainsi que par la métropole en raison du caractère national de l'œuvre.

On a employé plus haut le terme de « gare régulatrice » qui évoque tout naturellement l'idée de chemin de fer. La question du chemin de fer trans-

saharien a fait couler beaucoup d'encre depuis que l'ingénieur Duponchel a attaché son nom à ce projet. Déjà en 1906, le professeur A. Bernard écrivait : « Innombrables sont les livres, brochures, articles écrits sur le Transsaharien. Réunis, ils formeraient toute une bibliothèque ». Depuis trente ans cette littérature s'est accrue dans des proportions inimaginables, mais si l'idée s'est propagée et a fini par intéresser l'opinion publique jusqu'à ces derniers temps indifférente, il n'en reste pas moins que le problème demeure entier.

Le chemin de fer transsaharien, ou plutôt transafricain, a ses chauds partisans et ses détracteurs non moins ardents. De part et d'autre des personnes qualifiées, dont la compétence et l'expérience ne peuvent être mises en doute, présentent des arguments en faveur ou contre le projet. On est aujourd'hui mieux éclairé, plus complètement documenté suivant l'opinion que l'on a adoptée. Mais pour qui doit opter « pour » ou « contre » l'embarras est grand devant les avis contradictoires de personnalités autorisées.

D'une façon générale cependant on estime que, seul, le chemin de fer apparaît comme l'instrument nécessaire de la collaboration intime et permanente des différentes parties de l'Afrique française dans tous les domaines de la vie administrative, du développement économique et de l'organisation militaire. Le Transafricain constituerait une œuvre d'une haute portée nationale, couron-

nement des luttes et des efforts persévérants qui, triomphant peu à peu de toutes les difficultés accumulées, ont dressé sur le continent noir l'édifice de la plus grande France.

De son côté l'aviation a ses fervents admirateurs et c'est justice. Le Sahara est le pays rêvé pour les hommes de l'air. Le colonel Weiss en a chanté tous les charmes, « son ciel de cristal, la nappe verte de ses oasis, son affreux néant qui attire à lui comme un abîme ». La traversée du désert en avion n'est plus aujourd'hui un raid; c'est devenu une promenade un peu longue, mais agréable que l'on accomplit en moins d'une journée d'Alger au Niger dans des appareils sûrs et confortables pilotés par un personnel d'élite. Les progrès constatés ouvrent les plus belles perspectives d'avenir. Il semble bien que ne soit pas exagéré le confiant optimisme de ceux qui assurent que l'avion deviendra le mode de transport idéal au Sahara. L'on conçoit fort bien le survol du désert par des appareils de fort tonnage pouvant transporter très rapidement et sans grands frais du personnel et du matériel. Dès lors l'automobile n'interviendrait plus que pour de courtes liaisons transversales et la question d'une voie ferrée transsaharienne se poserait sous un aspect nouveau.

En définitive le Sahara n'est plus aujourd'hui l'obstacle jugé invincible il y a moins de trente ans. La promesse faite par le maréchal Randon aux populations de Laghouat s'est réalisée au delà

de toute espérance : « Des temps nouveaux commencent pour vous, avait dit l'illustre gouverneur général. Au désordre succèdera la paix, au pillage la sécurité, et votre commerce s'accroîtra. Voilà les bienfaits qui accompagneront la domination de la France ».

C'est, en effet, l'honneur de notre pays de comprendre la colonisation dans le sens le plus humain et d'apporter à des populations frustes demeurées au stade de la vie primitive, toutes les améliorations de nature à augmenter leur mieux être. Grâce à des méthodes de pacification dont Lyautey et Laperrine furent les promoteurs et les exécutants les plus notoires, la sécurité règne désormais dans le grand désert où les nomades ont abandonné la lance et le fusil pour mener paisiblement l'existence du pasteur. Le Sahara est sans doute appelé à un grand avenir. De plus en plus les regards se tournent vers cette Afrique centrale dont les savanes et les forêts profondes furent si longtemps fermées aux européens. De plus en plus le désert est considéré comme étant la voie directe, la voie normale reliant le centre africain à l'Europe.

« Œuvre nationale, œuvre bien française », a-t-on souvent affirmé avec raison. Mais aussi œuvre d'une poignée d'officiers dévoués à leur tâche, d'hommes à la foi énergique et inébranlable, dotés d'un véritable esprit d'apostolat. Les officiers sahariens d'aujourd'hui sont les dignes

continuateurs de leurs devanciers de l'école des Lyautey et des Laperrine dont ils maintiennent les traditions. Eux aussi sont des apôtres qui s'astreignent à une dure discipline sur soi-même et font journellement preuve d'abnégation et de profond désintéressement en appliquant avec bienveillance et fermeté, au nom de la France, cette fière maxime : « Memento tu regere ».

En conclusion de cette étude l'on ne saurait mieux faire que de reproduire ces réflexions si justes et si profondes que le professeur E. F. Gautier a publiées dans la *Revue de Paris* (1er septembre 1934) :

« L'Afrique du nord, ses limites atteintes, est-elle condamnée à la stagnation ? Existe-t-il une idée-force qui soit pour elle un but hors d'elle-même ?

« Ce qui me semble curieux, à moi du moins vieux colonial, c'est que cette idée-force existe, à mon sens, bien en évidence, et que si peu de gens la voient.

« Elle est apparue le jour où le Maghreb a cessé d'être une île parce que la cloison du Sahara a commencé à l'effriter. De l'autre côté de la cloison s'étend un grand monde noir, qui attend l'étincelle de vie. Et par un hasard heureux ce monde noir se trouve être lui aussi une colonie française.

« Cette Afrique du nord, qui garde de son passé une incohérence extraordinaire, blocs berbères et

blocs arabes, citadins, paysans, petits et grands nomades, gens qui s'ignorent, se détestent, et qui n'ont pas encore la moindre idée d'une patrie commune, tous, tant qu'ils sont, colons et intellectuels musulmans en tête, qu'arriverait-il si on les lançait à la conquête pacifique de la grande colonie noire, qui tirerait de leur venue un grand bénéfice ? Ne serons-nous pas curieux de l'essayer ?

« Il faudrait simplement le vouloir, c'est-à-dire avoir foi en l'avenir, une vertu à vrai dire peu commune chez nous. On a peine à croire cependant que nous laissions passer une pareille occasion de forcer le Destin ».

L'appel ainsi lancé par le savant professeur, avec la grande autorité que confèrent à la fois l'expérience et le grand savoir, sera-t-il entendu non seulement sur les « deux rives du Sahara », mais encore dans la métropole à qui reste dévolu le rôle essentiel dans cette évolution de notre politique africaine ?

Il existait naguère un organisme qui, sous le vocable de « Conférence Nord-Africaine » réunissait annuellement dans un centre de l'Afrique du nord les hauts représentants des possessions françaises d'Afrique. Cet aréopage, qu'accompagnait une suite imposante de fonctionnaires, discutait durant plusieurs jours les questions communes aux diverses possessions, prenait des résolutions,

émettait des vœux, puis, après le banquet des adieux, s'ajournait à l'année suivante.

On a critiqué cet organisme au point de le supprimer. Certaines des critiques étaient justifiées. On reprochait surtout à la Conférence son caractère « local ». Les ministères n'y étaient pas représentés. Or, les vœux émis comportaient généralement l'engagement de dépenses à la charge du budget métropolitain et ils restaient ainsi sans suite. Cependant il serait injuste de ne pas reconnaître les bienfaits de cette institution, car elle a permis d'abattre certaines cloisons étanches, de mettre en rapports directs les directeurs de services et d'apporter à des problèmes demeurés jusque-là en suspens les solutions attendues.

Une collaboration plus étroite s'est ainsi créée pour la mise en commun de toutes les forces affectées à la police du Sahara. De plus l'Afrique occidentale française et l'Algérie se sont unies pour faciliter la traversée du désert et des régions soudanaises afin d'attirer vers l'Afrique centrale les commerçants et industriels de France, les touristes et tous ceux qu'appelle la séduction de pays restés encore mystérieux. Au Sahara et en A.O.F. de gros efforts ont été réalisés : hôtels ou gîtes d'étapes, dépôts d'essence et de ravitaillement, ateliers de réparations, postes de T.S.F., etc... En A.O.F., où les hôtels sont encore rares, ceux-ci sont remplacés et parfois avantageusement, par des « campements », sortes de « cottages » conforta-

bles, propres, où un boy cuisinier prépare les repas à des prix incroyablement modiques.

Ainsi donc l'Afrique occidentale française, possession sud-africaine la plus rapprochée de l'Afrique du nord, est délibérément entrée dans la voie des entreprises de nature à accroître les échanges économiques entre ces deux pays à travers le désert. Le gouverneur général de cette colonie est entièrement acquis à un tel programme et il en a donné un éclatant témoignage en invitant les commerçants algériens à se rendre en A.O.F. pour y étudier sur place les possibilités de transactions ainsi que les ressources touristiques de ces régions tropicales.

Cette invitation ne pouvait manquer de tenter les Algériens qui luttent avec une persévérante opiniâtreté, depuis plusieurs années, contre le marasme des affaires, et dont l'esprit réaliste s'est depuis longtemps orienté vers cette Afrique noire capable d'ouvrir des débouchés illimités à leurs produits. Pour répondre à l'appel courtois du gouverneur général, la Chambre de commerce d'Alger organisa une mission qui, par la notoriété de ses membres et l'importance de son programme, marque sans aucun doute le début d'une ère nouvelle dans les relations entre l'Algérie et l'A.O.F.

Composée de représentants des diverses Chambres de commerce d'Algérie, de délégués de syndicats commerciaux et de groupements économi-

ques, cette mission quitta Alger le 12 janvier 1936 pour se rendre au terrain d'aviation de Joinville-Blida où ses membres ont pris place à bord d'avions militaires qui les ont transportés jusqu'au Soudan.

Durant 45 jours, ayant couvert environ 15.000 kilomètres, les missionnaires visitèrent les centres les plus actifs du groupe des colonies de l'A.O.F. Une documentation abondante et extrêmement intéressante fut rapportée de ce voyage. Il reste maintenant à souhaiter que l'enquête très complète ainsi faite ne demeure pas dans le domaine spéculatif afin que, dans un proche avenir, l'on passe aux actes pour le grand bien et la prospérité des deux pays.

Ainsi l'Algérie et l'Afrique occidentale française auront ouvert la voie à l'établissement de liens économiques indissolubles entre les deux possessions et répondu au patriotique désir des nombreux Français clairvoyants dont le professeur E. F. Gautier s'est fait l'éloquent interprète.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

des principaux ouvrages et documents

BERNARD (A.) et LACROIX (N.). — *La pénétration saharienne* (1830-1906). Imprimerie Algérienne Alger, 1906.

BERNARD (A.). — *Les confins algéro-marocains*. Paris, Larose, 1911.

BERNARD (F.). — *Deux missions françaises chez les Touareg en 1880-1881*. Alger, Jourdan, 1896.

CASTRIES (Comte H. de). — *Questions sahariennes et transsahariennes*. Paris, André, 1902.

DUVEYRIER (H.). — *Les Touareg du Nord*. Paris. Challamel, 1864.

DEPORTER (comm[t]). — *L'extrême-sud de l'Algérie*. Alger, 1880.

FOUREAU (F.). — *D'Alger au Congo par le Tchad*. Paris, Masson, 1903.

GAUTIER (E.-F.). — *La conquête du Sahara*. Paris, Armand Colin, 1910.

id. *Le Sahara*. Paris, Payot, 1929.

id. *Sahara algérien*. Paris, Colin, 1908.

KILIAN (Conrad). — *Au Hoggar*. Société d'éditions, Paris, 1922.

LA MARTINIÈRE (H. de). — *Les étapes dans la conversion d'un houzard*. Revue de cavalerie, Paris, octobre 1913.

LE CHATELIER. — *Touat, Sahara et frontière marocaine*. Paris, Challamel, 1901.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS R.F.

LEHURAUX (L.). — *Sur les pistes du désert.* Plon, Paris, 1929.

id. *Au Sahara avec le Commandant Charlet.* Plan, 1931.

id. *Lettres d'un saharien.* Soubiron, Alger 1933.

id. *Le conquérant des Oasis.* Plon, Paris, 1935.

id. *Fondateurs d'empire.* Soubiron, Alger 1930.

RINN (L.). — *Nos frontières sahariennes.* Alger, Jourdan, 1886.

ROUDAIRE (comm[t]). — *Rapport sur le projet de mer saharienne.* Paris, Challamel, 1877.

ROUARD DE GARD. — *Traités de délimitation concernant l'Afrique française.* Paris, Pedone, 1910-1925, trois volumes.

SCHIRMER. — *Sahara algérien.* Paris, 1893, Hachette.

TILLION. — *La conquête des oasis sahariennes.* Paris, Lavauzelle, 1903.

VALET (R.). — *Le Sahara algérien.* Alger, La Typo-Litho, 1927.

VUILLOT (P.). — *L'exploration du Sahara.* Paris, 1895.

Collections des bulletins du Comité de l'Afrique française.

id. Annales de géographie.

id. Sté de géographie d'Alger.

id. Sté de géographie d'Oran.

id. Sté de géographie de Constantine.

id. La Géographie.

Archives du Gouvernement Général de l'Algérie (*Service des affaires indigènes et du personnel militaire*).

Rapports de reconnaissances des officiers des compagnies sahariennes.

Exposé de la situation des Territoires du Sud (1930).

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS
490
R.F.

TABLE DES MATIERES

PREMIÈRE PARTIE

Chapitre I. — Les premiers pionniers 9

— **II.** — Les précurseurs 47

— **III.** — Les conquérants 75

— **IV.** — Les organisateurs 99

— **V.** — Les pacificateurs du pays touareg 121

— **VI.** — Les pacificateurs du sud-oranais. 153

DEUXIÈME PARTIE

Chapitre VII. — La jonction avec le Soudan.... 179

— **VIII.** — Vers la frontière tripolitaine... 207

— **IX.** — La pénétration vers l'ouest.... 245

— **X.** — Le Sahara pendant la guerre... 275

TROISIÈME PARTIE

Chapitre XI. — L'automobile au désert..... 321

— **XII.** — L'aviation saharienne 357

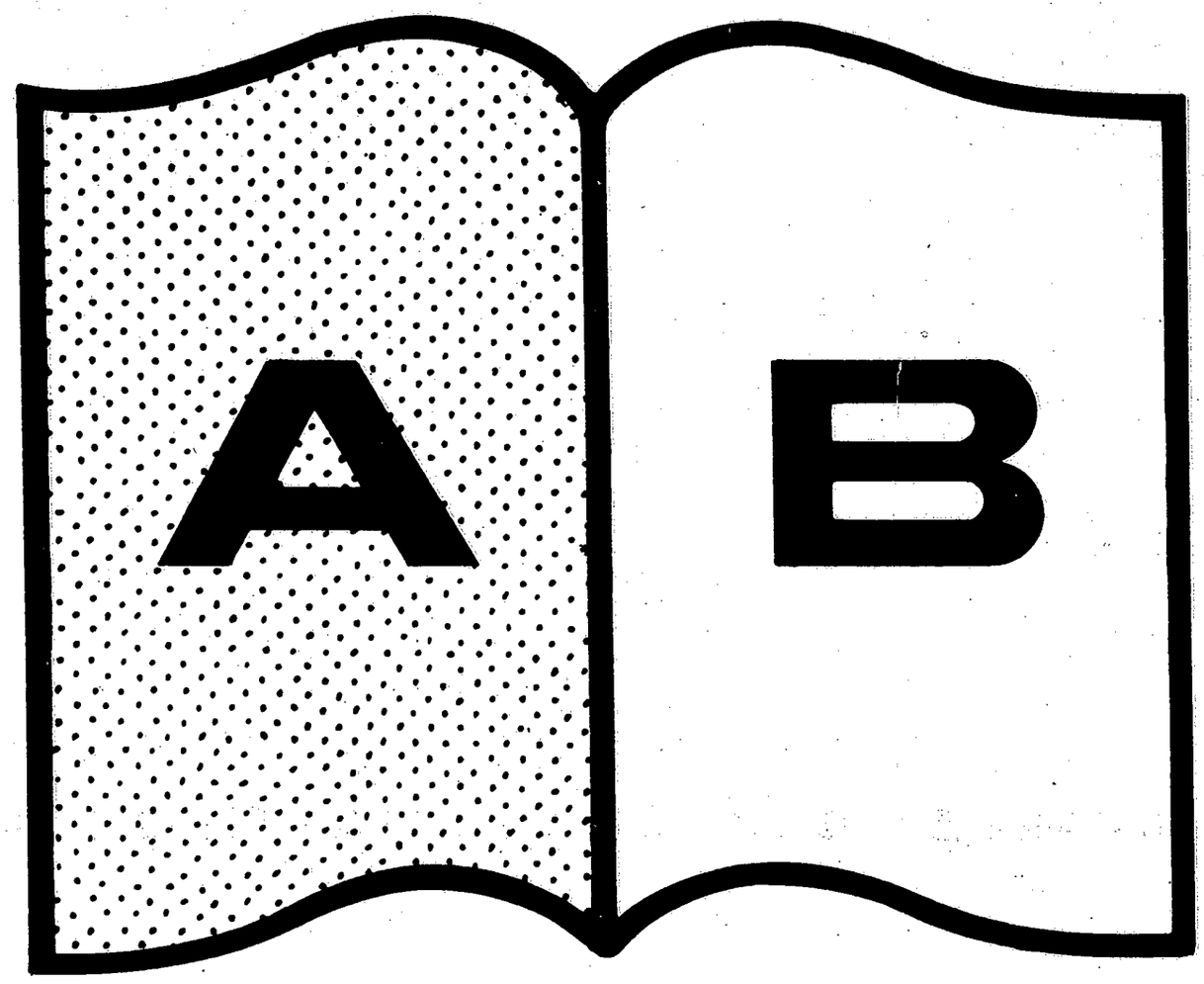
— **XIII.** — Les grandes reconnaissances... 395

— **XIV.** — L'activité économique et sociale. 431

Conclusions..... 465

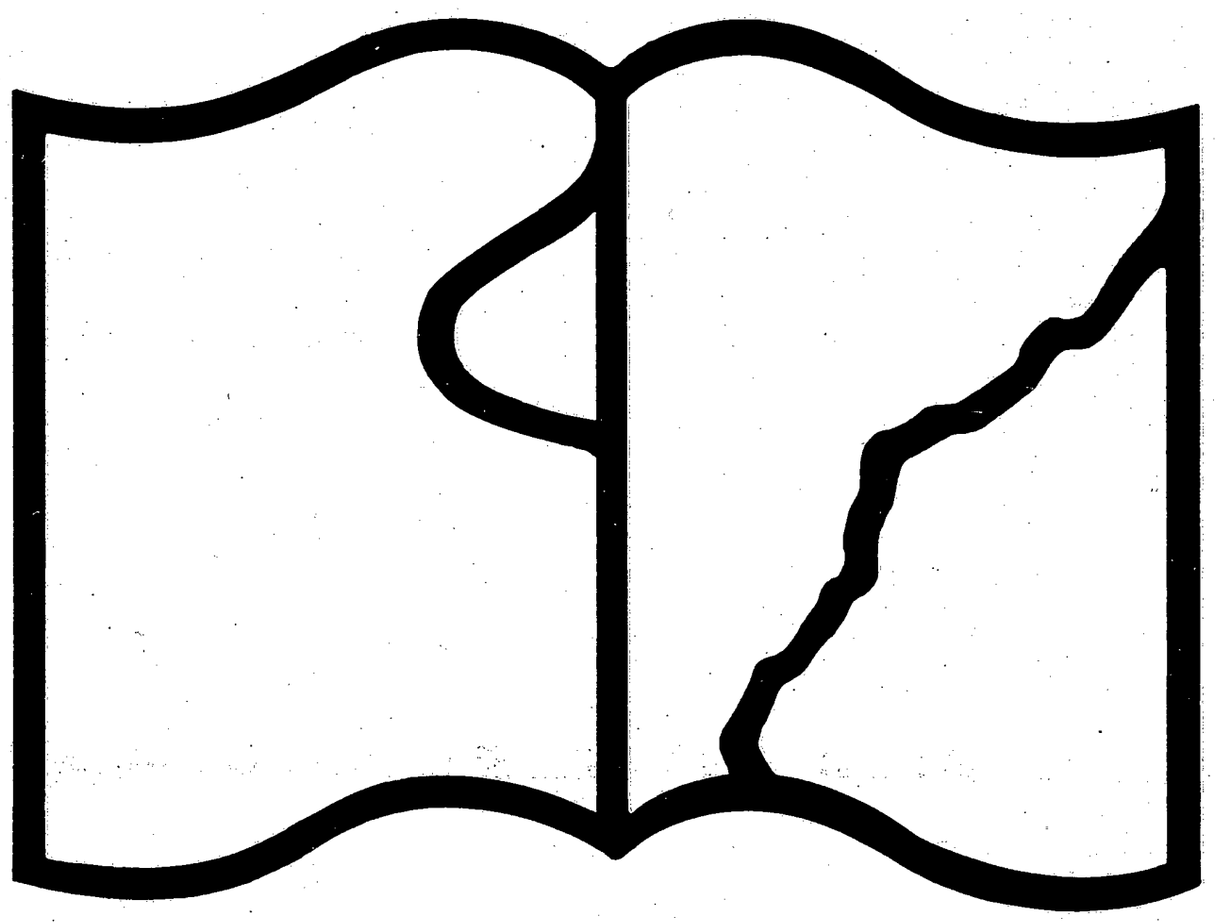
BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

Imp. RIVES, ROMEU & Cie
14, Rue Bab-el-Oued, Alger



Contraste insuffisant

NF Z 43-120-14



Texte détérioré — reliure défectueuse

NF Z 43-120-11